هكذا من الاصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14184 – 5 F — MARDI 4 SEPTEMBRE 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'échec de la mission de M. Perez de Cuellar et les conséquences de la crise du Golfe

M. Bush va rencontrer M. Gorbatchev à Helsinki pour prévenir l'éclatement de la coalition contre l'Irak

Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, qui devait être reçu lundi 3 septembre par M. Mitterrand, a constaté que ses entretiens à Amman avec le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, s'étaient soldés par un échec tant sur la question des otages que sur celle du retrait de l'Irak du Koweït. Sept cents ressortissants étrangers, des femmes et des enfants pour la plupart, ont pu quitter Bagdad au cours du week-end, mais le chantage aux otages se poursuit. Lundi matin, la France et la Grande-Bretagne attendaient toujours l'autorisation de faire atterrir à Bagdad un avion chargé de rapatrier un nouveau groupe d'Occidentaux. Le président George Bush rencontrera M. Gorbatchev, dimanche 9 septembre, à Helsinki, en Finlande, pour examiner la crise du Golfe. Washington espère obtenir à cette occasion le soutien «actif» de Moscou à sa politique envers Bagdad.

Maintenir Bagdad isolé

A l'aube de l'après-guerre froide, le «déjeuner d'Helsinki» auquel le président Bush a convié M. Gorbatchev dimanche 9 septembre aura valeur de symbole. Cette rencontre finlandaise au sommet illustrera avec éclat le souci qu'ont les Etats-Unis et l'URSS, malgré l'écart de puissance qui désormais les distingue, de «cogérer» les crises internationales, si aiguës soient-elles.

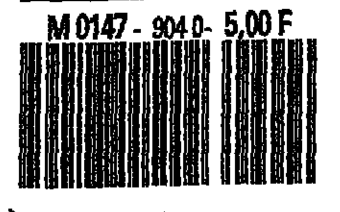
Il y a un mois jour pour jour, alors que les chars de Saddam Hussein venaient de déferler sur le Koweït, MM. Baker et Chevardnadze – que l'événement avait surpris ensemble à Moscou – condamnèrent l'agression irakienne avec une rapidité et une solennité sans précédent. Conscients de ce que leur initiative avait d'inédit, les deux ministres des affaires étrangères avaient pris soin eux-mêmes de souligner : «Aujourd'hui, nous avons fait le geste inhabituel...». Le ton de la crise du Golfe était donné.

METTANT en œuvre sa «nouvelle pensée diplomatique», M. Gorbatchev tournait le dos à l'un de ses meilleurs alliés d'hier, coupable d'avoir «perturbé» de manière intempestive le nouvel ordre international que l'URSS appelle de ses vœux. Moscou avait clairement choisi son camp, celui du droit bafoué, de la stabilité compromise, de la détente en danger. La morale et l'intérêt y trouvaient leur compte, avec la bénédiction de Washington.

Un mois plus tard, la crise du Golfe semble entrer dans une nouvelle phase, celle de l'enlisement. Sur le terrain, le face-à-face américano-irakien se transforme en une longue épreuve de force – militaire et psychologique – où chacun consolide ses positions en attendant l'éventuelle heure de vérité. Au lendemain du prévisible fiasco enregistré par M. de Cuellar à Amman, la diplomatie est dans l'impasse. Pris au piège de sa propre intransigeance, Saddam Hussein, malgré quelques fausses concessions, poursuit sa fuite en avant.

DANS ces conditions, il s'agit pour M. Bush d'utiliser au mieux l'arme du temps, en continuant d'associer étroitement Moscou à la gestion de la crise. Et d'abord d'accentuer encore l'isolement où croupit l'Irak. A cet égard, il ne pouvait être pire nouvelle pour le maître de Bagdad que la rencontre d'Helsinki. Même si ce troisième sommet Bush-Gorbatchev ne se solde, comme c'est probable, par aucun nouvel engagement concret de la part de l'URSS – celle-ci rejetant toute participation à une aventure militaire dans le Golfe, fût-ce sous la bannière de l'ONU – sa tenue, à elle seule, est un camouflet de plus pour le dictateur irakien.

M. Bush ne manquera pas d'en tirer profit pour rappeler que la crise du Golfe n'oppose pas «l'Amérique à Saddam» mais bien «le monde à Saddam». L'URSS n'y trouvera rien à redire. L' «enthousiasme» avec lequel elle a accueilli l'invitation d'Helsinki confirme, si besoin, que dans le système de sécurité collective dont elle rêve pour le monde de demain, la volonté de préserver le «statu quo» – et d'avoir quelque chance ainsi de surmonter sa propre crise – l'emporte sur toute autre considération.



Chantage aux otages

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Le sinistre chantage aux otages se poursuit à Bagdad, où ordres et contre-ordres se succèdent, rendant parfaitement aléatoire l'ordre donné il y a près d'une semaine par le président Saddam Hussein de laisser partir toutes les femmes et les enfants qui le souhaitaient.

Si sept cents d'entre eux ont pu quitter l'Irak pendant le week-end, l'avion d'Air France affrété, dimanche 2 septembre, par le gouvernement français pour venir chercher deux cents personnes environ, dont quarante-cinq Françaises, a dû être annulé au dernier moment, les autorités irakiennes étant revenues, sans explication, sur l'accord donné dans l'après-midi pour l'atterrissage de cet appareil. Après avoir déclaré, dans un premier temps, que l'opération ne pouvait se faire que de nuit – l'Airbus d'Air France étant attendu à 22 heures locales – les autorités de l'aviation civile, relayées par les affaires étrangères, ont ensuite affirmé que, sur ordre supérieur, *«les vols spéciaux n'étaient plus autorisés à servir l'Irak»*. Une décision qui remet en cause le processus déjà très long d'évacuation puisque tous les vols d'Iraqi Airways sur Amman, les seuls autorisés, sont, au dire des autorités, pleins et que les visas de sortie ne sont délivrés qu'au départ par aéroport.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4

M. Rocard prône «la justice dans la répartition de l'effort»

M. Rocard a esquissé, le 2 septembre devant les socialistes réunis à La Garde-Freinet (Var), le plan que le gouvernement devrait mettre en œuvre afin de tirer les conséquences économiques de la crise du Golfe. Le premier ministre ne remet pas en cause la «nouvelle étape sociale» prévue, mais il insiste sur la nécessité de préserver les capacités d'investissement des entreprises. Il s'est déclaré favorable à une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune, à la création de la contribution sociale généralisée et à un allègement du taux de l'impôt sur les sociétés.

LA GARDE-FREINET

de notre envoyé spécial

Le consensus exprimé par les principaux responsables politiques, à l'exception du Front national et, dans une moindre mesure, du Parti communiste, sur l'attitude de la France dans le conflit du Golfe, risque de s'effilocher dès qu'il va falloir présenter la note économique, fiscale et sociale. M. Michel Rocard comme M. Lionel Jospin le redoutent. Les propos, dimanche 2 septembre, de MM. Raymond Barre, Edouard Balladur et François Léotard ont clairement indiqué que si l'opposition s'était imposé un devoir de réserve sur les aspects diplomatiques et militaires du conflit – M. Giscard d'Estaing a même approuvé M. Mitterrand au sortir de l'Elysée, samedi 1er septembre après l'avoir critiqué trois jours plus tôt, – elle devient plus entreprenante dès qu'il est question d'apprécier la façon dont le gouvernement devrait gérer les retombées économiques. Chez les socialistes eux-mêmes, les inquiétudes sont vives, les réserves certaines, l'harmonie n'étant même pas parfaite, tant s'en faut, entre les ministres.

Les fortes tensions ont souvent comme résultat de mettre à mal les clivages traditionnels. C'est une fois de plus le cas, les divergences entre les responsables socialistes sur la stratégie à suivre ne suivant pas toujours les frontières des courants du parti.

THIERRY BRÉHIER

Lire la suite page 6 et nos informations pages 6 et 7

Un appel de M. Mitterrand en faveur des pays pauvres

La deuxième conférence sur les 41 pays les moins avancés (PMA) devait s'ouvrir lundi 3 septembre à Paris par une déclaration de M. Mitterrand. Le président de la République entendait y rappeler l'engagement des pays riches à consacrer 0,15 % de leur PNB à l'aide publique en faveur des pays les plus pauvres. Il voulait plaider aussi pour la généralisation des dons aux PMA non africains, ainsi que l'annulation de leurs créances publiques, pour un montant de quelque 2 milliards de francs.

Lire nos informations page 8 (Lire également notre supplément «Champs économiques», pages 25 à 28 - section C.)

VOUS CHERCHEZ DU PÉTROLE ?

NON ! J'ENTERRE MES ENFANTS !

PLANTU

L'an II de la sécheresse

I. – *Le Midi de la soif*

Tous les voyants étaient au rouge depuis 1989. On répétait partout que, à moins d'un été «pourri», on se retrouverait dans une situation pire qu'en 1976, voire qu'en 1949 ou 1921, années de référence absolue. Or l'été 1990 s'est révélé encore plus chaud et sec que 1989 ! Cependant, le pire ne s'est pas produit, sauf dans certaines régions de l'Ouest et du Sud-Ouest. La sécheresse de 1976 a porté ses fruits. On a tant construit de barrages et creusé de forages que l'irrigation a pu souvent se poursuivre malgré la pénurie générale. Mais cette deuxième saison sèche a révélé d'importantes failles dans le système de gestion de l'eau, dont la consommation a beaucoup augmenté chez les particuliers et dans les exploitations agricoles.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

On dirait de longs doigts maigres qui se tendent vers l'inaccessible. Ce sont les branches d'un saule pleureur. Leurs extrémités flottent habituellement dans une eau bleutée. En cette fin d'août caniculaire, les feuilles les plus basses sont à un demi-mètre à la verticale de flots glauques. Situé à une vingtaine de kilomètres à l'est de Toulouse, le lac de Lenclas, sur la commune de Saint-Félix-Lauragais, vit mal son deuxième été de sécheresse consécutive.

En onze mois, il est tombé sur la région 190 mm de pluie de moins que les 625 mm normaux (la «normale» est une moyenne calculée sur trente ans) et l'évaporation en août a été de 6 mm par jour au lieu d'une moyenne de 4 mm. La baignade est inimaginable dans une eau aussi tiède et visqueuse. Le ruisseau qui alimentait le lac n'est plus qu'un serpentin verdâtre. *«Lac touristique»*, indique la pancarte qui invite les promeneurs à s'y rafraîchir. Il faut être un pêcheur acharné pour s'attarder le long de ces berges toutes de vase craquelée.

La patronne de l'auberge proche ronchonne : *«L'an dernier, la société de pêche avait mis six cents truites, elles n'ont pas résisté à la chaleur. Ils en ont rajouté deux cents qui se sont aussi retrouvées le ventre en l'air. Cette année, le concours de pêche a été annulé. Cela fait du monde en moins.»*

A une vingtaine de kilomètres de là, toujours dans le Lauragais, une batteuse finit de moissonner les tournesols du domaine Saint-Martin, venus à maturité avec deux semaines d'avance en raison de la chaleur.

ALAIN GIRAUDO

Lire la suite page 13 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,60 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société ;
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* ».
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises.
« *Association Beuve-Méry* ».
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12 r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*
ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois ...	400 F	572 F	790 F
6 mois ...	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an ...	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par **MINITEL**
36-15 LEMONDE
code d'accès **ABO**
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux *semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.*

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______
______
______
Code postal : ______
Localité : ______
Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie
PP Paris RP 021 MON 01

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : **André Fontaine,**
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DÉBATS

La crise du Golfe

La guerre, et après ?

par Jean-Claude Roujeau

SADDAM HUSSEIN est incontestablement un dictateur sanguinaire et sans scrupule. Son annexion militaire du Koweït viole la loi internationale sans s'embarrasser du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais l'histoire nous a appris qu'il n'est pas le premier et sans doute, malheureusement, ne sera-t-il pas le dernier. Ceux qui s'indignent aujourd'hui à hauts cris de ses méthodes étaient bien silencieux quand le même Saddam Hussein emprisonnait les opposants, massacrait au gaz de combat des milliers de Kurdes ou les enfants-soldats iraniens fanatisés par Khomeiny. Combien également n'ont élevé que des protestations bien symboliques lorsque chacun des Deux Grands est intervenu militairement dans les pays de sa « zone d'influence ».

Dans ce contexte, les indignations unanimes au nom du droit apparaissent bien hypocrites. Il est peu probable que les dirigeants des pays occidentaux soient à ce point naïfs. Par contre, il n'est pas à l'honneur des médias de notre pays d'amplifier, sans jamais le critiquer, ce discours légaliste et humanitaire. S'agirait-il de préparer l'opinion publique au pire ? Souvenons-nous qu'en août 1914 les soldats français sont partis la fleur au fusil pour défendre « le droit et la civilisation » contre la « barbarie » allemande.

Au-delà de l'hypocrisie d'un tel discours humanitaire, chacun sait bien quel est aujourd'hui le véritable enjeu du conflit du Golfe. Osons reconnaître, comme le font plus franchement les médias américains, qu'il s'agit en fait du contrôle des champs de pétrole du Moyen-Orient. C'est un enjeu considéré comme vital par les Etats-Unis, leurs anciens alliés occidentaux et leurs nouveaux partenaires d'Europe de l'Est (unis pour la *première fois dans un pacte que l'on ne peut guère qualifier que « du Nord »*). Ce contrôle des champs *pétrolifères, les pays occidentaux avaient réussi à le conserver depuis cinquante ans par un mélange subtil de frontières artificielles, de souverains stipendiés, d'antagonismes attisés. Pèse aussi très lourdement la puissance militaire d'Israël dont les dirigeants ont toujours considéré – peut-être à juste titre – que l'unification des pays arabes serait pour leur pays une menace mortelle.*

Du consensus mou au terrorisme

Personne ne doute que les Etats-Unis et leurs alliés aient actuellement les moyens militaires d'abattre le régime de Saddam Hussein pour un coût immédiat (pertes humaines et renchérissement du prix du pétrole) que les opinions publiques ont été préparés à accepter. Mais après ? La logique de la politique de force suppose que l'on reste le plus fort. Pour combien de décennies ou d'années cela est-il garanti ? On voit clairement dans quelle impasse cette logique de la force a conduit les autorités israéliennes dans les territoires qu'elles occupent. Nos dirigeants sont-ils en mesure de chiffrer le coût à moyen et long termes de leur politique d'intervention militaire dans le Golfe ? Bien des conséquences désastreuses sont pourtant prévisibles : renversement des régimes arabes pro-occidentaux, accroissement des difficultés économiques et sociales qui pourraient conduire à une situation explosive en Europe de l'Est, montée des intégrismes.

Il serait bien illusoire de croire que cette dernière menace ne concerne que l'Islam. La renaissance en Pologne d'un catholicisme « pur et dur » teinté d'antisémitisme, les restrictions au droit à l'avortement aux Etats-Unis ne sont-ils pas des signes avant-coureurs des démons intégristes qui guettent les pays démocratiques ?

Il faut enfin en France bien peu de sens politique pour ne pas apprécier tout le bénéfice que pourrait tirer Le Pen de ses prises de position pro-irakiennes. Face au « consensus mou » rassemblant tous les hommes politiques français de Lecanuet à Marchais, Le Pen ne perdrait qu'une fraction de ses partisans, les plus radicalement anti-arabes, pour gagner en crédibilité face à un électorat populaire qui serait touché durement par les conséquences économiques d'un conflit.

Mais le plus grave danger de cette première confrontation Nord-Sud serait qu'une unité arabe, probablement inéluctable à terme, ne se structure essentiellement autour du sentiment anti-occidental. Dans une lutte inégale contre la supériorité technologique militaire du Nord, la haine conduirait alors à la banalisation des moyens contre lesquels cette technologie est inefficace (terrorisme, prise d'otages...).

Face à de tels risques le « consensus mou » actuel semble fondé sur des analyses à bien courte vue.

N'y a-t-il plus en France de dirigeant politique pour rappeler que les pays du Nord n'ont aucun droit sur les richesses pétrolières qui ne leur appartiennent pas, pour s'opposer à toute intervention militaire, pour réaffirmer que la solution politique des conflits régionaux est du ressort des peuples concernés, pour proposer – si elle reste souhaitée – la médiation de la France pour une solution qui devra inclure un traité de paix entre Israël et ses voisins ?

► **Jean-Claude Roujeau est professeur à la faculté de médecine de Créteil.**

Parfum de scandale

par Kendal Nezan

LES informations publiées sur le lobby pro-irakien en France ont de quoi consterner les esprits les plus blasés. Voilà donc une cohorte d'hommes politiques, d'universitaires, de journalistes français se faisant depuis des années les chantres de l'une des plus sanglantes dictatures de la seconde moitié du vingtième siècle.

Le tyran de Bagdad, qui a assassiné, muselé ou contraint à l'exil l'intelligentsia irakienne, envoyé aux potences ses opposants, y compris ses propres camarades de parti, dévasté un pays, le Kurdistan – huit fois grand comme le Liban, – massacré plus de 200 000 Kurdes, en a interné dans des camps plus de 1,5 million, engagé son pays dans une aventure militaire ruineuse et extrêmement meurtrière, a donc pu trouver grâce aux yeux de certains Français, d'une certaine France.

Un hitlérisme aux couleurs arabes

On peut certes s'en indigner, mais mieux vaut s'interroger sur les motifs de cet acoquinement avec un régime qui, si l'on veut bien appeler les choses par leur nom, n'est qu'un hitlérisme aux couleurs arabes. Les uns, cyniques, avancent des raisons pécuniaires. Plus habile, et surtout infiniment plus riche que ses collègues Pol Pot et Ceausescu, Saddam Hussein a effectivement consacré une part considérable des revenus du pays, tirés en majeure partie du pétrole kurde, à sa redoutable machine de propagande planétaire.

La France a été l'une des cibles privilégiées de cette action visant à glorifier le maître de Bagdad, et surtout à obtenir le silence sur ses crimes. Si l'appât du gain a été l'argument décisif pour les marchands de canons et les milieux d'affaires, si maints personnages se sont laissé corrompre par l'argent facile et les avantages matériels, j'ai du mal à croire que l'irakophilie agissante de certaines personnalités ait été motivée par des intérêts financiers. Ou alors, si cela s'avérait être effectivement le cas dans la cinquième puissance économique du monde, il faudrait vraiment désespérer de tout !

Elles ont eu sûrement d'autres raisons. On ose espérer que ces explications iront plus loin que la sempiternelle évocation des vertus jacobines ou laïques du régime de Bagdad. Ou alors ces messieurs-dames devraient aussi souscrire pour ériger en France des statues de Staline, grand jacobin et laïc devant l'Eternel.

L'ignorance de la barbarie d'un régime lointain, comme on l'a si souvent affirmé après la chute de Ceausescu ? Argument irrecevable, surtout depuis les terribles images du gazage de civils kurdes en mars 1988. Si cela n'a pu ébranler leur foi en Saddam, les organisations de défense des droits de l'homme devraient dès maintenant envisager d'affréter des charters pour emmener, après la chute du tyran de Bagdad, tous ces inconditionnels dans les campagnes dévastées du Kurdistan afin de mieux leur faire admirer les œuvres de leur idole.

Alors quoi ? La défense des intérêts supérieurs de la Nation, peut-être ? Jusqu'à preuve du contraire, c'est l'Etat qui s'en charge, et, en l'occurrence, il a gâté l'Irak plus que toute autre puissance occidentale, y compris les Etats-Unis qui, pourtant, possèdent dans la région des intérêts au moins aussi importants que ceux de la France.

On aimerait d'ailleurs savoir comment celle-ci a pu réconcilier certains de ces intérêts avec le respect de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dont elle a si fastueusement célébré le bicentenaire il y a à peine un an. Doit-on comprendre que ces droits, tout comme la démocratie, seraient un luxe pour les peuples du tiers-monde ?

Les Kurdes ne sont sûrement pas les seuls à désirer ardemment des réponses à ces quelques questions. Nous sommes peut-être un certain nombre à trouver ces jours-ci que l'air de Paris exhale un parfum d'Irakgate. Sans rêver des procès-spectacles purificateurs à l'américaine, nous aimerions qu'une certaine France ait le courage de se regarder dans une glace et de faire son mea culpa, qu'un débat s'engage, y compris au Parlement, sur ce que l'on peut difficilement qualifier autrement que de scandale moral.

► **Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.**

TRAIT LIBRE

Une occasion historique

par Isabelle Grunberg

QUEL que soit le « consensus » qui entoure la position française dans la crise du Golfe, cette position est à courte vue, et surtout repose sur une conception surannée des relations internationales. Qu'est-ce qui lie les mains du gouvernement français et *l'empêche d'apporter un soutien inconditionnel à l'initiative américaine ?*

Principalement la nécessité de garder des « amitiés » dans le monde arabe, la volonté d'être perçu comme indépendant d'une grande puissance qui y suscite l'animosité, voire la haine collective.

Ce calcul est mauvais pour deux raisons. Premièrement, il sous-entend que l'ère des « marchés captifs », des contrats privilégiés, des zones d'influence, a encore de l'avenir, à l'heure où le clientélisme et les ventes d'armes massives à des pays « amis » se sont révélés être un moyen de moins en moins sûr pour équilibrer nos échanges extérieurs – sans parler de la dimension morale.

Les compromissions politico-économiques (qui pervertissent aussi l'appareil judiciaire et policier, comme on l'a vu avec les affaires Naccache et Gordji) ne remplaceront jamais une réelle compétitivité, dont la France ne fait l'économie qu'à ses risques et périls.

En second lieu, la logique des blocs est surannée d'un point de vue stratégique. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, le monde se trouve enfin dans une situation propice à l'avènement d'un véritable système de sécurité collective, dans lequel une attaque contre un des membres est une attaque contre tous.

Le culte français de la finesse

Dans un tel système, l'agression, pourvu qu'elle soit caractérisée comme dans le cas de la prise du Koweït, est une justification suffisante d'intervention. Jusqu'à présent, le principe de la sécurité collective n'a été efficace que lorsqu'il coïncidait avec l'intérêt des grandes puissances. Leur rapprochement fournit les conditions idéales pour mettre en application ce principe. C'est le cas dans la crise actuelle. Pourquoi ne pas en profiter pour se joindre sans réserves à l'effort commun des puissances occidentales et arabes ?

Le monde est mûr pour une transition entre l'équivalent, en politique intérieure, de la « guerre des clans » et un système cohérent et stable de maintien de l'ordre. Pendant ce temps, la France parle de non-alignement et du « prestige d'une politique étrangère indépendante » – qui est plutôt le mirage pompeux d'une politique irresponsable. C'est aussi absurde que de vouloir défendre les voleurs et les assassins au nom du « non-alignement » avec la police. On invoque des concepts des années 50 au lieu de saisir une occasion historique.

Faut-il blâmer le culte français de la finesse et de la nuance ? Pourtant, l'intelligence consiste, *dans une équation qui contient trop de variables, à savoir en éliminer quelques-unes, plutôt que de produire des politiques aussi confuses que les situations auxquelles elles doivent répondre.*

On nous explique, à grand renfort de citations de Tocqueville, que la politique étrangère est la faiblesse des démocraties, dont le caractère ouvert, pluraliste et délibératif s'accommode mal de la continuité et de la rapidité de décision nécessaires.

Mais en France, nous n'avons ni politique étrangère démocratique, ni politique étrangère rigoureuse. A quoi cela sert-il d'exclure les citoyens, si leurs *hésitations sont remplacées par celles des dirigeants ? Le jour où les Français auront vraiment une voix en matière de défense et de diplomatie, ils opteront, comme* dans les démocraties anglo-saxonnes, pour la paix durable, c'est-à-dire l'anéantissement des agresseurs.

► **Isabelle Grunberg est maître de conférences à l'Institut *d'études politiques de Paris.***

Pour l'Irak

par Jilani Jeddi

AU nom des règles du droit international et au nom des principes universels des droits de l'homme, nous assistons depuis un mois à une campagne médiatique sans précédent. Voici la télévision française, la radio et la presse, y compris celle traditionnellement réputée pour son sens de la mesure, s'inquiétant du sort du sympathique petit Koweït avalé par l'ogre irakien.

Voici *que nous revient en mémoire* la formidable campagne de haine orchestrée en 1956 contre Nasser – lui aussi alors comparé au Führer – lors de la nationalisation du canal de Suez.

Le temps de la haine et du mépris

Voici que reviennent les titres des journaux français au lendemain de la Toussaint de 1954, suite au déclenchement de la lutte armée en Algérie. Voici que ressurgit l'odieuse campagne menée en 1967 contre ces bien stupides soldats égyptiens se déchaussant pour mieux courir sur les sables brûlants du désert de Gaza ! Voici que revient le temps de la haine et du mépris ; voici que revient le manichéisme triomphant.

Et l'on voudrait que nous prenions position au nom du droit international et au nom des droits de l'homme ? Soit !

Beaucoup parmi les Arabes – et j'en suis – n'avaient jusqu'au 2 août 1990 aucune sympathie particulière pour le régime de Saddam Hussein. Et c'est un euphémisme. Mais force a été, pour moi, comme pour des millions d'Arabes, de prendre position pour l'Irak au *risque de faire désormais partie* de ces « foules arabes fanatiques et fanatisées », *dixit* la langue de bois des médias européens.

Oui pour l'Irak et pour le droit international public, mais pas nécessairement celui concocté dans les bureaux du Foreign Office permettant aux juifs ukrainiens et éthiopiens de *« revenir sur la terre que leurs ancêtres avaient quittée il y a deux mille ans » et permettant à Israël d'annexer impunément Eilath en 1949, en violation des accords d'armistice, puis Jérusalem, puis le Golan, et lui permettant d'occuper la Cisjordanie, tout en refusant* à l'Irak de récupérer ce qu'il considère comme une province injustement détachée de son territoire il y a tout juste quelques dizaines d'années.

Oui pour l'Irak, oui pour le Panama, pour la Grenade, pour le Chili... car le droit international est indivisible. Et ce n'est point là amalgame.

Oui pour l'Irak et contre ce nouvel ordre militaire mondial que veulent nous imposer les Etats-Unis. Oui pour l'Irak et contre les roitelets et princes capables de dilapider en une soirée des millions de dollars dans les casinos de Cannes ou de Marbella alors que le petit fonctionnaire égyptien doit se contenter de moins de 200 francs français par mois pour faire vivre sa nombreuse famille. Oui pour l'Irak et contre les partisans de la justice expéditive, ceux qui ignorent les droits de la défense, ceux qui, en 1990, se permettent encore de couper les bras des petits délinquants et de lapider à mort la femme adultère, eux qui organisent régulièrement, en avion, des expéditions dans les lupanars de Bangkok. Oui pour l'Irak et contre les obscurantistes et leurs pourvoyeurs de fonds qui veulent réinstituer dans mon pays la polygamie, le châtiment corporel et la lapidation.

Il reste que le peuple irakien, pas moins d'ailleurs que le peuple syrien, gagnerait sans doute à conquérir la démocratie et la liberté. Cela est l'affaire des démocrates irakiens et de tous les démocrates mais pas celle des démocrates d'occasion dont le discours tardif est bien suspect. Que ne l'eût-on tenu du temps des embrassades ? Pour tout cela, oui pour l'Irak, car l'Occident a tout fait pour que nous le disions.

► ***Jilani Jeddi est avocat à Tunis.***

LA CRISE DU GOLFE

Le président turc Turgut Ozal a demandé samedi 1er septembre au Parlement d'accorder les pleins pouvoirs au gouvernement – à l'exception de la déclaration de l'état de guerre – afin de lui permettre d'agir rapidement si besoin était dans la crise du Golfe. *« L'objectif principal de notre politique est d'assurer le retrait des troupes irakiennes du Koweït »,* a déclaré M. Ozal. Il a réaffirmé l'application stricte de l'embargo par la Turquie, tout en affirmant que celle-ci n'avait pas l'intention de *« participer à la guerre ».* Mais il n'a pas précisé si son pays avait l'intention de participer à la force multinationale à titre dissuasif. Les pleins pouvoirs permettraient à Ankara d'envoyer des troupes hors de ses frontières.

L'opposition turque ainsi qu'une partie de la presse font de leur côté campagne pour empêcher le gouvernement d'envoyer des troupes défendre l'Arabie saoudite contre une éventuelle offensive irakienne. Certains commentateurs font remarquer que l'Arabie saoudite a décidé le mois dernier de ne pas fournir à la Turquie une partie du pétrole que celle-ci réclamait pour compenser la perte de son approvisionnement en provenance d'Irak. Avant l'invasion du Koweït, la Turquie recevait de l'Irak 60 % de ses importations de brut.

De son côté, le premier ministre belge a plaidé dimanche pour que la CEE se dote rapidement d'une *« politique de sécurité »* commune. *« La crise du Golfe,* a déclaré M. Martens, *indique clairement que l'Europe manque de cette politique de sécurité et qu'il faut l'inclure dans l'Union politique européenne ».*

Les ministres des affaires étrangères de la CEE tiendront vendredi 7 septembre à Rome une réunion extraordinaire sur la crise du Golfe, a-t-on annoncé lundi à Bruxelles. Cette réunion sera essentiellement consacrée aux projets d'aide économique et financière en faveur des pays les plus touchés par les conséquences de cette crise. La commission doit proposer mercredi aux Douze un programme d'aide, qui profitera notamment à la Jordanie et à l'Egypte.

Plusieurs organismes internationaux se préoccupent également de l'assistance aux réfugiés en Jordanie. Les Nations unies ont annoncé qu'elles intensifiaient leur aide à 60 000 Asiatiques venus du Koweït et bloqués à la frontière irakienne. Le coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) a réitéré son appel pour une aide d'urgence. Il a déjà recueilli 151 millions de dollars pour un nombre de réfugiés estimé à 90 000 dans le royaume hachémite. Enfin, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a envoyé à Amman un avion chargé de quarante tonnes de matériel d'assistance ; un second envoi de 150 tonnes est prévu.

L'Inde a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de se réunir rapidement pour discuter des moyens d'alléger les difficultés économiques que connaissent les pays en voie de développement à la suite des sanctions décrétées contre l'Irak.

A Alger, les ministres des affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe (UMA, qui regroupe l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie) ont entamé dimanche une session extraordinaire afin de tenter de définir une position commune sur la crise du Golfe et de renforcer leur cohésion.

Avant la rencontre américano-soviétique d'Helsinki

M. Bush veut s'assurer du soutien de M. Gorbatchev

La rencontre Bush-Gorbatchev du dimanche 9 septembre à Helsinki a été annoncée simultanément, samedi 1er septembre dans l'après-midi, à Washington et à Moscou, mais seul le président américain a donné quelques précisions sur le but et l'ordre du jour de ce nouveau sommet.

M. Bush, qui a proposé lui-même cette rencontre il y a une semaine, arrivera samedi 8 septembre dans la capitale finlandaise et devrait regagner Washington dans la nuit de dimanche à lundi. Quant à M. Gorbatchev, il devrait recevoir d'ici là le roi Hussein de Jordanie, qui terminera à Moscou sa tournée européenne.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quel besoin urgent M. Bush a-t-il de rencontrer soudain M. Gorbatchev, trois mois à peine après le sommet de Washington, et alors que les deux hommes devraient en principe se revoir avant la fin de l'année pour signer l'accord Start sur la réduction des armements stratégiques ? La réponse tient pour l'essentiel dans une petite phrase prononcée par le président américain samedi 1er septembre, peu après qu'il eut annoncé la rencontre : *« Pour être sûr que nous sommes ensemble. »*

« Ensemble », c'est à dire du même avis et solidaires, et naturellement à propos de la crise du Golfe. Sans doute M. Bush a-t-il pris soin de préciser qu'il n'y avait pas d'ordre du jour particulier pour cette brève rencontre d'Helsinki (une journée, celle du dimanche 9 septembre), comme pour éviter de donner l'impression qu'Américains et Soviétiques s'apprêtent à sortir d'un chapeau commun une solution originale à la situation née de l'annexion du Koweït par l'Irak. Washington a trop répété que la seule solution envisageable passait par une application des résolutions du Conseil de sécurité et donc par un retrait des troupes irakiennes du Koweït pour permettre à présent aux imaginations de trop gambader.

C'est pourquoi, à en croire M. Bush, les deux chefs d'Etat ont simplement *« beaucoup de sujets à discuter »*, sans qu'aucun ne s'impose au premier plan, mais il est parfaitement évident que cette rencontre inopinée, due à l'initiative du président américain, comme il l'a indiqué lui-même, ne s'expliquerait pas hors du contexte de la crise du Golfe.

Grincements discrets à Moscou

Mais même dans ce contexte, l'annonce de ce mini-sommet a surpris, dans la mesure où sa nécessité ne sautait pas vraiment aux yeux. Après tout les Américains ont obtenu des Soviétiques ce dont ils avaient le plus besoin – un feu vert qui a permis l'adoption le 25 août par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution autorisant les marines occidentales, US Navy en tête, à faire respecter, par la force si besoin, l'embargo contre l'Irak. Depuis, quelques grincements discrets se sont fait entendre à Moscou, où l'expulsion par Washington de 36 fonctionnaires de l'ambassade d'Irak a été critiquée, tandis qu'en sens inverse le maintien en Irak de quelque deux cents instructeurs militaires soviétiques était mal compris aux Etats-Unis.

Plus récemment, un vice ministre soviétique des affaires étrangères, M. Belonogov, s'est inquiété de la présence d'un si fort contingent de troupes américaines en Arabie saoudite, et s'est demandé publiquement si elles quitteraient vraiment la région après le dénouement de la crise. Et M. Gorbatchev s'est lui même fait l'écho de cette préoccupation, mais sous une forme très tempérée, et en mettant en avant la *« coopération »* entre l'URSS et les Etats-Unis.

M. Bush peut-il espérer un soutien encore plus explicite, ou des réserves encore plus timides de la part du secrétaire général du PC soviétique ? Ou bien souhaite-t-il seulement manifester clairement à la face du monde, et tout particulièrement de l'Irak, que dans cette affaire Américains et Soviétiques sont dans le même bateau, un bateau assez puissant pour faire perdre à Saddam Hussein ses dernières illusions et donc l'amener finalement à composition ? Une autre explication, plus complémentaire qu'opposée, est que M. Bush est à la recherche d'une couverture aussi vaste que possible au cas où les choses tourneraient au vinaigre, c'est à dire à l'affrontement armé. Le point de vue soviétique, exprimé récemment par la *Pravda*, est que *« la confrontation militaire dans la région est avant tout irako-américaine »*. La Maison Blanche souhaite au contraire donner l'impression que le monde entier, et donc l'URSS aussi bien que l'Occident, sont alliés dans cette affaire.



Préparatifs de « précaution »

Il serait bien sûr très difficile de maintenir cette cohésion en cas d'attaque délibérée de l'Irak par les Etats-Unis, et il n'y a toujours aucun indice permettant de supposer que l'administration nourrit de telles intentions, qui lui poseraient d'ailleurs de graves problèmes avec l'Arabie saoudite.

Mais il est tout aussi clair que la Maison Blanche se veut prête à toutes les éventualités, et la rencontre avec M. Gorbatchev peut d'une certaine manière être située dans le cadre de ces préparatifs de « précaution ». Il est en tout cas exclu que M. Bush demande à M. Gorbatchev de passer à la caisse. Comme on lui demandait s'il pensait que Moscou devrait être prié, comme beaucoup d'autres, de porter *« une part du fardeau »*, le président a paru un peu surpris. Il a clairement fait comprendre qu'il n'était pas question pour lui de demander quoi que ce soit de pareil aux Soviétiques, à moins qu'ils ne le proposent eux-mêmes, ce qui serait fort surprenant. Mais le plus curieux dans sa réponse a été le motif avancé. Au lieu de faire valoir par exemple que l'embargo coûtait déjà suffisamment d'argent à Moscou (les Soviétiques ont parlé de 900 millions de dollars), il a simplement déclaré : *« l'URSS a beaucoup de responsabilités de par le monde »*. M. Bush considère-t-il que les dépenses engagées par les Soviétiques à Cuba ou en Afghanistan, et qui ne sont pas vraiment du goût de l'administration américaine, les dispensent d'office de toute contribution dans l'affaire du Golfe ?

L'Afghanistan pourrait en tout cas être l'un des *« autres »* sujets évoqués le 9 septembre à Helsinki (ville choisie parce que la plus proche et donc la moins dérangeante pour M. Gorbatchev). Depuis des mois, Soviétiques et Américains s'efforcent en effet de modifier subtilement leurs positions respectives pour se rapprocher d'un accord, mais ils n'y sont toujours pas parvenus. Autres thèmes *« logiques »* : les quelques problèmes qui subsistent pour la conclusion en bonne et due forme d'un accord Start, et les négociations CFE sur le désarmement conventionnel en Europe. Mais le temps risque de manquer pour traiter sérieusement de sujets aussi complexes.

La rencontre, le président américain l'a bien souligné, aura un caractère informel, et n'aura donc pas le lustre d'un sommet (déjà la visite de M. Gorbatchev à Washington, au début juin, avait été présentée côté américain comme un faux sommet et une vraie réunion de travail). Il n'empêche qu'il y aura, comme toujours, un très fort impact médiatique, et qu'au moment même où la crise du Golfe a projeté M. Bush, et M. Bush seulement, au premier plan, le président américain n'hésite pas à permettre à M. Gorbatchev de réapparaître à son tour en pleine lumière, à un moment où il en a sans doute bien besoin . D'autres que M. Bush auraient sans doute voulu garder aussi longtemps que possible toute la place au soleil. L'actuel président des Etats-Unis, être éminemment sociable, préfère la compagnie.

JAN KRAUZE

Les entretiens d'Amman

La « déception » de M. Perez de Cuellar

AMMAN

de notre envoyé spécial

La déception se lisait sur son visage. Avant de quitter Amman, dimanche 2 septembre, M. Javier Perez de Cuellar avait l'air encore plus sombre que les jours précédents. Depuis son arrivée, jeudi, il avait eu en public une attitude grave qui contrastait avec l'apparente aisance et l'aplomb de son interlocuteur, M. Tarek Aziz.

Souvent souriant, le chef de la diplomatie irakienne a rappelé invariablement la position de son gouvernement : si agression il y a dans la crise du Golfe, elle est à mettre au compte des Etats-Unis. A son départ pour Bagdad, samedi soir, il a parlé d'une *« meilleure compréhension »*, mais il n'y avait aucun signe de progrès.

Sans révéler le contenu des discussions, M. Perez de Cuellar ne se faisait guère d'illusions. Dès son arrivée à Amman, il avait pris soin de souligner avec une extrême prudence que sa mission serait très *« difficile »*, *« délicate »* et *« limitée »*. Au cours d'une conférence de presse, dimanche, il a précisé qu'il *« devait »* exprimer son regret parce que, malgré tout, il avait *« espéré davantage »*. Ensuite, pressé de questions par les journalistes étonnés de sa franchise, il a pris la précaution d'atténuer la portée de son aveu en déclarant : *« Je ne veux pas dire que les conversations n'ont pas été utiles »* mais *« j'ai été déçu parce que je m'attendais à une ouverture de la part du gouvernement irakien, ce qui, malheureusement, ne s'est pas produit »*. Cette ouverture, qu'il n'a pas définie, aurait dû porter sur la question essentielle du *« retrait des troupes irakiennes du territoire koweïtien »*, objet fondamental des cinq résolutions du Conseil de sécurité.

Irritation manifeste

Dans le texte de sa déclaration, M. Perez de Cuellar ne note que deux points à mettre au crédit de l'Irak et de M. Aziz durant leur « échange de vues ». *« Auprès de moi*, indique-t-il, *le ministre a insisté sur le fait que son gouvernement n'avait pas l'intention de prendre une quelconque initiative qui puisse déclencher une escalade sur le plan militaire. »* Mais le secrétaire général observe que M. Aziz l'avait *« déjà dit publiquement »* ... *« J'ai accueilli avec satisfaction la décision de libérer les femmes et les enfants »*, poursuit M. Perez de Cuellar, mais il remarque avoir *« souligné »* que toutes les personnes retenues en Irak devaient être libérées.

L'aplomb de M. Aziz a certainement agacé le secrétaire général car celui-ci ne manque pas de dire que le ministre irakien, au *« chapitre humanitaire »* – au même titre que l'affaire des otages occidentaux – avait *« attiré tout particulièrement »* son attention sur *« le besoin qu'avait la population irakienne d'un approvisionnement convenable en produits alimentaires et en médicaments »*, ce qui était pour M. Aziz une autre façon de contester l'embargo décrété contre l'Irak.

L'irritation de M. Perez de Cuellar est beaucoup plus manifeste encore à l'encontre de M. Aziz parce que ce dernier s'est livré à Amman à une sévère critique du *Conseil de sécurité – dont plusieurs* pays membres, qu'il n'a pas nommés, sauf les Etats-Unis – ne sont à ses yeux pas *« neutres »*. M. Aziz a surtout prôné avec insistance une *« solution arabe »* à la crise, paraissant nier ainsi le rôle de l'ONU. M. Perez de Cuellar déclare avoir répondu à M. Aziz être d'accord pour reconnaître un *« rôle arabe majeur »* dans la recherche d'une solution mais avoir dit qu'il fallait prendre en compte *« la dimension internationale du conflit »*, les Nations unies, autant que les gouvernements arabes, devant donc être engagées dans cette recherche.

« Un péché ne saurait en justifier un autre »

Le ministre irakien a rappelé la volonté de son gouvernement d'élargir le débat à propos de l'ensemble de la situation au Proche-Orient, mentionnant en particulier le conflit du Liban ainsi que celui qui oppose Israël aux Palestiniens et au reste du monde arabe. M. Aziz a encore fait observer qu'il ne pouvait y avoir deux poids deux *mesures au sujet de l'application* des résolutions du Conseil de sécurité puisque, par exemple, celle enjoignant aux Israéliens d'évacuer les territoires occupés en 1967, n'avait jamais été respectée et l'Etat hébreu jamais contraint de le faire. Lors de sa conférence de presse, M. Perez de Cuellar a sèchement répliqué avec cette seule phrase lapidaire : *« Un péché ne saurait en justifier un autre... »*

Enfin, M. Aziz, juste après ces entretiens, a semblé confirmer que son pays avait actuellement pour principal objectif de gagner du temps. Il a vanté les mérites d'une *« diplomatie tranquille »* et fustigé ceux qui tenteraient d'imposer une *« diplomatie dramatique »*. Bien que M. Aziz ait loué les bonnes intentions du secrétaire général, cela paraissait viser M. Perez de Cuellar et il donnait l'impression de se gausser de la mission entreprise par le secrétaire général.

Dans ces conditions, sans vouloir employer le mot *« échec »*, M. Perez de Cuellar s'est gardé d'envisager la poursuite de sa démarche au-delà du rapport qu'il doit faire, de retour à New-York, au Conseil de sécurité. Il a dit qu'il restait *« disponible »*, mais quand on lui a demandé qu'elle pourrait être la prochaine occasion d'espérer un progrès vers une solution diplomatique, il n'a évoqué que la rencontre de MM. Bush et Gorbatchev à Helsinki. *« J'aurais aimé informer le Conseil que de réels progrès avaient été réalisés pendant les discussions à Amman mais, en toute honnêteté, je ne peux le faire maintenant, pas plus que je ne peux anticiper la réaction du Conseil. »* La situation, a-t-il dit, reste *« explosive »*.

FRANCIS CORNU

Le temps joue « contre la paix et pour l'Irak »

estime le secrétaire général de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a estimé dimanche soir 2 septembre à Paris que le temps jouait *« contre la paix et pour l'Irak »* dans la crise du Golfe. *« On a parfois l'impression que les Irakiens voudraient gagner du temps pour consolider leur acquis »*, c'est-à-dire l'annexion du Koweït, ce qui est *« inacceptable »*, a-t-il déclaré, lors de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1. M. Perez de Cuellar avait rencontré le même jour le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et a été reçu lundi 3 septembre à déjeuner à l'Elysée par le président Mitterrand.

Il a exprimé l'espoir que ses entretiens à Amman avec le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, constituaient *« le début d'un processus qui pourrait mener à une solution juste du problème »*. Soulignant que les Irakiens *« ne sont pas des Martiens, mais des êtres comme vous et moi »*, il a affirmé garder *« l'espoir que leurs dirigeants comprendront que ce qui est en jeu est énorme »*. Mais il s'est toutefois demandé si son *« franc-parler »* sur la teneur de ses entretiens avec M. Aziz n'allait pas *« froisser »* l'Irak.

Le secrétaire général a d'autre part indiqué avoir obtenu du chef de la diplomatie irakienne qu'il lui *« fasse une promesse en ce qui concerne la situation des ambassades »* au Koweït. *« Il m'a promis de faire quelque chose, de montrer une certaine flexibilité (...), de ne pas expulser les diplomates »*, a-t-il dit, en faisant preuve toutefois d'un certain scepticisme sur la valeur de cette assurance.

Le rôle de l'Europe

M. Perez de Cuellar a indiqué qu'il *« n'aime pas l'expression les deux super-puissances »*. *« Je voudrais bien voir l'Europe jouer un rôle »* à la fois politique et économique, a-t-il souligné. Une présence de l'Europe permettrait de *« résoudre les problèmes mondiaux de façon plus équilibrée (...). Nous sommes tous plus ou moins des Européens. L'Europe a le droit et le devoir d'être présente »*. De son côté, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, invité de la même émission, a estimé que les démocraties *« sont actuellement confrontées à une épreuve capitale qu'il leur faut gagner pour le triomphe du droit international »*. *« Si le droit international est respecté et ses résolutions*, a-t-il déclaré, *rien ne sera comme avant au Moyen-Orient, et notamment, il faudra qu'Israël en tienne compte et ceux aussi qui ont fait le drame au Liban »*. *« Le Moyen-Orient*, a poursuivi M. Delors, *est une poudrière (...). Tout cela nous ne pouvons pas l'ignorer parce que nous risquons d'être contaminés. »*

« Si le droit international triomphe, nous pouvons, pour tous les pays autour de la Méditerranée, avoir l'équivalent de ce que nous avons en Europe (...), une conférence pour la sécurité et la coopération en Méditerranée », a indiqué le président de la Commission européenne.

« La confrontation militaire est avant tout irako-américaine »

écrit la « Pravda »

Sans commenter le sommet soviéto-américain, la *Pravda* a précisé, dans un éditorial publié dimanche, la position soviétique sur le conflit du Golfe. *« On a rassemblé aujourd'hui dans la région du Koweït et de l'Arabie saoudite*, écrit le quotidien du PC soviétique, *une telle quantité d'armes et d'hommes – Irakiens, Américains et d'autres pays, – et l'accroissement continue à un tel rythme, que si la crise suit sa logique guerrière (...) on ne pourrait éviter un développement tragique. »* *« A l'heure actuelle, les chances sont de 50-50 »*, estime le journal, qui ajoute : *« Bien que les forces s'opposant à l'Irak aient un caractère international, la confrontation militaire dans la région est avant tout irako-américaine. (...) Ces deux pays sont maintenant les deux principales parties prenantes de la confrontation. Les Etats-Unis agissent au nom de la défense des victimes de l'aggression. Mais il serait naïf de croire que les Etats-Unis, en organisant un large déploiement de forces, avaient seulement des buts altruistes. Les intérêts réels de Washington reposent sur leur aide à l'Arabie saoudite, mais avant tout sur le pétrole, sur des considérations stratégiques, un renforcement et un élargissement de la présence militaire américaine dans la région »*.

Après avoir noté qu'il faudra *« des mois »* pour que l'embargo ait une chance de faire renoncer Bagdad et que *« c'est beaucoup trop long pour une Amérique impatiente »*, la *Pravda* conclut : *« Les victimes d'un conflit ne seraient pas seulement humaines, ce ne seraient pas seulement les raffineries de pétrole, mais aussi quelque chose de (...) très, très important – le processus, qui n'en est encore qu'à ses débuts, d'humanisation des relations entre l'Est et l'Ouest. »* – (AFP, Reuter.)

LA CRISE DU GOLFE

Après la libération de sept cents otages

Quelque dix mille Occidentaux sont toujours retenus en Irak et au Koweït

Quelque sept cents ressortissants occidentaux et japonais – des femmes et des enfants pour la plupart – retenus depuis un mois par les autorités irakiennes ont retrouvé la liberté, dimanche 2 septembre, mais sans pouvoir la partager avec leur mari ou leur père, dont Bagdad a fait des « boucliers humains ». Après avoir entretenu l'incertitude et la confusion, l'Irak a finalement autorisé trois avions spéciaux transportant des étrangers à décoller samedi soir et dimanche matin pour Amman, Francfort, Paris, Londres et Washington. C'est mardi dernier que le président Saddam Hussein s'était engagé à libérer femmes et enfants.

De nombreuses femmes libérées ont refusé de donner leur nom à leur arrivée, de crainte de représailles contre les hommes restés sur place, dont plusieurs centaines sont détenus sur des sites militaires et d'autres cibles éventuelles de la force multinationale massée dans le Golfe.

C'est à bord d'un avion spécial mis à leur disposition par la Lufthansa et deux appareils des Iraqi Airways qu'environ sept cents personnes ont été évacuées entre samedi et dimanche. Un Boeing-747 irakien transportant 199 Britanniques, 22 Français, 44 Américains et une douzaine d'autres étrangers a notamment déposé ses passagers à Paris et à Londres avant de poursuivre sur Washington, où il est arrivé dimanche.

Dans la soirée de samedi, un autre avion d'Iraqi Airways avait conduit à Amman 69 ressortissants japonais (68 femmes et enfants et un homme malade) qui ont ensuite pris un DC-10 à destination de Tokyo. A Amman, 12 autres Japonais – 8 femmes et 4 enfants, membres de familles de diplomates – sont arrivés dimanche par un vol commercial irakien. Au total, 81 Japonais ont été évacués d'Irak et du Koweït ces dernières vingt-quatre heures.

« Ils ont été détenus dans des conditions relativement bonnes et traités assez correctement », a déclaré le secrétaire d'Etat au Foreign Office, M. William Waldegrave. Une opinion qui n'est pas partagée par tous les otages libérés, malgré la réserve que ceux-ci se sont imposée pour ne pas nuire aux étrangers toujours retenus en Irak et au Koweït. Si plusieurs femmes libérées ont fait état de bons traitements, un Canadien s'est élevé, à son arrivée dimanche à Washington, contre cette affirmation, faisant état de conditions de vie très pénibles dans le Koweït occupé.

Parmi les femmes, enfants et hommes malades relâchés par les Irakiens figurent notamment 27 Français, une centaine d'Américains, plus de 200 Britanniques, 50 Espagnols, 12 Suisses, une soixantaine d'Allemands, une quarantaine de Scandinaves, ainsi que des Néerlandais, des Canadiens, quelques Australiens et une quarantaine d'Italiens.

L'ambassadeur de RDA interpellé

Selon le témoignage d'une ressortissante britannique, des otages ont résisté aux ordres irakiens de lire des textes de propagande lors de leur apparition à la télévision avec Saddam Hussein. *« Ils voulaient que nous disions être contents de notre sort d'invités, que nous nous réjouissions d'être des pions sur un échiquier, mais pas un seul ne l'a dit »*, a déclaré Mme Alma Pennington après son retour en Grande-Bretagne.

Aux Etats-Unis, le président George Bush a dénoncé le côté *«tapageur»* des libérations faites au compte-gouttes par les Irakiens. L'attitude du président Saddam Hussein, a-t-il déclaré, est *« si indigne et si révoltante que je pense que la plupart des gens dans le monde arabe sont très embarrassés »*.

Les anciens otages américains au Koweït (où une vingtaine d'ambassades étrangères sont toujours en état de siège) rapatriés dimanche ont, pour leur part, brossé un sombre tableau de la vie quotidienne dans l'émirat privé de ressources, où ils ont vu des cadavres de soldats koweïtiens joncher les rues. *« Les gens que je viens de quitter il y a environ vingt-quatre heures sont retenus contre leur volonté sans eau, sans nourriture et sans électricité »*, a déclaré l'un d'entre eux.

Par ailleurs, l'ambassadeur de RDA à Koweït, M. Kurt Merkel, a été interpellé samedi soir par l'armée irakienne alors qu'il tentait de gagner la résidence de l'ambassadeur ouest-allemand, la situation étant devenu intenable dans sa propre ambassade. M. Merkel a été contraint de se rendre à Bagdad. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Le retour de vingt-deux Français

« Tout va bien, on a très peur pour eux »

Quand l'avion *Chatt-el-Arab*, d'Iraqi Airways s'est approché, à 4 h dimanche 2 septembre, du pavillon d'honneur de l'aéroport d'Orly, le tapis rouge s'est déroulé sur le macadam, et le président directeur-général d'Air France, M. Bernard Attali, s'est approché pour accueillir les sept hôtesses de l'air appartenant au groupe des vingt-deux premiers otages français libérés. Le mari de l'une d'elles s'est éperdument moqué du protocole, le soulevant dans une embrassade qui lui fit enjamber la barrière.

L'avion avait du retard. Il n'a décollé, samedi, qu'à 0 h 20 (heure locale) de Bagdad, soit cinq heures après l'heure prévue. A deux doigts de cet embarquement pour la destination promise – Paris, Londres, Wahington, – les otages ont dû attendre les retardataires, plusieurs passagers que les autorités irakiennes acheminaient du Koweït. Pas facile de réunir deux cent trente-deux Britanniques, quarante-quatre Américains, trois Australiens, deux Canadiens et deux Vénézuéliens éparpillés dans un pays en état de guerre.

Ils étaient enfin là. Ou plutôt elles. Dix-sept Françaises et leurs cinq enfants. Soigneusement tenues à l'écart de la meute des journalistes. Respectant une consigne de silence, que pourtant le Quai d'Orsay dément avoir donnée, ou n'ayant tout simplement pas envie de parler, elles se sont engouffrées dans les voitures des parents et des amis.

Aucune manifestation de joie

L'une d'elles, qui prit le temps d'installer son enfant sur le « siège-bébé » à l'arrière de la voiture, confia toutefois qu'elle faisait simplement escale à Koweït-City sur un vol Paris-Madras lorsque les « *événements* » éclatèrent. Une autre, d'origine indienne et qui était dans le même avion, raconta qu'après cinq jours passés au Koweït, les trente passagers ont été emmenés dans un hôtel à Bagdad. *« Ils se sont bien occupés de nous »*, ils étaient même *« affectueux »*, confirma-t-elle aux journalistes qui lui demandaient de répéter. Puis elle regarda son amie, silencieuse. *« Son mari est resté là-bas. »* Aucune manifestation de joie, une sorte de sang-froid peut-être chez ces femmes qui ont laissé leur compagnon *« là-bas »*. *« Oui, ils l'ont enlevé. On ne sait pas où ils l'ont mis maintenant. Non, on n'a pas eu le temps de discuter »*, répondit une autre, presque machinalement. *« Tout va bien. On a très peur pour eux »*, dit-elle en même temps. Les parents d'un Français encore retenu en Irak fondent en larmes en accueillant leur belle-fille : *« C'est la moitié de notre enfant »*.

Le pasteur Jesse Jackson, l'ancien candidat démocrate à la Maison Blanche, qui s'était déplacé à Bagdad pour interviewer Saddam Hussein et participer à cette première opération de rapatriement, a fait une apparition dans le pavillon d'honneur. Devant les caméras américaines, il a souhaité que les parties en présence négocient, en déclarant : *« Il faut laisser de l'espoir aux gens »*. Une demi-heure plus tard, le « *Chatt-el-Arab* » s'envolait pour Londres.

D. LE GUILLEDOUX

Chantage irakien

Suite de la première page

Changer les visas pour sortir par voie terrestre, c'est-à-dire par la Jordanie ou la Turquie, demanderait sans aucun doute cinq jours supplémentaires, et rien ne dit qu'à ce moment-là les ordres n'auront pas de nouveau changé.

Cette interdiction faite aux vols spéciaux ne s'applique d'ailleurs pas, semble-t-il, à tout le monde puisque deux avions d'Iran Air se sont posés dimanche soir à Bagdad pour venir chercher les prisonniers de guerre iraniens dont l'échange se poursuit avec les prisonniers irakiens. Etrange, même si les temps ont changé, de voir ainsi dans un grand hôtel de Bagdad les équipages d'Iran Air tranquillement installés pour dîner.

Le sort des otages occidentaux, divisés par les autorités irakiennes en plusieurs catégories, reste donc totalement soumis à l'humeur de Bagdad, qui change sans doute en fonction de l'environnement international. Si les communautés les plus visées sont les Américains, les Britanniques, les Français, les Allemands, dernièrement les Japonais et tout récemment les Italiens, la distinction reste nette entre les personnes venant du Koweït – parmi lesquels il faut encore distinguer entre hommes, femmes et enfants – et celles étant en Irak, qui se partagent entre les résidents et les autres visiteurs, occasionnels ou touristes.

Jusqu'à maintenant, seuls les étrangers résidents, visiteurs ou simples passagers en transit au Koweït, ont été emmenés sur les sites stratégiques : raffineries, centrales électriques, usines d'armement, bases militaires, où ils sont regroupés par dix ou quinze. Une quarantaine de Français sont dans ce cas à ce jour. Certaines femmes qui n'ont pu partir samedi avaient passé quelques jours sur ces sites où, à les écouter, les conditions matérielles d'accueil sont bonnes et même excellentes, leurs geôliers se faisant un devoir de satisfaire tous les désirs – à part le plus important : la liberté – de ces «hôtes» très spéciaux du gouvernement irakien.

En règle générale, ces «hôtes», quand ils sont ramenés à Bagdad, passent tous par l'hôtel Melia Mansour, sorte de centre de tri couramment appelé par les intéressés *«l'état-major de la Gestapo»*. Confinés dans leurs chambres, sans moyen de communiquer avec l'extérieur – les appareils téléphoniques ont été arrachés, – sévèrement surveillés, ces otages vivent dans la hantise d'être emmenés un jour ou l'autre, sans explication, sur un site. *« Si les arrivages*, raconte une femme qui en est sortie, *se font dans la soirée, les départs vers les sites ont lieu en plein milieu de la nuit. La Sécurité pénètre dans les chambres, réveillant les familles, pour emmener généralement le père sous les yeux de ses enfants. »* Aucune logique apparente ne semble dicter le choix de la personne concernée et nul ne peut expliquer pourquoi celui-ci et pas celui-là arrivés ensemble du Koweït.

Les diplomates qui, après une quinzaine de jours d'interdiction, ont accès, en ce moment, au Melia Mansour de 18 à 20 heures, ne reçoivent aucune explication au départ soudain d'un de leurs ressortissants. De plus, aucune liste de ces personnes n'étant établie, les recherches sont compliquées et seule la collaboration entre les différentes ambassades permet, parfois, de repérer des gens et de dresser des listes, toujours soumises à changement. Sans doute pour compenser le départ des sept cents personnes qui ont pu quitter l'Irak samedi, les rafles se sont multipliées pendant le week-end au Koweït et, en conséquence, les arrivages au Melia Mansour ont augmenté sans que personne n'en soit averti.

Bataille psychologique

A côté de ces ressortissants les plus mal lotis, reste le sort des femmes et des enfants résidant en Irak et qui doivent obtenir pour partir un visa de sortie. Pour la communauté française, il reste avec ce statut, outre cent dix-sept hommes, vingt femmes et neuf enfants. Les non-résidents, dont les visas sont, bien entendu, périmés et qui doivent régulariser leur situation, sont, outre cinquante hommes, quatorze femmes et onze enfants. Trente-cinq de ces femmes et enfants, plus dix arrivés du Koweït dimanche, avaient leur visa de sortie et s'apprêtaient donc à prendre le vol d'Air France quand celui-ci a été annulé au dernier moment, ce qui n'est, dans la bataille psychologique engagée par le gouvernement irakien, pas innocent. Car il est bien évident que le temps passant, les faux espoirs se multipliant, la pression des otages sur place et de leur famille à l'étranger risque de se faire de plus en plus forte. La déception et l'amertume engendrées dimanche par l'annulation du vol étaient, à cet égard, à la mesure des espoirs qu'il avait suscités.

Une impatience grandissante

L'impatience grandit, en effet, dans la communauté française, particulièrement chez les non-résidents qui, réduits à l'inactivité totale, attendent maintenant depuis plus d'un mois dans les hôtels de Bagdad sans connaissance réelle – mis à part le président irakien, nul ne peut savoir – de leur sort à venir. Venus souvent à Bagdad pour affaires deux ou trois jours au maximum, ils sont toujours là avec *« tous les problèmes que cela pose*, dit l'un d'eux, *à la fois aux niveaux familial et professionnel »*. Tout en se voulant globalement solidaires du sort commun, certains d'entre eux ont écrit, il y a une dizaine de jours, au président Mitterrand pour mettre l'accent sur leur cas particulier et s'étonnent de n'avoir pas, à ce jour, reçu de réponse.

Dans l'atmosphère très particulière qui règne à Bagdad, où les multiples rumeurs qui circulent accroissent l'angoisse, tout contretemps est vécu de plus en plus mal par une communauté étrangère prise au piège tendu par l'Irak aux gouvernements occidentaux.

L'annulation des vols spéciaux apparaît comme un nouveau chantage. L'impression prévaut ici, en effet, qu'ils ne pourront éventuellement reprendre que contre une compensation qui pourrait être la livraison de médicaments ou de nourriture pour les enfants. La cynique gestion par leur gouvernement de cette affaire des otages met toutefois de plus en plus mal à l'aise un grand nombre d'Irakiens qui, sans pouvoir le dire ouvertement, tentent, par de petits gestes, de venir en aide à ces Occidentaux qui, hier encore, quand la guerre faisait rage avec l'Iran, étaient leurs amis.

FRANÇOISE CHIPAUX

La presse britannique n'apprécie pas que Jesse Jackson joue les oncles d'Amérique

La presse britannique n'a manifestement pas apprécié de voir que le pasteur Jesse Jackson, venu jouer les bons pasteurs auprès des otages de Bagdad, affiche un peu trop ouvertement son goût médiatique.

Jesse Jackson se trouvait à bord de l'avion qui a rapatrié à Londres dimanche 2 septembre, 199 otages britanniques, dont le petit Stuart Lockwood, âgé de cinq ans. C'est à celui-ci, manifestement très effrayé, que le président Saddam Hussein avait caressé les cheveux au cours de sa rencontre télévisée avec des otages.

A l'aéroport de Heathrow, Jesse Jackson qui venait de participer avec succès aux négociations sur la libération des otages, contribuant largement semble-t-il à obtenir le retour aux Etats-Unis des Américains en mauvaise santé, n'a pourtant pas résisté à un de ses *« coups médiatiques »*, dont le révérend, toujours en quête d'une stature nationale dans son pays s'est fait une spécialité. Jouant les oncles d'Amérique et prenant le trop célèbre petit garçon dans ses bras devant les caméras de télévision, il déclarait : *« Nous devons obtenir le retour du papa de Stuart... »*

C'était assez pour que la presse britannique s'en donne à cœur joie : *« Pauvre petit Stuart (...) toujours un pion de la politique mondiale »*, écrit le *Daily Mail*, tandis que le *Daily Express*, qui accuse l'ancien candidat à l'investiture présidentielle démocrate d'avoir surtout cherché à se faire de la publicité, surenchérit : *« Jackson nous fait le coup du brave oncle »*. – (Reuter)

La fin d'une éprouvante aventure

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Dix-huit heures samedi après-midi à l'aéroport de Bagdad. Le hall du départ est grouillant de femmes et d'enfants épuisés qui arrivent enfin aux portes de l'espoir, la sortie d'Irak. Tous les chefs de missions diplomatiques qui ont des ressortissants au départ sont présents, vérifiant et revérifiant leur liste pour être sûrs qu'au dernier moment une ou plusieurs de leurs ouailles n'ont pas été retenues. Nulle joie pourtant ne règne chez ces femmes dont beaucoup ont dû laisser derrière elles un mari ou un fils s'il a plus de dix-huit ans.

Trois vols sont au départ, deux d'Iraqi Airways, un Boeing 747 qui va emmener plus de trois cents passagers à destination de Paris, Londres et Washington, un autre qui prend environ soixante-dix Japonais sur Amman et enfin un vol de la compagnie allemande Lufthansa avec 311 personnes à son bord, dont notamment une soixantaine d'Irakiens détenteurs de passeports américains et qui ont le droit, comme tout Irakien avec un passeport étranger, de quitter le territoire.

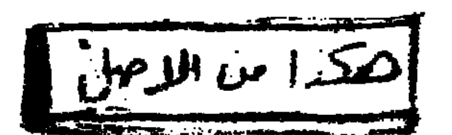
Plus loin une femme accompagnée de deux enfants de trois ans et vingt-deux mois. Ils sont arrivés la veille du Koweït. Vingt et une heures de bus en pleine chaleur pour passer une nuit à l'hôtel Melia Mansour où est resté le mari. Pourquoi étaient-ils là ? Passagers d'un vol British Airways Londres-Madras via Koweït, leur voyage s'est arrêté à 3 h 30 du matin le 2 août. Ensuite, ils ont dû passer un mois dans un hôtel du Koweït où, dit-elle, *« nous n'avons rien vu »* avant de se retrouver, ce soir, à l'aéroport de Bagdad. Et son mari toujours au Melia, espère-t-elle, sans le savoir avec certitude.

D'un autre côté de la salle, les passagers du vol Lufthansa, pour la plupart des résidents en Irak qui ont obtenu leur visa de sortie, vivent au rythme de la douche écossaise. Alors que près de la moitié de l'enregistrement est effectué, les autorités irakiennes donnent à 19 h 30, sans autre explication, l'ordre de cesser les opérations. *« Le vol ne partira pas ce soir. »* Il faudra une démarche énergique de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale accompagné de sept de ses collègues concernés, au ministère des affaires étrangères pour faire ramener, trois quarts d'heure plus tard, la mesure sans que nul ne sache vraiment ce qui s'est passé. Fausse nouvelle alerte qui ne fait qu'ajouter à la nervosité ambiante.

Mais comme tout cela n'est sans doute pas suffisant, les autorités irakiennes vont multiplier au départ les contrôles et fouilles des bagages pour ces femmes et ces enfants qui, en tout état de cause, n'ont souvent pu prendre que le minimum. Il faudra là aussi une intervention diplomatique pour permettre à une jeune mariée de sortir ses bijoux « confisqués » sous prétexte qu'il est interdit de sortir de l'or d'Irak.

Convoqués et dûment conduits vers 17 heures ou 18 heures à l'aéroport de Bagdad, ces passagers ne connaîtront la fin de leur éprouvante aventure que vers minuit ou 1 heure du matin, heure du décollage du Jumbo d'Iraqi Airways.

F. C.



LA CRISE DU GOLFE

Le déploiement de la force multinationale et ses conséquences

Les Etats-Unis vont livrer à Israël pour 1 milliard de dollars d'armements avancés

Les Etats-Unis ont décidé de *livrer 1 milliard de dollars d'armements* avancés à Israël pour renforcer sa défense contre l'Irak et compenser les récentes ventes d'armes à l'Arabie saoudite, indiquent des *responsables américains cités* par le *New York Times* samedi 1er septembre.

Ces livraisons constituent un message en clair à M. Saddam Hussein. Ces *transferts de matériel* pourraient comprendre des chasseurs F-15 et F-16, des missiles sol-air Patriot, des chars M-60 et des hélicoptères anti-chars Apache. M. Yitzhak Shamir a cependant affirmé dimanche ne pas avoir été informé officiellement de ce projet de vente. *« Nous accueillerons très favorablement toute décision qui renforcera notre pays »*, a cependant déclaré le premier ministre israélien.

En Arabie saoudite, les troupes américaines ont commencé à se diriger plus au nord vers la fron*tière du royaume* avec l'Irak, pour renforcer les lignes de défense et améliorer leurs capacités offensives, a-t-on appris de source militaire américaine. Jusqu'à ces derniers jours, la plupart des troupes américaines se trouvaient à au moins 300 kilomètres de la frontière.

Des bombardiers F-111 et des équipements basés en Grande-Bretagne ont d'autre part été envoyés en Arabie saoudite. L'aviation américaine compte désormais environ trois cents appareils dans le royaume, et à peu près autant embarqués sur les porte-avions patrouillant dans la région.

Embargo difficile à faire respecter

Quatre navires américains ont d'autre part franchi dimanche le canal de Suez, se dirigeant vers le Golfe. Un groupe de trois bateaux italiens est arrivé dimanche à Mascate. La principale frégate de la marine grecque, le *Lemnos*, a quitté dimanche la Grèce pour la Méditerranée orientale, avant de rejoindre la flotte internationale dans le Golfe. La Norvège est le dernier pays à décider de participer à la présence internationale dans le Golfe. Elle va y dépêcher une vedette garde-côtes, qui servira de navire d'accompagnement à la corvette que le Danemark a prévu d'envoyer dans la région.

Cette armada a pour le moment comme tâche principale de faire *respecter l'embargo des Nations* unies contre l'Irak. L'un de ses objectifs est le port jordanien d'Akaba, où trois navires ont accosté samedi tandis que deux autres *prenaient la mer. Mais* l'embargo demeure difficile à faire respecter.

Outre la Jordanie, par laquelle continuent de transiter des mar*chandises en direction de Bagdad*, la Syrie n'empêcherait pas l'introduction clandestine de produits agricoles vers l'Irak, indique le département d'Etat américain. *Selon ce dernier*, l'Irak *continue*rait à s'approvisionner sur les marchés ouest-européens en biens divers, y compris du matériel militaire.

En Libye, le colonel Kadhafi a déclaré dimanche que son pays n'appliquerait pas l'embargo aux produits alimentaires. Le président libyen a cependant affirmé que son *pays était solidaire de la légalité* internationale et des résolutions du Conseil de sécurité, ajoutant qu'il n'existait pas d'échanges entre la Libye et l'Irak dans le domaine pétrolier. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Messes clandestines pour les « boys » en terre d'islam

Des messes ont été célébrées dimanche 2 septembre, en Arabie saoudite pour les soldats du contingent américain, malgré l'interdiction de la pratique de toute religion en dehors de l'islam dans le royaume qui abrite les lieux saints des musulmans à la Mecque et Médine. Les offices, célébrés par les aumôniers militaires, se déroulent dans des tentes, des entrepôts et, selon les soldats, ils connaissent une grande affluence. De nombreux soldats ont emporté une Bible dans leurs *bagages, bien que cela leur ait été* déconseillé au départ des Etats-*Unis*.

Ces messes sont annoncées discrètement dans des notes placardées sur des tableaux d'affichage ou tout simplement de bouche à oreille. Les Américains affirment ne pas vouloir choquer les Saoudiens : *« Nous respectons les lois du pays hôte »*, a *affirmé* un représentant du Pentagone. Un officiel saoudien a expliqué que son gouvernement était prêt à laisser faire, à condition que la pratique religieuse demeure discrète. – *(AP.)*

La « relation spéciale » Londres-Washington à l'épreuve de la crise

Mme Thatcher est presque moins « va-t-en-guerre » que la majorité des Britanniques

LONDRES

de notre correspondant

Mme Thatcher a prévenu ses compatriotes au moment même où cent quatre-vingt-dix-neuf femmes et enfants britanniques libérés par l'Irak atterrissaient à Heathrow : la question des otages ne la paralyse pas et ne l'empêchera pas de prendre toute *« action nécessaire »*. En faire une priorité reviendrait à admettre qu'un *« dictateur brutal »* tel que Saddam Hussein a déjà gagné.

La Grande-Bretagne est donc toujours prête à participer dans la mesure de ses moyens à une solution militaire de la crise du Golfe. Ainsi s'exprimait le premier ministre dimanche 2 septembre devant les *caméras de la chaîne privée ITV*. Elle avait pour interlocuteur une des vedettes de la télévision britannique, David Frost, connu pour ses entretiens avec les grands de ce monde.

Les travaillistes perdent du terrain

Si les hostilités éclatent dans le Golfe, Mme Thatcher n'aura pas de mal à convaincre ses compatriotes qu'ils ont raison d'y prendre part. Ils sont partants et prêts à faire une croix sur les otages. Les réserves susurrées par des institutions telles que l'Eglise anglicane et la City et les petites phrases anti-militaristes de Tony Benn, leader vieillissant de la *« gauche dure » n'ont* guère d'écho. Les familles des otages serrent les dents. Elles sont tenues en main par le Foreign Office.

Mme Thatcher peut se flatter d'avoir été la première à répondre à l'appel du président Bush, sans atermoiement et sans état d'âme. Elle a déployé dans le Golfe une force surtout aérienne et dans une moindre mesure navale. L'envoi éventuel de quelques bataillons d'élite (les célèbres SAS) n'est pas écarté. Les Bri*tanniques adorent ces unités un peu* mystérieuses qui volent au secours de l'Union Jack, de Belfast à Gibraltar.

La crise du Golfe est une bénédic*tion pour Mme Thatcher*. Elle a déjà fait perdre aux travaillistes la moitié de leur avance dans les sondages. On sait, depuis l'affaire des Malouines, que la « Dame de fer » est capable de retourner une marge appréciable de l'électorat traditionnel du Labour et de remporter un scrutin après avoir gagné une guerre lointaine. Mais on n'en est pas encore là. Et puis, il y a une nuance.

Les Britanniques ont une armée de métier. Ils étaient prêts à verser le sang de leurs soldats pour la reconquête des Malouines, des îles noyées de pluie, couvertes d'herbe verte et peuplées *de paisibles* Anglo-Saxons éleveurs de moutons. Ils n'ont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, le même sentiment viscéral à l'égard du Koweït.

Mme Thatcher connaît ses électeurs. Elle sait à quel point ils sont actuellement *« va-t-en-guerre »*, Saddam Hussein ayant fait à peu près tout ce qui était susceptible de *révulser d'honnêtes sujets* de sa Majesté : prendre des enfants en otages, mais aussi, depuis dimanche, séparer des couples, des familles.

La presse populaire est remplie de témoignages invérifiables concernant des Britanniques qui seraient morts de soif ou par balles dans le désert en essayant de fuir le Koweït. Leurs cadavres seraient restés près de leurs véhicules, en plein soleil. Leurs yeux auraient été avalés par des serpents et leurs corps déchiquetés par des chiens errants...

Un problème américain

On met en relief, dans l'entourage du premier ministre, le consensus considérable dont jouit sa politique de fermeté dans le Golfe. On veut ignorer que celui-ci pourrait s'effriter si la *« drôle de guerre »* se prolongeait pendant des mois. *« C'est un problème américain, nous n'avons rien de semblable ici, vous avez vu les sondages, non ? »*, s'exclame, faussement indigné, un conseiller de Mme Thatcher.

Que se passerait-il cependant si le face-à-face s'éternisait ? Une montée du pacifisme aux Etats-Unis aurait nécessairement des répercussions en Grande-Bretagne. La question des otages se poserait de façon plus pressante. On laisse entendre ici que le plus gros effort du Foreign Office consiste actuellement à persuader Washington de ne pas tenir compte de ces facteurs et d'attendre le temps qu'il faudra, au besoin jusqu'à l'hiver, avant d'attaquer.

La *« relation spéciale »* entre Londres et Washington fonctionne de façon efficace mais sans chaleur. Il y a un problème de rythme. Les Américains semblent parfois pressés. Les Britanniques, conformément à toute leur tradition politico-militaire préfèrent « attendre et voir » .

Mme Thatcher *et le président* Bush ont une attitude quasi identique à propos des otages. Washington a redécouvert qu'on pouvait compter, en cas de *« pépin »*, sur le 10 Dow*ning Street*, et que les *Britanniques* étaient capables de mobiliser une force d'appoint, tout en faisant jouer à plein régime leurs services secrets et dans une moindre mesure leur outil diplomatique. Mais le président américain semble n'avoir jamais mis Mme Thatcher au courant de ses intentions. Elle a parfois été informée de ce qui se passait par d'autres capitales européennes.

Mme Thatcher a salué d'un coup de chapeau, lors d'un déplacement à Helsinki, le 30 août, la contribution de Paris. *« Seule la Grande-Bretagne et la France ont fait nettement plus que le minimum »*, a-t-elle déclaré. La coopération franco-britannique fonctionne correctement, mais elle *aussi sans chaleur et sans effort* excessif de relations publiques . Les Français ont en outre des subtilités qui, vues d'ici, peuvent être agaçantes. Ils veulent que leur porte-avions, le *Clemenceau, soit* considéré *« à part »*. Les Britanniques se seraient peut-être comportés de la même façon, s'ils en avaient un, mais ils ne l'auraient jamais dit.

DOMINIQUE DHOMBRES

« Nous pourrions faire ce que nous avons fait à Nuremberg si... »

Les dirigeants irakiens pourraient être poursuivis devant un tribunal international pour crimes de guerre, a déclaré dimanche 2 septembre Mme Thatcher, interviewée par la chaîne de télévision ITN. *« S'il arrive quoi que ce soit aux otages, nous pourrions tôt ou tard, lorsque les hostilités auront pris fin, faire ce que nous avons fait à Nuremberg et poursuivre les responsables pour leur comportement totalement barbare (...) Je ne voudrais surtout pas que les dirigeants irakienspensent qu'ils s'en tireront, parce que ce ne sera pas le cas »*, a notamment déclaré Mme Thatcher. Elle a précisé que la présence d'otages occidentaux en Irak n'empêcherait pas la Grande-Bretagne de prendre *« toutes les mesures nécessaires »* pour arrêter le président irakien qu'elle a qualifié de *« dictateur »*.

« La vieille Thatcher a perdu son équilibre mental », a rétorqué le commentateur de l'agence officielle d'informations irakienne INA, en estimant que la référence au procès de Nuremberg entrait dans le cadre de la campagne électorale de Mme Thatcher, *« qui sera sans doute*, a-t-il dit, *vouée à l'échec »*. Un sondage publié dimanche par le *Sunday Express* fait apparaître que 65 % des Britanniques préfèrent Mme Thatcher à un dirigeant travailliste en cette période de crise et que les deux tiers acceptent l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne comme dernier recours pour renverser Saddam Hussein.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, *en* visite à Oman dans le cadre d'une tournée de six jours dans le Golfe, s'est prononcé dimanche pour un renforcement des sanctions contre l'Irak et n'a pas écarté le recours à *« d'autres possibilités au cas où elles se révèleraient nécessaires »*. Londres étudie actuellement la possibilité d'un blocus aérien. M. Hurd a estimé que Bagdad ne réussirait pas à garder le Koweït sous son contrôle et que *« Saddam Hussein ne sortira pas vainqueur de son expédition »*. – *(AFP, Reuter.)*

Près de 90 % des Autrichiens approuvent la mission à Bagdad du président Waldheim

Selon un sondage réalisé pour l'hebdomadaire autrichien *Profil*, paru lundi 3 septembre, l'écrasante majorité des Autrichiens apporte son appui au voyage effectué samedi dernier par le président autrichien, M. Kurt Waldheim à Bagdad pour ramener les Autrichiens retenus au Koweït et en Irak et estime injustifiées les critiques de l'étranger concernant cette visite.

Selon ce sondage, 89 % des six cents personnes interrogés estiment que cette mission était *« tout à fait juste »* et 10 % pensent qu'elle était *« partiellement juste »*. Un pour cent parle d'*« erreur »* ; 69 % estiment que les critiques suscitées à l'étranger par cette mission *« ne sont pas justifiées »*. Enfin, 55 % estiment que M. Waldheim, dont le mandat présidentiel expire en 1992, devrait se représenter pour une seconde candidature alors que 38 % des personnes interrogées sont contre. – *(AFP.)*

La question du siège de la Ligue arabe aggrave les divisions au sein de l'organisation

TUNIS

de notre correspondant

Comme si la crise du Golfe ne suffisait pas à diviser la Ligue arabe, voilà que la question du transfert de son siège de Tunis au Caire vient alimenter de nouvelles polémiques et creuser davantage le fossé entre ses vingt et un membres.

Ce transfert avait été décidé à l'unanimité en mars dernier. L'Egypte, déjà appuyée par les pays du Golfe, Koweït en tête, l'aurait voulu immédiat et total. Mais, finalement, un accord était intervenu pour qu'il s'échelonne sur *plusieurs mois, selon des modalités* qui seraient fixées par un conseil ministériel, convoqué pour septembre à Tunis, où un second centre de l'organisation devait être ouvert et différents services spécialisés maintenus.

« Manoeuvres illégales »

Or les treize délégations participant au conseil ministériel qui s'est tenu le 31 août au Caire pour entériner les décisions du sommet arabe prises après l'invasion du Koweït ont décidé de convoquer – toujours dans la capitale égyptienne – une nouvelle session le 10 septembre afin de proclamer, sans autre forme de procès, le transfert de la Ligue sur les bords du Nil. Toutefois, pour que le projet se réalise, encore faudra-t-il, si l'on s'en tient au règlement, qu'une majorité des deux-tiers des membres de l'Organisation (quatorze) soit présente, ce qui, pour le moment, n'est pas acquis.

La Tunisie rejette évidemment une telle démarche et l'agence officielle Tunis Afrique presse accuse la diplomatie égyptienne de *« violations de la Charte de la Ligue »*, de *« manipulations »* et de *« manoeuvres illégales »*. Déjà, il y a six mois, les Palestiniens n'avaient accepté qu'à contrecoeur le principe du transfert de la Ligue ; n'ayant plus à se plier à la règle de l'unanimité qui a déjà volé en éclats, ils ne cachent plus leur opposition. Par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, l'Irak a *« exigé »*, *voici deux semaines*, l'annulation pure et simple du projet. Et les six autres pays – Jordanie, Algérie, Soudan, Yémen, Mauritanie et Tunisie – qui ont boycotté la réu*nion du conseil de la Ligue*, la semaine dernière, ne paraissent pas non plus disposés à accepter le fait accompli.

Va-t-on vers l'officialisation de l'éclatement de la Ligue qui, depuis longtemps, tente de maintenir, plutôt mal que bien, une unité de façade ? Des diplomates arabes à Tunis n'excluent pas en privé cette possibilité. S'achemine-t-on vers la répétition du même scénario qu'en 1979 lorsque les Egyptiens, refusant de reconnaître l'installation à Tunis de l'Organisation, avaient exercé des pressions sur son personnel pour qu'il demeure au Caire et conserve son matériel, ses archives et surtout sa trésorerie ?

Mais les temps ont changé. A l'époque de Camp David, l'Egypte était seule contre tous. Aujourd'hui ce n'est pas le cas de la Tunisie qui, non seulement, brandit la défense *« de la légalité et du droit arabe »*, mais a, de surcroît, à ses côtés, pour des raisons peut-être moins nobles, environ le tiers des *membres de la Ligue*.

Quoi qu'il en soit, telle qu'elle se présente, la situation au sein de la Ligue arabe est loin de favoriser la recherche de ce règlement de la crise du Golfe *« dans un cadre arabe »* que disent pourtant appeler de leurs vœux tous les dirigeants du Proche-Orient et du Maghreb.

MICHEL DEURE

Du marbre portugais pour le palais de Saddam Hussein...

En dépit de l'embargo contre l'Irak, quatre tonnes de marbre fin portugais sont arrivées par voie aérienne voici deux semaines à Bagdad, afin de permettre à des artisans portugais sur place de terminer la décoration du nouveau palais du président Saddam Hussein.

Selon l'hebdomadaire *Semanario, les ouvriers, engagés pour cinq* mois par une firme de décoration belge (Eteco), ont hâte d'achever de tapisser quelque 1 500 mètres carrés du palais présidentiel de marbre d'Italie, du Portugal et de Turquie. Contacté par téléphone par le périodique, un des artisans a prudemment indiqué que lui et ses compagnons *« menaient une vie normale, mangeaient la même chose qu'avant, dormaient au même endroit et ne se sentaient pas dans une situation d'otages »*. *« Ce qui ne veut pas dire que nous ne vivons pas préoccupés »*, a-t-il cependant ajouté, *« mais, ce qui maintient notre moral élevé, c'est que le marbre en stock baisse vite et, quand il n'y en aura plus, dans environ quinze jours, nous espérons pouvoir rentrer »*.

Trois Belges, trente-cinq Britan*niques et plusieurs Irlandais parti*cipent également à la décoration de ce palais *« fabuleux »*, qui compte des *« blocs de cinq à six étages, des jardins ombragés de palmiers sans compter les piscines, les cascades et les 1 500 mètres carrés de salles tapissés du* « meilleur marbre du monde », *selon les mots de Saddam Hussein »*, indiquait récemment un autre hebdomadaire, *O Independente*. – *(AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Un mois et demi de tensions

Le 2 août, les troupes irakiennes envahissaient le Koweït, que Bagdad avait auparavant menacé de ses foudres. Voici une chronologie des principaux événements ayant marqué un mois et demi d'une crise qui a pris une dimension mondiale et qui sera à l'ordre du jour du troisième sommet – le 9 septembre à Helsinki – entre les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.

17 juillet. – Le président irakien Saddam Hussein s'en prend à *« certains »* pays du Golfe, qu'il accuse de manipuler à la baisse les cours du pétrole et de poignarder son pays dans le dos. Les jours suivants, Bagdad précise ses accusations et prend pour cible le Koweït, auquel il reproche de lui avoir *« volé »* du pétrole (l'équivalent de 2,4 milliards de dollars) et d'empiéter sur le territoire irakien. En retour, l'émirat reproche à l'Irak de forer des puits de pétrole en territoire koweïtien.

21 juillet. – L'Egypte, qui appelle à l'apaisement et entreprend – de même que l'Arabie saoudite – une médiation, considère que la crise irako-koweïtienne est sur le point d'être réglée.

24 juillet. – L'Irak déploie 30 000 soldats à sa frontière avec le Koweït. Le président égyptien Hosni Moubarak poursuit sa médiation à Bagdad, Koweït et Ryad. A vingt-quatre heures de l'ouverture de la conférence de l'OPEP à Genève, Bagdad demande que le prix de référence du baril soit porté à 25 dollars et exige 2,4 milliards de dollars de dédommagement du Koweït.

27 juillet. – L'OPEP accepte de relever à 21 dollars le prix de référence du baril.

31 juillet. – Discussions irako-koweïtiennes à Djeddah alors que cent mille Irakiens sont massés à la frontière avec le Koweït.

1er août. – Echec de la réunion de Djeddah. Selon l'Irak, le Koweït n'a pas répondu sérieusement à ses demandes.

2 août. – L'armée irakienne envahit le Koweït. Bagdad déclare qu'une révolution a chassé la monarchie koweïtienne et que les forces irakiennes ont pour mission de soutenir le *« gouvernement libre provisoire »* qui l'a remplacée. Le prix du pétrole grimpe de 15 %. L'émir du Koweït se réfugie en Arabie saoudite. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'invasion irakienne du Koweït. Les Etats-Unis bloquent les avoirs de l'Irak et du Koweït et interdisent tout commerce avec Bagdad. Moscou suspend ses livraisons d'armes à l'Irak. Bagdad gèle ses remboursements de dettes à Washington, Londres et Paris. Moscou se joint à Washington pour réclamer le retrait irakien du Koweït.

Les sanctions économiques

3 août. – Les forces irakiennes consolident leur emprise sur le Koweït et font mouvement vers la frontière de l'Arabie saoudite. A leur tour, le Japon et la RFA gèlent les avoirs koweïtiens. Washington presse Ankara et Ryad de fermer leurs oléoducs acheminant le pétrole irakien et renforce son dispositif naval en direction du Golfe. Bagdad annonce qu'il commencera à retirer ses troupes du Koweït à la condition qu'aucune menace ne pèse sur la sécurité du Koweït et de l'Irak, mais exclut un retour au pouvoir de la famille régnante.

4 août. – La présence de troupes irakiennes est signalée dans la zone neutre partagée entre le Koweït et l'Arabie saoudite. Le projet saoudien d'un mini-sommet arabe est annulé. La CEE bloque les avoirs koweïtiens et met l'embargo sur le pétrole irakien.

5 août. – Le président George Bush déclare que les Occidentaux n'accepteront jamais le *« gouvernement fantoche »* mis en place par l'Irak. Le Japon et la Grande-Bretagne décrètent un embargo sur le pétrole irakien et koweïtien . Bagdad met en garde les pays ayant des ressortissants au Koweït de ne pas prendre de sanctions contre l'Irak et le Koweït occupé.

6 août. – Des centaines d'Américains et d'Européens sont appréhendés dans les hôtels de Koweït, apparemment pour être conduits en Irak.

Le Conseil de sécurité de l'ONU décrète des sanctions économiques rigoureuses contre l'Irak et le Koweït, approuvées par treize de ses quinze membres. Le baril de pétrole, qui dépasse 28 dollars, est à son cours le plus haut depuis cinq ans. La France décide d'appliquer un embargo total sur les relations avec l'Irak. Réuni en session extraordinaire à Bruxelles, le Conseil de l'OTAN voit se dégager entre ses membres *« une proche identité de vues sur la nécessité d'appliquer des sanctions susceptibles de faire comprendre à l'Irak que l'invasion du Koweït est inacceptable »*.

7 août. – M. Bush réaffirme sa volonté d'imposer les sanctions de l'ONU et décide l'envoi en Arabie saoudite d'avions de combat et de troupes pour la protéger d'une éventuelle attaque de l'Irak. Fait sans précédent, la Suisse se joint aux sanctions internationales. La Turquie fait de même et gèle les avoirs irakiens et koweïtiens, arrête le chargement des livraisons de pétrole irakien. Le gouvernement installé par Bagdad au Koweït proclame la République.

8 août. – Bagdad déclare l'annexion du Koweït et réaffirme qu'il n'attaquera pas l'Arabie saoudite. Le président Bush affirme que l'envoi de militaires américains en Arabie saoudite est *« purement défensif »*, afin de protéger les Saoudiens et les autres alliés du Golfe. Le déploiement des forces américaines en Arabie a commencé. La Grande-Bretagne, la France et l'URSS renforcent leur présence navale dans la région du Golfe.

L'offre faite à l'Iran

9 août. – Le Conseil de sécurité de l'ONU déclare illégale l'annexion du Koweït. L'Irak ordonne le transfert à Bagdad des ambassades étrangères au Koweït.

10 août. – Saddam Hussein appelle à la guerre sainte contre les forces américaines. Douze des vingt chefs d'Etat arabes réunis en sommet au Caire demandent à l'Irak de retirer ses troupes du Koweït et acceptent d'envoyer une force panarabe pour protéger l'Arabie saoudite.

11 août. – Des manifestations pro-irakiennes ont lieu au Yémen, en Mauritanie, Jordanie, Libye et en Cisjordanie.

12 août. – Saddam Hussein lance une *« initiative »* prévoyant la levée des sanctions de l'ONU, le retrait immédiat des forces étrangères déployées en Arabie et leur remplacement par une force panarabe excluant l'Egypte. Il lie la résolution de la crise à un retrait israélien des territoires occupés et à un retrait syrien du Liban.

13 août. – L'Arabie saoudite refoule un pétrolier irakien . Il s'agit du premier test pour l'application des sanctions de l'ONU. Le roi Hussein se rend à Bagdad.

15 août. – Saddam Hussein se tourne vers l'Iran et lui offre *« tout ce qu'il voulait »* pour parvenir à un règlement définitif de la guerre du Golfe : acceptation du traité d'Alger sur le Chatt-al-Arab, retrait irakien, échange de prisonniers. Un millier de soldats marocains rejoignent en Arabie trois mille Egyptiens déjà sur place. George Bush assure que le déploiement militaire américain ne vise pas seulement à défendre l'Arabie mais aussi à contraindre l'Irak à se retirer du Koweït.

16 août. – M. Bush s'entretient avec le roi Hussein et annonce que le souverain jordanien s'engage à appliquer les sanctions décrétées par l'ONU. L'Irak ordonne aux 4 000 Britanniques et 2 500 Américains se trouvant au Koweït de se regrouper dans deux hôtels.

17 août. – L'Irak entame son retrait de la partie du territoire iranien qu'il occupait et libère des prisonniers de guerre iraniens.

18 août. – Pour la première fois, la marine américaine tire des coups de semonce au-dessus d'un pétrolier irakien dans le golfe d'Oman. Saddam Hussein annonce qu'il retiendra tous les ressortissants des *« nations agressives »* en détention dans des installations stratégiques civiles et militaires *« tant que subsistera une menace de guerre »*. Washington qualifie cette conduite de *« totalement inacceptable »* et demande une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité.

19 août. – Washington et Londres rejettent les conditions irakiennes au départ des étrangers, à savoir que les Etats-Unis et leurs alliés retirent leurs forces militaires du Golfe, s'engagent à ne pas attaquer l'Irak et lèvent leur blocus économique. Bagdad ordonne le regroupement dans trois hôtels de Koweït des quelque neuf mille Occidentaux qui s'y trouvent.

20 août. – Les Etats-Unis commencent l'envoi en Arabie saoudite de chasseurs-bombardiers F-117-A *« furtifs »*, concus pour échapper aux radars. Pour la première fois, M. Bush parle d'otages en Irak et au Koweït et déclare que Washington tiendra Bagdad pour responsable de la sécurité des quelque deux mille cinq cents Américains qui se trouvent au Koweït et des six cents autres retenus en Irak . La *Durance* appareille pour le Golfe. C'est le huitième bâtiment de guerre dépêché dans la région par la France. Bagdad confirme *« l'hébergement »* des ressortissants étrangers dans les installations stratégiques irakiennes, civiles et militaires.

21 août. – Bagdad lance un ultimatum aux ambassades étrangères au Koweït, leur intimant de *« cesser toute activité »* avant le 24 août. Le président Mitterrand, constatant qu'on est entré *« dans une logique de guerre »*, annonce un renforcement de la présence militaire française dans la région du Golfe en réponse à *« l'intolérable fait accompli »* de la *« prise en otages »* de milliers d'étrangers. C'est la première fois que la France parle d'otages. En outre, Paris décide d'envoyer un escadron terrestre dans les Emirats arabes unis. L'Irak a probablement transféré au Koweït nombre de ses lanceurs de missiles Scud, susceptibles d'atteindre des objectifs civils et militaires en Arabie saoudite. Bagdad propose des pourparlers directs avec les Etats-Unis pour résoudre la crise, mais se heurte à une fin de non-recevoir de Washington, dont la position demeure inchangée : libération des *«otages étrangers »* et retrait des troupes irakiennes du Koweït.

22 août. – M. Bush ordonne le rappel des réservistes. La mesure peut concerner jusqu'à 50 000 hommes. Hussein de Jordanie tente une nouvelle mission de bons offices. Au total, environ 13 000 Occidentaux sont retenus contre leur gré en Irak et au Koweït.

23 août. – Saddam Hussein apparaît sur les écrans de la télévision irakienne entouré de plusieurs ressortissants britanniques.

24 août. – Une trentaine d'ambassades et de missions diplomatiques à Koweït refusent de se soumettre à l'ordre de fermeture. Plusieurs d'entre elles sont encerclées par l'armée irakienne.

Tentatives de marchandage

25 août. – Le Conseil de sécurité donne son feu vert à un blocus naval de l'Irak : la résolution 665 autorise les Etats-Unis et leurs alliés à utiliser les moyens nécessaires pour faire respecter les sanctions économiques contre l'Irak. A Koweït, plusieurs ambassades sont privées d'eau et d'électricité. Le président autrichien Kurt Waldheim rencontre Saddam Hussein à Bagdad. Une centaine de ressortissants autrichiens sont autorisés à quitter l'Irak.

26 août. – Bagdad réaffirme qu'il ne quittera pas le Koweït. Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, fait une offre de bons offices. Le déploiement militaire américain dans le Golfe atteint des proportions considérables. Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, exclut toute négociation avec Bagdad.

28 août. – Bagdad confirme l'annexion du Koweït avec la publication d'un décret faisant de ce pays l'un des gouvernorats de l'Irak. Tandis que les dirigeants irakiens ordonnent à leurs navires marchands de ne pas résister aux contrôles effectués par les navires occidentaux chargés d'appliquer l'embargo, Saddam Hussein annonce son intention de libérer les femmes et les enfants étrangers retenus en Irak contre leur gré et renouvelle son offre de négociations directes avec Londres et Washington. Il se heurte à une nouvelle fin de non-recevoir.

29 août. – Début des restrictions alimentaires en Irak. L'OPEP décide une augmentation de la production de pétrole.

30 août. – Le président Bush demande que le fardeau financier résultant de la crise du Golfe soit partagé par d'autres pays.

1er septembre. – Environ sept cents étrangers – des femmes et des enfants britanniques, français, américains et japonais pour la plupart – peuvent enfin quitter l'Irak à bord de deux avions irakiens et d'un Airbus allemand.

2 septembre. – A l'issue de deux jours d'entretiens à Amman avec M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, M. Perez de Cuellar dresse un constat d'échec de ses pourparlers, se déclare *« déçu »* et estime que *« la situation est très explosive »*. Annonce de la tenue, le 9 septembre à Helsinki, d'un sommet entre les présidents Bush et Gorbatchev, notamment consacré à la crise du Golfe.

La réaction du gouvernement,

M. Rocard défend la nécessité d'un plan économique de précaution

En clôturant l'université d'été du Parti socialiste à La Garde-Freinet (Var), dimanche 2 septembre, M. Michel Rocard a dessiné le schéma des mesures que devrait prendre le gouvernement pour tirer les conséquences économiques de la crise du Golfe. Il a affirmé qu'elles devraient soutenir l'investissement et empêcher un redémarrage de l'inflation. Voici les principaux extraits de son discours.

LA GARDE-FREINET

de notre envoyé spécial

Après avoir replacé la crise actuelle dans son contexte en reprenant les thèses présentées dans la déclaration qu'il a faite, lundi 27 septembre, à la tribune de l'Assemblée nationale, le premier ministre a remarqué : *« J'ai le sentiment que l'opinion ne mesure pas pleinement la gravité des enjeux, l'importance des intérêts en cause non plus que la responsabilité d'un pays comme le nôtre. »* Puis il a déclaré : *« On ne peut prôner une responsabilité partagée sans en assumer le prix. Ce que nous vivons actuellement nous impose de donner à l'Europe une politique étrangère et une politique de défense communes. (...) On ne peut pas à la fois refuser un alignement suiviste sur la politique américaine et laisser les Etats-Unis assurer seuls la fonction impériale. »*

M. Rocard s'est ensuite félicité de *« la cohésion nationale »* et de celle *« exprimée par la quasi-totalité des formations politiques devant les orientations décidées par le président de la République et mises en œuvre par le gouvernement »*. Il s'est réjoui de l'arrivée des otages libérés mais a ajouté : *« Rien n'est changé tant qu'il en est d'autres et que le Koweït est envahi. »* Il a aussi reconnu sa *« crainte de voir cette cohésion s'effriter, cette résolution s'affadir, ce courage manquer dès lors qu'il s'agit de prendre en compte les conséquences économiques et sociales de cette crise internationale »*.

Abordant celles-ci, il a déclaré qu'il faut *« se garder de toute dramatisation excessive »* mais qu'il est évident qu'un renchérissement de 50 % de notre facture pétrolière aura *« des conséquences sur l'activité économique, sur l'emploi, sur la croissance et par conséquent sur la redistribution »*. Refusant les critiques de ceux qui accusent le gouvernement de profiter *« des circonstances pour renforcer l'austérité »*, il assure qu'il *« ne se laissera enfermer ni dans l'imprévoyance, ni dans la pusillanimité »*.

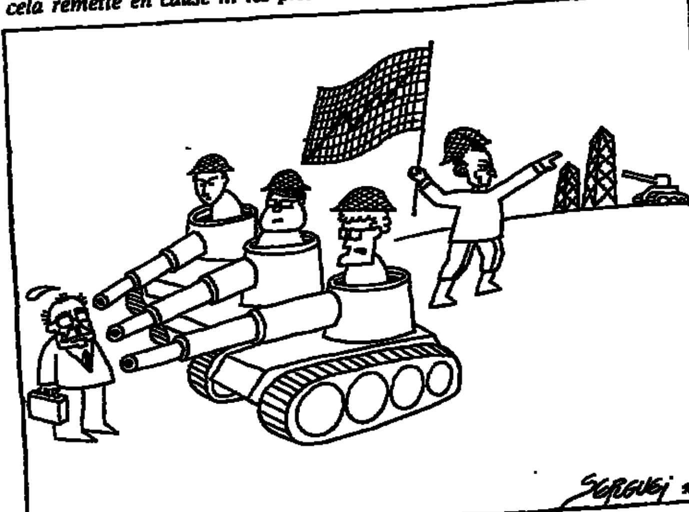
Il a rappelé que l'inflation est *« un impôt sur les plus pauvres »* et que le prix à payer pour la faire cesser avait été *« une aggravation des inégalités entre les revenus du travail et ceux du capital »*. Pas question, *« au contraire »*, a pourtant assuré le premier ministre, de remettre en cause *« la nouvelle étape, sociale »*. Mais *« préserver l'outil de production est un impératif »* pour continuer à lutter contre *« la première des inégalités : le chômage »*. D'où le troisième plan pour l'emploi que présentera M. Jean-Pierre Soisson le 13 septembre aux partenaires sociaux.

Limitations de vitesse

Le renchérissement de la facture pétrolière devant *« s'exprimer en dizaines de milliards de francs (...) chacun devra y contribuer et y contribuer à proportion de ses capacités. La justice dans la répartition de l'effort sera le principe directeur »*. Ainsi *« l'Etat donnera l'exemple en modérant l'évolution des dépenses publiques, sans que cela remette en cause ni les priorités sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord (l'éducation, la recherche, la justice, le logement social), ni la politique de rénovation du service public qui est une œuvre de fort longue haleine »*.

Mais *« chaque Français devra aussi y contribuer, et en disant cela je pense moins aux implications monétaires qu'aux efforts que chacun peut et devra consentir pour économiser l'énergie »*. Ainsi M. Rocard a souligné que *« abaisser les vitesses maximum autorisées en ville ou sur les autoroutes permettrait, sans amputation de pouvoir d'achat, de réduire de plusieurs milliards cette facture pétrolière et sauverait des vies humaines et limiterait sensiblement la pollution »*. S'écartant de son texte écrit, il a précisé qu'il fallait *« y réfléchir »* et qu'il était conscient qu'une semblable disposition qui touche au *« comportement des Français »* ne pourrait pas être *« imposée par des mesures de police »*.

Mettant en cause nommément certaines déclarations des organisations patronales, il a aussi souligné : *« Il doit être clair pour chacun que les orientations que le gouvernement a tracées concernant la revalorisation des bas et moyens salaires ne sont ni caduques, ni remises en cause »*. Il a aussi demandé qu'on ne laisse pas *« revenir sur le devant de la scène les vieux clichés doctrinaires sur les cadeaux aux entreprises, comme si les mesures fiscales qui sont proposées ne devaient pas d'abord être évaluées en fonction de leurs répercussions sur l'emploi »*. M. Rocard a ajouté : *« Dans l'état actuel des choses, l'enjeu est d'ampleur relativement modérée. Il est parfaitement à notre portée et ne met en cause aucune de nos grandes orientations. Il ne mérite en rien que l'on rouvre les grands débats symboliques sur le laxisme ou l'austérité. Si nous ne faisions pas à temps ce qu'il faut de modeste nous risquerions plus tard d'avoir à faire beaucoup plus douloureux. Je suis là-dessus en accord complet avec Pierre Bérégovoy. »* *« Autant je crois*, a-t-il dit, *qu'un juste partage de l'effort doit conduire à certains relèvements de l'impôt de solidarité sur la fortune, à taxer plus fortement les plus-values financières des entreprises, autant il est nécessaire de protéger les conditions de compétitivité des entreprises, y compris par des allègements fiscaux. »*



M. Rocard a aussi pris la défense de la contribution sociale généralisée. Il a rappelé qu'il ne s'agit pas *« d'un impôt nouveau puisqu'il devrait se substituer au 0,4 % qu'acquittent aujourd'hui les salariés depuis 1986 et à des cotisations sociales supportées par ces salariés »* et que si la crise du Golfe *« devait entraîner un ralentissement de la croissance et donc de la progression du pouvoir d'achat »*, ce serait *« une raison supplémentaire pour que le financement de la protection sociale s'effectue dans des conditions plus justes »*.

En conclusion, le premier ministre a expliqué que son gouvernement apporterait la preuve que *« ce ne sera pas une fois de plus les plus faibles, les familles modestes, le monde du travail qui supporteront l'essentiel du fardeau »*.

Th. B.

« La justice dans la répartition de l'effort »

Suite de la première page

M. Pierre Bérégovoy est pressé d'annoncer les évolutions de la politique économique qu'il juge indispensables pour doper les entreprises. M. Laurent Fabius, derrière lequel le ministre des finances s'est rangé lors du congrès de Rennes, a non seulement souligné, à La Garde-Freinet, qu'il ne fallait pas *« faire de tête-à-queue tous les six mois »*, mais aussi estimé qu'il était difficile d'*« évaluer exactement dès aujourd'hui les conséquences économiques de la crise du Golfe »*. Il partage sur ce point l'analyse de ses deux rivaux de l'hiver dernier : MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin qui, l'un et l'autre, souhaitent que l'on ne se précipite pas pour annoncer les mesures que la situation exige. M. Fabius juge néanmoins *« léger »* d'attaquer M. Bérégovoy et se démarque ainsi de M. Jospin...

Les critiques portées par M. Jack Lang contre la politique suivie par celui qui a signé la même contribution que lui au congrès socialiste sont encore plus sévères puisqu'elles portent sur le fond. *« Il n'est pas normal*, a-t-il dit aux stagiaires de l'université d'été, *que le moindre vacillement de la Bourse ait plus d'influence sur nous que vos réflexions, que les décisions de nos instances. »*

Le chemin du chef du gouvernement ne peut dans ces conditions qu'être celui de la ligne de crête. Comme son ministre des finances, il juge indispensable d'accroître le soutien aux entreprises pour éviter que le chômage et l'inflation ne redémarrent. Comme les autres dirigeants socialistes il sait que les salariés ne sont pas prêts à accepter un nouveau tour de vis. Surtout, il est gêné par les positions brutales prises par les uns et par les autres – ou par leurs entourages, – car elles focalisent la discussion sur des notions qui lui paraissent être essentiellement symboliques.

Faire vite

Dans ce contexte délicat, le discours de M. Rocard devant les militants stagiaires du PS est resté relativement prudent. Il n'a pas voulu annoncer de mesures trop précises, les discussions n'étant pas closes au sein du gouvernement et entre celui-ci et les dirigeants du parti. La direction est toutefois indiquée.

L'hommage appuyé rendu à M. Bérégovoy ne veut pas dire que le premier ministre se range entièrement à ses côtés. Loin s'en faut. Comme tous les autres lieux de pouvoir, l'hôtel Matignon n'a guère apprécié que le quai de Bercy profite de la situation pour tenter de revenir sur tous les arbitrages qu'il avait perdus lors de la première phase de la préparation du budget. Les grandes priorités, que ce soit l'éducation nationale ou la refonte de la grille de la fonction publique, ne seront donc pas remises en question, et les finances devront se satisfaire d'une réduction des dépenses bien moindre que celle souhaitée. M. Rocard est même plus que jamais décidé, comme M. Mauroy, à obtenir la création de la cotisation sociale généralisée, malgré les réserves de M. Bérégovoy, et alors que samedi encore, M. Fabius disait qu'il n'était pas persuadé de son utilité et affirmait ne pas savoir ce que voulait le gouvernement.

Le ministre de l'économie ne subit pas pour autant une défaite. Comme lui, le chef du gouvernement est décidé à aller vite. Les conséquences de la crise du Golfe seront tirées dès l'adoption du projet de loi de finances par le conseil des ministres. Comme lui, il donne la priorité à l'aide aux entreprises, même si le surcoût de leur facture pétrolière ne sera pas entièrement compensé. Mais, s'il critique la valeur symbolique prise par le taux de l'impôt sur les sociétés, il ne dit pas que c'est par sa baisse que seront accordés des allègements fiscaux aux entreprises. En revanche, il annonce déjà un accroissement de la taxe sur leurs plus-values financières et de l'impôt sur les grandes fortunes.

Pour faire la synthèse des divergences socialistes, le premier ministre a choisi de se situer au centre. Mais, face à l'opinion publique, il est resté d'une extrême prudence. Il dit redouter qu'elle ne prenne pas pleinement conscience *« de la gravité de la situation »*, mais pense-t-il la convaincre alors que la seule mesure annoncée est une réduction de la vitesse des automobiles ?

THIERRY BRÉHIER

LA CRISE DU GOLFE

le débat sur l'austérité et l'attitude des forces politiques

« Qui va trinquer ? » se demandent les amis de M. Chevènement

Les militants du courant Socialisme et République, animé par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, ont tenu à Mulhouse (Haut-Rhin), samedi 1er et dimanche 2 septembre, leurs Journées nationales. A cette occasion, ils ont vivement critiqué l'annonce de mesures économiques liées à la tension internationale.

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

La polémique née des prises de position de M. Chevènement sur la crise du Golfe a quelque peu terni l'université d'été organisée à Mulhouse par les amis du ministre de la défense. Dans ce moment *« de crise internationale grave »*, le ministre de la défense a jugé préférable de ne pas participer aux travaux de Socialisme et République, son courant au sein du PS. *« Croyez qu'il m'en coûte »*, a-t-il dit à l'occasion du dîner organisé samedi 1er septembre et dont il s'est contenté. *« Je suis ministre de la défense et je ne puis être que cela dans la période actuelle, la vie de centaines de nos ressortissants est menacée et nos soldats sont engagés dans les missions que le gouvernement leur a confiées. »*

M. Chevènement a évoqué *« la campagne qui, sans reculer devant aucun moyen, cherche à atteindre à travers ma modeste personne une certaine idée de la France »*. *« Ne croyez pas ce que vous lisez*, a ajouté le ministre à l'attention de ses militants, *sachez que je garde toute ma sérénité devant ces attaques dont je n'indiquerai pas la source »*. *« Attaques »*, *« campagne »* : les lieutenants du ministre de la défense ont emboîté le pas de leur chef de file. *« Calomnies (...), insinuations (...), il y a des temps où il faut être économe du mépris »*, a déclaré le lendemain M. Pierre Guidoni. M. Guidoni a ensuite recouru au mètre-étalon de rigueur – *« l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette »* – pour assurer que rien ne le séparait de la position du Parti socialiste exprimée au sein du bureau exécutif comme à l'Assemblée nationale par M. Pierre Mauroy.

Maudite crise du Golfe ! Les forums organisés le dimanche, singulièrement celui consacré au budget, ont montré qu'il était décidément difficile d'y échapper. *« Nous sommes inquiets quand nous entendons Pierre Bérégovoy parler d'effort et d'équité. La crise du Golfe ne doit pas permettre à un certain nombre de camarades qui ont en charge les affaires de l'Etat de faire passer une politique avec laquelle nous ne sommes pas d'accord »*, a averti M. Max Gallo, alors que M. Guidoni daubait sur la précipitation du ministre des finances : *« Qu'un aérolite tombe sur le Massif central, nous connaissons déjà la réponse de Bercy : appliquer le budget, réduire les impôts sur les sociétés et la TVA, et créer une commission des prix ! »*

Autant de prises de position en phase avec une base impatiente, plutôt remontée et peu amène à l'égard de ses représentants. Comme le confiait M. Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, *« devant la crise du Golfe, la réaction des militants est avant tout de s'interroger sur les conséquences économiques et sociales : Qui va trinquer ? »*. *« On demande du social et on ne voit rien venir depuis dix ans. A quoi bon avoir trois ministres au gouvernement s'ils ne peuvent pas en infléchir la politique ? A quoi bon avoir des députés puisqu'ils sont tenus par la solidarité de groupe ? »*, grinçait un militant.

GILLES PARIS

M. Mauroy affirme que les socialistes seront solidaires

LYON

de notre bureau régional

S'exprimant, dimanche 2 septembre à Dolomieu (Isère), devant les militants socialistes de ce département, M. Pierre Mauroy a donné le sentiment qu'il ne voulait pas polémiquer davantage avec le ministre de l'économie et des finances sur la manière dont la facture de la crise du Golfe sera réglée par les Français.

Pour M. Mauroy, l'annonce d'une réduction de l'impôt sur les sociétés qui a provoqué une *« tempête dans un verre d'eau »* ne pouvait satisfaire *« ceux qui éprouvent des difficultés »*.

Répartir équitablement la note

« Je ne sais pas d'où est venue cette information, ce petit chiffon rouge descendu du ciel. Mais aujourd'hui je le mets dans ma poche. L'incident est clos. N'en parlons plus », a dit, en substance, M. Mauroy après avoir affirmé que les socialistes *« seront solidaires de leur gouvernement »* à condition que la note soit équitablement répartie entre tous les Français, *« en tenant compte du revenu de chacun »*. Un souci de justice et de solidarité dans l'épreuve que M. Louis Mermaz, député de l'Isère, a également réclamé en affirmant que si les socialistes sont *« prêts à aider les entreprises à investir »*, il sauront aussi distinguer entre *« activités créatrices d'emplois et activités spéculatrices, entre investissements et placements financiers »*.

B. E.

Les principaux responsables soutiennent la fermeté de M. Mitterrand

MM. Jacques Chirac et Georges Marchais devaient être reçus, lundi 3 septembre, par M. François Mitterrand. Le président de la République s'était entretenu, samedi 1er septembre, successivement avec MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, François Léotard, Pierre Méhaignerie et Pierre Mauroy.

A l'issue de leur tête-à-tête avec le chef de l'Etat, MM. Barre et Méhaignerie, respectivement ancien premier ministre et président du CDS, se sont refusés à tout commentaire. Toutefois, M. Barre, invité du « Forum RMC-*Libération* », dimanche 2 septembre, a qualifié cette rencontre d'*« extrêmement utile »*. L'ancien premier ministre a confirmé son approbation de *« l'attitude que le président de la République avait adoptée dans l'affaire du Golfe, c'est-à-dire une politique de fermeté et une politique de solidarité avec les pays du Conseil de sécurité »*.

M. Giscard d'Estaing qui, sur TF 1, mercredi 29 août, avait critiqué l'indécision, selon lui, de la France au début du conflit et jugé malheureuse, la formule présidentielle de *« logique de guerre »*, s'est déclaré *« solidaire de toute action que la France entreprendrait »* face à une agression de l'Irak et pour obtenir la libération des otages. M. Léotard, président du Parti républicain, a également fait part à M. Mitterrand de son soutien à toute action de la France destinée *« à récupérer nos compatriotes »*. Dernier hôte du chef de l'Etat pour cette première journée destinée à informer les principaux responsables de partis politiques représentés au Parlement, M. Mauroy a insisté sur le rôle de l'ONU. Le premier secrétaire du PS, qui a évoqué *« la note à payer »*, a assuré du soutien de son parti au gouvernement dès lors que les mesures seront discutées et *« équilibrées »* socialement.

M. Giscard d'Estaing : solidaire

M. Giscard d'Estaing a déclaré : *« J'ai indiqué au président de la République que le succès pour atteindre nos objectifs dépend de la réunion de deux éléments : la présence sur place d'une force militaire puissante prête à réagir immédiatement et massivement à toute agression et à toute provocation ; et aussi l'application sans faille pendant toute la durée nécessaire du blocus pétrolier et économique de l'Irak. J'ai souligné qu'à mes yeux, ces actions doivent être conduites dans un esprit d'étroite solidarité entre Européens d'abord, avec les Etats-Unis ensuite et aussi avec tous les pays notamment arabes et l'Union soviétique qui ont condamné aux Nations unies l'agression commise par l'Irak contre le Koweït. C'est la détermination et la solidarité qui seront les règles du succès.*

» J'ai enfin indiqué au président Mitterrand que j'étais solidaire de toute action que la France entreprendrait pour répondre à une agression ou à une provocation, ou pour obtenir le libre retour de tous les Français, hommes, femmes et enfants, actuellement retenus en otage en Irak et au Koweït. »

M. Léotard a affirmé : *« La crise aura pour la France des conséquences économiques, politiques et bien sûr diplomatiques et militaires considérables. De toute façon, les conséquences sont déjà à l'œuvre et elles auront encore plus d'effet dans les semaines et dans les jours qui viennent. Je me réjouis de voir la France réagir comme une grande démocratie et avec un sens de la solidarité européenne et un sens de la fermeté qui l'honorent et qui honorent le peuple français. C'est la raison pour laquelle j'ai été heureux de rencontrer le président de la République, à la fois pour l'écouter et lui faire part des préoccupations qui sont celles des Français, notamment celles qui concernent les otages et les diplomates français qui sont au Koweït. La situation des otages me préoccupe beaucoup »*.

M. Mauroy a déclaré : *« Je suis venu dire* [à M. Mitterrand] *que les socialistes étaient rassemblés derrière la politique qui est la sienne et témoigner par ma voix de notre confiance et de notre entier soutien.*

» Il faut réussir cet embargo, qui est déjà une contrainte, déjà l'emploi de la force, mais c'est la force au service du droit (...) En ce qui concerne les mesures [économiques] *à prendre, les socialistes ne disent pas qu'ils ne sont pas d'accord. Ils disent simplement que l'on doit se donner du temps. Il faut évaluer d'abord les dépenses (...). On parle de vouloir lever l'impôt, prendre des mesures, alors qu'on ne sait pas exactement l'ampleur des dépenses. Sachons l'ampleur des dépenses, à ce moment-là décidons des mesures qui sont indispensables. Faisons-le de manière à ce que ce soit équilibré, c'est-à-dire avec aussi un souci de justice sociale. Les socialistes accepteront. Ils ont un souci économique, ils ne perdent pas le souci social. Nous savons qu'il y aura une note à payer et nous serons solidaires du gouvernement à la condition que nous puissions en discuter et à la condition que les mesures prises soient des mesures équilibrées. »*

M. Marchais : il faut « changer de gouvernement »

Dans un article intitulé « Parlons clair ! » que publie *l'Humanité* du lundi 3 septemebre, M. Georges Marchais écrit que *« le président de la République n'a pas eu raison d'employer l'expression* « logique de guerre », *ni non plus de faire voter par la France la résolution 665* [sur l'usage minimum de la force pour faire respecter l'embargo] *du Conseil de sécurité, dont on voit bien qu'elle a dans les faits encouragé les Etats-Unis à accroître leur intervention »*.

Le secrétaire général du PCF affirme que *« l'heure est à la négociation »* au Proche-Orient où la *« domination américaine (...) et moins encore la guerre »* ne sont *« des solutions »*.

« Pourquoi un tel déploiement militaire ? se demande M. Marchais. *Pour défendre le droit international ? Soyons sérieux ! Le droit, cela fait longtemps que Saddam Hussein le foule aux pieds et, jusqu'au mois dernier, il avait toujours été soutenu par les puissances occidentales. »* *« Dans cette région du monde*, poursuit le dirigeant communiste, *le droit international est systématiquement bafoué depuis des décennies. »*

Dénonçant le *« piège tendu au monde du travail »* en France par ceux qui évoquent les retombées économiques de la crise, M. Marchais indique : *« Il n'y a rien à attendre du gouvernement actuel qui associe ministres socialistes et ministres de droite et qui pratique une politique de droite. Ce qu'il faut, c'est changer de politique et de gouvernement. »*

M. Barre affirme que les socialistes n'échapperont pas à l'austérité

Invité, dimanche 2 septembre, du « forum RMC-*Libération* », M. Raymond Barre a notamment affirmé, à propos des conséquences économiques, pour la France, de la crise du Golfe : *« Aujourd'hui, les socialistes ne veulent parler ni d'austérité ni de rigueur. J'attends qu'ils inventent un troisième mot. »* *« Ils n'y échapperont pas »*, a ajouté l'ancien premier ministre, selon qui il convient de dire aux Français *« des choses simples »* et de ne pas *« continuer à les traiter comme des enfants »*.

Pour M. Barre, il importe de *« mener une politique sérieuse, de défendre le niveau du franc »*, d'éviter les *« fantaisies budgétaires »*, de *« ne pas toucher à la liberté des salaires »* et de se montrer *« très prudent en matière de salaires »*.

M. Barre juge que l'économie française est *« vulnérable »* et souhaite en particulier une réforme de la fiscalité, *« qui est directement contraire à l'épargne, à l'investissement et à l'esprit d'entreprise »*.

M. Balladur : une autre politique économique

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, a estimé, dimanche 2 septembre, sur Europe 1, que *« l'on ne sortira pas rapidement ni facilement »* de la crise du Golfe qui peut connaître des *« rebondissements qui aggraveraient considérablement la situation économique »*. L'ancien ministre de l'économie et des finances a réaffirmé son accord avec *« l'esprit général »* de la politique menée par le chef de l'Etat, qui *« lui paraît aller dans la bonne direction »*. *« Il faut que l'embargo soit un blocus que l'on fait respecter si besoin par les armes »*, a-t-il convenu avant d'exprimer son opposition à une action militaire pour renverser le régime de Saddam Hussein. *« S'il est vrai que ce régime surarmé présente un réel danger, prétendre résoudre les problèmes d'un pays à la place de son peuple présente aussi un danger »*, a estimé le député de Paris, qui a ajouté que *« ce qui rend nécessaire un changement de la politique économique du gouvernement, c'est un peu la crise du Golfe, mais surtout les effets fâcheux de la politique qu'il a menée depuis deux ans »*.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Léotard estime que M. Saddam Hussein est un « voyou »

M. François Léotard, président du Parti républicain, a déclaré, dimanche 2 septembre, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », que *« Saddam Hussein est un grand délinquant international, un gangster, un voyou. Réagissons face à lui comme avec un voyou ou comme avec un délinquant. Si nous n'allons pas juqu'au bout de notre démarche, nous lui donnons satisfaction »*.

Le président du PR a déclaré que *« le blocus est une bonne chose (...). Aller au-delà me semble aventureux et je souhaite que l'on reste dans le cadre défini par l'ONU »*. Il s'est ainsi déclaré hostile à ce que la France suive les Etats-Unis si ces derniers décidaient unilatéralement d'attaquer l'Irak. M. Léotard a souhaité d'autre part qu'on ne vende plus d'armes à l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Libye, *« car ce sont des Etats qui méprisent le droit international »*.

Le refus du dirigisme

En matière économique, le chef du PR a affirmé que *« la France serait bien avisée de s'engager dans la voie de réforme de ses prévisions et de son budget »*, tout en souhaitant que *« la traduction de la crise »* ne soit pas *« un plus grand dirigisme sur l'économie »*. M. Léotard a enfin qualifié les propos de M. Jean-Marie Le Pen sur la crise du Golfe *« d'authentiques déclarations de collaborateur, au sens où on l'entendait entre 1940 et 1945 »*.

□ **M. Chirac : *« Il ne faut pas négocier en cas de prise d'otages. »*** – M. Jacques Chirac, président du RPR, a affirmé, samedi 1er septembre, à Paris, que la France ne devait pas *« négocier »*, mais créer *« un rapport de forces »* avec l'Irak, pour la libération des otages. *« On ne peut pas, il ne faut pas négocier en cas de prise d'otages. Car, qui dit négociation, quelle qu'en soit la nature, dit forcément compromis, acceptation de donner quelque chose, et forcément encouragement et reconnaissance de l'efficacité du procédé »*, a déclaré le maire de Paris, lors d'un dîner donné à l'hôtel de ville avec les représentants de l'union des Français de l'étranger.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand : la France doit s'adapter « sans délais »

Le conseil des ministres, avancé au lundi 3 septembre en raison du déplacement du premier ministre au Chili, a été largement dominé par l'évocation de la situation dans le Golfe. M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, a donné lecture à l'issue du conseil d'une déclaration de M. François Mitterrand devant les ministres à propos des conséquences économiques de la crise. Le président de la République a affirmé : *« Il faut que la France s'adapte sans délais à la situation au fur et à mesure de son évolution. Quelles conséquences ? Premier principe : économiser l'énergie. Deuxième principe : sauvegarder une croissance favorable à l'emploi sans résurgence de l'inflation ni aggravation du déficit du commerce extérieur. Troisième principe : poursuivre plus que jamais en période difficile la lutte contre les inégalités. Quatrième principe : répartir justement l'effort nécessaire qui est aujourd'hui limité. »*

M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le premier ministre a fait état des inquiétudes qui se sont exprimées *« de manière démesurée »* avant d'ajouter : *« Les mots austérité, rigueur, n'ont pas leur place. Nous faisons l'ajustement que nécessite un alourdissement de la facture pétrolière que nous ne voulons pas voir peser sur l'investissement. »*

Toujours à propos de la crise du Golfe, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a évoqué le volet diplomatique du problème avec les initiatives de différents chefs d'Etat arabes ou bien de M. Perez de Cuellar pour affirmer, selon le porte-parole du gouvernement : *« Il faut malheureusement constater que ces projets ou ces initiatives n'ont pas provoqué le moindre écho du côté irakien qui laisserait espérer que sur l'essentiel, à savoir le retrait des troupes irakiennes du Koweït, existait une volonté sincère de trouver une issue pacifique à la crise. »*

Par ailleurs, le conseil a notamment entendu une communication de M. Roger Fauroux sur le développement technologique de l'industrie française et une communication de M. Claude Evin à propos du bilan de la nouvelle opération *« été jeunes »*.

Les divergences au Front national

« Il était bon que nous mobilisions des forces », *nous déclare M. Pierre Sergent*

L'attitude de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, sur la crise du Golfe a été largement commentée au cours de l'université d'été du parti d'extrême droite à Tours du 27 au 31 août. Jugée compréhensive à l'égard de l'Irak, elle a, en tout état de cause, provoquée la démission de M. Jules Monnerot du bureau politique et elle a soulevé des réticences de la la part de M. Pierre Sergent. Cet autre membre de la direction du FN considère qu'il ne s'agit pas de divergences de fond. Il s'en explique dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*.

« Un jour vous vous démarquez de « certaines expressions » de M. Le Pen et vous dites que « la France est concernée » par la crise du Golfe ; le lendemain vous vous rétractez en affirmant n'avoir « aucune divergence de fond » avec le président du FN. Ne craignez-vous pas que votre crédibilité en pâtisse ?

– Non. J'ai bien parlé de différend de forme. Je n'ai pas varié d'un iota.

– Tout de même, vous dites que « la France est concernée » alors que ce n'est pas la ligne du Front national.

– Dans un premier temps, Jean-Marie Le Pen a dit que c'était une affaire entre pays arabes. Ensuite, il n'a cessé de montrer qu'il s'agit d'une crise essentielle, d'autant que nos ressortissants peuvent être considérés à présent comme des otages. Il y a une évolution dans son esprit. La France serait impliquée intégralement s'il y avait conflit. Nous serions solidairement liés aux pays occidentaux.

– Pour expliquer votre attitude, M. Le Pen dit que vous manifestez « une sensibilité particulière quand il s'agit de ce que vous croyez être l'intérêt d'Israël ». Qu'en pensez-vous ?

– Je suis pro-israélien. Jacques Soustelle était un très bon ami et j'ai de très bons amis israéliens. Je déplore que le FN n'ait pas de meilleures relations avec Israël. Nous n'avons aucune raison d'avoir de mauvaises relations avec ce pays.

– Estimez-vous qu'Israël est concernée par la crise ?

– Tout à fait. Et Saddam Hussein n'a pas caché qu'Israël pouvait être une de ses cibles.

– Comment pouvez-vous concilier vos craintes à l'égard d'Israël et votre soutien à une politique de non-intervention ?

– Je dis simplement que nous n'avons pas besoin de va-t-en guerre qui viennent, du reste, de tous les horizons. Il faut au contraire combattre la « logique de guerre ». Une logique qui a souvent été décrétée par les socialistes.

– En s'adressant directement à vous, M. Le Pen a dit que le FN n'est ni le RPR ni le CNI. Ne seriez-vous pas plus à l'aise dans l'un de ces deux partis, surtout le second d'où vous venez ?

– Je suis toujours partisan d'un désenclavement du Front. Je souffre beaucoup de la mise en ghetto de notre mouvement. C'est ce qui me dérange chez mes camarades. J'aimerais qu'il y ait des passerelles et que nous puissions parler avec des hommes de bonne volonté à droite.

– Regrettez-vous les décisions militaires prises par le président de la République ?

– Il était bon que nous mobilisions des forces. Etant donné notre position à Djibouti, il était logique que nous soyons en état d'alerte. Cette mobilisation de nos forces militaires me semble naturelle. »

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD

EUROPE

URSS

M. Boris Eltsine demande la démission du gouvernement Ryjkov

Le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine a accentué sa pression sur M. Mikhaïl Gorbatchev, en annonçant samedi 1er septembre qu'il demandait la démission du gouvernement soviétique de M. Ryjkov.

M. Gorbatchev avait pour sa part soutenu la veille M. Ryjkov, son fidèle chef de gouvernement depuis cinq ans, en déclarant que le pays ne pouvait pas actuellement *« se permettre le luxe de se lancer dans un remaniement »* au sommet. Le président russe relance ainsi son offensive, trois jours après une rencontre de près de cinq heures avec M. Gorbatchev, à l'issue de laquelle les deux hommes avaient assuré être tombés d'accord sur l'essentiel des réformes économiques à mener.

La démission du gouvernement Ryjkov est une « *« condition préalable à la réussite de l'application de la réforme économique. (...) sinon la Russie suivra sa propre voie »*, a déclaré M. Eltsine. Il avait déjà prévenu que même si son programme de réformes économiques radicales, dit des *« 500 jours »*, n'était pas retenu par la direction soviétique, il serait soumis à l'approbation du Parlement de Russie.

Cependant, selon le premier vice-président de la Fédération de Russie, M. Khasboulatov, cité lundi par le *New York Times*, le président Gorbatchev a déjà accepté d'appliquer le programme issu des propositions de M. Eltsine, même s'il se refuse encore à le reconnaître (*le Monde* du 2 et 3 septembre).

« Comme un hérisson et un serpent »

Les désaccords entre M. Gorbatchev et Eltsine, qui s'étaient affrontés durant tout l'été au nom des prérogatives de la Russie et de l'Union, étaient réapparus lors de la réunion conjointe, la semaine dernière, du Conseil présidentiel et du Conseil de la Fédération. M. Gorbatchev avait plaidé en faveur d'une synthèse entre le projet de réforme gouvernemental et celui, plus radical, de la commission qu'il coprésidait avec M. Eltsine, et dont les travaux étaient dirigés par l'académicien Stanislav Chataline, un de ses proches conseillers. Vendredi, M. Gorbatchev avait cependant exprimé sa préférence pour ce qu'il a appelé le « projet Chataline », une façon de ne pas en accorder le bénéfice à Boris Eltsine.

Ce dernier a répliqué samedi en reprochant à M. Gorbatchev de vouloir concilier l'inconciliable. *« Ces deux programmes ne peuvent pas être mariés, ils sont comme un hérisson et un serpent »*, a-t-il déclaré. – *(AFP, Reuter.)*

Proclamation d'indépendance d'une région russophone de Moldavie

La principale région russophone de Moldavie soviétique a proclamé, dimanche 2 septembre, son indépendance du reste de cette République du sud-ouest de l'URSS. Cette déclaration est une réponse de la minorité russe (12,8 % d'une population totale de 4,5 millions d'habitants) à la montée du nationalisme de la majorité ethnique roumaine.

Le 28 janvier 1990, la principale ville russophone de Moldavie, Tiraspol, avait déjà décidé de devenir un territoire autonome à la suite d'un référendum.

Le Parlement de Moldavie s'est réuni en session extraordinaire pour adopter une riposte à la déclaration sécessionniste des Russes et d'une autre minorité, les Gagaouzes, qui ont proclamé leur indépendance le 19 août dernier. La Moldavie, alors Bessarabie, faisait partie avant la guerre de la Roumanie et fut annexée en 1940 par Staline. – *(AFP.)*

ESPAGNE

Deux morts dans un attentat à Bilbao

MADRID

de notre correspondant

L'explosion d'une voiture piégée, qui a complètement détruit, dimanche 2 septembre, la guérite de la Garde civile qui surveille l'entrée du port fluvial de Bilbao, a fait deux morts. Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne ne doute qu'il est l'oeuvre de l'ETA militaire. Les indépendantistes basques ont de plus en plus recours au procédé de la voiture piégée. Le 17 août, un véhicule avait ainsi explosé devant le commissariat de police de Burgos.

L'attentat s'est produit vers 6 heures du matin. Tout porte à croire que ses auteurs ont lancé la voiture, qui avait été volée la veille au soir, du haut de la rue en pente qui mène droit à l'entrée du port. Elle contenait quelque 60 kilos d'explosifs. Le garde civil qui se trouvait dans la guérite a été tué sur le coup ainsi qu'un automobiliste qui réparait son véhicule à proximité. Deux autres personnes ont été blessées. Quelques heures plus tôt, deux bombes placées dans les locaux de concessionnaires de voitures françaises avaient fait explosion dans la province de Guipuzcoa . L'avant-veille, vendredi, un engin explosif avait gravement endommagé un patrouilleur de la marine ancré dans le port de Saint-Sébastien.

Cette offensive n'est pas sans rapport avec l'annonce des élections au Parlement régional basque, qui auront lieu le 28 octobre prochain. Comme à l'accoutumée, les séparatistes semblent vouloir participer à leur manière à la campagne.

Th. M.

□ **AUTRICHE : l'ancien chancelier Fred Sinowatz et deux ex-ministres sont inculpés pour « abus de pouvoir ».** – L'ancien chancelier socialiste, M. Fred Sinowatz, et deux anciens ministres, MM. Leopold Gratz (affaires étrangères) et Karl Blecha (intérieur), seront *« inculpés pour abus de pouvoir »* dans le cadre d'une affaire de vente d'armes illégale à l'Iran, a annoncé samedi 1er septembre à la télévision autrichienne le ministre de la justice, M. Egmont Forgegger. Ces trois anciens responsables sont soupçonnés d'avoir couvert ou de n'avoir pas *« empêché »*, selon l'expression de M. Forgegger, en 1984 et 1985, une vente d'armes illicite de l'entreprise d'Etat Noricum à l'Iran, alors en guerre avec l'Irak. Ils avaient déjà fait l'objet, l'été dernier, d'une instruction judiciaire. L'Autriche étant neutre, la loi interdit de livrer des armes à des pays impliqués dans un conflit armé. – *(AFP.)*

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : M. Ladislav Adamec démissionne de la présidence du Parti communiste.** – M. Ladislav Adamec, président du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) depuis le 20 décembre dernier, a annoncé samedi 1er septembre qu'il démissionnait de ses fonctions. Il a demandé au comité central de le libérer de cette charge pour des raisons de santé et afin de lui permettre de se consacrer pleinement à ses obligations de député à l'Assemblée fédérale. Premier ministre du gouvernement fédéral d'octobre 1988 au 7 décembre 1989, M. Ladislav Adamec (soixante-trois ans) avait mené les négociations d'ouverture avec M. Vaclav Havel et le Forum civique après la « révolution de velours » en novembre 1989. M. Vasil Mohorita (trente-sept ans), premier secrétaire du parti et ancien chef des Jeunesses communistes, assurera l'intérim jusqu'au prochain congrès du PCT, prévu à l'automne. – *(AFP.)*

ASIE

Le président afghan à Paris pour la conférence des PMA

M. Najibullah tente de sortir Kaboul de son isolement

M. Najibullah est attendu à Paris, lundi 3 septembre, pour participer à la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA)

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Le chef de l'Etat afghan n'a probablement jamais été aussi sûr de lui. M. Najibullah n'a pas été invité par la France (la conférence est organisée par les Nations unies), mais il va participer, pour la première fois, à une conférence internationale. Pour Kaboul, il s'agit d'une reconnaissance *de facto* d'autant plus appréciée que, depuis dix ans, le régime de Najibullah est isolé sur la scène internationale.

En janvier 1988, les autorités françaises, apparemment à la suite d'une bévue, avaient invité le chef de l'Etat afghan à une conférence sur le désarmement chimique. M. Najibullah avait accepté avec empressement et Paris n'avait réussi à le dissuader de venir qu'au prix d'une explication laborieuse sur les difficultés rencontrées pour assurer... sa sécurité.

La France ne peut, cette fois-ci, que s'exécuter mais, officiellement, M. Najibullah ne doit rencontrer aucun responsable du gouvernement. Mais le chef de l'Etat afghan a d'autres motifs de satisfaction : son retour, le 25 août, à Kaboul, à l'issue d'un séjour de près d'un mois en Union soviétique constitue une preuve de la confiance dont il bénéficie auprès des dirigeants soviétiques.

Cette longue absence avait fait naître bien des interrogations : qui sait si, comme son prédécesseur, Babrak Karmal, il n'allait pas abandonner le pouvoir et demeurer à Moscou pour « raisons de santé » ? Cette hypothèse était d'autant plus plausible que M. Najibullah paraît représenter aujourd'hui un obstacle majeur à un règlement de la crise afghane. Américains et Soviétiques sont en effet parvenus à un quasi-accord sur la manière de parvenir à un règlement pacifique, par le biais d'élections générales.

Le différend américano-soviétique

Mais Moscou insiste sur le maintien de M. Najibullah au pouvoir pendant tout le processus électoral, quitte à ce qu'il abandonne une partie de ses prérogatives, alors que Washington, comme d'ailleurs les mouvements de moujahidines, s'y refusent.

Le retour de M. Najibullah montre que, sur ce point essentiel, le différend américano-soviétique reste entier : les Soviétiques ne sont pas prêts à « sacrifier » M. Najibullah, même s'ils souhaitent réduire notablement le fardeau financier que représente leur soutien militaire au régime de Kaboul. L'agence soviétique Tass a souligné il y a quelques jours que le président afghan était d'accord pour placer une partie des forces armées afghanes, ainsi que différentes responsabilités ministérielles, sous l'autorité d'un *« organe de coordination »* regroupant *« toutes les forces politiques afghanes »* et fonctionnant au moins jusqu'aux élections. La condition, ajoute Tass, est que les moudjahidines se soumettent également à l'autorité de cette sorte de comité intérimaire.

Inquiétude à Islamabad

M. Najibullah est rentré vendredi, d'autre part, d'une visite officielle en Inde, au cours de laquelle ses hôtes ont multiplié les marques d'attention destinées à montrer que New-Delhi reconnaît qu'une seule autorité du régime de Kaboul, et que le changement de majorité en Inde depuis la dernière visite de M. Najibullah, en mai 1988, ne modifie pas cette ligne. Le chef du gouvernement indien, M. V. P. Singh, qui a qualifié son hôte de *« frère »*, a accepté le principe d'une invitation à se rendre à Kaboul.

Les deux délégations ont signé plusieurs accords de coopération et New-Delhi a manifesté son intention d'accroître son aide économique à l'Afghanistan, notamment par la fourniture de cinquante mille tonnes de blé.

A Islamabad, les autorités pakistanaises ont suivi cette visite avec préoccupation. La diplomatie pakistanaise paraît complètement dépassée par les initiatives en cours pour tenter de parvenir à un règlement de la crise afghane. Les services secrets pakistanais (ISI) ont fortement incité les moujahidines à lancer des offensives militaires et cette stratégie s'est soldée par des échecs cuisants. Aucune « politique afghane » de remplacement n'a, semble-t-il, été élaborée.

Enfin, le net ralentissement des livraisons d'armes américaines aux moudjahidines introduit de nombreuses incertitudes. Islamabad ne contrôle plus comme avant les partis afghans de Peshawar et la situation dans la province pakistanaise du Nord-Ouest, où résident plus de trois millions de réfugiés afghans, pourrait devenir rapidement incontrôlable.

Une reprise des actions des terroristes, à l'initiative des services secrets afghans, ne peut être exclue. Or, un soulèvement dans cette région servirait trop bien les intérêts de l'Inde, sans parler de ceux de M. Najibullah.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Phnom-Penh estime que le plan des Cinq n'est qu'un « document de base »

M. Heng Samrin, le président du régime de Phnom-Penh, a estimé, samedi 1er septembre, que le plan des Cinq Grands pour régler le conflit cambodgien était *« un document de base pour la future discussion sur les principes du respect pour l'indépendance, la souveraineté et le droit à l'autodétermination du peuple cambodgien »*.

La position de Phnom-Penh, a-t-il dit au cours d'un meeting dans la capitale, est de *« maintenir son statu quo, à la fois sur les plans politique et militaire »*. *« Il est regrettable que l'autre partie n'ait pas la volonté sincère de résoudre le conflit »*, a-t-il ajouté.

De son côté, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyên Co Thach, a estimé samedi à Hanoï que *« les efforts des cinq puissances vont dans le bon sens »*. Il a cependant ajouté : *« Maintenant, c'est une question intérieure qui concerne le peuple khmer. »* Les factions cambodgiennes doivent tenter de s'entendre sur la création d'un Conseil national suprême lors d'une réunion à Djakarta, qui pourrait commencer mercredi, selon des informations non-confirmées en provenance de Bangkok.

Enfin, dans un rapport diffusé lundi, Amnesty International dénonce le massacre par les Khmers rouges d'une centaine de personnes lors des attaques de deux trains en juillet. – *(AFP, Reuter.)*

La mort d'Edwin Reischauer

Un grand spécialiste américain du Japon

Edwin O. Reischauer est mort samedi 1er septembre à San-Diego (Californie), à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il était considéré comme un des meilleurs connaisseurs américains du Japon. Né à Tokyo en 1910, co-inventeur d'un système de transcription phonétique de l'alphabet coréen, Edwin Reischauer fit la guerre dans les services de renseignements puis au département d'Etat.

Professeur à l'université Harvard, il a écrit de nombreux ouvrages dont *East Asia, The Great Tradition* et *East Asia, The Modern Transformation* (avec John Fairbank). Son *Histoire du Japon et des Japonais* a été publiée au Seuil en 1973.

Ses connaissances et son prestige, tant dans son pays qu'au Japon, le firent nommer ambassadeur à Tokyo par le président Kennedy. Il y resta de 1961 à 1966, dans une période – déjà – délicate des relations nippo-américaines. Edwin Reischauer était l'un des derniers représentants de cette génération de grands spécialistes de l'Asie formée par les Etats-Unis entre les deux guerres.

M. Chevardnadze en Corée du Nord

Le ministre soviétique des affaires étrangères est arrivé dimanche 2 septembre à Pyongyang, deuxième étape d'une tournée asiatique qui le mènera ensuite à Vladivostok – où il doit prononcer un important discours sur la politique asiatique de Moscou – puis à Tokyo.

Dans la capitale nord-coréenne, M. Chevardnadze s'est entretenu avec son homologue Kim Yong-nam de la situation dans la péninsule coréenne. Cette visite a lieu alors que le chef du gouvernement nord-coréen, M. Yon Hyonh-muk, a quitté Pyongyang ce lundi pour une rencontre historique à Séoul avec son homologue sud-coréen, M. Kang Young-hoon.

Auparavant, M. Chevardnadze avait eu des entretiens avec le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, à Harbin, en Mandchourie. Selon Pékin, les deux ministres ont insisté sur la nécessité de régler la crise du Golfe de manière pacifique, les Chinois excluant pour leur part tout *« recours à la force »*. Ils ont aussi réclamé la fin des livraisons d'armes aux factions cambodgiennes. – *(AFP, UPI, Reuter.)*

□ **CHINE : consultations militaires avec l'Inde.** – La Chine et l'Inde ont conclu, samedi 1er septembre, un accord prévoyant des consultations régulières entre responsables militaires pour *« assurer la paix »* dans les régions contestées de la frontière entre les deux pays. Cet accord fait suite à des pourparlers qui se sont déroulés à New-Delhi pour tenter de résoudre le différend frontalier sino-indien. D'autre part, la radio indienne a annoncé que le premier ministre chinois, M. Li Peng, se rendrait en Inde d'ici à la fin de l'année. – *(AFP, Reuter.)*

□ **VIETNAM : amnistie.** – *« Le conseil d'Etat vietnamien a décidé de libérer sept cents personnes emprisonnées ou détenues dans des camps de rééducation »* à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Vietnam, a annoncé, dimanche 2 septembre, l'agence de presse officielle VNA. Les personnes amnistiées ont purgé au moins un tiers de leur peine et *« se sont amendées »*, a ajouté l'agence, qui n'a pas précisé s'il s'agit de prisonniers de droit commun ou de détenus politiques. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Devant la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU

L'Iran au banc des accusés

GENÈVE

de notre correspondante

Une résolution, adoptée sans vote, de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU a condamné l'assassinat le 24 avril dernier, à Coppet (canton de Vaud) en Suisse, de Kazem Radjavi, frère de Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins iraniens. Le texte rappelle que la victime *« était un défenseur et un militant ardent des droits de l'homme »*. Kazem Radjavi jouissait de l'estime générale des milieux internationaux et académiques de Genève.

La résolution condamne également – et *« avec vigueur »* – tout assassinat pour des motifs politiques et toute menace de mort inspirée par des motifs analogues. L'assemblée avait à l'esprit l'affaire Salman Rushdie, mais le nom de l'écrivain britannique n'a jamais été prononcé.

Autre fait passé sous silence : un communiqué datant du mois de mai, émanant du juge d'instruction vaudois, M. Laurent Châtelain, chargé de l'affaire Radjavi, qui affirmait que des services officiels iraniens étaient impliqués dans l'assassinat de Kazem Radjavi, que cet assassinat avait été préparé minutieusement, par treize personnes au moins, et que les membres du *« commando »*, selon l'expression du juge, étaient titulaires de passeports de service établis à Téhéran, portant la mention *« chargé de mission »*.

Dans une autre résolution, adoptée par 14 voix contre 5 et 5 abstentions, la sous-commission se dit *« gravement préoccupée par la dégradation de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran »*.

Le texte fait état d'arrestations, de tortures et d'exécutions, d'un grand nombre de prisonniers politiques et de droit commun. Dans la même résolution, la commission se dit préoccupée également par les *« violations graves des droits et libertés des femmes, notamment en ce qui concerne la possibilité de s'habiller comme elles l'entendent, et d'exercer le métier de leur choix, et par le fait qu'elles sont traitées comme des citoyens de second rang »*. Au nom du respect des traditions, certains membres musulmans de la sous-commission se sont élevés contre ce texte, mais leurs protestations ont été rejetées.

ISABELLE VICHNIAC

Au Liban

Washington affirme ne pas avoir d'informations sur une possible libération d'otages

Le gouvernement américain a affirmé, dimanche 2 septembre, n'avoir aucune information sur une possible libération d'otages occidentaux au Liban.

« Nous ne sommes au courant d'aucune activité dans ce domaine », a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, à Kennebunkport (Maine) où le président George Bush achevait ce week-end ses vacances d'été. Le porte-parole réagissait à des informations de presse en provenance de Beyrouth selon lesquelles Téhéran serait prêt à faire libérer les treize otages occidentaux qui restent détenus au Liban, dont six Américains, au cours des prochaines semaines. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

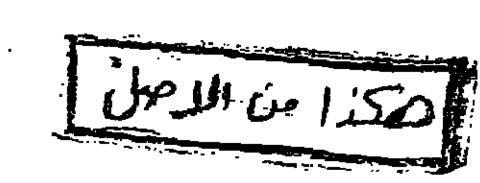
CANADA : le conflit avec les Indiens Mohawks

L'armée démantèle la dernière barricade

L'armée canadienne a pris dimanche soir 2 septembre, le contrôle de la dernière barricade tenue par les Indiens Mohawks à Oka, au nord-ouest de Montréal, mais ces derniers refusent toujours de déposer leurs armes et se sont repliés sur leurs arrières.

Les soldats canadiens ont encerclé la zone où se trouvent les Mohawks et ont pris position autour du bâtiment, un centre de désintoxication pour drogués et alcooliques situé dans un bois, à l'intérieur duquel il resterait environ une vingtaine de « warriors », guerriers représentant la faction armée des Indiens. De leur côté, les chefs Mohawks ont manifesté leur volonté de rouvrir les négociations avec les autorités canadiennes afin d'aboutir à une solution pacifique du conflit qui dure depuis cinquante-quatre jours.

L'intervention des soldats canadiens s'est déroulée sans qu'aucun coup de feu ait été échangé avec les Indiens. Les policiers de la sûreté du Québec avaient perdu un homme, le 11 juillet dernier, en essayant de prendre d'assaut les barricades érigées par les Indiens qui s'opposent au projet d'extension d'un golf sur des terres qu'ils revendiquent. – *(AFP.)*



AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Les litanies incendiaires des radicaux de l'ANC

Vingt et une personnes ont été tuées, le week-end dernier, dans deux cités noires proches de Johannesburg. D'après la police, elles auraient été victimes d'un gang armé.

UMZIMKULU *(Transkeï)*

de notre envoyé spécial

Deux soldats en tenue kaki d'Umkhonto we Sizwe (*« la lance de la nation »*, la branche armée de l'ANC) se donnent la réplique : *« Comment peut-on négocier quand on tue les nôtres ? Comment peut-on négocier quand les nôtres sont encore en exil ou en prison ? »* Bordée d'injures pour Mme Margaret Thatcher : *« C'est une capitaliste, une impérialiste »*, et, pour tout dire, *« une p... »* ! Mise en appétit pour les quelques centaines d'habitants d'Umzimkulu, une bourgade du Transkeï, venus, dimanche 2 septembre, dans un champ écouter Chris Hani, chef d'état-major de cette « armée » des ombres, et l'une des fortes têtes du mouvement nationaliste.

Depuis qu'à la mi-août il s'est vu retirer l'immunité provisoire dont il bénéficiait pour ses tournées en Afrique du Sud, ce boutefeu a élu domicile au Transkeï, terre de ses ancêtres xhosas, un pays auquel les tenants de l'apartheid ont octroyé en 1976 un simulacre d'indépendance. Il profite donc de ce sanctuaire pour inonder de propos incendiaires le régime de Pretoria et de ceux qui se compromettent avec lui.

Pas question pour Chris Hani de faire un saut de quarante et une heures en Afrique du Sud, comme viennent de le lui proposer les autorités de Pretoria afin de lui permettre d'étudier avec ses camarades de l'ANC les conséquences pratiques de la suspension de la lutte armée, décidée début août.

« Je risque d'être arrêté », explique-t-il. Il refuse en outre de se soumettre à la condition que l'on pose en haut lieu à son séjour, à savoir se taire. C'est trop lui demander.

L'arme du tribalisme

Au Transkeï, il n'a pas sa langue *dans sa poche. Toutes les* fins de semaine, il harangue à tour de rôle des enseignants, des étudiants, des paysans. Le général Bantu Holomisa, l'homme fort du pays, qui ne cache pas ses sympathies pour l'ANC, a mis à sa disposition un hélicoptère de l'armée pour faciliter ses déplacements et *lui* a grand ouvert à Umtata, la capitale, les portes de la résidence des hôtes de passage.

Le dimanche à Umzimkulu, Chris Hani a la partie facile. L'émotion est à son comble. La veille au soir, les dépouilles de cent quarante et une victimes des récents affrontements entre groupes rivaux noirs dans la région de Johannesburg ont été rapatriées au Transkeï. *« Comme toujours, les défenseurs de l'apartheid veulent nous diviser en utilisant l'arme du tribalisme »*, lance l'orateur vedette.

Il a tôt fait de confondre dans une même opprobre le mouvement zoulou Inkatha, qui *« n'a jamais appelé à la grève pour obtenir des augmentations de salaires »*, et *« les capitalistes, qui préfèrent acheter des cercueils plutôt que de construire des maisons »*. Devant son auditoire, Chris Hani prend un engagement : *« Nous ne permettrons pas que l'ANC soit placée sur le même pied que l'Inkatha. »* Ironie du sort : au moment où ce membre très en vue du Parti communiste sud-africain lance cet avertissement, M. Mangosuthu Bouthelezi, le chef du mouvement zoulou, cette *« marionnette du pouvoir blanc »*, est à Moscou, pour s'entretenir avec des responsables soviétiques...

Fusil AK-47 à la bretelle, les gardes du corps ne le quittent pas des yeux. Ce chef d'une *« guerre »* qui n'a plus lieu d'être soigne son image. Et la foule alentour de chanter : *« Malan* (1) *prends garde à toi, Hanj est là. »*

JACQUES DE BARRIN

(1) Le général Magnus Malan est ministre de la défense.

LIBÉRIA

La force d'interposition aurait pris le contrôle du centre de Monrovia

Selon l'agence de presse ghanéenne GNA, la force d'interposition ouest-africaine a réussi, après de violents combats samedi soir 1er septembre contre les rebelles de Charles Taylor, à prendre le contrôle du centre de la capitale libérienne. Les « casques bleus » auraient, dans la foulée, installé des batteries d'artillerie lourde aux principaux points stratégiques de Monrovia.

Toujours selon GNA, un bateau ghanéen a évacué quelque sept mille ressortissants d'Afrique de l'Ouest en fin de semaine dernière, tandis qu'environ cinq mille autres attendent d'en faire autant.

L'assassinat de deux cents civils, annoncé la semaine dernière par l'agence de presse ghanéenne *(le Monde* daté 2-3 septembre), a provoqué une vive émotion à Accra. Samedi soir, les autorités ont affirmé qu'elles tiendraient le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, pour *« personnellement responsable »* du sort des Ghanéens *« pris en otage »* au Libéria.

Pendant ce temps, à Banjul (Gambie), la « conférence pour la paix » organisée sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a achevé ses travaux dimanche. Le communiqué officiel annonce qu'un gouvernement provisoire a été mis sur pied, sans en révéler toutefois l'organigramme précis.

On indique cependant que plusieurs personnalités libériennes, dont M. Winston Tubman (neveu de l'ancien président Tubman), M. Amos Sawyer (universitaire opposant), Mme Ellen Johnson Sirleaf et M. Gabriel Bacchus Matthews (tous deux anciens ministres du président Samuel Doe) *« ont accepté de participer »* à ce gouvernement, qui pourrait siéger, dans un premier temps, à Banjul. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

Le pape en Tanzanie

Jean-Paul II prône aux Africains la « fidélité conjugale » pour freiner le sida

Des centaines de milliers de personnes – deux cent mille selon certaines agences de presse, plus d'un million selon la police – ont assisté, dimanche 2 septembre, à la messe en plein air célébrée par le pape Jean-Paul II dans labanlieue de Dar-Es-Salaam, première escale du septième voyage papal en Afrique.

En Tanzanie, où les catholiques ne représentent qu'un peu plus de 21 % de la population (contre 25 % de disciples de l'Islam), le pape n'a pas manqué d'inviter les dirigeants chrétiens et musulmans à travailler ensemble *« dans un esprit de tolérance et de paix »* et les croyants des deux communautés à *« vivre en harmonie »*.

Après avoir évoqué ses craintes sur le conflit du Golfe et s'être ému du nombre grandissant des réfugiés africains, Jean Paul II a plaidé en faveur de la fidélité conjugale pour freiner l'avancée du SIDA. *« La fidélité du mari et de l'épousedans le respect des liens du mariage et pour élever leurs enfants devient un signe évident de la fidélité éternelle du Christ à son Eglise »* a-t'il souligné, condamnant implicitement, une nouvelle fois, l'usage des préservatifs. En Tanzanie, de 10% à 30 % de la population sexuellement active est séropositive.

Le pape doit quitter Dar-Es-Salaam mercredi et poursuivre son périple jusqu'au Burundi et au Rwanda, avant d'aller inaugurer la basilique de Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire. Le gouvernement ivoirien, en butte à l'hostilité grandissante de l'opposition (*vingt cinq* blessés et une dizaine d'arrestations lors de la manifestation du 31 août) a annoncé, samedi, que la rentrée des cours dans l'enseignement supérieur, prévue lundi, était repoussée au 12 septembre. *(AFP, AP; Reuter, UPI)*

POLITIQUE

Nouvelle menace sur l'avenir de l'UDF

M. Léotard envisage de créer un groupe libéral à l'Assemblée nationale

L'université d'été du Parti républicain, réunie à Bandol (Var), a terminé ses travaux dimanche 2 septembre. Le PR s'interroge sur sa place dans l'UDF. M. Léotard envisage de créer un groupe libéral à l'Assemblée nationale dès la rentrée parlementaire d'octobre.

BANDOL

de notre envoyé spécial

Les trois mois à venir seront déterminants pour le Parti républicain. Un important conseil national devra, le 24 novembre prochain, renouveler les instances dirigeantes du parti et donc se prononcer sur la ligne politique qui, depuis bien longtemps, ressemble plus à une ligne brisée que continue. Premier rendez-vous de rentrée mêlant jeunes et cadres des fédérations, l'université d'été du PR, réunie à Bandol (Var) du 31 août au 2 septembre, a confirmé que ce parti était confronté à un triple problème existentiel : face à lui-même, face au Front national et face à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Face à lui-même : après plusieurs mois de difficultés, MM François Léotard, Gérard Longuet et Alain Madelin ont eu à cœur de montrer que les zizanies étaient terminées. Ils y ont partiellement réussi. Les tâches paraissent, aujourd'hui, mieux réparties.

Désireux, de toute évidence, d'agir sur le mouvement des idées plutôt que sur celui des hommes qu'il juge, à présent, subalterne, le « président » François Léotard cherche aujourd'hui à donner une certaine épaisseur à son personnage, en privilégiant un travail que l'on devine plus intense sur les grands dossiers intérieurs et étrangers. M. Longuet a pris, lui, la pleine dimension de son poste de secrétaire général, travaille efficacement dans les cuisines du parti pour lui redonner appétit. Enfin, M. Madelin, qui s'est beaucoup investi dans l'organisation des états généraux de l'opposition, semble à nouveau disposé à s'impliquer dans le parti pour remettre à plat ses théories libérales. Les malheurs des uns contribuant au bonheur des autres, les petits malheurs des centristes ont sans doute poussé les dirigeants du PR à afficher avec empressement ce petit bonheur-là retrouvé.

Le PR demeure une machine en bon état de marche. Tel est le message que l'on s'est efforcé de faire passer à Bandol. Evidemment, le problème est que l'on ne sait toujours pas sur quels rails lancer cette locomotive de l'opposition qui ne demanderait, à présent, qu'à lâcher la vapeur. Cet optimisme de fin d'été peut se dissiper dans les brumes de l'automne.

Que faire du FN ?

Que faire avec le Front national ? Rien n'est réglé et ce sera vraisemblablement la grande question posée au conseil national du 24 novembre. La consigne, pour l'heure, est d'en parler le moins possible, de répondre que les socialistes n'ont pas de leçon de morale politique à donner, mais il est évident que le PR ne fera plus l'économie de ce débat, puisque, de surcroît, M. Léotard est toujours résolu à jouer sur cette question son fauteuil de président. M. Longuet, le vendredi, s'était montré des plus évasifs en expliquant que, bien sûr, tout accord serait banni, mais que la part belle faite aux socialistes n'était pas non plus une solution. Une majorité de militants, à en juger par l'accueil offert le samedi à M. Jean-Claude Gaudin, par les discussions en ateliers qui *« effrayèrent » même* M. Longuet, ne semblent pourtant guère disposés aux nuances.

Dimanche matin, M. Léotard avait expliqué que le PR aurait besoin de tout le monde et aussi de M. Gaudin..., ce qui sema à nouveau le trouble. Mais, le soir, au Grand Jury RTL-*le Monde*, il se *montrait à nouveau catégorique*, assurant que ce n'était pas les récentes déclarations de M. Le Pen sur le Golfe qui le feraient changer d'avis, qu'il n'était point résolu *« à choisir entre la complaisance et le silence »*, mais que, en revanche, il était prêt à encourir le risque d'être minoritaire et donc de se démettre. Position courageuse qui s'annonce de plus en plus délicate.

Que faire de M. Giscard d'Estaing ? Par-delà cette interrogation, c'est tout le problème de la place et du rôle du PR dans l'opposition qui reste à définir. UPF, UDF, Force unie, rapprochement de nouveau annoncé avec M. Méhaignerie : les militants pataugent allégrement. Ils sont, néanmoins, à présent convaincus qu'à moins de courir au suicide, qu'à moins pour M. Léotard de s'attribuer l'étiquette indécollable de parricide, le Parti républicain ne pourra jamais faire autrement à une élection présidentielle que de se mettre au service de M. Giscard d'Estaing. Les léotardiens les plus résolus ont également commencé à le comprendre, même si M. Léotard ne l'admet pas officiellement.

Les militants du PR ne souhaitent plus qu'une chose : la reconstitution d'un tandem Giscard-Léotard. Mais, on n'en est pas encore là ! Puisque, avant l'élection présidentielle, il y aura les cantonales et les législatives, toute la difficulté pour le PR sera de préserver son autonomie d'action et de proposition au sein de l'opposition, autrement dit, de faire comprendre à M. Giscard d'Estaing qu'engagement ne vaut pas allégeance. Rude perspective.

L'amputation de l'UDF

Les dirigeants du PR voudraient croire à l'UPF, mais l'immobilisme total de ces deux derniers mois, plus la difficulté prévisible de mettre une telle organisation en action dans chaque département les ont rendus extrêmement circonspects. Au grand regret des militants, M. Léotard ne leur a donné aucune indication sur la pérennité « de la Force unie ». Pour forger des majorités d'idées, pour secouer tous les partis, il est tout à fait favorable à l'offre qui lui avait été faite d'œuvrer avec M. Méhaignerie. Mais, là encore, M. Léotard devra le faire admettre par ses troupes.

En réalité, beaucoup au PR se disent que simplifier l'édifice de l'opposition prendra beaucoup plus de temps qu'on ne le pense et qu'il y a de fortes chances pour que, dans deux ou trois ans, tout soit encore en l'état. Dès lors, le PR mise avant tout sur lui-même pour s'imposer comme l'axe libéral conducteur de l'opposition. Cette détermination pourrait s'afficher plus vite qu'on ne l'imagine par la constitution, à l'Assemblée nationale, dès la rentrée d'automne du 2 octobre, d'un groupe parlementaire libéral qui amputerait sérieusement le groupe UDF actuel, dont le président, M. Charles Millon, se trouve personnellement et idéologiquement fort contesté par les députés du PR.

Les manoeuvres vont bon train avant les journées parlementaires UDF de Deauville des 11 et 12 septembre. Les contacts sont noués. Encore hésitant sur l'opportunité de prendre lui-même la présidence de ce nouveau groupe, M. Léotard paraît cependant pressé. L'exemple du groupe UDC l'a convaincu de l'urgence pour son parti d'avoir, comme il dit, *« l'ouverture vers les mers chaudes parlementaires »* Si ce projet voyait le jour, pourra-t-on dire que l'UDF existe encore ?

DANIEL CARTON

Une élection cantonale

GIRONDE :
canton de Castillon-la-Bataille (1er tour).

Inscr., 7 381 ; vot., 3 729 ; abst., 49,47 % ; suffr. expr., 3 575. MM. Guy Marty, PS, 1 457 voix (40,75 %) ; Daniel Thibeau, RPR, 1 426 (39,88 %) ; Jean-Claude Delongeas, CNI, 414 (11,58 %) ; Mme Francette Agostini, PCF, 278, (7,77 %). *Il y a ballottage.*

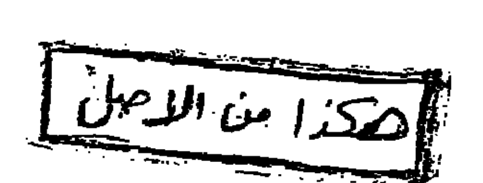
[Ce scrutin fait suite au décès, en juin, de Jacques Boyer-Andrivet, UDF-PR, qui avait été réélu le 2 octobre 1988, avec 56,62 % des suffrages. La participation est faible (50,52 % des inscrits). Sont exclus du second tour la candidate communiste, Mme Agostini, et le candidat CNI, M. Delongeas. Le candidat socialiste, M. Marty, arrive en tête avec 31 voix d'avance sur le candidat RPR, M. Thibeau, qui devrait toutefois bénéficier, au second tour, du report des voix de M. Delongeas, présenté par le CNI au premier tour à la suite d'un désaccord avec les instances départementales de l'UDF et du RPR, désaccord qui ne devrait pas influer sur le report des voix en faveur du candidat RPR.

En octobre 1988, Jacques Boyer-Andrivet, alors sénateur, avait été réélu au second tour avec 2 509 voix (56,62 %) contre 1 922 voix (43,37 %) à M. Marty, sur 7 535 inscrits, 4 540 votants (soit 39,74 %) et 4 431 suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 7 535 ; vot., 4 301 ; abst., 42,91 % ; suffr. expr., 4 215 ; Jacques Boyer-Andrivet, 2 084 voix (49,44 %) ; MM. Marti, 1 543 (36,60 %) ; Mme Agostini, 294 (6,97 %) ; MM. Marc Thibau deau, FN, 191 (4,53 %) ; Pierre Quattrochi, div. d., 103 (2,44 %) .]

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

12 Le Monde • Mardi 4 septembre 1990 •••



Le débat sur l'innocence du dernier guillotiné

La seconde mort de Christian Ranucci

Christian Ranucci fut le dernier condamné à mort exécuté *« par la volonté du peuple français »*. Condamné à la peine capitale le 10 mars 1976 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour le meurtre d'une enfant de huit ans, il a été guillotiné le 28 juillet 1976. Etait-il innocent ? La barbarie de la peine se doublait-elle d'une erreur judiciaire ? Mes Jean-Denis Bredin et Daniel Soulez-Larivière en sont convaincus : au nom de la mère de Christian Ranucci et du comité national qui la soutient, ils ont récemment déposé une nouvelle requête en révision du procès.

Leur démarche n'est guère appréciée par les magistrats et policiers impliqués dans l'affaire Ranucci comme l'illustre un jugement rendu en mai dernier par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Pour avoir, en 1985, dans une émission de FR3, souligné les incohérences et les énigmes de l'enquête policière et de l'instruction judiciaire, l'écrivain Gilles Perrault et le journaliste Philippe Alfonsi ont été condamnés à verser 350 000 francs aux policiers chargés de l'enquête qui s'estimaient diffamés.

« Réhabilitez-moi. » Ce furent les derniers mots de Christian Ranucci à ses avocats avant d'être livré au bourreau. Puis, ce 28 juillet 1976, à 4 h 13, dans la cour de la prison des Baumettes, le couperet de la guillotine tombait, pour la dernière fois avant la suppression de la peine de mort, en 1981. *« Réhabilitez-moi. »* Ces mots ne cessent de hanter Gilles Perrault qui, dès 1978, consacrera à l'affaire un livre, devenu un best-seller puis un film : *le Pull-over rouge.* Un combat qui lui vaut aujourd'hui une condamnation exceptionnellement sévère.

« Forfaiture, c'est désormais pour moi le mot le plus cher de la langue française », confie-t-il avec humour. C'est en effet parce qu'il l'avait employé, sur le plateau d'une émission maintenant disparue de Philippe Alfonsi, « Histoire d'un jour », intitulée « Qui a tué Christian Ranucci ? » qu'ils ont dû verser 70 000 francs à chacun des cinq policiers marseillais impliqués dans cette affaire. Sans aucune aide financière de FR 3 dont pourtant les responsables avaient visionné l'émission avant d'autoriser sa diffusion.

« Mauvaise foi rentable »

« Je ne me sens pas en situation d'accusateur, expliquait l'écrivain au journaliste. *Je voudrais comprendre ce qui s'est passé et ce qu'en a fait la police marseillaise. Elle a commis quelque chose qui relève de la forfaiture. Elle va éliminer tout ce qui concerne l'homme au pull-over rouge. Les procès-verbaux de ces parents, de ces enfants qui sont venus parler de lui, ils vont disparaître du dossier... »* Mais en aggravant le jugement de première instance – qui s'en tenait à une somme de 40 000 F pour chacun des policiers qui s'étaient sentis visés – la cour d'appel d'Aix, présidée par M. Henri Hugues, ne s'est pas contentée d'établir le délit de diffamation. Allant bien au-delà des propos mis en cause, elle s'est livrée à une réhabilitation du verdict rendu contre Christian Ranucci, consacrant vingt pages d'un arrêt qui en compte trente-huit à une réfutation cinglante des arguments avancés par les partisans d'une révision du procès de 1976.

Pour les magistrats d'Aix, la chose jugée est, en l'espèce, intangible. S'interroger sur les contradictions et les mystères de l'enquête, n'est-ce pas jeter le discrédit sur leurs collègues – le juge d'instruction et les trois magistrats du jury d'assises, relevant de la même cour d'appel – qui, eux, furent convaincus de la culpabilité de Ranucci ? Que les jurés de la cour d'assises *« à la majorité de huit voix au moins »* aient déclaré Ranucci coupable, écrivent-ils dans leurs attendus, qu'ils lui aient refusé le bénéfice des circonstances atténuantes, qu'un pourvoi en cassation et un recours en grâce aient été rejetés, ces vérités-là *« auraient dû amener Perrault et Alfonsi à plus de sérieux »*.

« Dans cette accusation de forfaiture portée à l'encontre des policiers apparaît la preuve de leur mauvaise foi, la fin (la critique de la police et de la justice) justifiant les moyens », écrivent-ils encore, sans résister au coup de pied de l'âne : *« Une telle tactique, intellectuellement malhonnête, contribue toujours grandement au succès d'une œuvre littéraire, d'un film ou d'une émission de télévision, et s'avère pécuniairement fort rentable »*. Pour les défenseurs du journaliste et de l'écrivain, Mes Michel Laval, Jean-Denis Bredin et Daniel Soulez-Larivière, il ne fait aucun doute que l'enjeu de cette sévérité judiciaire n'est pas simplement l'honneur des plaignants policiers mais, plus essentiellement, la mémoire du dernier condamné à mort guillotiné. *« Ils ont rejugé Ranucci*, confie l'un d'eux. *Ils l'ont recondamné. En vingt pages ! Pour eux, il doit être coupable, il ne peut être que coupable. C'est sa seconde mort. »*

Le hasard des dates fait en effet du jugement d'Aix une réplique à la troisième demande en révision du procès Ranucci, déposée presque concomitamment. Or la lecture de ce document de cent vingt trois pages ébranlerait les convictions les plus solides. Résumant les faits essentiels, Mes Bredin et Soulez-Larivière ne nient pourtant pas que *« l'évidence est qu'ils semblaient accabler Ranucci »*.

Le pull-over rouge

Le 3 juin 1974, vers 11 h 10, une petite fille âgée de huit ans, Maria-Dolorès Rambla, est enlevée à Marseille. Le lendemain, un témoignage met les enquêteurs sur la piste d'une Peugeot 304 gris métallisé dont le passage, le soir de l'enlèvement, dans une champignonnière non loin de Marseille est confirmé. Le 5 juin, tandis que Ranucci, propriétaire de la Peugeot, est interpellé, un chien policier, mis sur la piste à partir d'un pull-over rouge découvert dans la champignonnière, parcourt plus d'un kilomètre avant de découvrir le lieu où repose le corps ensanglanté de Maria-Dolorès. Ayant d'abord nié toute participation à l'enlèvement et à l'assassinat, Ranucci passe des aveux complets au bout de vingt heures d'interrogatoire. Puis, au cours de l'instruction, il se rétracte.

Erreur judiciaire, répliquent les partisans de la révision du procès, pour qui *« toute l'enquête préliminaire et toute l'instruction ont été diligentées à seule fin d'établir la culpabilité de Christian Ranucci »*. *« tous les éléments qui risquaient d'établir son innocence ou simplement de susciter un doute »* ayant été *« systématiquement éliminés »*. Au terme d'une démonstration minutieuse, ils avancent dix faits nouveaux, inconnus de la cour d'assises qui envoya Ranucci à la mort. Les plus importants concernent la curieuse surcharge d'un procès-verbal de saisie, ajoutant un élément apparemment accablant contre Ranucci, des contradictions nombreuses, notamment sur les heures, dans les procès-verbaux de saisie de la voiture de Ranucci et de l'arme du crime, la dissimulation d'un témoignage contredisant la version policière de l'emploi du temps de Ranucci, et, surtout, *« les témoignages et documents dissimulés à la cour d'assises établissant l'existence d'un homme au pull-over rouge, utilisant une voiture Simca, opérant de la même manière que l'assassin de Maria-Dolorès Rambla, témoignages et documents établissant que cet homme ne pouvait pas être Christian Ranucci »*.

Un trou de plusieurs heures

En effet, les deux seuls témoins ayant assisté à l'enlèvement, Jean Rambla, le frère de Maria-Dolorès, et un garagiste-carrossier, Eugène Spinelli, donnent du coupable un signalement qui n'est pas celui de Ranucci : grand (et non de taille moyenne), au volant d'une Simca 1100 grise (et non d'une Peugeot 304), cheveux noirs et courts (et non châtain clair), sans lunettes (Ranucci en portait), vêtu d'un pull-over rouge (couleur que détestait Ranucci), etc. Mais, même en admettant, comme le suggèrent Mes Bredin et Soulez-Larivière, que les aveux de Ranucci lui aient été quelque peu dictés, comment expliquer son comportement ? Les deux avocats le mettent sur le compte d'une amnésie consécutive à une nuit de dérive alcoolisée dans les bars marseillais et à un accident de voiture le jour de l'enlèvement.

« Bien sûr, écrivent-ils, *Ranucci s'est retrouvé, dans sa voiture, au fond de la champignonnière. Sans cette coïncidence de lieu et de temps, il n'aurait jamais été soupçonné. Toute erreur judiciaire repose au départ sur des coïncidences accusatrices. » « Je ne me souviens de rien parce que j'étais saoul »*, confiera Ranucci à ses avocats lors de leur deuxième rencontre en prison. Au début des interrogatoires, écrira-t-il à sa mère : *« Je me suis dit : c'est impossible. Mais dans ce trou de plusieurs heures, il pouvait bien y avoir place pour ce drame, et puis ça collait... Je me suis dit possible, puis ensuite c'est moi »* .

Au moment des faits, Christian Ranucci avait vingt ans.

EDWY PLENEL

Le Midi de la soif

Suite de la première page

Les tiges de tournesols ressemblent à des baguettes de bois mort. Les fleurs font la moitié du diamètre attendu. *« Sans irrigation, le rendement moyen est d'environ vingt-quatre quintaux. Je n'en récolterai sans doute pas plus de dix-neuf à l'hectare. Cela n'aurait déjà pas été bon, mais ce sera pire à cause de la réglementation européenne »*, affirme Dominique Monsarrat, propriétaire des cent-cinquante hectares alentour.

Il s'explique : *« Les prix ne sont garantis que jusqu'à une certaine quantité. Au-delà, ils baissent. Or cette année, on nous a conseillé de semer plus de tournesol parce que cette plante n'est pas trop gourmande en eau. Dans la région, les surfaces ont augmenté de vingt-deux mille hectares. Résultat : les quantités minimales garanties sont dépassées et le prix va baisser d'environ un franc par quintal. On sera payé autour de 2,60 F au lieu de 3,50 F l'an passé. Comment vais-je faire pour m'en sortir ? L'an dernier j'ai perdu dix-huit millions de centimes. Et on nous promet les versements de l'indemnité de calamité agricole 1989 pour octobre ou novembre. »*

« C'est partout pareil », confirme le propriétaire de la moissonneuse-batteuse, André Casitas, qui travaille ainsi sur quelques huit cents hectares. *« Je gagne ma vie en faisant tourner la moissonneuse, mais pendant combien de temps encore les gars pourront-ils payer ? »*. Il sait déjà que Dominique Monsarrat n'aura pas recours à ses services pour récolter les quinze hectares de sorgho sur la colline voisine : les feuilles sont jaunes comme du tabac, les plantes ont été comme calcinées. *« C'est juste bon pour le broyeur, même pas utilisable pour l'ensilage en aliment du bétail. »*

Le cercle vicieux du producteur

Dominique Monsarrat se souvient du temps où il y avait des poissons dans le petit ruisseau aujourd'hui à sec, du temps où quatre familles vivaient sur le domaine qu'il exploite désormais seul. Il a le sentiment d'être prisonnier d'une étrange nasse constituée par des obligations de rentabilité, de productivité, de qualité, d'efficacité : *« Pour améliorer mes revenus, il faudrait que j'augmente mes rendements. Pour cela, il faudrait que j'irrigue. Irriguer me reviendrait à 3 000 F par hectare, c'est-à-dire le produit moyen de la terre. Mais si j'irrigue et si les quantités produites augmentent, les prix baissent. Alors ? »*

Que faire, en effet ? En dépit de situations manifestement contradictoires selon les productions et les localisations, les mécanismes traditionnels de la grogne paysanne sont enclenchés. *« L'action revendicative commencera lors de la finale régionale du championnat de labour »*, prévient Patrick Bassanetti, président du Centre départemental des jeunes agriculteurs. En plus des doléances habituelles – report des annuités d'emprunt, moratoire sur les cotisations sociales, dégrèvement de l'impôt foncier, – cet éleveur de Cugnaux, commune de la périphérie toulousaine qui bénéficie d'un système d'irrigation ancien et performant, voudrait que les projets de grands barrages sur la Garonne, le Tarn et l'Aveyron voient le jour. La réaction des agriculteurs agace un fonctionnaire régional : *« Il y a des situations extrêmes, mais en moyenne, sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées, les rendements 1990 sont comparables à ceux observés depuis 1980. Pourquoi crier au loup ? Il est interdit de laver les voitures, mais il suffit de se promener dans les champs pour avoir sa carrosserie propre ! On pompe et on arrose sans vergogne. A Portet, où l'on mesure quotidiennement le débit de la Garonne, on est tombé de 32 m^3/s à 25 m^3/s du jour au lendemain. Comment expliquer cela autrement que par des pompages qu'il faut bien qualifier de sauvages ? Comment expliquer que quand 10 m^3 sont lâchés d'un barrage, 6 seulement arrivent à leurs destinataires ? »* .



En suivant, par la route, une diagonale Revel-Toulouse-Saint-Gaudens, ces propos se vérifient à l'œil nu : des maïs sont secs (surtout les maïs semences, dont le pollen a été comme grillé au moment des grosses chaleurs), mais beaucoup d'autres sont très verts. *Idem* pour les tournesols et les sojas. Bref, sur fond de sécheresse, la polémique montre le bout du nez.

Un nez d'extrême droite : un magazine local du Front national a prétendu que si l'on manquait d'eau dans la région de la Montagne noire, c'est que le barrage de Cammazes fuyait. Preuve en était les systèmes d'alarme installés en toute hâte à Revel. Ces « révélations » provoquent un haussement d'épaules de Raymond Pireyre, le directeur de l'institution interdépartementale (IIAHMN) qui gère l'ouvrage : *« On a installé les systèmes d'alarme parce que la loi nous y obligeait, mais on a traîné des pieds parce que cela nous a coûté 10 millions de francs. Au reste, le barrage, après trente ans d'existence, est parfait. »*

En fait, cet ingénieur des ponts et chaussées gère au quotidien un formidable problème de robinets pour deux cents communes de l'Aude, du Tarn et de la Haute-Garonne : sachant qu'il me faut 10 millions de mètres cubes pour l'eau potable, sept millions pour l'irrigation agricole, quatre millions pour le canal du Midi et deux millions pour assurer le débit du Sor (rivière qui alimente le barrage), soit un total de vingt-trois millions de m^3, comment y parvenir avec les dix-huit millions et demi de m^3 captés cette année ?

« On y est parvenu, répond-il, *grâce à une diminution importante de la consommation d'eau potable : lors des mois d'août chauds, on produisait habituellement de 48 000 à 50 000 m^3 par jour. Or cette année, où la chaleur a été exceptionnelle, nous n'avons pas dépassé 30 000 m^3 par jour. Au total, on aura produit 25 à 30 % d'eau potable de moins qu'en année normale. C'est la marque d'un civisme certain. Les arrêtés préfectoraux concernant l'arrosage des pelouses, le remplissage des piscines et le lavage des voitures ont été suivis. »* Toute la région n'a pas la chance d'être alimentée par des barrages. Dans la montagne, on compte traditionnellement sur les sources. A Boutx, en Haute-Garonne, elles ont tari début juillet. *« C'est à n'y rien comprendre »*, affirme M. Dinguirard, le maire de cette commune de quelque trois cents habitants perchée à sept cents mètres d'altitude sous le col de Mente, célèbre depuis que l'Espagnol Luis Ocana y fit une grave chute dans le Tour de France 1971. *« Les anciens ne se souviennent pas d'avoir vu les arbres aussi verts par une année aussi sèche. Autrefois, c'étaient les sources des versants sud qui tarissaient avant celles des versants nord. Cette année, c'est l'inverse. Comment l'expliquer ? »*

Dans la région de Lisle-sur-Tarn, les pompiers sont inquiets. Les nappes dans lesquelles la petite ville s'approvisionnait sont au plus bas depuis début août. Chaque matin, un camion-citerne (dix m^3) fait dix aller-retour pour remplir la station de pompage : *« Cela permet aux habitants de ne pas se déplacer avec des bonbonnes et des bouteilles. L'eau est coupée pendant quatre ou cinq heures par jour, mais ils l'ont au robinet. En revanche, comme nous sommes en alerte rouge pour ce qui concerne les incendies, on ne sait pas comment cela va se passer s'il faut intervenir d'urgence »*, indique le responsable départemental des pompiers.

Les industriels mis en garde

A Toulouse même, les autorités ont les yeux rivés sur le débit de la Garonne. La ville consomme 5 m^3 par seconde. Le débit minimal de sécurité du fleuve est de 20 m^3 par seconde. Mais entre 20 et 30 m^3, se poseraient des problèmes de salubrité. Le responsable de la qualité des eaux affirme que la concentration de nitrate est actuellement au quart du taux maximum et qu'il n'y a donc rien à craindre pour les consommateurs. Mais la ville rose bruit de rumeurs . Dysenteries, fièvre, vomissements, on suspecte l'eau du robinet d'être la cause d'épidémies aussi mystérieuses qu'invérifiables. Commentaire d'un gérant de superette : *« Les bouteilles d'eau minérale ne se sont jamais aussi bien vendues »*.

Un fantasme collectif peut cependant devenir un véritable cauchemar. C'est la grande crainte des responsables de la sécurité industrielle. En rentrant de vacances, les deux mille directeurs d'entreprise de la ville vont trouver dans leur courrier une lettre du préfet les incitant à une *« extrême vigilance »* quant aux risques de pollution accidentelle que représentent les opérations de lavage lors des redémarrages d'ateliers : *« Je solliciterai du procureur de la République la plus extrême sévérité en cas de négligence manifeste dans la conduite des installations industrielles »*, écrit notamment M. Jean-Marie Coussirou dans ce courrier. Pour le responsable régional de l'industrie et de la recherche, M. Hirtzman, un tel ton était nécessaire : *« Ces industriels n'utilisent que 15 % de l'eau consommée à Toulouse, mais la moindre pollution, à l'heure actuelle, serait catastrophique. »*

ALAIN GIRAUDO

PROCHAIN ARTICLE
L'eau une matière première mal gérée

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des frères Magharian en Suisse

Narcodollars, mode d'emploi

Entré dans sa deuxième semaine, le procès des frères Jean et Barkev Magharian, accusés du blanchiment de quelque 2 milliards de francs suisses provenant du trafic de drogue (*le Monde* du 29 août), a repris lundi 3 septembre devant la cour d'assises de Bellinzone dans le canton du Tessin, avec l'audition de l'un des témoins les plus attendus, le financier libanais Mohamed Shakarchi, lui aussi établi à Zurich. Lors de leur interrogatoire, les deux inculpés s'étaient expliqués sur leurs liens avec « ce vieil ami de la famille » et sa société, Shakarchi Trading, dont le coadministrateur, jusqu'à la veille de l'éclatement du scandale de la filière libanaise, avait été l'avocat d'affaire Hans Kopp. Son épouse, Mme Elisabeth Kopp, ministre helvétique de la justice, avait dû quitter ses fonctions.

BERNE

de notre correspondant

Appartenant à une riche famille de commerçants et d'agents de change d'origine arménienne d'Alep en Syrie, les frères Magharian ont rappelé que leur père était déjà en relations d'affaires avec celui des Shakarchi. Jean Magharian, âgé de quarante-cinq ans, a affirmé qu'il avait fait fortune dans le commerce des perles, et qu'il avait fait venir son jeune frère, Barkev, qui a aujourd'hui trente-sept ans, en 1983 à Zurich pour le seconder dans les transactions de devises. Au début, Barkev avait travaillé directement avec Mohamed Shakarchi, dans les bureaux mêmes de sa société. Ensuite, pour ouvrir leur propre société de courtage, les frères Magharian auraient bénéficié d'un crédit d'un million de dollars du même Shakarchi et un autre d'un montant égal de la société El Ariss, avec laquelle ils étaient également en rapport pour leur commerce d'or et de capitaux avec la Turquie. Ces deux sociétés leur ont servi d'intermédiaires pour les mettre en contact avec la plupart de leurs clients, notamment d'autres firmes arabes opérant à Zurich et à Genève ou des trafiquants turcs notoires tels que Celal Dahbi et Mehmet Ildirim.

La confiance des banques

A leur décharge, les deux frères ont fait valoir que, de 1985 à leur arrestation en juillet 1988, ils opéraient régulièrement à Zurich où ils auraient bénéficié aussi bien de la confiance des autorités locales que des grandes banques de la place. Ainsi, leurs courriers disposaient de laissez-passer spéciaux délivrés par la police de l'aéroport et avaient accès à une filiale du Crédit suisse pour vérifier le contenu des valises qu'ils acheminaient. S'ils ont reconnu que les sommes importantes qu'ils avaient placées pour leurs clients sur des comptes de banques helvétiques provenaient d'évasions fiscales, les frères Magharian se disent persuadés que ces fonds n'avaient rien à voir avec le trafic international de stupéfiants.

Interrogés sur d'éventuels liens avec le cartel de la drogue de Medellin, les accusés ont répété qu'ils n'avaient jamais transféré sciemment environ 32 millions de dollars provenant du trafic de cocaïne aux Etats-Unis sur un compte de la Banco Occidente à Panama contrôlé par le « parrain » colombien Pablo Escobar. Les premiers soupçons s'étaient portés sur les Magharian à la suite de la découverte par la police américaine, le 26 novembre 1986 à l'aéroport de Los Angeles, de deux valises contenant 2 millions de dollars destinés aux deux frères. L'arrestation du convoyeur de cet argent, un Turc d'origine arménienne, Dikran Altun, fils d'un vieil ami de la famille des courtiers, avait permis aux enquêteurs américains de découvrir que près de 37 millions de dollars avaient été envoyés en quelques mois aux Magharian à Zurich, puis en grande partie virés à Panama en faveur du cartel de Medellin. Malgré de nombreux indices qui auraient dû leur mettre la puce à l'oreille, ce n'est que plus tard que les Magharian auraient appris que leur client était impliqué dans des affaires de drogue et que l'argent saisi à Los Angeles appartenait à des trafiquants.

Des agents infiltrés de la DEA

La première semaine du procès de Bellinzone a également mis en lumière le rôle des agents de la DEA (Drug Enforcement Administration) américaine infiltrés en Suisse dans la découverte des dessous des activités des Magharian avec la Turquie et le Proche-Orient. Ainsi, Alex Gojikian, un de leurs amis syriens, auquel ils s'étaient confiés dans l'espoir d'obtenir un permis de résidence à Zurich, s'est finalement révélé être un informateur de la DEA et n'a pas tardé à les mettre en contact avec un agent des services antidrogue américain. Celui-ci devait, à son tour, les introduire auprès d'une taupe de la police suisse, Adriano Corti, qui leur procurera un permis de séjour à Lugano pour mieux les surveiller et les filer jusqu'à leur arrestation.

Aujourd'hui, les frères Magharian se voient reprocher d'avoir travaillé avec Mehmet Yldirim, l'un des gros bonnets de la mafia turque de la drogue. De 1985 à 1988, Yldirim aurait transféré au moins 500 millions de francs suisses d'Istanbul à Zurich, *via* Sofia, avec la complicité des Magharian et d'un autre courtier, Celal Dahabi. Une Mercedes achetée par Yldirim à la femme de Dahabi aurait servi au transport hors de Turquie des cent kilos d'héroïne, confisqués en février 1987 à Bellinzone dans un camion venant d'Istanbul. Cette saisie allait lever le voile sur la filière libanaise, la plus importante affaire de recyclage de narcodollars jamais découverte en Suisse.

Les Magharian prétendent cependant ne rien savoir, pas plus qu'ils ne connaitraient d'autres trafiquants impliqués dans la filière libanaise. En revanche, ils ont complaisamment expliqué les rouages du trafic de devises entre Istanbul, qui a pris le relais de Beyrouth, et Zurich, évaluant ce flux de capitaux occultes à quelque 10 milliards de francs suisses par an. Spécialistes de l'évasion fiscale, ils reconnaissent que les transferts de fonds contreviennent à la loi turque mais pas au code pénal helvétique. De son côté, la défense a fait valoir qu'aucun des titulaires des comptes alimentés par les inculpés n'a, jusqu'ici, été arrêté. Un représentant du ministère public a cependant tenu à faire savoir que l'enquête sur nombre de détenteurs de comptes bancaires ayant été en relations d'affaires avec les Magharian se poursuivait et que d'autres arrestations étaient prévisibles.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ÉDUCATION

Absent des consultations sur l'avenir de l'école

L'enseignement catholique se plaint d'être « boudé » par l'Etat

Le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, devait rendre publique, lundi 3 septembre, la lettre personnelle qu'il va adresser, à la veille de la rentrée scolaire, aux cent dix mille maîtres de l'enseignement catholique.

Cette initiative inusitée marque la volonté des responsables de l'enseignement catholique de se mobiliser et de se faire entendre des pouvoirs publics. Trente ans après l'adoption de la « loi Debré » qui organise les relations entre l'Etat et l'enseignement privé, le Père Cloupet pose la question sans ambiguïté : *« Quand serons-nous vraiment associés au service public d'éducation ? »*

Il estime en effet que l'enseignement catholique n'est toujours pas considéré comme un partenaire à part entière et qu'il est *« toujours contraint de quémander »*. L'enseignement catholique, ajoute-t-il, *« ne se veut aucunement concurrent de l'enseignement public ; il se réjouit de la rénovation de celui-ci et travaille ardemment à sa propre réfection. Mais il demande à être reconnu comme associé et, conscient des difficultés de tous ordres qui jalonnent la route, de n'être point boudé, de ne pas être brimé ou considéré comme gênant »*.

Ce sentiment de mise à l'écart se nourrit de multiples exemples. L'enseignement catholique regrette de n'avoir pas été consulté dans le grand débat sur l'évolution de l'enseignement, sur la formation et le recrutement des professeurs ou sur l'avenir de l'université.

Le dossier des constructions scolaires est un autre sujet d'inquiétude. S'il ne *« conteste pas »* le récent arrêt du Conseil d'Etat limitant les subventions des collectivités locales pour les opérations immobilières, le Père Cloupet veut relancer le débat à l'occasion d'une campagne de sensibilisation qui sera organisée dans les prochaines semaines.

Le « mal chronique » du recrutement

« Demain, l'enseignement catholique aura besoin de l'équivalent de cent lycées nouveaux, soit 6 milliards de francs. L'ampleur des besoins est telle qu'une politique de cohérence et de solidarité peut seule venir à bout de tels défis », estime-t-il.

Enfin, le déficit en postes d'enseignants dans leurs établissements devient un *« mal chronique »*, selon les responsables de l'enseignement catholique. Pour la période 1988-1991, ils chiffrent à plus de trois mille postes de professeurs l'écart entre leurs besoins et les dotations budgétaires obtenues.

Dans sa lettre aux enseignants, le Père Cloupet rappelle au passage la spécificité de leur mission : *« Respectés dans leurs options, tous les maîtres ne peuvent participer de la même manière au projet d'une école catholique puisqu'ils n'adhèrent pas de la même façon à l'Eglise. Mais aucun ne peut se dérober à cette obligation qu'il a contractée de prendre une part à une action éducative qui propose un sens de l'homme suivant la vision chrétienne. »*

GÉRARD COURTOIS

L'agitation dans les prisons

Brève mutinerie et écrous bloqués

L'agitation est toujours latente dans les prisons. A la veille d'un mouvement des gardiens de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui menacent de « bloquer les écrous », c'est-à-dire d'empêcher tout mouvement d'entrée ou de sortie des détenus, une courte mutinerie a eu lieu dans une nouvelle prison, ouverte en juin dernier.

Trente-deux détenus du Centre de détention de Neuvic-sur-L'Isle (Dordogne) sont montés sur les toits de l'établissement durant la nuit du dimanche 2 au lundi 3 septembre, après avoir refusé de regagner leurs cellules vers 18 heures dimanche. Une trentaine d'autres prisonniers ont également participé au mouvement en s'installant dans les couloirs du bâtiment. Les mutins ont regagné leurs cellules lundi vers 7 h 30, peu après l'arrivée de soixante-dix policiers d'une Compagnie républicaine de sécurité (CRS), venus de Bergerac renforcer le dispositif de sécurité.

Les mutins réclamaient la liberté de circulation entre les bâtiments et le libre accès aux équipements sportifs. Actuellement, les détenus ont en effet besoin d'une carte magnétique pour se déplacer à l'intérieur de ce Centre de détention ultramoderne ouvert en juin 1990, et dont les services sont en partie privatisés. Seules quatre-vingts des quatre cents places disponibles sont occupées. C'est le deuxième incident dans une prison moderne cet été, après le suicide par pendaison d'un détenu de Luynes, près d'Aix-en-Provence, le 11 août.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce sont les gardiens de prison qui protestent. A l'appel de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), très implantée dans le midi, ils entendent *« bloquer les écrous »* pour une durée indéterminée à partir du mardi 4 septembre. Ils protestent contre *« l'absence de sanctions contre les détenus après les mutineries de Guéret et de Corse où des gardiens ont été molestés »*. *« Nous bloquerons les extractions et les incarcérations, et interdirons l'accès aux visiteurs de prison,* a annoncé M. Jacques Struzenski, délégué syndical à la prison des Baumettes de Marseille. *Seul les parloirs famille et avocats seront assurés. »*

FAITS DIVERS

A Melun (Seine-et-Marne)

Un gardien de la paix tué par balles

Un gardien de la paix a été tué par balles, lundi 3 septembre à 2 h 20, devant une discothèque de Melun (Seine-et-Marne). Les services de police avaient été appelés pour mettre fin à une bagarre dans la discothèque L'Equinoxe, située sur la route de Paris, à la sortie de la ville. Les policiers n'étaient pas encore sortis des véhicules, garés à proximité de la discothèque, quand un individu non identifié, cachant une arme sous son manteau, a tiré deux balles en leur direction, blessant mortellement l'un des chauffeurs, le gardien Christophe Larcher, âgé de trente ans et père de trois enfants. L'enquête a été confiée au Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles.

□ **Les vêtements d'un petit garçon disparu à Sedan retrouvés dans un bois.** – Des vêtements d'un garçon de douze ans disparu lundi 27 août à Sedan (Ardennes), ont été découverts samedi 1er puis dimanche 2 septembre dans un bois à proximité du lieu de sa disparition. Les recherches entreprises tout le week-end par quelque trois cents personnes, policiers, militaires et bénévoles, n'ont en revanche pas permis de retrouver le petit Vincent Decours. La réapparition progressive des habits de l'enfant et le soin apparent mis dans leur disposition inquiètent les enquêteurs qui privilégient aujourd'hui la thèse de l'enlèvementt.

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Manifestation anti-Verts à Marckolsheim

Plus de deux mille personnes ont manifesté, samedi 1er septembre à Marckolsheim (Haut-Rhin), pour la construction de l'usine autrichienne d'acide citrique, contre laquelle les Verts s'étaient mobilisés au début de l'été, réclamant même le soutien du président de la République, au nom de la protection de la forêt rhénane. Cette manifestation, organisée par le maire de Marckolsheim, a reçu le renfort des élus de la région, dont le maire de Strasbourg, Mme Catherine Trautmann (PS), et le président du conseil général du Bas-Rhin, M. Daniel Hoeffel (centriste). Les manifestants, escortés par une centaine de tracteurs, ont scandé : *« Un Vert, ça va ; trois Verts, bonjour les dégâts... »*

ESPACE

La navette Columbia devrait être lancée le 6 septembre

Le départ de la navette spatiale américaine Columbia, prévu initialement pour le 1er septembre et reporté vingt-quatre heures avant le tir en raison d'une panne sur l'un des quatre télescopes qu'elle emporte dans sa soute (*le Monde* du 1er septembre), est désormais fixé au jeudi 6 septembre, à 7 h 20 heure française de Cap-Canaveral (Floride), a annoncé la NASA. Les ingénieurs ont installé un nouveau composant électronique permettant au télescope défaillant de communiquer avec le centre de contrôle de lancement.

La NASA doit lancer au plus tôt cette navette, avant qu'elle n'interfère avec la mission suivante, le lancement de la sonde européenne Ulysse autour du Soleil, qui ne peut pas être retardé en raison de la conjonction planétaire nécessaire à sa mise en orbite solaire. – (AFP.)

RELIGIONS

A Lyon, le projet de grande mosquée semble compromis

Le projet de grande mosquée à Lyon pourrait connaître de nouvelles difficultés en raison de la crise du Golfe, selon l'Association culturelle lyonnaise islamo-française (ACLIF), promotrice du projet. Le Koweït et l'Arabie saoudite, selon l'ACLIF, devaient contribuer de manière substantielle au financement de cette mosquée, dont le coût est estimé à 70 millions de francs et pour laquelle un permis de construire avait été délivré le 29 août 1989, après dix ans de débats, par le maire de Lyon, M. Michel Noir. Aujourd'hui, la municipalité prévient l'Association que, si un plan de financement ne lui est pas présenté avant la fin de l'année, le dossier *« sera considéré comme classé »*.

Selon plusieurs personnalités de la communauté musulmane lyonnaise en conflit avec l'ACLIF, le projet n'a pas attendu l'invasion du Koweït par l'Irak pour démontrer qu'il était irréalisable. Face au projet de l'ACLIF, la Fédération des rapatriés musulmans de confession islamique (FNRCI) s'apprête à proposer un projet plus modeste, *« de structure légère »*, sur lequel travailleraient trois promoteurs immobiliers et deux banques, sans financement étranger.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

MÉDECINE

Découverte aux Etats-Unis de l'origine de certaines odeurs corporelles

L'essence de nos mauvais parfums

Tout ce qui touche aux odeurs corporelles ayant pour effet d'induire des réactions difficilement maîtrisables, il est impossible de prévoir comment sera reçue la découverte du docteur George Preti et de son équipe du Monell Chemical Center de Philadelphie. Une découverte qui, rapporte le *New York Times*, vient d'être présentée au congrès de la Société américaine de chimie. Le docteur Preti annonce en substance avoir réussi à identifier le composé chimique responsable de l'une des odeurs corporelles généralement tenue pour les moins agréables : celle des creux axillaires, région anatomique plus connue sous le nom d'aisselles.

Cette découverte n'a pas été sans mal. Il a d'abord fallu réunir six volontaires de sexe masculin et les convaincre de ne pas user de savon ou de déodorant pendant une semaine avant le début de l'étude. Ensuite, durant quinze jours, hébergées au Monell Center, ces six personnes ont été soumises à une hygiène et une gymnastique peu banales. Elles devaient en effet se contenter d'une toilette quotidienne avec un savon non déodorant suivie du port, huit heures durant, de coussinets de coton fixés sous les aisselles. Ces coussinets devaient ensuite être placés dans des bocaux réfrigérés avant investigation scientifique. Ayant recours à l'outillage sophistiqué de la physico-chimie moderne (chromatographie en phase gazeuse, spectroscopie, résonance magnétique nucléaire...), les chercheurs ont alors entrepris une enquête sans précédent à partir des humeurs ainsi recueillies. Cette investigation était d'autant plus délicate que la dissociation exhaustive des multiples composés chimiques de la sueur humaine n'avait encore jamais été effectuée.

Au terme d'une série de tâtonnements expérimentaux et de déductions logiques, l'équipe américaine devait éliminer les substances d'origine hormonale (dérivées notamment de la testostérone), généralement tenues pour responsables de l'odeur désagréable souvent plus marquée chez les hommes que chez les femmes, et annonce avoir identifié le principal composé à l'origine de cet empyreume humain. Il s'agirait, selon le docteur Preti, de deux formes isomériques d'un composé méthyle de l'acide hexénoïque.

L'acide coupable

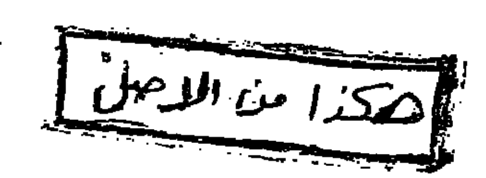
Isolée au sein d'un groupe d'une centaine de composés chimiques, cette substance a été humée par plusieurs dizaines d'experts pour lesquels aucun doute n'est plus aujourd'hui permis. Plus qu'une sécrétion corporelle originale, cet acide semble être le produit de la dégradation de composés naturels par la flore bactérienne toujours très présente au niveau des creux axillaires.

Il y a une vingtaine d'années, ce produit avait déjà suscité un très vif intérêt dans les milieux de la recherche médicale. On avait cru le retrouver de manière quasi-exclusive dans la sudation des personnes souffrant de schizophrénie, avant qu'on ne démontre qu'une telle observation était en réalité sans fondement.

La conclusion du travail américain restera-t-elle au stade de la curiosité mi-physiologique, mi physio phathologique ? C'est peu vraisemblable tant l'industrie florissante de la cosmétologie et du déodorant est en quête de procédés chimiques permettant d'atténuer, sinon de gommer totalement toute production d'odeurs corporelles humaines.

On pourrait aussi, il est vrai, imaginer qu'une telle découverte permette – enfin – de démêler l'écheveau biologique et culturel qui fait que l'odeur de l'autre – quand ce n'est pas la sienne propre – est souvent perçue comme totalement insupportable.

JEAN-YVES NAU



SPORTS

ATHLETISME : championnats d'Europe

Le relais d'or des sprinters français

Un seul record du monde a été amélioré durant les championnats d'Europe d'athlétisme qui ont eu lieu à Split du 27 août au 1er septembre : celui du 4 x 100 mètres par le relais français qui a réussi quatre centièmes de moins que les Américains aux Jeux de Los Angeles.

SPLIT

de notre envoyé spécial

Quatre mètres avant la ligne d'arrivée, Bruno Marie-Rose agrippe le ciel à pleines mains. Les bras forment le V noir d'une victoire assouvie comme une vengeance. Combinaison tricolore, il est nettement devant Linford Christie. Le bonheur absolu : battre à quatre les sprinters britanniques, individuellement invincibles depuis le début des championnats d'Europe.

La clameur du stade est énorme, disproportionnée. Bruno Marie-Rose se retourne vers le tableau lumineux. Il n'est pas sûr de bien voir. 37 s 79 ? C'est pourtant bien le temps d'un nouveau record du monde qui est affiché. La victoire française devient un moment historique pour l'athlétisme : pour quatre centièmes de seconde volés au temps, Max Morinière, Daniel Sangouma, Jean-Charles Trouabal et Bruno Marie-Rose viennent d'effacer des tablettes les prestigieux Américains des Jeux de Los Angeles : Graddy, Browm, Smith et Lewis. D'ajouter leurs noms à une fabuleuse liste où ne figurait plus un sprinter européen depuis 1961.

Entre la piste et les vestiaires, dans le corridor où ils passent de la pleine lumière à l'éclat des projecteurs, les quatres relayeurs sont submergés par les félicitations et les interrogations. Première analyse, à chaud : fantastique, mais ils auraient pu aller plus vite. Max Morinière, le joufflu de la bande, n'a pas pris un très bon départ. Darren Braithwaite est devant lui à la sortie du virage. Daniel Sangouma, plus explosif que jamais, rattrape le champion du 200 m, John Regis, dans la ligne droite et la « charnière » avec Jean-Charles Trouabal fonctionne à merveille. Il a pris deux mètres à Marcus Adams lorsqu'il transmet le témoin à Bruno Marie-Rose, qui s'est spécialement réservé pour l'épreuve. La manœuvre ne se passe pas très bien. Mais il résiste au champion du 100 m, Linford Christie, et peut couper son effort bien avant la ligne. Au total, cela doit bien faire un dixième de seconde perdu en chemin. Un dixième qui, déjà, fait ergoter certains mais qui, surtout, fait rêver à l'impossible : une victoire aux prochains championnats du monde (1991) ou aux Jeux olympiques (1992) dans un face-à-face avec les Américains. L'euphorie est totale.

La fin est d'autant plus belle que l'histoire avait mal commencé. Très mal ! On est au début de l'hiver 1989-1990, à dix mois des championnats d'Europe. Poussé par Robert Bobin, président de la Fédération française, Serge Bord, directeur technique national de la FFA, envisage de se séparer de Jo Maisetti qui entraîne le relais depuis 1986. Avec lui, les Français ont obtenu une médaille de bronze aux Jeux de Séoul et ont disputé la finale de la Coupe du monde 1989. Mais, à Paris, on reproche à ce Corse de vivre dans son île et on estime qu'il ne tire pas le maximum des garçons dont il dispose, autrement dit, qu'il n'est pas un grand technicien. Il faut une démarche collective des athlètes concernés, la veille de Noël, pour que Jo Maisetti soit confirmé dans ses fonctions tout en étant supervisé par un coordinateur, Yves Hazo.

Douze semaines perdues

Résultat : douze semaines et autant de séances collectives de perdues. Les mois suivants sont à l'avenant. Rumeurs de dopage : le microcosme s'interroge sur les progrès de certains. Aléas dans l'organisation des meetings : trois occasions sont ratées de mettre en piste le quatuor qui finalement arrive à Split avec l'expérience de trois courses (dont la dernière le 1er juillet) et de trois jours de stage à la mi-août à Aix-les-Bains. Tensions autour du groupe : on invite plus ou moins ouvertement les relayeurs à quitter Jo Maisetti pour se joindre au groupe de Jacques Piasenta, l'entraîneur de Stéphane Caristan et de Monique Ewanje-Epée. Interrogations enfin pour la composition du relais : jusqu'au rapatriement de Gilles Quénehervé en avion sanitaire (calculs rénaux), ils étaient cinq postulants de talents complémentaires pour quatre postes

« Oublions tout cela, c'est le passé », dit Jo Maisetti, *« l'important, c'est que maintenant on nous donne les moyens de travailler tranquillement. »* La méthode est basée sur la confiance : *« Avant toute considération technique, un relayeur est quelqu'un qui tend la main à un autre. Le geste ne suppose aucune retenue. Il faut être solidaire. Des gens qui ne s'estiment pas ne peuvent pas faire un bon relais. Or, en dépit de tous les problèmes qu'on a voulu nous créer, il existe ce type de solidarité entre les gars. Sans hésiter, ils ont dédié leur victoire et leur record à Gilles Quénehervé dont c'était précisément la fête samedi. Il fait partie du groupe, comme à Séoul en faisait partie Trouabal que je n'avais pas sélectionné. »* C'est une pierre qu'il jette dans le jardin de ceux qui souhaitent la réactivation de la méthode Joseph Maigrot, l'entraîneur des années 60 : Piquemal, Delecour, Bambuck ne se parlaient pas.

Comportement de vainqueurs

Plus « psy » que technicien, Jo Maisetti ? Il récuse cette définition : *« Dans les limites actuelles des règlements – le témoin doit être transmis dans une zone de trente mètres entre un garçon lancé à 11 m/s et un garçon qui démarre tout juste – on a recherché une solution qui privilégie la mise en action rapide par bascule du bassin. On place aussi des marques, beaucoup plus larges que celles des autres, à 27 pieds de la zone d'élan, soit entre 7,50 et 7,80 m selon la pointure de chacun, pour démarrer plus tôt. Il y avait d'ailleurs dans ce choix un risque. Celui qui arrivait pouvait ne pas rattraper celui qui partait. Mais prendre ce risque c'était déjà avoir un comportement de vainqueurs. Et ils voulaient gagner par dessus tout. Le record est venu en plus. »*

Reste l'avenir. Sur ce point aussi Jo Maisetti est en désaccord avec les dirigeants de la Fédération. On voudrait une spécialisation à outrance, une solution commando, pour préparer les Jeux olympiques. L'entraîneur pense que les progrès individuels sont le meilleur garant des progrès du collectif. Il ne souhaite donc pas que les ambitions personnelles soient mises au rancard mais que des moyens soient trouvés pour permettre la préparation du groupe : *« Les événements de l'hiver dernier nous ont fait perdre un commanditaire qui nous aurait apporté 600 000 F par an jusqu'en 1992. Cela nous aurait permis d'aller nous frotter aux Américains chez eux et de faire plus de stages. Cette année nous n'avons pu nous réunir que quatre fois. »*

Jo Maisetti ne se fait pas d'illusions pour autant : *« On ne bat pas un record du monde comme celui-là tous les jours. Carl Lewis qui s'y est attaqué cet été avec son club en sait quelque chose. Sur le papier, avec leurs meilleurs temps de l'année, les Français pouvaient aller plus vite. Mais pour que tout soit réuni en un peu plus d'une demi-minute comme à Split, il faut une conjonction de facteurs extraordinaire. Ils étaient au sommet de leur forme, ils étaient motivés par le désir de battre les Anglais devant un public déchaîné, et ils n'ont pas lâché le bâton. Cela peut arriver à n'importe qui. Les Américains ont perdu pour cela aux Jeux. »*

ALAIN GIRAUDO

Les quatre

Max Morinière, premier relayeur, est né le 16 février 1964 à Fort-de-France (Martinique). Il mesure 1,83 m pour 78 kg. Son entraîneur est Titi Charpentier au club colonial de Fort-de-France. Il participait au *relais médaillé de bronze au* Jeux de Séoul. Ses records personnels sont de 10 s 09 sur 100 m (record de France en 1987) et de 20 s 82 sur 200 m. Il a été champion de France de 100 m en 1987 et 1988. A Split, il a pris la cinquième place du 100 m.

Daniel Sangouma, *deuxième* relayeur, est né à Saint-Denis-de-la-Réunion le 7 février 1965. Il mesure 1,87 m pour 84 kg. Son entraîneur est Fernand Hurtebise au CO Les Ulis (Essonne). Il participait au relais médaillé de bronze aux Jeux de Séoul. Ses records personnels sont de 10 s 02 (record de France) sur 100 m et de 20 s 20 sur 200 m. Il est champion de France du 100 m. A Split, il a pris la deuxième place du 100 m. *Il suit un cycle d'études spécialisées* à l'Institut français de gestion.

Jean-Charles Trouabal, troisième relayeur, est né le 20 mai 1965 à Paris. Il mesure 1,87 m pour 77 kg. Son entraîneur est Fernand Hurtebise au CO Les Ulis. Ses records personnels sont de 10 s 38 sur 100 m et de 20 s 47 sur 200 m. Il est champion de France du 200 m 1988 et 1990. A Split, il a pris la deuxième place du 200 m. Il est professeur d'éducation physique *détaché*.

Bruno Marie-Rose, quatrième relayeur, est né le 20 mai 1965 à Bordeaux. Il mesure 1,93 m pour 87 kg. Son entraîneur est Michel Dach au RCF. Ses records personnels sont de 10 s 16 sur 100 m, 20 s 45 sur 200 m et 20 s 36 sur 200 m indoor (record du monde depuis 1987). Troisième sur 100 m aux championnats d'Europe 1986 et sur 4 x 100 m aux Jeux de Séoul 1988, il a été champion de France sur 100 m en 1984 et 1989 et sur 200 m en 1986 et 1987. A Split, il a pris la quatrième place du 100 m. Il est *ingénieur informaticien* chez Hewlett-Packard.

A. G.

Les footballeurs africains en France

« On continue à nous traiter comme des esclaves », affirme Roger Milla

Après douze ans passés en France, à Valenciennes, Bastia, Monaco, Saint-Etienne et Montpellier, le footballeur camerounais Roger Milla, l'une des grandes vedettes du Mondiale, critique sévèrement, dans un entretien accordé au mensuel *Globe*, le comportement des clubs de l'Hexagone à l'égard des footballeurs africains. *« La France n'a jamais aidé les footballeurs africains. Vous n'avez qu'à voir comment elle les traite en championnat »*, accuse Milla, qui fait allusion au *« salaire des joueurs, à la façon dont on les écarte des équipes alors que ce sont eux qui font tout le boulot et à la façon dont on les maltraite à l'entraînement. »*

Pour étayer ses propos, le Camerounais cite son cas personnel : *« Le plus haut cachet que j'ai jamais eu se montait à 30 000 francs par mois. C'était à Montpellier. »* Milla s'en prend notamment aux dirigeants de l'AS Monaco (*« Des gens sans parole »*) et de Saint-Etienne (*« Un président sans honneur »*) qui n'auraient pas tenu leurs promesses financières à son *égard*.

Milla ne souhaite plus jouer en France. D'ailleurs, seuls des clubs de deuxième division lui ont fait des offres. *« Franchement, je n'ai plus envie de jouer en France à cause de ce que j'ai vécu ici* (...). *Maintenant, je crois que, grâce au Cameroun, grâce à l'Afrique, j'ai obtenu un nom, je suis devenu un monsieur et je voudrais être respecté comme je voudrais que tous les joueurs africains soient respectés. Et s'il faut mettre le feu pour que les joueurs africains soient respectés en France, je le ferai. S'il faut se bagarrer et lutter, on le fera. Et s'il faut faire une grève, on fera cette grève. (...) C'est malheureux que des choses comme ça se déroulent au vingtième siècle, qu'on continue à nous traiter comme des esclaves. »*

Le nouveau héros du Cameroun avoue qu'il ne s'intéresse pas à la politique : *« Pour moi, seul compte le football. »* Cette indifférence explique peut-être sa plus grande mansuétude pour les responsables politiques africains : *« Pour l'Afrique, je dirai que les chefs d'Etat n'ont qu'à continuer à lutter comme ils sont en train de le faire. Un jour, l'Afrique sera récompensée. »* Roger Milla a toutefois une affection particulière pour M. Paul Biya, le président qui *« est ami de tous les Camerounais. Il est notre père à tous »*.

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Nathalie Tauziat en deuxième semaine

La dernière représentante française, Nathalie Tauziat, s'est qualifiée pour les huitièmes de finale des Internationaux des Etats-Unis de tennis et devait affronter, lundi 3 septembre à Flushing-Meadow, l'Américaine Zina Garrison (tête de série n° 4). C'est la troisième fois de sa carrière que la Tropézienne atteint ce stade de la compétition dans un tournoi du Grand Chelem.

A vingt-trois ans (le 17 octobre prochain), Nathalie Tauziat réussit sa meilleure saison et occupe la dix-septième place du classement mondial. Un rang flatteur auquel l'ont conduite une finale (Wichita) et trois demi-finales (Key-Biscayne, Birmingham et Montréal). A Birmingham, comme à Chicago et Washington en quarts de finale, c'est Zina Garrison qui l'avait stoppée...

Mais Nathalie Tauziat a beaucoup progressé, en régularité et en solidité notamment. En seizièmes de finale contre Conchita Martinez, tête de série n° 10, qui l'avait battue lors de leur seule rencontre en 1988, elle a fait preuve d'une agressivité qu'on ne lui connaissait pas, étouffant son adversaire pour s'imposer 6-2, 6-1.

CYCLISME : championnat du monde

Dhaenens-De Wolf, le duo flamand

Le Belge Rudy Dhaenens a remporté, dimanche 2 septembre, le championnat du monde professionnel sur route disputé à Utsunomiya au Japon. Au terme des 261 kilomètres de course (18 tours), il a battu au sprint son compatriote Dirk De Wolf, grand animateur de l'épreuve. C'est la première fois qu'un pays réalise le doublé depuis l'Italie avec Marino Basso et Franco Bitossi en 1972. Le premier Français, Laurent Jalabert, s'est classé sixième.

Sous la flamme rouge annonciatrice du dernier kilomètre, le visage de Dirk de Wolf eut un rictus de fatigue et de désespoir. Echappé depuis le troisième tour, il ne possédait plus qu'une poignée de secondes d'avance sur le peloton. Tout arrêter, pleurer et dormir : la tentation n'a pas duré. Dirk De Wolf s'est dressé sur ses pédales pour puiser ses dernières bribes d'énergie, jusqu'au fond de ses crampes. A 10 mètres de la ligne, il peut enfin se relever et laisser éclater sa joie et son soulagement. Le premier à lever les bras au ciel, Dirk De Wolf a rempli son contrat. Il a conduit son compatriote et équipier de marque, Rudy Dhaenens, vers la première victoire de sa carrière.

« Aujourd'hui, nous avons prouvé que nous formions une véritable équipe », a affirmé Claudy Criquielion, leader de l'équipe belge, à sa descente de machine. Deux jours auparavant, Dirk De Wolf et Rudy Dhaenens, respectueux des consignes du sélectionneur Eddy Merckx, s'étaient rangés derrière lui malgré les incitations financières de leur employeur. La firme néerlandaise PDM, qui comptait onze coureurs inscrits, répartis en cinq équipes nationales, avait en effet promis près d'un million de francs pour que les siens fassent bloc.

Dirk De Wolf et Rudy Dhaenens avaient pour consigne de se glisser parmi les échappés. Le premier figurait donc parmi les vingt et un coureurs qui se sont dégagés dès le 29e kilomètre ; le second a accompagné la riposte à deux tours du terme, quand les favoris se rapprochaient du groupe de tête. Les Belges se sont ainsi retrouvés en supériorité numérique dans le final, les deux compères flamands n'étant accompagnés que par le surprenant Espagnol Rodriguez Magro et le Français Martial Gayant, autre rescapé de la première offensive.

Palmarès vierge

A l'arrière, personne n'a pris la responsabilité d'effectuer la jonction. Les Néerlandais, déchirés entre les groupes de Peter Post et Jan Raas, ont sombré dès la mi-course ; les Italiens, d'abord impressionnants de cohésion, ont pâti de la querelle Bugno-Chiappucci au moment du *dernier effort* ; les Espagnols n'ont jamais pu s'organiser autour de Miguel Indurain ; les individuels ou presque tels LeMond, Bauer ou Kelly misaient, eux, sur le travail des autres. Les Français, excellents toute la journée durant, auraient peut-être pu donner le « la » de la poursuite. Ils jouaient cependant la carte de Martial Gayant, promu chef de file, en l'absence, pour blessures, de Laurent Fignon et Charly Mottet. Malheureusement pour eux, Martial Gayant n'a pu répondre à l'attaque des deux Belges dans l'ultime difficulté du parcours.

A vingt-neuf ans, Rudy Dhaenens possède un palmarès pratiquement vierge. Tout au plus peut-on y retrouver une victoire d'étape dans le Tour de France 1986. Et pourtant, à chaque « classique », son nom revient parmi les outsiders. Un manque d'opportunisme, de confiance en soi ou d'audace l'ont souvent réduit à jouer placé. Rudy Dhaenens a ainsi terminé trois fois dans les cinq premiers de Paris-Roubaix, et deuxième du dernier Tour des Flandres. Sa régularité a trouvé sa concrétisation dans la Coupe du monde dont il occupe actuellement la deuxième place derrière l'Italien Gianni Bugno. Toute la Belgique espère désormais que ce maillot arc-en-ciel effacera les derniers complexes de Rudy Dhaenens, à l'image d'un Claudy Criquielion, transfiguré sur le tard par le titre mondial obtenu en 1984 à Barcelone.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Les résultats

ATHLÉTISME

Championnats d'Europe à Split

1 500 mètres femmes. – La Roumaine Doina Melinte, la plus rapide dans les bilans mondiaux (3 min 58 s 69), a été battue au terme d'une course tactique par la surprenante Yougoslave Snezana Pajkic qui s'est imposée en 4 min 8 s 12 devant l'Allemande de l'Est Elke Kiessling (4 min 8 s 67) et la Suissesse Sandra Gasser (4 min 8 s 89).

Relais 4 x 100 mètres femmes. – Les Allemandes de l'Est Moeller, Krabbe, Behrendt et Guenter se sont imposées en 41 s 68 devant les Allemandes de l'Ouest (43 s 02) et les Britanniques (43 s 32). Le relais français Peyre-Simioneck-Singa-Sidibe, s'est classé quatrième (43 s 43).

Relais 4 x 400 mètres femmes. – Les Allemandes de l'Est Derr, Hesselbarth, Schersing et Breuer, qui seront les dernières à avoir fait retentir l'hymne de RDA dans un championnat d'athlétisme, se sont imposées en 3 min 21 s 02 devant les Soviétiques (3 min 23 s 34) et les Britanniques (3 min 24 s 34). Le relais français, Ficher-Dorsile-Elien-Perec, s'est classé cinquième en établissant un nouveau record national (3 min 25 s 16 contre 3 min 27 s 52 en 1972).

1 500 mètres hommes. – Médaille de bronze aux Jeux de Séoul, l'Allemand de l'Est Jens-Peter Herold (vingt-quatre ans, 1,76 m, 66 kg) a précédé en 3 min 38 s 25 l'Italien Gennaro Di Napoli (3 min 38 s 60) et le Portugais Mario Silva (3 min 38 s 73).

5 000 mètres hommes. – Médaille de bronze des championnats d'Europe 1986, l'Italien Salvatore Antibo (vingt-six ans, 1,70 m, 52 kg) qui avait déjà gagné le 10 000 le 27 août, s'est imposé à nouveau en 13 min 22 s devant le Britannique Gary Staines (13 min 22 s 45) et le Polonais Slawomir Majusak (13 min 22 s 92). Après avoir mené pendant six tours, Cyrille Laventure a terminé neuvième (13 min 28 s 25).

Marathon hommes. – Champion d'Europe 1986 et olympique 1988, l'Italien Gelindo Bordin (trente et un ans, 1,80 m, 68 kg) a gagné en 2 h 14 min 2 s devant son compatriote Pier-Giovanni (2 h 14 min 55 s) et l'ancien champion de France, Dominique Chauvelier agé de 34 ans (2 h 15 min 20 s).

Relais 4 x 100 mètres hommes. – Le relais français, Morinière-Sangouma-Trouabal-Marie-Rose, a gagné en établissant un nouveau record du monde 37 s 79 (contre 37 s 83 par l'équipe américaine aux Jeux de Los Angeles). Ils ont devancé les Britanniques (37 s 98) et les Italiens (38 s 39).

Relais 4 x 400 mètres hommes. – Les Britanniques Sanders, Akabusi, Regis, et Black se sont imposés en établissant un nouveau record d'Europe (2 min 58 s 22, contre 2 min 58 s 86 par le relais britannique aux Championnats du monde 1987 à Rome). Ils devancent les Allemands de l'Ouest (3 min 0 s 64) et les Allemands de l'Est (3 min 1 s 51). Le relais français, Noirot-Zapata-Barré-Diagana, se classe septième (3 min 03 s 33).

Saut en hauteur hommes. – Champion et recordman du monde (2,38 m) juniors depuis trois semaines, le Yougoslave Dragutin Topic (dix-neuf ans) a gagné en franchissant au premier essai 2,34 m devant le Soviétique Yemelin (2,34 m au deuxième essai) et le Bulgare Georgi Dalkov (2,34 m au troisième essai).

Lancer du disque hommes. – Champion olympique 1988, l'Allemand de l'Est Jügen Schult (trente ans, 1,93 m, 110 kg) s'est imposé avec un jet de 64,58 m au dernier essai devant le Néerlandais Erik De Bruin (64,46 m) et l'Allemand de l'Ouest Wolfgang Schmidt (64,10 m).

AUTOMOBILISME

Championnat du monde de sport-prototypes

Le Français Jean-Louis Schlesser associé à l'Italien Mauro Baldi a remporté, dimanche 2 septembre, la course de Donington (G-B), offrant à l'écurie Mercedes son deuxième titre mondial consécutif pour les voitures de sport-prototypes. Cette septième manche du championnat du monde a été marquée par la disqualification des Jaguar, dont celle du Français Alain Ferté arrivée troisième, qui ont dépassé leur quota de carburant.

Schlesser et Baldi ont ainsi signé leur cinquième succès de la saison, malgré une fuite d'huile au 10e des 120 tours de circuit. Ils ont devancé de 1 min 23 s leurs adversaires Jochen Mass et Heinz-Harald Frentzen (RFA).

CYCLISME

Championnats du monde sur route
(Professionnels)

1. Dhaenens (Bel.), les 261 km en 6 h 51 min 59 s (38,011 km/h) ; 2. De Wolf (Bel.), m. t. ; 3. Bugno (Ita.) à 8 s ; 4. LeMond (E-U), m. t. ; 5. Kelly (Irl.), m. t. ; 6. Jalabert (Fra.), m. t.

(Amateurs)

1. Gualdi (Ita.), les 174 km en 4 h 39 min 17 s (37,381 km/h) ; 2. Caruso (Ita) à 54 s ; 3. Dojwa (Fra), à 56 s.

FOOTBALL

Championnat de France

Deuxième division
(Septième journée)

GROUPE A

*Nîmes b. Valenciennes 1-0
*Strasbourg et Annecy 1-1
*Louhans et Avignon 1-1
*Istres b. Gueugnon 2-0
*Ajaccio et Martigues 1-1
Epinal b. *Chaumont 4-1
Bastia b. *Dijon 2-1
*Rodez b. Alès 2-1
*Dunkerque et Mulhouse 1-1

Classement. – 1. Bastia, 12 pts ; 2. Martigues et Istres, 10 ; 4. Nîmes, 9 ; 5. Valenciennes et Rodez, 8.

GROUPE B

Guingamp b. *Saint-Quentin 2-0
*La Roche-sur-Yon b. Beauvais 1-0
*Le Mans b. Red Star 1-0
*Saint-Seurin et Angers 1-1
*Tours b. Laval 1-0
*Bourges et Orléans 0-0
Reims b. *Rouen 2-0
*Créteil et Le Havre 0-0
*Lens et Niort 0-0

Classement. – 1. Red Star, 12 pts ; 2. Angers, 11 ; 3. Le Havre, 10 ; 4. La Roche-sur-Yon, 9 ; 5. Guingamp et Créteil, 8.

MOTOCYCLISME

Grand Prix de Hongrie

Sixième du Grand Prix de Hongrie disputé dimanche 2 septembre à Budapest, Alain Michel, associé au Britannique Simon Birchall, est devenu le premier Français champion du monde de sidecar au guidon de son LCR suisse à moteur autrichien. En revanche, le suspense continue dans la catégorie des 250 centimètres cubes. La victoire de John Kocinski (Yamaha) a relancé la course au titre, puisque l'Espagnol Carlos Cardus, seulement troisième dimanche, voit revenir l'Américain à cinq points au classement général. L'ultime épreuve de la saison en Australie, le 16 septembre, sera décisive.

Dans la catégorie reine des 500 centimètres cubes, l'Australien Michael Doohan (Honda) a remporté la première victoire de sa carrière, alors que l'Américain Wayne Rainey (Yamaha), déjà champion du monde, a été contraint à l'abandon sur ennuis mécaniques à l'avant-dernier tour de la course.

TENNIS

Internationaux des Etats-Unis

SIMPLES DAMES
(Seizièmes de finale)

S. Graf (RFA, 1) b. E. Reinach (AfS), 6-4, 3-6, 6-1 ; A. Sanchez Vicario (Esp., 6) b. P. Fendick (E-U), 6-2, 6-1 ; K. Maleeva (Bul., 7) b. R. Reggi (Ital.), 6-4, 6-0 ; B. Paulus (Aut., 16) bat Ann Grossman (E-U), 6-4, 6-3 ; J. Capriati (E-U, 15) b. M. Strandlund (Suè.), 6-1, 6-4 ; Z. Garrison (E-U, 4) b. S. Meier (RFA), 6-4, 6-3 ; J. Novotna (Tch., 12) b. L. Gildemeister (Pér.), 6-3, 6-1 ; N. Tauziat (Fra., 17) b. C. Martinez (Esp), 6-2, 6-1.

(Huitièmes de finale)

M. Maleeva (Sui, 9) b. M. Navratilova (E-U, 2), 7-5, 3-6, 6-3.

SIMPLES MESSIEURS
(Seizièmes de finale)

Agassi (E-U, 4) b. Davin (Arg.), 7-5, 6-4, 6-0 ; Krickstein (E-U, 9) b. Cash (Aust.), 6-4, 7-6, 7-6 ; Mansdorf (Isr.) bat Gilbert (E-U, 8), 5-7, 5-7, 6-3, 7-5, 6-1 ; Cahill (Aust.) b. Ivanisevic (You., 15), 4-6, 4-6, 6-2, 7-6, 6-0 ; Becker (RFA, 2) b. Tomas Carbonell (Esp.), 6-4, 6-2, 6-2 ; Cherkasov (URSS) b. Chang (E-U, 11), 6-4, 6-4, 6-3 ; Berger (E-U, 13) b. Caratti (Ital.), 4-6, 2-6, 6-4, 6-3, 6-4.

(Huitièmes de finale)

McEnroe (E-U) b. Sanchez (Esp., 7) 7-6, 3-6, 4-6, 6-4, 6-3 ; Sampras (E-U, 12) b. Muster (Aut, 6), 6-7, 7-6, 6-4, 6-3.

CULTURE

CINÉMA

Le grand passage

Au seizième Festival de Deauville, le cinéma américain s'intéresse à l'au-delà

DEAUVILLE

de notre envoyée spéciale

La mort est à la mode au Festival de Deauville. Il y a, bien sûr, celle des films de violence dans le boucan de coups de feu et le ralenti des corps s'affaissant. Exemple *Robocop II*, de Irvin Kershner (sortie le 5 septembre), qui, plus encore que le premier de la série, semble un avatar de *Terminator*, dans la mesure où un Cyborg dévastateur s'oppose au robot-flic justicier.

Un bon standard pour adolescents. Seule question qui se pose alors : pourquoi avoir organisé une seule séance à minuit ? Certes, les enfants étaient nombreux, tout excités de se trouver debout si tard. Ils se sont d'ailleurs tenus bien tranquilles pendant la projection. En dépit d'un figurant en armure jouant les Robocop dans les allées du cinéma, le film n'a pas fait événement.

Le Robocop est un policier assassiné que la science a transformé en Cyborg : un être mi-chair mi-métal, hanté par des souvenirs humains. C'est ce phénomène qui est à la mode, le passage, ses traces dans le cerveau, thème du film branché de Joël Schumacher, produit par Michaël Douglas, *Flat Liners*.

Roulette russe

Un petit groupe d'étudiants en médecine tentent l'un après l'autre l'expérience de l'encéphalogramme plat, pendant un temps plus ou moins long. Une sorte de roulette russe, de *drug-party* sophistiquée. L'émotion forte n'est pas seulement pour celui qui plonge dans la mort, elle est aussi pour ceux qui sont chargés de le ranimer. Le prétexte à ce jeu pervers est scientifique.

Il s'agit, au moment du retour, de noter images et sensations. L'expérience agit comme une psychanalyse accélérée. Les escaladeurs de l'au-delà sont sujets à des hallucinations, revivent une scène première qui se développe en paranoïa.

L'idée de départ est bien menée, la réalisation efficace, les décors lyriques et funèbres. Mais le scénario sombre rapidement dans le moralisme et tombe dans le ridicule . Michaël Douglas a été accueili en star, et n'a pas apprécié les résistances envers le film qui, dit-il, « *pose des questions auxquelles chacun peut donner sa réponse* ». Mais le handicap de *Flat Liners* est la niaiserie de sa propre réponse et son sérieux imperturbable.

Au moins, l'auteur de *Big Bang*, James Toback, ne se prend pas trop au sérieux. Il commence par déclarer que le monde «*est né de l'explosion orgasmique de Dieu*», puis interroge toutes sortes de gens sur l'origine du monde, le sexe, la mort, enfin, les grands problèmes. Seulement, il entrecroise les interviews, ne laisse rien développer, ne laisse que des banalités qui finissent par lasser.

L'humour, c'est encore ce qu'il y a de mieux. Témoin, *A Shock to the System*, de Jan Egleson, avec Michaël Caine, éblouissant en cadre supérieur, qui va tranquillement de meurtre en meurtre jusqu'au sommet de sa carrière. Une comédie cynique qui retrouve la qualité anglaise de *Arsenic et vieilles dentelles*, ou de *Honni soit qui mal y pense*.

Humour encore dans le premier film de Perry Lang, *Little Vegas*, portrait d'une communauté de paumés de petits escrocs tranquilles, de vrais gangsters perdus aux confins du désert, un petit point dans un espace immense, quelque chose entre *l'Ouest, le vrai*, de Sam Shepard, et *Bagdad Café*, mais en moins théâtral, plus vrai, plus tendre en somme. C'est la révélation de ce week-end, on en reparlera.

Ce premier week-end a été inauguré avec le premier film de Martin Sheen en tant que réalisateur, *Cadence*, dans lequel son fils Charlie, mobilisé en Allemagne, se retrouve en taule avec un groupe de Noirs. Martin Sheen joue l'inévitable sergent sadique et raciste que les Noirs invitent à une sorte de danse militaire à laquelle Charlie tente de s'adapter. Quand verra-t-on des Noirs qui n'auront pas le rythme dans la peau et seront des intellectuels astucieux ?

COLETTE GODARD

Elle, Jane



En ouverture, le Festival de Deauville a rendu hommage à Jane Russell. Les hommes préféraient peut-être les blondes, mais pas Howard Hughes qui, en sa qualité de patron de la RKO, lui donna une série de grands rôles. Dès son premier film, le Banni, *elle fit scandale et attira les foudres de la censure américaine. A Deauville, l'ex-ardente gitane, est apparue comme une mamie californienne aux cheveux gris, très assagie.*

Galanteries françaises

Au Festival de Montréal, Jean-Charles Tacchella a présenté ses « Dames galantes »
Mais les vedettes, ce sont les Mohawks...

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

« *Quelle belle journée pour mourir.* » Même les Mohawks donnent dans la cinéphilie en citant Little Big Man du haut de leur barricade. Les affaires amérindiennes continue de voler la une au cinéma, avec le dégagement du pont Mercier, près de Chateaugay et les mille et une déclarations aux médias, les volte-face politiques et les répercussions administratives qui s'ensuivent.

C'est aussi de tracasseries politico-administratives que traite *Cérémonie funèbre*, du Tchécoslovaque Zdenek Sirovy. Le titre (et la provenance) laisse deviner qu'il ne s'agit pas là d'une comédie musicale. Tourné en 1969 mais interdit depuis par la censure et présenté ici en compétition, *Cérémonie funèbre* retrace les difficultés rencontrées face à l'hypocrisie et à l'égoïsme des autorités par une jeune fermière pour organiser les funérailles de son mari, fermier exilé par la collectivisation des années 50, qu'elle veut faire inhumer dans le caveau familial. Le ton est implacable, le noir et blanc impeccable et le visage dépouillé de la fermière ferait verdir Liv Ullmann de jalousie. Il serait surprenant que *Cérémonie funèbre* ne figure pas en bonne place au palmarès, proclamé lundi 3 septembre.

Outre *Histoire inventée* de Marc-André Forcier, le cinéma canadien a réservé quelques bonnes surprises. *Princes In Exile* de Giles Walker se déroule entièrement dans un camp de vacances pour gamins cancéreux. C'est pourtant vif, alerte, drôle, sans complaisance et pas un instant arrache-coeur, malgré (ou à cause de) la présence parmi les acteurs de vrais gamins atteints par la maladie. De son activité dans le «cinéma alternatif», Giles Walker a gardé un remarquable sens du saisi-au-vol.

Rafales, d'André Mélançon entre plus délibérément dans la structure traditionnelle du thriller – avec quelque chose de plus. Se déroulant au cours d'un blizzard (admirable photo de Pierre Mignot), c'est le petit bout de chemin parcouru ensemble par un mécano totalement dépassé (lâché par ses complices, avec la cagnotte, après un hold-up dans un centre commercial) et un animateur radio ambitieux qui, doucereusement, entend profiter de la situation – à l'antenne. Avec un mélange d'astuce et d'instinct, Mélançon a pris à contre-emploi des acteurs comiques populaires ; il en tire remarquablement parti. Il y a dans ce film une séquence miraculeuse : la rencontre, dans la cabine d'une dépanneuse, du mécano en cavale et d'une dame russe, originaire de Gorki, qui lit Romain Gary. Détour inattendu, la scène n'interrompt pas l'action mais constitue un vrai moment de tendresse suspendue.

La Chevelure (en compétition) : l'Australien Paul Cox adapte la nouvelle homonyme de Maupassant. C'est l'obsession d'un homme (ici, un réparateur d'horloges anciennes) pour une tresse blonde découverte dans le tiroir secret d'une vieille commode, obsession de plus en plus amoureuse, de plus en plus érotique, de plus en plus exclusive, que le réalisateur explore de la même manière qu'il examine le ventre des horloges et en observe, en gros plans, le mécanisme. Un film tactile et chuchoté.

Comme au seizième siècle

Avec ses *Dames galantes*, présenté hors compétition et en première mondiale, Jean-Charles Tacchella plante sa tente dans l'ancienne colonie de Michel Deville : un badinage à la *Benjamin*, un libertinage à tendance littéraire. S'inspirant des écrits de Brantôme, Tacchella, qui aborde ici le film à costume, a gardé presque intact le langage du seizième siècle que Richard Bohringer (Brantôme), Isabella Rossellini (Victoire), Laura Betti (la Medicis) et Marianne Basler (Marguerite de Navarre) parlent comme s'ils l'avaient appris au berceau.

« *Pardon d'être venus si peu nombreux* », disait Jean-Charles Tacchella qui présentait le film avec sa comédienne, la Québécoise Anne Létourneau, « *mais Bohringer tourne à Nantes avec Catherine Deneuve, Isabella Rossellini joue à Moscou dans un film italien et Marianne Basler est au Pays basque sur un film flamand* ». Les joies de la co-production (« *Identités nationales, contraintes financières* ») furent l'objet d'un débat qui, ignorant les tentatives canado-japonaises (*Ciel et terre*, de Haruki Kadokawa), canado-argentines (le précédent film d'André Mélançon), hispano-péruviennes (l'admirable *Tombés du ciel*, de Francisco Lombardi), ainsi que toutes les ouvertures suscitées par la libéralisation des pays d'Europe de l'Est, s'englua vite dans le rapport parfois difficile entre France et Québec (*«Ah, notre accent !»*) et dans la mise en cause routinière du monstre américain.

Enfin, une nouvelle technique de sous-titrage a fait discrètement ses débuts pendant le Festival. Par un processus informatisé, le sous-titre est porté, en affichage lumineux, au-dessous de l'écran. Le procédé, dû à un Italien, n'est pas encore tout à fait au point (le synchronisme est plus qu'approximatif) mais dans la mesure où le sous-titre ne touche pas la copie même du film, il présente un avantage certain pour les cinéastes indépendants aux ressources limitées (une copie coûte cher) qui ont besoin du circuit des festivals : il suffirait en effet d'une seule copie itinérante, accompagnée de la disquette des sous-titres dans la langue locale.

HENRI BÉHAR

DISQUES

Exil Intérieur

▶ **Prince : *Graffiti Bridge*.** *Double Album, cassette, CD Paisley Park/WEA.*

Prince a laissé quelques plumes lors de sa dernière tournée européenne. Il n'a pas rassemblé autant de monde qu'il l'espérait (en Italie, par exemple) et surtout le cochon de payant ne lui a pas pardonné son show de quatre-vingt-dix minutes, service et boisson compris. Du coup, on l'attend au tournant, dans les stades et sur les platines. Voici *Graffiti Bridge*, double album ou long CD, bande originale du film du même nom (écrit, réalisé et interprété par la micro-altesse), un disque qui pourrait aussi bien servir d'assiette de ball-trap.

A cette grogne s'ajoutent la méfiance et la vague nausée qu'inspirent premièrement l'idée d'un film de Prince après le fiasco de *Under the Cherry Moon* et deuxièmement la pire pochette d'une carrière qui a déjà produit quelques monstruosités.

Tout cela n'est pas très grave. Il y a de bonnes chances pour que le film soit désastreux (la chanson-titre est sans doute le nadir du catalogue de Prince), mais on pourra toujours fermer les yeux. Avec le concours étroitement contrôlé de The Time, de Tevin Campbell (l'enfant prodige dont la voix est aussi exaspérante et parfaite que celle de Michael Jackson au même âge), George Clinton et Mavis Staples, Prince reprend quelques chemins déjà explorés. Depuis *Sign O'The Times*, il a marqué une pause dans l'expérimentation. Il n'est pas une plage de *Graffiti Bridge* qui ne renvoie aux albums précédents. Le plaisir n'en est que plus immédiat.

Les titres interprétés par Morris Day et Time (Jimmy Jam et Terry Lewis) sont les plus contemporains, ceux qui lorgnent le plus vers le rap et le travail des épigones de Prince, avec leurs percussions synthétiques raffinées et brutales. De l'autre côté de la barrière (le scénario reprend l'antagonisme entre Prince et Morris Day qui avait déjà servi de prétexte à *Purple Rain*), Prince se fait presque traditionaliste. *Melody Cool*, le titre interprété par Mavis Staples est une version 90 des tempos moyens d'Aretha Franklin, *Shake*, un pastiche des *Twist and Shout*, *Money ou Do you Love Me* du début des années 60.

Et puis il y a toutes les chansons qui tiennent debout toutes seules : *Joy in Repetition* avec ses percussions massives et ses chœurs solitaires (Prince empilant sans relâche les parties vocales), *Question of U*, un blues transfiguré, *Thieves in the Temple*, le simple et son harmonica énorme.

Prince n'est plus à l'avant-garde de la musique noire américaine, les rappers lui ont pris la place ; au sommet des hit-parades, ses épigones Jimmy Jam et Terry Lewis font vendre plus de disques à Janet Jackson. Pendant ce temps, à Minneapolis, Prince s'est mis à l'écart et les regarde, de haut.

T. S.

La famille royale

▶ **The Neville Brothers : « *Brother's Keeper* ».** *Disque, cassette, CD A & M, Polydor*

Il faudrait peut-être sinon oublier, du moins laisser de côté *Yellow Moon*, l'un des meilleurs albums de l'an passé, et le premier grand succès commercial de la tribu Neville, avant de passer à *Brother's Keeper*. Essentiellement grâce à la production de Daniel Lanois, la musique d'Aaron, Art, Charles et Cyril Neville avait cessé d'être un secret pour les initiés de La Nouvelle Orléans et leur gumbo musical (ingrédients : culture encyclopédique, virtuosité vocale et instrumentale, rigueur dans l'écriture ou le choix des compositions) avait pris sa place, au premier rang.

Pour *Brother's Keeper*, Lanois a tiré sa révérence et l'essentiel de l'album est coproduit par les Neville et Malcolm Burns, ancien assistant du producteur acadien. Le dépouillement mystique de Lanois s'en trouve atténué, mais les principes de sa méthode demeurent. Les frères Neville sont incapables de mal jouer ou de mal chanter, mais il leur arrive de se tromper, en voulant démontrer qu'ils savent aussi chanter du country (reprise superflue du *Fallin'Rain* de Link Wray) ou en laissant Dave A. Stewart (Eurythmics) produire *Bird On The Wire*. La chanson n'est pas la meilleure du catalogue de Leonard Cohen et le falsetto d'Aaron Neville, ailleurs bouleversant, se fait un peu écœurant.

Le reste de l'album est magnifiques, du petit motif de guitare de *Brother Jake* qui ouvre l'album à la reprise-reconquête de *Mystery Train*, blues métaphysique qui ouvrit le chemin de la gloire au camionneur de Tupelo, on retrouve tout ce qui fait la grandeur des Neville et le bonheur de ceux qui les écoutent.

T. S.

MUSIQUES

Iles lointaines et voies lactées

Claude Helffer et Marc Soustrot illustrent Dutilleux, Jolas, Poulenc...

BESANCON

de notre envoyé spécial

Claude Helffer pourrait se contenter d'aligner des récitals Schumann ou Beethoven, qu'il joue admirablement. Mais non, il est du vingtième siècle, il fait donc une grande place à ses contemporains : il a une âme de missionnaire et de pédagogue, et, de plus, il aime cette musique ! Mieux même, il incite à écrire pour le piano les Amy, Boucourechliev, de Pablo, Xenakis, qui lui dédient leurs partitions.

Polytechnicien, son esprit et ses doigts viennent à bout des grimoires les plus ardus : mais point de sécheresse en lui pour autant : à travers les œuvres, même fort intellectuelles, filtrent toujours son amour de la vie et son goût de communiquer ; son toucher illumine les lignes arides, et quand il salue après une œuvre, il ressemble à un prestidigitateur heureux ou à un enchanteur aux yeux un peu narquois, mais encore embués par les mondes merveilleux qu'il a visités.

Au Festival de Besançon, samedi, il nous a gratifiés d'une bonne douche écossaise ! La *Première Sonate* (1946) de Boulez, dans sa jeunesse agressive, impitoyable, que quelques couleurs magiques humanisent à peine, était heureusement suivie par *B for sonata* de Betsy Jolas, grand paysage de sonorités et de résonances inouïes, îles lointaines, rêves fous, « *vents dans la plaine* » qui, à la fin, se déchaînent en « *grands vents venus d'outre-mer* ».

Et de même les formidables orages magnétiques du *Cryptophonos* (1974), de Philippe Manoury, nous laissaient comme une terre asséchée, prêts à recevoir les ondées bienfaisantes des six *Etudes* (2e livre) de Debussy, qu'Helffer joue comme personne, avec une clarté, une candeur, un toucher ultra sensible, des phrasés exquis ou acérés, et une mélancolie teintée d'humour, mais aussi de deux admirables *Préludes*, d'Henri Dutilleux, encore peu connus.

Sur un même accord date de 1977, mais *le Jeu des contraires* a été écrit l'an passé, et deux autres pièces sont encore dans l'encrier du musicien... Deux belles pages, l'une plus réflexive, l'autre plus bariolée et mouvementée, où, sur un fond de mystère, de ces « *barricades mystérieuses* » que le compositeur sait si bien dresser se détachent de superbes bouffées de lyrisme, parfois violentes.

Dutilleux était encore présent, le soir à la cathédrale, dans le programme de l'Orchestre des Pays de la Loire . L'acoustique terriblement saturée, qui allait faire, de la *Symphonie* de Franck, une invraisemblable bouillie sonore, convenait fort bien au contraire à *Timbres, Espace, Mouvement, ou la Nuit Etoilée*, inspirée par une toile de Van Gogh. Elle renforçait la majesté cosmique de ces « *voies lactées* », agrégats de couleurs complexes, matière en mouvement, tournoiements et trémolos, visions extatiques ou tumultueuses, dans la puissante interprétation de Marc Soustrot qui dirigeait son orchestre, vraiment excellent, en une sorte de corps à corps passionné, malaxant la matière sonore comme le boulanger en son fournil. Personne n'oubliera cet extraordinaire moment.

Dans ce voisinage, le *Concerto pour orgue*, de Poulenc, paraissait un peu futile et théâtral, d'autant qu'il mêle à des inspirations très touchantes des gamineries sans prétention et comme des pastiches franckistes parfois sirupeux. Mais François Houbart, étincelant à l'orgue, et Marc Soustrot, avec un synchronisme parfait, en donnèrent la meilleure image.

JACQUES LONCHAMPT

CULTURE

ARCHITECTURE

Menaces sur Prague

Comme toutes celles de l'Est, la capitale tchécoslovaque attire les promoteurs. Pour quel résultat ?

Les villes de l'Est tombent les unes après les autres, des hordes bariolées s'y ruent, et l'on y distingue difficilement les touristes des entrepreneurs, des marchands, des reporters, des ministres de la culture, des secrétaires d'Etat à l'action humanitaire et des équipes de télévision. Tous ces gens apportent, avec leurs devises, la bonne conscience de l'entreprise dite « libre ». Le trafic du caviar dans les grands hôtels apporte des satisfactions immédiates, mais demeure souvent l'essentiel des échanges culturels entre les voyageurs de l'Ouest et les résidents de l'Est.

Cet été, à Paris, des Allemands de RDA ou des Tchèques en vacances dormaient dehors, se nourrissant des conserves emportées avec eux. Sympathique : on a pu voir ainsi, sur le vif, comment s'organisait l'acceptation d'un décalage Est-Ouest. Il n'est pas sûr que cela soit très sain, ni d'ailleurs que cela soit évitable.

Ce sont forcément les esprits pionniers – souvent aussi les plus brutaux – qui partent à la conquête commerciale de l'Est. Ce sont également les plus entreprenants des touristes ou des hommes de culture qui se donnent la Bohême, la Prusse ou la Transylvanie pour buts de leurs voyages. Résultat : tout le monde convient que le tourisme et plus généralement l'industrie du voyage sont des domaines où l'on peut investir. On construit donc des aéroports et des grands hôtels. Comme les grands hôtels doivent avoir beaucoup de chambres et être joliment situés, et comme n'importe qui sauf des architectes en établit les plans, cela crée de terribles violences sur des paysages et des villes longtemps protégés par l'incompétence administrative.

Il ne faut pas non plus se faire trop d'illusions. Autour de ces villes historiques préservées ou, comme Varsovie, reconstruites, les gens vivent dans de stériles séries d'immeubles préfabriqués, tous construits sur le même modèle. Ces quartiers-là ne se visitent pas, mais contribuent à constituer, parce qu'ils en sont le repoussoir, la notion de ville-musée. La rupture entre une construction « moderne », dont on accepte la médiocrité parce qu'elle est utilitaire et bon marché, et une architecture ancienne, qui paraît avoir obéi à des critères inverses, existe à l'Est comme l'Ouest mais selon des modalités différentes.

A l'Ouest, on connaît. A l'Est, l'absence de spéculation avait jusqu'à présent permis d'épargner des ensembles considérables, des villes entières, des capitales. Mais nous sommes à l'instant où les choses sans doute vont basculer. Il n'est que plus urgent de préparer son voyage à Prague, la plus éclatante de ces perles orientales restées à l'abri des dangers de l'urbanisme contemporain. La ville est encore « intacte », nombre de trottoirs restent protégés par des échafaudages de la chute de balcons, de plaques d'enduit, voire d'angelots de stuc.

Demain, ces immeubles seront restaurés, la ville aura retrouvé sa splendeur, mais l'horizon encore dominé par les clochers d'église ou les châteaux n'aura-t-il pas gagné sa tour Montparnasse ou quelques autres de ces brutalités formelles qui font la disgrâce de Londres ou de Bruxelles ?

Trois ouvrages, dès à présent, sont disponibles, trois ouvrages remarquables pour comprendre Prague ou bien s'y diriger. Le premier, de Léon et Xavier de Coster, deux architectes, détaille de façon simple et lisible tout ce que quatorze promenades peuvent livrer d'une ville aussi chargée de monuments visibles ou secrets. L'ouvrage a été préparé et publié avant le « deuxième printemps ». Il a gardé le sérieux et l'austérité qui semblaient devoir marquer toute publication de l'Est, bien que l'éditeur en soit belge. Le deuxième est l'inévitable recueil des éditions Autrement, *Prague, secrets et métamorphoses*. Dirigé par Xavier Galmiche et Petr Kral, il est exhaustif et témoigne d'une culture généreuse. C'est encore à Xavier Galmiche qu'on doit un troisième ouvrage consacré à Santini, architecte clef de ce que l'auteur appelle le « gothico-baroque » en Bohême. Dans le registre baroque (pour simplifier), Santini (1677-1723) a su trouver une forme de surenchère à la fois ironique, onirique et spiritualiste qui le situe à part dans l'histoire d'une architecture, toujours tentée d'imposer et figer des modèles. Enfin, la revue *Muséart* consacre dans son numéro de septembre tout un dossier à la ville de Prague.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► ***Quatorze promenades dans Prague***, **de Léon et Xavier de Coster, Editions universitaires, Begedis (Belgique). 363 p.**

► ***Prague***, **ouvrage collectif dirigé par Xavier Galmiche et Petr Kral, Ed. Autrement. 234 p.**

► ***Santini, architecte gothico-baroque en Bohême***, **de Xavier Galmiche, Ed. Jacques Damase. 166 p.**

Archéologie urbaine

Remontant ainsi d'une époque vers l'autre, le diligent piéton de Prague esquisse l'archéologie d'une ville. Grattant de l'ongle les crépis écaillés, il surprend les traces qu'ont laissées la « démocratie populaire », le protectorat nazi, la bienheureuse première République de l'entre-deux-guerres, l'Empire austro-hongrois ; et de nouveau à reculons l'art déco et l'architecture cubiste, la sécession venue de Vienne, les styles « néo » de la fin de siècle, le rococo, le tardif puis le premier baroque. De moins en moins reconnaissables sous l'enchevêtrement des pierres remaniées, sous des couleurs mal effacées : les frontons Renaissance, les nervures du gothique flamboyant, enfin le plus humble des vestiges discrets, la ronde des pierres romanes.

Ce livre se glisse exactement entre deux peaux de Prague : celle des années de plomb et l'épiderme en papier de la liberté. Nul ne sait ce qui va suivre, mais une chose est sûre : le nouveau visage que la ville s'est donné en 1989, dans la joie et avec une civilité exemplaire, est tourné vers l'avenir tout en s'ajoutant aux visages anciens et recouverts, dans l'esprit de la grande stratification qui fait l'histoire pragoise. C'est donc surtout dans ce qui a précédé le changement qu'il faut chercher l'âme de la ville récente, pour mieux comprendre les enjeux qu'elle fait siens – et avec elle la Tchécoslovaquie tout entière.

(Extrait de l'introduction de Xavier Galmiche et Petr Kral, *Prague, secrets et métamorphoses*, éd. Autrement.)

Le goût du risque

► **Serge Prokofiev :**
Concerto n° 3

► **Serge Rachmaninov :**
Concerto n° 3

Moura Limpany (piano), Orchestres Philharmonia et New Symphony of London, Walter Süsskind et Anthony Collins (direction).
Un disque compact Olympia OCD 191 (distribué par Harmonie Distribution).

Moura Limpany est une pianiste britannique qui vient de fêter ses soixante ans de carrière en donnant un récital triomphal à Londres. La France la méconnaît bien qu'elle ait choisi d'y vivre depuis de longues années (elle fera sa rentrée en octobre prochain, salle Gaveau : avis aux amateurs).

Le jeu de Mme Limpany va droit son chemin sans ces raffinements excessifs qui brisent la ligne, sans ces effets de manche qui voudraient accrocher l'attention, mais qui ne font pas illusion plus d'une audition. Les interprétations de cette pianiste ne sont pas pour autant « simples » : elle sait pousser le piano dans ses derniers retranchements, sans jamais cogner, sa sonorité est pleine, timbrée. Les doigts au fond du clavier, Limpany prend tous les risques, s'emporte aux bons moments, s'efface lorsque sa partie l'exige. En grand stratège, elle sait parvenir à ses fins... sans tromper son monde, car elle joue ces deux concertos comme s'ils étaient des chefs-d'oeuvre impérissables (ce qu'ils ne sont que lorsqu'ils sont joués ainsi ou par Gilels, Richter, Argerich, Byron Janis, Horowitz, ou Prokofiev et Rachmaninov eux-mêmes).

Enregistrés en 1955 et 1958, ces deux chevaux de bataille sonnent comme s'ils l'avaient été ce matin. L'auditeur ne perdra rien des interventions d'orchestres dirigés par deux chefs hélas ! bien oubliés de nos jours par leurs éditeurs de disques et qui contribuent grandement à la réussite de Mme Limpany.

ALAIN LOMPECH

Rêve et démesure

► **Classiques populaires**
par Karel Ancerl
et la Philharmonie tchèque
Un disque compact Supraphon 11 0572-2 (distribué par Vogue).

Un disque de circonstance, du genre de ceux que les éditeurs publient pour Noël ? Le programme le laisse penser, qui associe l'*Ouverture Léonore III*, de Beethoven, l'*Invitation à la valse*, de Weber, l'*Ouverture du Carnaval romain*, de Berlioz, *les Préludes*, de Liszt, et *Till Eulenspiegels lustige Streiche*, de Richard Strauss. Mais l'écoute infirme ce que l'on pouvait penser *à priori* d'un assemblage aussi hétéroclite.

Au début des années 60, la Philharmonie tchèque était l'un des plus beaux orchestres du monde (ce n'est plus tout à fait le cas hors le répertoire tchèque). Ses cordes homogènes, à l'intonation impeccable, aux sonorités râpeuses, ses vents acidulés, vibrant juste ce qu'il faut, vaillants jusque dans les traits les plus périlleux, tranchaient sur les autres grands orchestres de l'Ouest, qu'ils fussent britanniques, allemands, néerlandais, autrichiens ou américains.

Grâce à Vaclav Talich et à Karel Ancerl, cet orchestre avait su se forger une couleur inimitable capable de se plier à tous les répertoires, de Mozart à Janacek, et incomparable dans Stravinsky, Bartok et Mahler (à ce propos, il serait bon que Supraphon réédite la *Neuvième*, de Mahler par Ancerl, nombreux sont ceux qui tiennent sa version pour l'une des plus abouties de cette symphonie).

La réédition de ce programme dans une série économique est une excellente initiative qui permet de redécouvrir des œuvres tellement célèbres que les grands chefs d'orchestre ne les dirigent plus guère au concert. Ancerl et ses musiciens n'y manifestent aucune emphase (genre militaire à la parade comme Solti ou grand prêtre bénissant son orchestre comme Karajan). Ils jouent avec une vivacité « sportive », une allégresse, une malice (quel suspense dans *Till Eulenspiegel* !), qui laissent une place au rêve (les introductions du *Carnaval romain* et de *l'Invitation à la valse*) et à la démesure (*Léonore III*).

Si Karel Ancerl n'a jamais été une star, son nom n'en est pas moins l'un des plus respectés parmi les musiciens. Il est vrai que la petite trentaine de disques qu'il a enregistrés avant son exil pour le Canada, en 1968, ne compte que des réussites éclatantes.

A. L.

AGENDA

LUNDI 3 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MARDI

Semaine comédies et burlesque : Tricoche et Cacolet (1938), de Pierre Colombier, 16 h ; Chérie je me sens rajeunir (1953, v.o.), de Howard Hawks, 19 h

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MARDI

Si vous avez manqué le début : la Parisienne : Bande annonce : faubourg Montmartre (1931), la Chienne (1931) de Jean Renoir, 14 h 30 ; les Métiers de Paris : le Monde du Plomb (1982) de H. Lachize, G. Goldman, P. Boulanger, l'Homme fragile (1980) de Claire Clouzot, 16 h 30 ; Montparnasse 1919-1989 : Sous la coupole (1985) de M.-A. Poyet, les Clowns de Dieu (1986) de Jean Schmidt, 18 h 30 ; Café, cafés : Publicité Darty, Vincent, François, Paul et les autres (1974) de Claude Sautet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34)

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47)

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : *Forum Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68)

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68)

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77)

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95)

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MEME LA NUIT (It., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02)

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e *(43-59-36-14)*.

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE. Film américain de John McTiernan, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. Film français de Pierre Beuchot : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE. Film français d'Yves Robert : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TROIS ANNÉES. Film français de Fabrice Cazeneuve : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler II*, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN WEEK-END SUR DEUX. Film français de Nicole Garcia : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 20 h 40.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h 20.

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 10.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

DODE'S CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 19 h 20.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 05, 22 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 ; v.f. : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

REEFER ET LE MODÈLE (Irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

SEPTEMBER (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

STALKER (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h 20.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 19 h.

THE PHILADELPHIA STORY (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 22 h.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

UNE FEMME DOUCE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 10.

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FALSTAFF (Esp.-Suis.-Fr., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

FANTASIA (A., v.o.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

FREAKS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LA HORDE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UN JOUR AUX COURSES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07)

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE VOYAGE A SOPOT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

THÉATRES

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. *Nous, Théo et Vincent van Gogh* : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Laurent Violet : 21 h 45.

T.L.D. (LES DÉCHARGEURS) (42-36-00-02). En direct du septième ciel : 20 h.

THE SWEENY (46-33-28-12). Marie and Bruce : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30. Les voyages déforment les valises : 22 h.

LES CAFÉS-THÉATRES

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Salades de nuit : 21 h 30. Comment j'ai réussi en amour : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Sale Temps pour les pauvres : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Jeanine Truchot a disparu : 20 h 15. *Mangeuses d'hommes : 21 h 30.* Mario d'Alba : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

CONCERTS

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Académie de Saint-Louis-en-l'Ile. 21 h. Dir. Bertrand de Billy. Sylvie Dusseau (violon), Michel Benet (hbt). Œuvres Bach, Albinoni, Dvorak, Vivaldi. Téléphone location : 40-30-10-13.

(1er) SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41).

Les Trompettes de Versailles. Les 2, 9, 11, 15, 16, 18, 23, 25 septembre. Œuvres de Lully, Haendel, Vivaldi, Telemann. Téléphone location : 40-62-40-65.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Florence
SERVAN-SCHREIBER BERGER
et
Alex BERGER

ont la très grande joie d'annoncer la naissance d'un nouvel être humain, leur fils

Arthur,

le 27 août 1990.

– M. et Mme Jacques HALLAK

ont la joie de faire part de la naissance de leur deuxième petit-fils,

Gabriel, Jacques,

le 29 juillet 1990, chez

Michèle et Joël BITTON,

81, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.

Mariages

– Véronique PUJES
et
Xavier PAVAGEAU

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Nantes le 1er septembre 1990.

Résidence La Rochette,
Rue de l'Aurore,
62930 Wimereux.

Décès

– Pau.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Mme veuve Alfred DAMEZ,
née Marguerite Marie Herlicq,

survenu à Pau, le 1er septembre 1990, dans sa quatre-vingt-unième année, munie des sacrements de l'Eglise.

– Mme André Dufau,
M. et Mme Frédéric Dufau,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Leclerc
et leurs enfants,
M. et Mme Hervé Dufau
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André DUFAU,
ingénieur ECP,

dans sa quatre-vingt-sixième année.

59, boulevard du Château,
92200 Neuilly.

– Le directeur
Et l'ensemble du personnel du laboratoire d'enzymologie du Centre national de la recherche scientifique
ont la tristesse de faire part du décès de

Jekisiel SZULMAJSTER,
directeur de recherche au CNRS,
ancien directeur du laboratoire,
chevalier
dans l'ordre national du Mérite,

survenu brutalement le 30 août 1990.

On se réunira au cimetière nouveau de Palaiseau (Essonne), le mardi 4 septembre, à 15 h 45.

La famille ne souhaite ni fleurs ni couronnes, mais des dons pour la recherche contre le cancer.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Dans ce monde troublé, les militants des droits de l'homme se souviennent que

Michel de la FOURNIÈRE

nous a quittés le 4 septembre 1988.

– Il y a cinq ans,

Jean LEVI,
enseignant,
initiateur du lycée autogéré de Paris,

nous a quittés.

Sa famille,
Ses amis,
ont une pensée pour lui.

Remerciements

– Mme Jacques Gautier,
son épouse,
Philippe, Eric et Brigitte Gautier,
ses enfants,
Erick Andrès,
son petit-fils,
Mme Marcelle Vaslot,
sa sœur,
Ses beaux-frères, belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Ses cousins et cousines,
Ses amis,
profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jacques GAUTIER,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

– Jean SOUSSELIER,
PDG de STATIRO,

remercie vivement les nombreuses personnes qui lui ont témoigné de la sympathie à l'occasion du décès de son oncle

Jean SOUSSELIER.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses . 90 F

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 3 septembre

TF 1

20.35 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. *Le transfuge du service public fait sa rentrée, avec un hommage à Marcel Pagnol.*
22.30 ▶ Magazine : Santé à la Une. Présenté par Robert Namias et Anne Barrère. Les pannes sexuelles.
0.00 Magazine : Minuit sport.
0 35 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.35 L'heure de vérité. *Invité : Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, à propos de l'affaire du Golfe.*
21.50 Série : Disparitions. Vice versa, de Claude Barrois.
22.50 *Journal et Météo.*
23.05 Variétés : Higelin s'en va-t-en rêve. D'Amar Arhab, Renaud Le Van Kim et Béatrice Soulé.

FR 3

20.35 Cinéma : Est-ce bien raisonnable ? ■ *Film français de Georges Lautner (1981).* Avec Miou-Miou, Gérard Lanvin, Renée Saint-Cyr.
22.20 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Océaniques. Evasion, de Yannick Bellon. *Des jeunes « en difficulté » réadaptés grâce au théâtre.*
23.40 Documentaire : Histoire de l'art. D'Alain Ferrari. 13 et fin. Le paravent des Portugais.
23.55 Musique : Carnet de notes. Les sept dernières paroles du Christ, de Haydn, par le Quatuor Mosaïque.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : La loi de la jungle. □ Film américain de Clay Borris (1986). Avec James Remar, Adam Coleman Howard, Daphné Ashbrook.
21.45 Flash d'informations.
21.55 Cinéma : Matador. ■ Film espagnol de Pedro Almodovar (1985). Avec Assumpta Serna, Antonio Banderas, Nacho Martinez.
23.35 Cinéma : Huit millions de façons de mourir. □ Film américain de Hal Ashby (1986). Avec Jeff Bridges, Rosanna Arquette, Alexandra Paul (v.o.).
1.25 Cinéma : Bouche cousue. □ Film français de Jean Boyer (1960). Avec Darry Cowl, Fernand Sardou, Jacques Hilling.

LA 5

20.35 Téléfilm : Hulk, le retour. *De Nicholas Corea, avec Bill Bixby, Lou Ferrigno. Un grand homme vert.*
22.15 Sport : Tennis. US Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.
0.10 La nouvelle malle des Indes (rediff.).
1.10 La cloche tibétaine (rediff.).
2.10 Thibaud ou les croisades (rediff.).
2.40 Série : Tendresse et passion (et à 3.15, 4.35).
3.05 Le journal de la nuit.
3.40 Série : Voisin, voisine (et à 5.00).

M 6

20.35 Cinéma : Pour une poignée de dollars. ■ Film italien de Sergio Leone (1964). Avec Clint Eastwood, Marianne Koch, Carl Brown.
22.15 Téléfilm : Madame Sourdis. De Caroline Huppert, d'après Emile Zola, avec Nathalie Baye, Pierre Clémenti. *Une provinciale mal mariée.*
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.
1.10 *Rediffusions.* Malavoi en concert ; L'auto dans la ville : Venise ; Parcours santé (l'enfant dyslexique) ; Chasseurs d'images ; Culture pub remix ; L'auto dans la ville : New York ; Parcours santé ; Chasseurs d'images ; Culture pub remix ; Malavoi en concert.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven.
21.00 Série : Médecin des hommes.
22.35 Moyen métrage : Rencontre des nuages et du dragon. De Lam-Lé.
23.10 Documentaire : Archives du vingtième siècle.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Décembre 65 : de Gaulle en ballottage.
21.30 Festival d'Avignon 1990. Récital René Char. 1. Debout sous le vent.
22.40 La radio dans les yeux.
0.05 Du jour au lendemain. La radio dans les yeux (suite).
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert *(en direct de la Philharmonie de* Berlin) : Jeux, de Debussy ; Chronochromie, de Messiaen ; Notations, de Boulez ; Amériques, de Varese, par la Jeune Philharmonie allemande, dir. Pierre Boulez.
23.07 Nuits chaudes. Dans le ciel... Les étoiles.
0.58 Les valses de l'été.

Mardi 4 septembre

TF 1

16.00 Série : Tribunal.
16.30 Tiercé à Longchamp.
16.35 Variétés : La chance aux chansons.
17.05 Club Dorothée.
17.35 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Inspecteur la Bavure. ■ Film français de Claude Zidi (1980). Avec Coluche, Gérard Depardieu, Dominique Lavanant.
22.25 ▶ Variétés : Bourvil « entre rire et tendresse... » Emission présentée par Michel Leeb. *Sketches, extraits de films et chansons.*
23.55 Journal, Météo et Bourse.
0.15 Série : Intrigues.
1.05 TF 1 nuit.

A 2

15.20 Magazine : Eté show (suite). Invité : Yves Lecoq.
16.45 Série : Larry et Balky.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
17.35 Magazine : Giga. Les années collège.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Châteauvallon.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Les dossiers de l'écran : Les hommes du président. ■ Film américain d'Alan J. Pakula (1976). Avec Dustin Hoffman, Robert Redford, Jack Warden.
22.50 Débat : Les pouvoirs, les scandales, la presse et l'opinion. Avec Jacques Derogy, de *l'Evénement du jeudi*, Jean-Marie Pontaut, du *Point*, Claude Angeli, du *Canard enchaîné*, Claude Grellier, vice-président de la 17e chambre correctionnelle, David Clemens, de l'*Herald Tribune*, et notre collaborateur Edwy Plenel.
23.55 Journal et Météo.
0.10 Musique : Festival de jazz à Antibes-Juan-les-Pins.

FR 3

15.50 Magazine : 40° à l'ombre de la 3. Présenté par Vincent Perrot, en direct de Nice.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Téléfilm : David Copperfield. De Marcel Cravenne, d'après Charles Dickens, avec Didier Haudepin, Bernard Verley. *Une vie de souffrances.*
23.00 Journal et Météo.
23.25 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité. D'André Langanay et Gérald Calderon. 6 et fin. Quand l'imagination prend le pouvoir.

CANAL PLUS

16.05 Cinéma : Résurrection. ■ Film américain de Daniel Petrie (1980). *Avec Ellen Burstyn, Sam Shepard, Richard* Farnsworth.
18.00 Cabou cadin. Reporter blues ; Barney.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
18.50 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma : Karaté Kid, le moment de vérité 2. ■ Film américain de John G. Avildsen (1986). Avec Noriyuki « Pat » Morita, Ralph Macchio, Tamlyn Tomita.
22.15 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Les bois noirs. □ Film français de Jacques Deray (1989). Avec *Béatrice Dalle, Philippe Volter, Stéphane Freiss.*
0.15 Cinéma : Sans espoir de retour. ■ *Film franco-portugais de Samuel Fuller* (1989). Avec Keith Carradine, Valentina Vargas, Bill Duke.

LA 5

16.30 Dessins animés. Soulierville (rediff.) ; Rémi sans famille ; Les *aventures de Claire et Tipoune* ; Olive et Tom champions de foot.
18.05 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Cinéma : Police story. □ Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1985). Avec Jackie Chan, Bridget Lin, Maggie Cheung.
22.15 Sport : Tennis. US Open 1990 à Flushing Meadow.
0.00 Journal de minuit.

M 6

17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Le fantôme des Canterville. De Paul Bogart, avec Sir John Gielgud, Ted Wass. *Propriétaire d'un château hanté...*
22.15 Téléfilm : Danger doberman. De Frank de Felitta, avec James Brolin, Susan Clark. *Angoisse au grand magasin.*
23.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven. De Christopher Nupen.
17.00 Série : Médecins des hommes (Liban : Le pays du miel et de l'encens, de Maroun Bagdadi).
18.30 *Moyen métrage : Joppet Pismo.* De Ivo Burum.
19.00 Documentaire : Figures de la foi (Rancé). De Jacques Renard.
20.00 Documentaire : Nous avons fait un beau mariage. De Valérie Bierens de Haan et Serge Minkoff.
21.00 Magazine : Megamix. De Martin Meissonnier.
22.00 Magazine : Dynamo.
22.30 Téléfilm : Le village sur la frontière. *De Fritz Lehner.*

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Le bien-manger, la diététique et le régime.
21.30 Grand angle. Marchandises à la mer et paroles d'armateur (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre nuits magnétiques. 1. Le Jazz détruit-il le Band magnétique ?
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Philip Dick.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 août lors du Festival Pablos Casals de Prades) ; Octuor pour *cordes et vents en fa majeur op. 166*, D 803, Quintette pour piano et cordes en la majeur op. 114, D 667, de Schubert, par Jean-Jacques Kantorow, Lynn Blakeslee, *violons*, Bruno Pasquier, alto, Arto Noras, violoncelle, Marc Marder, contrebasse, Michel Lethiec, clarinette, Amaury Wallez, basson, Radovan Vlatkovic, cor, Karl Engel, *piano*.
23.07 Nuits chaudes. Dans le ciel.. Les étoiles.
0.58 Les valses de l'été.

Audience TV du 2 septembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

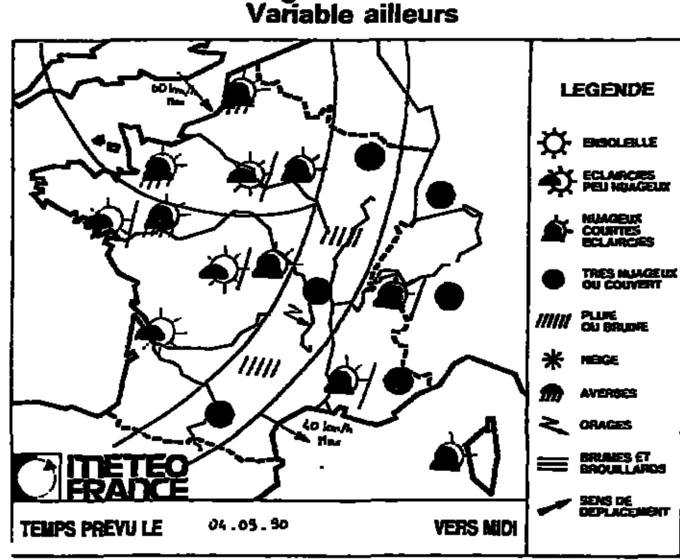
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,8	7/7 12,9	Stade 2 8,2	Actual. rég. 6,7	J'aurais j. dû 1,7	Pub 5,9	Culture pub 2,3
19 h 45	42,4	7/7 14,7	Maguy 12,7	19-20 info 6,8	Ça cartoon 2,5	Journal 3,2	Années cœur 2,7
20 h 16	50,6	Journal 19,5	Journal 14,8	Benny Hill 7,3	Pub 2,6	Journal 2,9	Mad. servie 4,0
20 h 55	56,4	Pub 24,2	Tag. Lyonnais 11,9	Guer. Algérie 5,3	Bois noirs 1,7	Vive femmes 10,6	Att. les dégâts 4,6
22 h 08	52,5	Rambo 29,4	Tag. Lyonnais 10,5	Soir 3 4,7	Bois noirs 2,0	Tennis 1,6	Att. les dégâts 5,7
22 h 44	29,8	Ciné dimanche 12,9	Nord et Sud 6,2	Le divan 3,0	Eq. dimanche 1,6	Tennis 3,1	Buffet froid 2,5

AGENDA

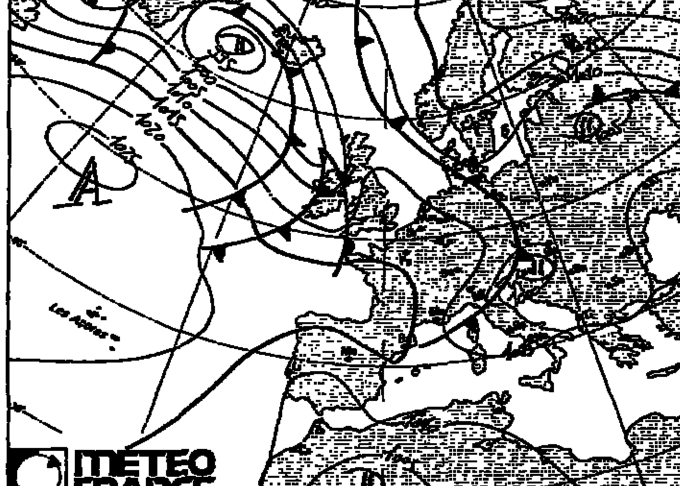
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 4 septembre

Pluvio-orageux vers le Sud-Est
Variable ailleurs



PRÉVISIONS POUR LE 5 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



SITUATION LE 3 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

Evolution du temps à moyenne échéance

C'est un temps plus frais et plus nuageux avec des pluies plutôt sur le Nord-Ouest qui intéressera la France durant ces trois jours. Une perturbation pluvio-orageuse abordera la Bretagne mercredi

Mercredi 5 septembre : nuages au Sud.

Les nuages présents le matin sur les régions méridionales s'évacueront progressivement vers le Sud. Quelques orages isolés sont possibles sur les Alpes.

Sur le reste du pays, après dissipation de quelques bancs de brumes ou brouillards matinaux, les nuages se développeront peu à peu au cours de la journée, laissant place à d'assez belles éclaircies.

Le ciel se couvrira à la mi-journée sur le Nord-Ouest à l'approche d'une autre perturbation.

Les minimales iront de 10 à 13 degrés sur une grande moitié nord, 13 à 16 degrés au Sud. Les maximales atteindront 17 à 20 degrés dans le Nord, 20 à 24 degrés ailleurs sur la moitié nord, 25 à 29 degrés sur la moitié sud.

Jeudi 6 septembre : pluies au Nord-Ouest.

Un ciel très nuageux a couvert sur le Nord-Ouest le matin donnera des pluies près de la Manche et sur le Nord. Dans la journée, les nuages s'enfonceront dans l'intérieur en perdant un peu d'activité.

Ailleurs, les brumes et brouillards locaux laisseront place à de larges éclaircies le matin car les nuages se développeront dans la journée. Températures en légère hausse.

Vendredi 7 septembre rafraîchissement.

Un passage pluvieux traversera la moitié sud du pays. Sur la moitié nord, les brumes ou brouillards seront un peu plus tenaces et la matinée un peu plus fraîche. Dans la journée, les nuages deviendront plus nombreux et plus importants que la veille.

Sur les régions méridionales, le temps sera nuageux et lourd et des orages isolés pourraient être possibles. Températures en légère baisse.

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 2-9-90à 6 heures TU et le 3-9-90 à 6 heures TU — le 3-9-90

FRANCE			
AJACCIO	26	14	D
BIARRITZ	36	14	D
BORDEAUX	27	12	D
BOURGES	25	11	N
BREST	25	11	D
CAEN	25	11	D
CHERBOURG	23	13	D
CLERMONT-FER.	23	9	N
DIJON	24	12	D
GRENOBLESM-H	24	10	C
LILLE	24	13	D
LIMOGES	23	14	D
LYON	24	13	D
MARSEILLE-MAR.	26	14	D
NANCY	22	14	C
NANTES	28	14	D
NICE	25	19	D
PARIS-MONTS	26	15	D
PAU	26	11	D
PERPIGNAN	28	15	D
RENNES	28	11	D
ST-ETIENNE	23	10	D
STRASBOURG	22	15	A
TOURS	27	12	D
TOULOUSE	26	11	N
POINTE-A-PITRE	32	24	O

ÉTRANGER			
ALGER	29	21	N
AMSTERDAM	20	16	A
ATHENES	31	25	D
BANGKOK	36	27	C
BARCELONE	27	20	C
BELGRADE	25	15	D
BERLIN	20	10	D
BRUXELLES	22	14	C
LE CAIRE	34	22	D
COPENHAGUE	21	9	D
DAKAR	31	27	D
DELHI	37	28	O
DJERBA	34	25	D
GENÈVE	23	9	N
HONGKONG	27	25	A
ISTANBUL	30	18	D
JÉRUSALEM	30	17	D
LISBONNE	27	17	D
LONDRES	26	13	D
LOS ANGELES	24	17	D
LUXEMBOURG	19	14	C
MADRID	31	16	D
MARRAKECH	32	21	D
MEXICO	22	12	B
MILAN	28	16	C
MONTRÉAL	27	18	N
MOSCOU	11	6	C
NAIROBI	25	15	D
NEW-YORK	31	22	N
OSLO	21	12	P
PALMA-DE-MAJ.	29	19	D
PÉKIN	28	20	O
RIO-DE-JANEIRO	25	21	C
ROME	27	16	D
SINGAPOUR	31	23	C
STOCKHOLM	15	13	N
SYDNEY	21	11	N
TOKYO	31	24	C
TUNIS	32	22	N
VARSOVIE	16	12	P
VENISE	24	14	D
VIENNE	19	13	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

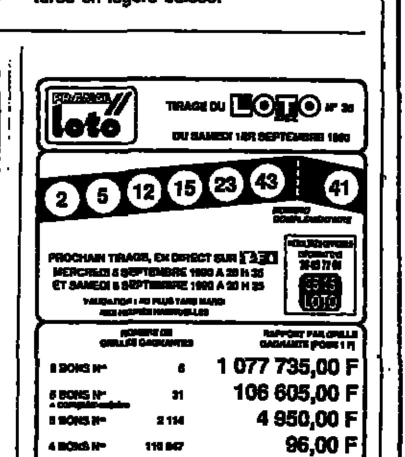
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LOTO SPORTIF — RESULTATS OFFICIELS N° 43

MATCHS DU JOUR :			
ISTRES	2	GUEUGNON	0
AJACCIO	1	MARTIGUES	1
CRETEIL	0	LE HAVRE	0

13 bons pronostics	1	1 551 306 F
12 bons pronostics	2	811 748 F
11 bons pronostics	97	18 259 F
MATCHS DU JOUR :		
	12 207	18 F
	15 192	14 F
	8 292	34 F

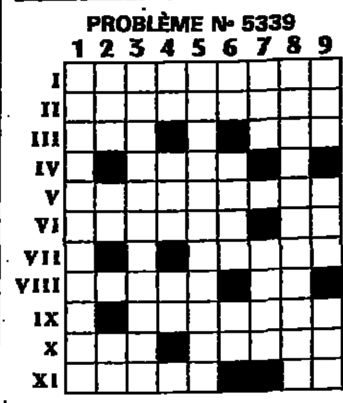
NUMERO PACTOLE Dimanche 2 Septembre 1990 : 4



SUR MINITEL. Prévisions complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5339



HORIZONTALEMENT

I. Des gens qui vivent peut-être comme des rois. – II. Peut être attrapée avec une perche. – III. Est appelé à bien tourner. Jeannine, au Canada. – IV. Qui ont donc pu nous enrichir. – V. Des femmes bien assombries. – VI. Permet un bon mouvement quand elle est sans fin. Ce qui peut être réclamé. – VII. On en fait des bêtons. – VIII. Fut influencé par Léonard de Vinci. En rade. – IX. Résident. – X. Qui devrait être remplacé. A marqué un âge. – XI. Dans la province de Cadix. Conjonction.

VERTICALEMENT

1. Couvert de clous. – 2. Partie de campagne. Peut être un cri d'indignation. Pronom. – 3. Aller chercher chez des voisins. – 4. Sert à écarter. A l'origine d'une confédération. Conjonction. – 5. Très utiles pour ceux qui veulent ranger leurs effets. – 6. Court en France. – Se mouiller. Divinité. – 7. Victoria entre deux lacs. Etat, ville et golfe. – 8. Une femme qui ne nous fait pas rire. – 9. Seul de sa couleur. Qui a donc circulé. Fête étrangère.

Solution du problème n° 5338

Horizontalement

I. Mentales. Naples. – II. Ecarteler. Soupe. – III. Tu. Artaban. Isis. – IV. Erigé. Sac. As. S.A. – V. Oise. Atchinsk. – VI. Ré. Déniées. Oise. – VII. Al. Cétoine. – VIII. Salerai. Ale. Fil. – IX. Mu. Nuit. Bond. Ne. – X. Etonnée. Liard. – XI. Osée. Fer. Auge. – XII. Mues. Ibo. Agréé. – XIII. Are. Mœurs. – XIV. Issue. Ré. Aigues. – XV. Tristesse. Tu.

Verticalement

1. Météorisme. Main. – 2. Ecurie. Autours. – 3. Na. Is. Al. Osées. – 4. Tragédiennes. Ut. – 5. Atre. Rune. Mer. – 6. Let. An. Ale. Io. – 7. Elasticité. Bers. – 8. Sébacée. Fouet. – 9. Rachetable. – 10. Isoloir. Sas. – 11. As. An. Iéna. Is. – 12. Poisson. Dragage. – 13. Lus. Kief. Dur. – 14. Epis. In. Genet. – 15. Sésame. Lésée. Su.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 2 septembre 1990 :

DES DÉCRETS

– n° 90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeur des écoles ;

– n° 90-771 du 21 août 1990 relatif aux montants de la taxe perçue sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles au cours de la campagne 1990-1991.

UNE LISTE

– des candidats admis au titre du recrutement sur épreuves dans les écoles de formation de sous-officiers de l'armée de terre.

هكذا من الاصل

Quelles limitations de vitesse ?

Le premier ministre a confirmé, le 2 septembre, qu'il étudiait la possibilité d'*« abaisser les vitesses maximales autorisées en ville et sur les autoroutes »*, ce qui *« permettrait de réduire de plusieurs milliards la facture pétrolière, sauverait des vies humaines et limiterait sensiblement la pollution »*.

En ce qui concerne la sécurité routière, il est incontestable qu'une réduction des vitesses maximales autorisées apporterait une amélioration notable. L'hécatombe routière ne cède pas, et le nombre des victimes françaises de la route ne parvient pas à descendre durablement au-dessous de 10 500 par an, quand la RFA n'en déplore que 8 500. Et encore les statistiques françaises minimisent-elles de 10 % l'étendue du massacre ! La cause de cette dangerosité des routes françaises est connue : la vitesse excessive y est plus grande que dans les autres pays. La preuve en est que le recul du nombre des accidents (– 3,5 % depuis le début de l'année) s'accompagne d'une hausse de celui des tués (+ 2 %). La vitesse excessive figure parmi les causes de 45 % des accidents.

Les spécialistes estiment que, malgré l'impopularité des limitations de vitesse, il est indispensable de s'attaquer à la racine du mal. Ils se souviennent que c'est la première crise pétrolière et l'instauration des limitations de vitesse qui avaient permis, en 1973, d'arrêter la croissance du nombre des tués, culminant à près de 16 000 par an.

Cela posé, les intérêts de la sécurité routière sont un peu divergents par rapport à ceux des économies d'énergie. Ce sont les limitations de vitesse sur autoroute (par exemple, de 130 à 110 km/h) qui seraient les plus payantes en terme de carburant, mais elles permettraient d'épargner seulement quelques dizaines de vies. En revanche, ce seraient les réductions des vitesse sur route (de 90 à 70 km/h) et en ville (de 60 à 50 km/h) qui éviteraient des centaines de morts, mais elles économiseraient moins de pétrole.

Le gouvernement devra trancher entre ces logiques, mais assurément toute nouvelle réduction de vitesse sera bonne à prendre pour parvenir enfin à une conduite apaisée.

Al. F.

Les conséquences de la crise du Golfe

Le gouvernement espagnol prépare une nouvelle politique de rigueur

La crise du Golfe va contraindre le gouvernement espagnol à adopter *« une politique efficace de modération des revenus, des salaires et des prix »*. En faisant cette déclaration, le 31 août à la télévision, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a provoqué un beau tollé dans les milieux syndicaux. Le porte-parole du gouvernement avait déjà donné le ton en annonçant que le budget 1991 serait certainement, au vu des événements, *« plus dur et plus restrictif que prévu »*.

MADRID
de notre correspondant

Les responsables gouvernementaux ont-ils voulu annoncer de la sorte le début d'une nouvelle phase d'austérité ? Nombreux sont ceux qui l'ont compris ainsi, comme la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs), qui annonce sa *« volonté de s'opposer, par tous les moyens légitimes à notre portée, à toute tentative du gouvernement d'imposer aux travailleurs des sacrifices supplémentaires »*.

La formation Gauche unie (communiste) et la centrale Commissions ouvrières, qui lui est proche, ont accusé de leur côté le gouvernement d'avoir utilisé la crise du Golfe comme *« bouc émissaire »* pour *« imposer une politique de récession qui était déjà prévue »*. Quant à l'opposition conservatrice, elle a joint sa voix aux contestataires en affirmant que la croissance espagnole allait désormais montrer ses faiblesses dès lors que les vents avaient commencé à tourner.

La crise du Golfe survient à un mauvais moment pour le gouvernement. Certes, avec un PIB qui croît en moyenne de 5 % par an depuis 1988, l'économie espagnole se développe nettement plus vite que celle des pays voisins. Ce qui s'est traduit par une évidente *« surchauffe »* et par un *« dérapage »* croissant en matière d'inflation et de commerce extérieur, les deux talons d'Achille traditionnels de l'économie espagnole.

Ainsi, la hausse des prix, que les socialistes avaient réussi à réduire à 4,6 % en 1987, est remontée à 6,9 % en 1989. Pour la période comprise entre janvier et juillet de l'année en cours, le taux est déjà de 3,9 %. Quant à la balance des paiements courants, elle a enregistré un déficit de 10,5 milliards de dollars en 1989, alors qu'elle était encore en équilibre deux ans plus tôt. Et, durant les sept premiers mois de 1990, son déficit a encore augmenté de 24 % par rapport à la même période de l'année précédente. Aux mauvais résultats de la balance commerciale est venue s'ajouter la stagnation des revenus du tourisme, qui ont baissé (en pesetas) de 14 %.

Face à cette situation, les socialistes avaient mis en œuvre depuis 1989 une politique de refroidissement de l'économie. Mais la crise du Golfe risque maintenant d'obliger le gouvernement à se montrer plus expéditif. Car avec la hausse des prix du pétrole, ce sont une fois de plus l'inflation et le déficit extérieur qui risquent d'être concernés.

D'autant que l'économie espagnole apparaît à cet égard plus vulnérable que celle des pays voisins. 54 % de ses besoins énergétiques sont couverts par le pétrole, un pourcentage certes en baisse mais qui reste nettement plus élevé que la moyenne communautaire.

Le gouvernement veut apparemment éviter que, comme ce fut le cas dans le passé, la politique d'austérité, faute d'un contrôle suffisant des revenus, ne se traduise en fin de compte essentiellement par une forte hausse du chômage. Cela suppose de parvenir rapidement à un pacte de modération avec les interlocuteurs sociaux, visiblement réticents.

M. Gonzalez a souligné que la crise allait forcément avoir pour résultat une baisse de revenu global, et que, si certains cherchaient à la compenser par une hausse des salaires ou des bénéfices, l'emploi et la croissance en subiraient les conséquences. L'UGT, de son côté, a rétorqué que le gouvernement ne se souvenait des travailleurs que dans les phases difficiles. Le dialogue s'annonce donc peu aisé.

THIERRY MALINIAK

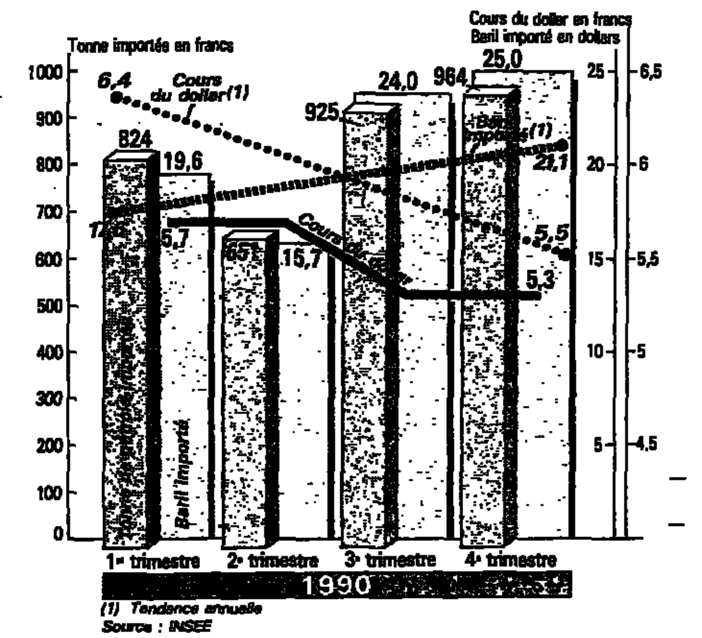
Hausses prévisibles des tarifs aériens de 5 % à 8 %

Afin de compenser l'augmentation des prix du carburéacteur, l'Association du transport aérien international (IATA), qui regroupe la quasi-totalité des compagnies aériennes, préconise des augmentations tarifaires comprises entre 5 % et 8 % pour les passagers. Ces hausses pourraient intervenir le 1er octobre prochain, sous réserve de leur approbation par les autorités de tutelle de chaque pays.

D'autre part, les compagnies desservant la région du Golfe ont décidé des augmentations tarifaires de 10 % à 12 % en raison du renchérissement des primes d'assurance pour les avions volant dans cette région à haut risque, depuis le 1er septembre

□ **Portugal : première hausse du prix de l'essence.** – Le gouvernement portugais, après avoir refusé toute hausse des prix de détail de l'essence depuis le début de la crise du Golfe, a finalement autorisé une augmentation. Celle-ci sera de 8 escudos par litre, le super passant à 145 escudos et le normal à 143 (100 Escudos valent 3,81 francs). Le gouvernement avait préféré attendre pour mieux saisir le comportement du marché, a déclaré le secrétaire d'Etat à l'énergie.

La baisse du dollar allège les prix pétroliers pour la France



Le graphique ci-dessus montre que, si l'économie française va payer son pétrole plus cher, sa facture sera allégée par la baisse du dollar contre le franc qui en 1990 devrait atteindre presque 15 %. Du coup la tonne de pétrole importé payée en francs augmenterait d'une année sur l'autre de moins de 3 %, c'est-à-dire beaucoup moins que la hausse du baril en dollars qui serait, elle, de 20 %.

Une situation économique difficile

La douloureuse recomposition syndicale à l'Est

Les changements politiques qui sont intervenus en URSS et en Europe de l'Est ont eu également des conséquences sur le mouvement syndical. Des syndicats officiels se sont transformés ou ont disparu, des syndicats indépendants sont apparus ou se sont développés. Une recomposition d'autant plus douloureuse qu'elle a été plus imposée aux intéressés que spontanée... et qu'elle se produit sur fond de crise économique, voire d'incertitudes politiques.

L'événement est passé quasiment inaperçu mais il était pourtant hautement symbolique : en mai dernier, le comité exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), créée en 1949 en pleine guerre froide pour regrouper les syndicats social-démocrates et anticommunistes, a accepté l'affiliation, sans aucune opposition déclarée de ses membres (dont l'AFL-CIO américaine), de la Confédération des syndicats de Tchécoslovaquie (CKOS). Une affiliation d'autant plus étonnante par sa rapidité, compte tenu de la prudence habituelle de la CISL, que la CKOS est née de la transformation de la centrale communiste officielle ROH...

L'histoire du changement syndical en Tchécoslovaquie est en effet exemplaire. Lors de la « révolution de velours », en novembre 1989, des *« comités de grève »*, animés par des militants du Forum civique, jouèrent un rôle important tandis que ROH se trouvait en état de désagrégation. Plutôt que de créer une nouvelle centrale, les responsables de ces comités choisirent d'investir ROH pour la transformer de l'intérieur en organisation indépendante et « démocratique ». Présentant des candidats dans les élections des 28 000 organisations de base, ils obtinrent de nombreux élus et prirent ainsi le pouvoir au sein de la confédération communiste, en récupérant ses adhérents (6 millions), ses structures et ses biens. Revanche du printemps de Prague ou conséquence de la perestroïka ?

Au pays de la glasnost, les syndicats ont longtemps donné le sentiment de freiner les réformes, en voyant dans une économie de marché, même « régulée », une menace pour l'équilibre social (augmentation des prix, développement du chômage). Ephémère président du Conseil central des syndicats soviétiques (VZSPS) de mai à juillet 1990, M. Guennadi Yanaev, moins conservateur que son prédécesseur, parlait d'une attitude d'*« opposition constructive »* face au gouvernement.

En octobre, le VZSPS, qui revendique 142 millions de membres, principalement grâce à la distribution des bons de logement, d'alimentation et de vacances, tiendra un congrès extraordinaire où il devrait se transformer en « Confédération des syndicats indépendants de l'URSS ». *« Les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux pourront s'organiser en tendances, liquidant ainsi le principe du centralisme démocratique »*, avait indiqué M. Yanaev. Les réformes s'annoncent importantes puisqu'il s'agirait de rejeter le rôle dirigeant du Parti communiste, toujours inscrit dans les statuts, et d'affirmer l'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques, le principal but affiché étant de défendre – classiquement – les intérêts des salariés. Le VZSPS pourrait même restituer à l'Etat certaines fonctions sociales comme le paiement des pensions ou des allocations de maladie.

Des syndicats dépassés ou contestés

Vrai changement ou fausse mutation ? Les syndicats officiels sont apparus dépassés, voire contestés, dans bien des conflits sociaux, notamment lors des grèves de mineurs d'août 1989. Encore aujourd'hui, ils constituent des poches de résistance à toute velléité de réforme économique. Lors du dernier congrès du Parti communiste, M. Yanaev ne s'est-il pas plaint, avant d'accéder, sans être remplacé, au bureau politique, de voir le PC abandonner *« la classe ouvrière à toutes sortes de gens qui poursuivent des objectifs politiques plus que douteux »* ?

Mais la concurrence des syndicats indépendants est faible. Même si Sotsprof (Union des syndicats socialistes de l'URSS), implanté chez les mineurs mais aussi les ingénieurs et les travailleurs agricoles, revendique 20 000 membres et si plusieurs centaines de syndicats indépendants ont constitué, en avril, une Confédération du travail... Une éventuelle accélération de la perestroïka déstabilisera-t-elle davantage VZSPS ou lui permettra-t-elle de regrouper les mécontents, aujourd'hui les victimes de la crise économique et sociale, demain les déçus des réformes ?

En Hongrie, l'implantation des syndicats indépendants est plus forte et plus ancienne. Elle a précédé le changement politique et c'est en décembre 1988 que la Ligue démocratique des syndicats indépendants (FSzDL) a été constituée. Elle aurait aujourd'hui environ 80 000 adhérents. Du côté des syndicats officiels, le Conseil central des syndicats (SZOT) s'est engagé sur la voie d'une rénovation avant de se transformer en une nouvelle confédération (MSzOS), revendiquant 3,6 millions d'adhérents. Elle semble s'inspirer du modèle syndical scandinave et se déclare indépendante de tout parti politique, même si nombre de ses dirigeants restent liés à l'ancien Parti communiste, devenu Parti socialiste hongrois. Déjà, elle a quitté la Fédération syndicale mondiale (FSM) et cherche à se rapprocher de la CISL et de la confédération européenne des syndicats (CES).

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 22

Un sondage de « la Tribune de l'Expansion »

Les chefs d'entreprise inquiets mais sereins

Pour une majorité de chefs d'entreprise, la crise du Golfe ne devrait pas conduire à une remise en cause de leurs projets, selon un sondage réalisé par la Sofres et publié par *la Tribune de l'expansion* le lundi 3 septembre (317 dirigeants interrogés du 24 au 28 août). Une proportion de 55 % ne remettra en cause *« aucun projet »*. Toutefois 27 % réviseront leurs projets d'investissement et 18 % leurs perspectives d'embauche.

Malgré ces preuves de confiance, 28 % des patrons estiment que la crise va provoquer dans l'économie française des problèmes *« très importants »* et 63 % des problèmes *« assez importants »*. Parmi eux 70 % redoutent une hausse des coûts de l'énergie, 48 % un ralentissement général de l'activité et 47 % une hausse des prix. Dans ce dernier cas, ils seront 67 % à répercuter dans le prix de leurs produits la hausse des coûts.

Au conseil des ministres

M. Curien et M. Fauroux proposent une augmentation des aides à l'innovation dans les entreprises

Suite au conseil des ministres du 29 juin dernier qui préconisait d'accentuer les programmes technologiques pour ramener à l'équilibre le solde des échanges industriels, MM. Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et Fauroux, ministre de l'industrie, devaient présenter, lundi 3 septembre au conseil des ministres, un bilan de leur politique de développement technologique de l'industrie française.

Les entreprises françaises investissent trop peu dans la recherche, et les pouvoirs publics, préoccupés par la réussite de grands programmes technologiques, ne leur consacrent pas une part suffisante de leur crédit. Ces deux faiblesses de la recherche francaise sont régulièrement soulignées. *« Il importe d'améliorer la productivité de nos entreprises en rattrapant notre retard dans les technologies du quotidien »*, rappelait ainsi récemment M. Yves Farge, directeur de la recherche de Pechiney et président de l'intergroupe Recherche et Technologie du dixième Plan (*le Monde* du 1er août 1990). En présentant un bilan de leur politique de développement technologique, MM Curien et Fauroux ont cherché à corriger cette image. Depuis deux ans, les crédits affectés à la recherche industrielle et au développement technologique ont crû de 14 %, soit deux fois plus que l'ensemble de l'enveloppe recherche. Et cette tendance devrait se poursuivre.

Pour venir en aide aux PMI, le budget de l'Anvar (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) devrait continuer de croître : le projet de loi de finances prévoit une augmentation de sa dotation de 150 millions de francs en 1991 soit un accroissement de 60 % en trois ans. L'agence offrira un soutien accru aux petites entreprises dans la recherche de partenaires étrangers et le montage de projets Eurêka. Le crédit d'impôt recherche pourrait être élargi : son plafond devrait être relevé, et son assiette pourrait intégrer les dépenses d'informations scientifique et techniques (achat de documentation, interrogation de banques de données, etc.). Les mesures visant à aider les PMI à mieux utiliser les nouvelles technologies seront aussi étendues : qu'il s'agisse de Puce pour la microélectronique, Logic pour la diffusion de l'informatique industrielle, ou Puma pour les nouveaux matériaux.

De nouveaux « grands projets stratégiques » devraient être annoncés dans les mois à venir : après le TGV de la troisième génération et le moteur propre lancés respectivement fin 1989 et début 1990, l'usine propre dans les industries agro-alimentaires et la sécurité automobile seront mises sur pied d'ici à la fin de l'année. Des projets dans le domaine de la biochimie, du traitement des eaux et de l'informatique (soutien au programme de recherche et développement de Bull) sont prévus pour 1991.

A. K.



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Suspension du programme de réformes

La détérioration de l'économie des Philippines inquiète les milieux financiers japonais

L'économie des Philippines va mal et la détérioration de la situation inquiète en particulier les milieux financiers japonais, qui ont pratiquement dépassé leurs homologues américains comme premiers bailleurs de fonds. La suspension du programme de réformes économiques annoncée brusquement, jeudi 30 août, par la présidente Aquino est symptomatique des atermoiements, sinon de la paralysie, d'un gouvernement affaibli.

TOKYO

de notre correspondant

La série d'attentats de ces deux dernières semaines, prélude peut-être à un nouveau putsch et créant en tout cas un climat d'instabilité, les effets négatifs de la crise au Proche-Orient, le protectionnisme des milieux d'affaires et la crainte de troubles sociaux consécutifs à une très probable augmentation du prix de l'essence, que pourraient exploiter les militaires rebelles, ont fait capituler Mme Aquino, deux jours avant l'entrée en vigueur, le 1er septembre, de mesures d'abaissement des tarifs douaniers.

Le programme de réformes mis au point par le secrétaire aux finances, M. Jesus Estanislao, avait été approuvé par la présidente le 16 juillet. Il visait notamment une réduction des tarifs douaniers et un abaissement des taux d'intérêt (le loyer de l'argent est de l'ordre de 25 %). Une rupture quasi « historique » avec la tradition protectionniste qui sévit dans ce pays, considérée par le Fonds monétaire international (FMI) comme l'un des principaux obstacles à son développement. L'abaissement des barrières tarifaires visait à inciter les industriels à renforcer leur compétitivité et à engager des Philippines sur la voie suivie par les autres pays de la région. Cette initiative avait soulevé une levée de boucliers des milieux d'affaires, l'opposition du Congrès et divisé le cabinet.

Déjà durement touchée par le tremblement de terre de juillet, puis par les effets négatifs de la crise au Proche-Orient, qui se traduira pour les Philippines par une facture pétrolière plus lourde et un manque à gagner en termes de devises rapportées par ses travailleurs immigrés dans le Golfe (dont 50.000 sont bloqués en Irak), l'économie a commencé à piquer du nez.

La crise aura aggravé une situation qui allait déjà en se détériorant : le taux de croissance a été ramené de 6 % à 3,8 %, l'inflation galope vers les 15 % (actuellement 13,7 %), et le déficit commercial s'accroît. Il sera vraisemblablement de 3 milliards de dollars à la fin de 1990. Quant au déficit de la balance des paiements, il devait atteindre 300 millions de dollars, mais il sera sans doute près du double.

Le déficit budgétaire enfin pourrait atteindre cette année 2,9 milliards de dollars, soit le double de l'objectif fixé par le FMI. Etant donné que 40 % des recettes budgétaires sont consacrées au service de la dette, le gouvernement a peu de marge de manœuvre.

La détérioration de la situation économique a relancé le débat sur la dette extérieure (26 milliards de dollars, l'une des plus importantes du monde). Depuis son accession au pouvoir, Mme Aquino est critiquée pour son souci d'assumer la charge d'une dette héritée en grande partie du régime corrompu des Marcos afin de ne pas entamer le crédit des Philippines à l'étranger. Sa ténacité a provoqué bien des polémiques.

Le cardinal Jaime Sin, chef de la puissante Eglise catholique philippine, est récemment intervenu sur la question pour souligner le caractère *« immoral »* de la charge de cette dette. A la suite du tremblement de terre, le gouverneur de la Banque centrale, M. Jose Cuisia, avait obtenu des Etats-Unis et du Japon des aménagements du service de la dette. Il devra vraisemblablement demander un nouvel effort aux créanciers des Philippines avant la réunion du FMI à la fin septembre. Mais ils risquent d'être moins bien disposés.

PHILIPPE PONS

Offensive des industriels nippons au Vietnam

Le rapprochement entre Hanoï et Washington encourage les Japonais à opérer un retour prudent au Vietnam. Quasiment absents de la péninsule indochinoise depuis quinze ans, les milieux d'affaires nippons s'intéressent désormais à ce qu'ils nomment le « dernier marché intouché de l'Asie du Sud-Est », source, en outre, de matières premières et de main-d'œuvre.

TOKYO

de notre correspondant

Les industriels japonais sont encouragés par les initiatives diplomatiques de leur pays dans la région, dont témoignent la conférence de Tokyo sur le Cambodge en juin, et la visite qu'effectue actuellement à Hanoï et à Rangoun M. Michio Watanabe, personnalité montante du parti libéral-démocrate, qui a pris la tête de l'ex-faction Nakasone.

Au cours des cinq premiers mois de cette année, le montant des échanges nippo-vietnamiens a doublé (350 millions de dollars). Les ventes nipponnes (matériel électrique et machines agricoles) ont augmenté de 85 % tandis que les exportations vietnamiennes, constituées à 60 % par du pétrole, doublaient.

Dans le passé, afin de ne pas se démarquer de l'ostracisme des Etats-Unis à l'égard de Hanoï, les milieux d'affaires japonais agissaient au Vietnam par l'entremise de sociétés-écrans. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : un certain nombre d'entreprises ont déjà ouvert des bureaux à Hanoï ou s'apprêtent à le faire.

Le quatrième investisseur

Récemment, Meiwa Trading, qui fait partie du groupe Mitsubishi, a installé une représentation au Vietnam. Meiwa a un long passé vietnamien : elle importe depuis 1955 du charbon au Japon et a longtemps approvisionné en riz thaïlandais le Vietnam : depuis que ce pays est devenu exportateur de riz, Meiwa prospecte pour lui des marchés en Amérique latine. Son homologue Kanematsu a demandé l'autorisation d'ouvrir des représentations à Hanoï et à Ho-Chi-Minh-Ville.

Longtemps, Nissho-Iwai fut la seule des grandes maisons de commerce nipponnes à traiter avec le Vietnam. Ce n'est plus le cas : le géant Mitsubishi, qui importe déjà le pétrole vietnamien, est non seulement présent, mais entend se lancer également dans l'exploration pétrolière.

Selon les statistiques vietnamiennes, le Japon est le quatrième investisseur au Vietnam après la France, la Grande-Bretagne et la Belgique. Ses six projets se chiffrent à 71 millions de dollars. Nakamura et Daimaru vont bientôt commencer à produire des engrais à partir des os de bétail. Le Vietnam pourrait ainsi devenir une autre source d'approvisionnement pour le Japon : actuellement, ce type d'engrais provient essentiellement de Thaïlande et de Chine.

Des fabricants de prêt-à-porter, tel que Hikosen, s'implantent également en vue d'exporter leur production. La maison de commerce Tomen, pour sa part, a investi 40 milliards de yens dans une entreprise conjointe nippo-vietnamienne dans la production de matières premières pour les adhésifs.

Bien que, pour l'instant, le gouvernement reste prudent, il envisage sérieusement de rétablir son aide économique à Hanoï. Théoriquement, ce retour des Japonais au Vietnam pourrait ouvrir la voie à des projets de coopération avec la France.

PHILIPPE PONS

Japan Air Lines veut placer des actions sur le marché européen

Japan Air Lines (JAL) se porte bien, ainsi qu'en témoigne l'augmentation de 14,9 % de ses recettes en 1990, même si le bénéfice net consolidé avec 638 millions de francs est en retrait de 12,3 % par rapport à l'exercice précédent pour des raisons de modification de l'affectation des amortissements. La vitalité de la compagnie nationale devenue privée est attestée par la création de deux cent six filiales en trois ans, la commande de cinquante-quatre Boeing-747 et la prise de participations dans le capital d'Air New Zealand ou du transporteur rapide de plis DHL.

Pour financer son développement, mais aussi pour s'assurer un tour de table international stable, la compagnie nippone a décidé de procéder à une introduction de son capital sur une ou plusieurs places boursières européennes. Avant de décider du lieu et du montant de cette introduction, l'état-major de JAL vient de préparer le terrain en rencontrant à Paris, Londres, Francfort et Zurich des investisseurs institutionnels éventuels et des analystes financiers. A Paris, la délégation était conduite par M. Susumu Yamaji, ancien président de Japan Air Lines devenu vice-président chargé de la stratégie.

La douloureuse recomposition syndicale à l'Est

Suite de la page 21

Se défiant tant de la Ligue, trop « politisée », que de MSzOS, trop marqué par l'ancien régime, le Forum de la Coopération affirme regrouper 500 000 salariés, notamment dans les services publics. Un pluralisme souvent conflictuel...

En Roumanie, la Confédération générale des syndicats roumains (GTUC) a été victime du même phénomène de désagrégation que le Parti communiste à la fin décembre 1989. La GTUC s'est dissoute et transformée en Union des syndicats libres (UFTU)... mais celle-ci a repris les biens et le personnel de l'ancienne organisation, sans qu'il y ait de renouvellement important de l'équipe dirigeante. Dans ce contexte délicat, le syndicalisme indépendant se fraye péniblement son chemin : la Confédération libre et indépendante Fratia, plutôt oppositionnelle, revendique pourtant 800 000 adhérents face aux 2 millions de l'organisation officielle.

Le « démantèlement du communisme »

En Bulgarie, le syndicat officiel, le Conseil central des syndicats bulgares (CCSB), qui revendique 3,6 millions d'adhérents, s'est mué, fin décembre 1989, en Confédération des syndicats indépendants (CSIB), brisant officiellement au passage ses liens avec le Parti communiste. En février 1989, des intellectuels ont lancé un syndicat indépendant appelé Podkrepa (Soutien), qui a placé au rang de ses objectifs le *« démantèlement du communisme »*. Jouant un rôle au sein du mouvement d'opposition, l'Union des forces démocratiques, Podkrepa, désormais implanté chez les ouvriers, annonce 400 000 adhérents. Elle a demandé son affiliation à la fois à la CISL et à la Confédération mondiale du travail (CMT), d'origine démocrate-chrétienne, comme l'avait fait Solidarité.

Alors qu'en Pologne Solidarité apparaît syndicalement en perte de vitesse et que le syndicat communiste OPZZ relève la tête en capitalisant le mécontentement face aux hausses des prix et au développement du chômage, la confédération communiste est-allemande FDGB, après avoir tenté de faire peau neuve, s'est auto-dissoute. Mais elle a maintenu des fédérations de branches tandis que les syndicats de RFA, comme l'IG Metall dans la métallurgie, installent des bureaux d'information en RDA. Le DGB ouest-allemand et ses fédérations tentent ainsi une véritable OPA sur les syndicats est-allemands en invitant leurs adhérents à les rejoindre. Mais, comme en Pologne, d'anciens syndicats communistes peuvent jouer sur la peur de la réunification, déjà entretenue par l'explosion du chômage, et d'éventuels troubles sociaux pour tenter de renaître.

MICHEL NOBLECOURT

EMPLOI

Selon une enquête de l'INSEE

Un tiers des femmes ont vu leur vie professionnelle perturbée par un événement familial

Seules 19 % des femmes ayant exercé une activité salariée durant plus de trente ans ont progressé dans la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles alors que, dans le même temps, 52 % des hommes ont eu une évolution de carrière positive. Selon les résultats d'une enquête de l'INSEE diffusée lundi 3 septembre, 40 % des 19 600 personnes interrogées qui ont débuté dans un emploi salarié non agricole ont fini plus haut qu'elles n'avaient commencé en ayant traversé une large période de croissance et de plein emploi.

Cette inégalité de traitement entre les hommes et les femmes s'explique notamment, indique l'INSEE, par le fait que 68 % des femmes ont vu leur vie professionnelle perturbée par un événement familial ayant entraîné une interruption d'activité, un passage à temps partiel voire un changement d'établissement. Seuls 23 % des hommes ont subi de tels avatars.

Tandis que la naissance d'un enfant et le mariage sont les deux principaux freins à la carrière des femmes, la maladie et l'accident sont à l'origine de la stagnation de celle des hommes. Il apparaît, de surcroît, que les femmes ont plus souvent débuté que les hommes dans des emplois peu qualifiés et peu propices aux promotions. D'une façon générale, les deux tiers des salariés interrogés n'ont franchi qu'un seul échelon dans la hiérarchie : d'ouvrier non qualifié à ouvrier qualifié, d'employé à profession intermédiaire, de profession intermédiaire à cadre...

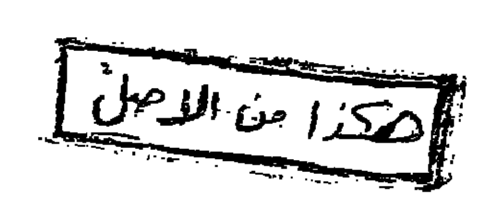
A peine un quart des salariés ont franchi deux échelons ou plus. *« Plus on débute bas*, ajoute M. Pierre Laulhé, auteur de l'enquête, *plus les passages à un groupe de niveau supérieur sont fréquents. »* Tandis que dans la fonction publique les militaires et les agents de bureau ont bénéficié des plus belles promotions, les déroulements de carrière les plus porteurs dans le secteur privé sont le fait des ouvriers qualifiés de l'industrie et des employés administratifs. C'est le cas notamment dans les banques où la moitié des employés ayant démarré dans les services techniques ou les guichets étaient devenus cadres en 1989. De même, dans l'industrie, les ouvriers qualifiés exerçant dans les secteurs de l'énergie et des biens d'équipements ont particulièrement bénéficié de promotions. Les anciens apprentis ont, pour leur part, privilégié l'installation à leur compte, deux tiers d'entre eux se retrouvant artisans en 1989.

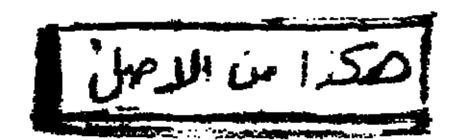
V. D.

EN BREF

□ **Mort du financier australien Holmes à Court.** – Le financier australien M. Holmes à Court, qui fut avant le krach d'octobre 1987 l'homme le plus riche d'Australie, est décédé dimanche d'une crise cardiaque à l'âge de cinquante-trois ans. A son apogée, sa fortune avait été estimée à 1,3 milliard de dollars australiens (6,24 milliards de francs). Il détenait, entre autres, 28 % de Broken Hill Proprietary (BHP), la plus importante firme autralienne. Mais après octobre 1987 il avait été contraint de vendre sa holding Bell Group à son principal rival, l'autre géant des affaires australien, M. Alan Bond. Il s'était depuis consacré à des affaires plus liées à ses passions personnelles comme les œuvres d'art et les courses de ses chevaux.

□ **Manifestation anti-TGV à Barbentane (Bouches-du-Rhône).** – Un millier de manifestants ont envahi les voies ferrées, samedi 1er septembre, à Barbentane (Bouches-du-Rhône) pour protester contre le projet de TGV Paris-Marseille. Ils ont perturbé la circulation des trains pendant quelques heures. Le trafic est redevenu normal en fin de soirée.





COMMUNICATION

Clôture de l'université d'été de Carcans-Maubuisson

Retrouvailles franco-allemandes autour de la télévision haute définition

Eclectique, la onzième université d'été de la communication qui s'est achevée vendredi 31 août, a réuni une fois encore ministres, industriels et professionnels. L'occasion, une nouvelle fois de faire cohabiter les mondes les plus différents. De ce représentant de la télévision des Açores venu pour la première fois confronter son expérience à celle des autres télévisions régionales européennes *aux représentants des plus* grandes entreprises de haute technologie.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

Oublié, le découragement du printemps. Dépassés, les atermoiements, les craintes et les soupçons. Le pessimisme n'est plus de mise et MM. Roger Fauroux et Paul Quilès, venus conclure vendredi 31 août les travaux de la onzième université d'été de la communication, ont pu dire leur *«confiance»* et leur *«satisfaction»*. L'Europe fait de nouveau bonne figure dans la compétition mondiale qui l'oppose au Japon pour le développement de la télévision haute définition.

Rappelé par le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, l'importance de l'enjeu a sans doute pesé lourd dans ce nouveau sursaut européen. D'ici l'an 2000 – c'est demain, – *«la télévision du futur devrait représenter pour les industriels de l'électronique grand public un marché de 10 à 15 milliards de dollars»* (de 52 à 78 milliards de francs). Des chiffres qui pourraient encore quadrupler les cinq années suivantes, puisqu'il s'agit, rien de moins, que de remplacer à terme un parc mondial de 760 millions de téléviseurs. Et cet énorme marché devrait lui-même servir de locomotive à celui tout aussi crucial des composants électroniques – les fameuses «puces», – dont il doit absorber une part croissante de la production (*le Monde* du 5 août 1989).

Pour réussir leur pari et contenir la formidable offensive japonaise, les Européens doivent absolument avoir la maîtrise des trois maillons – production, transmission et réception – qui constituent l'ensemble de la filière de la haute définition. Trois maillons dont les deux ministres et les industriels qui les entouraient ont pu constater qu'ils étaient à nouveau *«en voie de consolidation»* après les incertitudes du printemps et de l'été.

Transition en douceur

Côté transmission, c'est la certitude aujourd'hui que la norme D2 MAC mise au point par les Européens pour permettre une transition en douceur entre les actuels systèmes Pal-Secam et la future norme de télévision haute définition européenne HD-MAC, n'est plus remise en cause par les industriels et diffuseurs allemands (*le Monde* du 21 avril). *«Je suis désormais convaincu,* a ainsi déclaré M. Quilès, *que nos partenaires d'outre-Rhin partagent maintenant nos vues et considèrent la réussite du D2 MAC comme une étape indispensable pour la réussite de la haute définition européenne. Les Allemands sont aujourd'hui décidés à investir et des rencontres entre responsables et industriels ont lieu pour définir les voies d'un développement rapide de cette norme.»*

Ce revirement pourrait être d'autant plus durable et solide qu'il ne serait pas sans contre-partie. Bonn, qui souhaitait lors du sommet franco-allemand d'avril dernier, voir modifier le «bouquet» de programmes choisi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour les satellites TDF 1 et TDF 2, pourrait bien obtenir satisfaction. Aux chaînes cryptées et payantes retenues par les Français (Canal Plus, Canal Enfant, France Sport, etc.), les Allemands préféraient *«des programmes attractifs avec une prépondérance de programmes en clair»* (*le Monde* du 28 avril). *«La décision de faire monter une chaîne tout public sur le système satellite TDF 1-TDF 2 sera prise prochainement»*, a assuré pour la première fois à Carcans-Maubuisson le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace. Première, le programme en langue allemande de Canal Plus devrait en effet libérer un canal qu'Antenne 2 pourrait bien occuper. La préemption d'un canal satellite par le gouvernement pour la chaîne publique est en effet aujourd'hui fortement envisagée, même si l'on cherche encore le moyen de ménager la susceptibilité du CSA.

Décisives, ces retrouvailles franco-allemandes prennent d'autant plus de relief qu'elles s'inscrivent dans un contexte technologique lui-même plus favorable. Hier encore décriés, satellites et câble devraient désormais permettre la pénétration sur le marché du D2 MAC. Le lancement réussi de TDF 2 dote aujourd'hui la France du premier *sytème complet* et opérationnel de télédiffusion directe (*le Monde* du 16 août). Les réseaux câblés vont également être aménagés. *«Dès septembre 1990,* a annoncé M. Quilès, *ce sont trois canaux du réseau de Rouen qui devraient être aménagés. Au premier semestre 1991, ce sont neuf canaux du réseau parisien qui devraient l'être»*. Et les autres réseaux câblés devraient suivre.

Enfin, la promotion du D2 MAC devrait recevoir un coup de pouce supplémentaire avec la tenue à l'initiative du ministre d'une première réunion de concertation entre opérateurs du câble et du satellite, le 11 septembre prochain. *«Il nous faut désormais savoir de quelle façon nous allons financer les campagnes de promotion de la nouvelle norme,* a déclaré le ministre. *Nous devons être en mesure de répondre aux interrogations des téléspectateurs.»*

Au volontarisme des pouvoirs publics, répond également celui affiché par les deux groupes industriels européens de l'électronique grand public, Thomson et Philips. *«Nos progrès techniques sont tout à fait significatifs»*, a ainsi affirmé à Carcans-Maubuisson M. Bernard Isautier, qui doit prendre les commandes de Thomson Consumer Electronics le 23 septembre prochain. Il a notamment annoncé la présentation en octobre prochain à Berlin du premier téléviseur au format *16/9* (celui du cinéma), non seulement équipé de la norme D2 MAC mais aussi compatible avec la future norme de télévision haute définition *européenne HD-MAC*.

« Des progrès considérables »

Philips de son côté devait confirmer *«la priorité absolue que constitue la haute définition»* pour la firme d'Eindhoven malgré ses redoutables difficultés économiques. *«Je confirme solennellement que notre alliance avec Thomson ne sera pas remise en cause»*, a ainsi déclaré M. Peter Groenenboom, responsable du comité haute définition de la société néerlandaise. Philips investira donc comme prévu 11 milliards de francs aux côtés des 9 milliards que Thomson consacrera à cette aventure (le français bénéficiant lui d'une aide publique de 3 milliards comme l'a confirmé M. Fauroux).

Reste quand même, comme l'ont unanimement confirmé les participants à l'université d'été, à ne pas refaire les erreurs commises lors du lancement du plan câble. *«L'argent ne doit pas aller uniquement au tuyau, mais aussi aux programmes. Faute de quoi, l'essor du D2 MAC puis de la télévision haute définition rencontrerait les mêmes déboires.»* La création de Vision 1250, un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) réunissant seize sociétés européennes, constitue une première réponse en ce domaine.

Mais la *priorité* accordée *par* ce regroupement aux retransmissions en direct n'est pas du goût de tout le monde. Et notamment pas de celui des producteurs de programmes audiovisuels qui estiment nécessaire la constitution de stocks de programmes durables – des fictions essentiellement. Aussi ont-ils demandé par la voix de M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA), des aides pour multiplier les *tournages en format cinéma*. Par sa qualité, ce dernier est en effet le seul à pouvoir être transféré à l'avenir sur un support haute définition.

«Les progrès sont considérables, devait ainsi noter M. Michel Carpentier, responsable à la Commission de Bruxelles de ce secteur. *Il faut encore les consolider.»*

PIERRE-ANGEL GAY

Une télévision locale perdue dans l'Atlantique

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

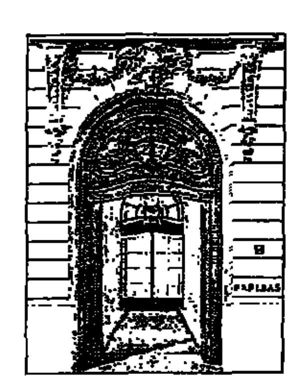
«Pour survivre, la télévision régionale doit renoncer aux clichés folkloriques et aux reportages chromos. Elle doit n'avoir qu'un objectif : la qualité. Cela seul lui permettra de résister à la concurrence des grandes chaînes nationales, voire de gagner le public de Lisbonne, Madrid ou Paris dont les habitants ne sont souvent que des provinciaux fraîchement installés !» Applaudi, approuvé, ce langage conquérant n'émane pas de l'un de ces responsables de télévision métroplitaine qui se succèdent à l'université d'été. Il est du plus inattendu des interlocuteurs. De José Maria Lopes de Araujo, le directeur du centre régional des Açores de la RTP, la radio-télévision portugaise.

Car, de concurrence, pour l'heure José Maria Lopes de Araujo, n'en connaît pas. Isolées au cœur de l'Atlantique, les Açores sont trop éloignées des côtes pour recevoir les télévisions d'Europe, d'Afrique ou d'Amérique. Même les satellites les délaissent, tournés qu'ils sont vers les continents. Aussi, les 250 000 habitants des îles – la plus petite n'en abrite pas 240 – – ne reçoivent-ils qu'un programme conçu dans leur capitale, San Miguel, grâce aux cassettes expédiées depuis Lisbonne par la RTP, les informations nationales transitant quotidiennement par satellite.

Créé en 1975, employant 120 personnes, le centre régional des Açores dispose annuellement de 40 millions de francs de budget et de deux petits studios complémentaires installées à Terceira et à Faial. *«Notre force, c'est l'information locale,* précise José Maria Lopes de Araujo, *avec nos deux éditions quotidiennes et nos magazines hebdomadaires. Notre originalité, c'est de disposer d'un centre régional de production capable de réaliser de la fiction. De qualité»*, ajoute-t-il, fidèle à son credo. De qualité et susceptible – les faits l'ont prouvé – de conquérir et de fidéliser les gens de Lisbonne bien qu'elle soit tournée uniquement avec des acteurs amateurs.

«Il n'est plus grand danger, pour une télévision régionale, que de se couper du monde extérieur. Rien n'est pire que le monopole», déplore le directeur du centre régional des Açores, qui se rassure en pensant que les satellites de télévision ne sauraient ignorer ses îles très longtemps. A lui alors de résister *«à la tentation de copier les chaînes commerciales. La télévision régionale,* conclut-il, *est l'une des formes les plus abouties des valeurs du service public.»*

P.-A. G.



Madame, Monsieur, Actionnaires de Paribas,

La crise du Moyen Orient n'a laissé à l'écart aucune place financière dans le monde, et sur toutes les bourses la grande majorité des titres cotés ont baissé.

Le cours de l'action Paribas a suivi cette baisse. Il convient cependant de relativiser l'impact direct sur votre société des événements d'Irak et du Koweit. Paribas en effet n'est installé dans aucun de ces deux pays et ses engagements sur l'Irak et sur le Koweit sont d'un montant négligeable. Sur l'ensemble des pays du Moyen Orient qui peuvent être affectés par la crise nos engagements sont limités et maîtrisés.

Par ailleurs, la baisse des marchés boursiers a affecté le portefeuille des valeurs cotées du groupe Paribas. De ce fait la valeur d'actif net estimée de l'action Paribas, calculée comme d'habitude sans prendre en compte les éléments de fonds de commerce ni le résultat de l'exercice en cours s'établit, le 27 août 1990, à 690 Francs par titre (contre 740 Francs au 1er août 1990). Cette baisse n'est que de 7 %, les autres éléments d'actif détenus par le groupe n'étant pas affectés par la baisse de la bourse.

Madame, Monsieur,

Le cours de bourse actuel (475 Francs le 27 août 1990) fait donc ressortir une décote de plus de 30 % par rapport à cet actif net estimé.

La crise du Moyen Orient marque-t-elle le début d'une période durablement difficile pour l'économie mondiale ? Nul ne peut le dire pour l'instant mais si tel était le cas, Paribas, une fois de plus dans son histoire, adapterait sa stratégie et son dispositif pour y faire face.

S'appuyant sur la diversité des métiers exercés par le groupe dans une cinquantaine de pays, sur la qualité de ses équipes et la solidité de sa situation financière, Paribas est bien armé pour aborder l'avenir.



Paribas Actionnariat - 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.
Tél. : (1) 42.98.17.88.

ULYSSE

LA CAISSE AUTONOME DE REFINANCEMENT LANCE DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES A TAUX FIXE

■ La Caisse Autonome de Refinancement, filiale à 100 % de la Caisse des dépôts et consignations, est spécialisée dans la mobilisation de créances à moyen et long terme.

■ La CAR gérait, au 30 juin 1990, un encours de créances de près de 25 milliards de francs dont 83 % garantis par l'Etat français.

■ La CAR s'est vu accorder pour ses émissions antérieures la note Aaa par Moody's Investors Service et AAA par S & P ADEF.

1.000.000.000 F
CAR 10,50 % mars 2002

Durée : 11 ans et 169 jours
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 2002
Taux nominal : 10,50 %
Taux actuariel brut : 10,64 %
Nominal : 5 000 F

Avec au choix du souscripteur

■ Prix de souscription : 5 231 F dont prix d'émission : 4953,85 F intérêts courus : 277,15 F	■ Prix de souscription : 5 000 F
■ Premier coupon : 525 F	■ Premier coupon .283 F
■ Assimilation : le 19 septembre 1990 à l'emprunt CAR 10,50 % mars 2002	■ Assimilation : le 5 mars 1991 à l'emprunt CAR 10,50 % mars 2002
■ Jouissance : 12 mars 1990	■ Jouissance : 17 septembre 1990

Règlement : 17 septembre 1990

Lieux de souscription :
Banques, Caisses d'Épargne Écureuil, Poste et Trésor Public.

Une note d'information VISA COB n° 90-346 du 28.08.1990 peut être obtenue sans frais sur demande - BALO du 03.09.1990



LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAR - SA AU CAPITAL DE 100 000 000 F - RCS PARIS B 562127704 - 2, Square de Luynes, 75007 Paris - Tél. (1) 45.48.15.20



2e ANNEE

Informations financières, rapports annuels, assemblée générale des actionnaires, publicité financière, le monde change.

La communication financière occupe une place prépondérante dans l'activité des entreprises à vocation internationale.

Aussi, LE MONDE a créé les ECUS OR de l'Image Financière Internationale pour récompenser les entreprises qui se sont particulièrement distinguées dans ce domaine.

En 1989, pour la première année, le prix a été attribué à SAINT-GOBAIN.

En 1990, un prix sera attribué pour chacun des secteurs d'activités suivants :

- banques, assurances, établissements financiers
- grandes entreprises, industries et autres services
- petites et moyennes entreprises, industries et autres services.

Le grand prix récompensera la meilleure communication internationale.

Si vous avez communiqué en 1990 vers les places boursières et les investisseurs étrangers vous pouvez concourir, quelle que soit la taille de votre entreprise.

Pour recevoir un dossier de participation, appelez Valérie CHRISTIN au 40 93 98 40

Quand les chiffres prennent la parole.

Le Monde

CFCE — info

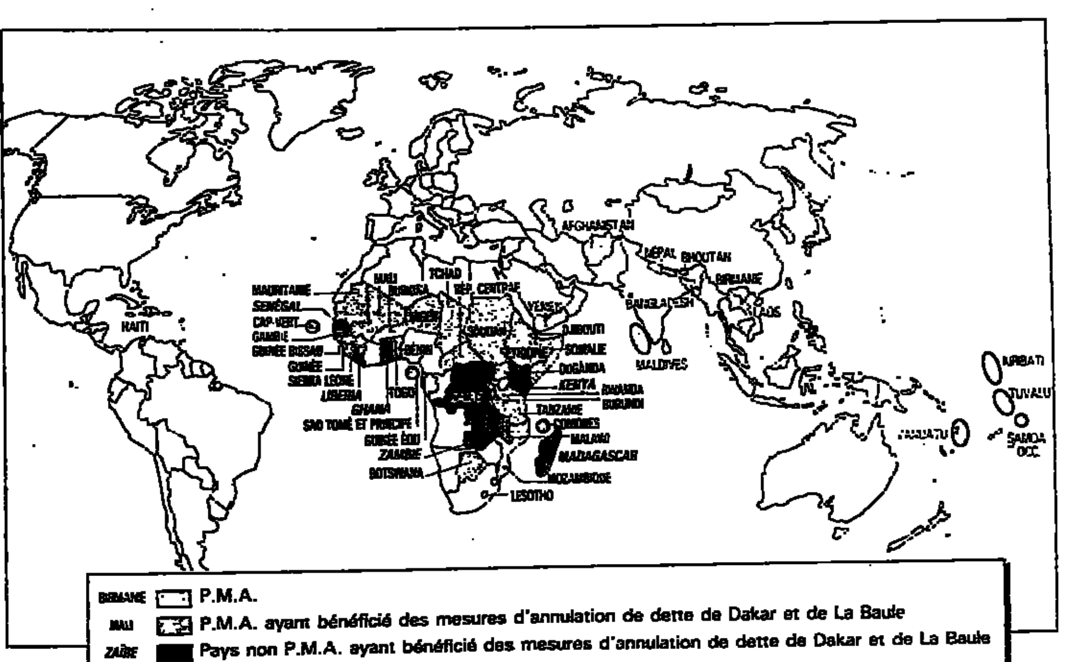
CHAMPS ECONOMIQUES

La deuxième conférence des pays les moins avancés

La crainte d'un nouvel échec

Comment venir efficacement en aide aux pays les plus pauvres ?
Aux discours généreux commence à se substituer, dans certains pays développés, une tentation de désengagement

Organisée par la CNUCED, la deuxième conférence des PMA, qui se tient à Paris du 3 au 14 septembre, au Palais de l'UNESCO (la première avait eu lieu en 1981, également à Paris), conserve les mêmes objectifs d'engagement de ces pays dans la voie de la croissance. Trouver sur place, localement, les hommes et les structures susceptibles d'assurer la transmutation de l'aide en développement est le défi posé aux instances internationales. Le bilan de « la décennie perdue du développement » est désastreux, à des titres divers. Nous en donnons un exemple, le Togo.



	PMA	Pays développés
Espérance de vie à la naissance (années)	47	73
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	132	18
Calories par jour et par personne	2048	3361
Taux d'alphabétisation des adultes	32	99
% de la population ayant accès à l'eau potable	34	99
Médecins pour 100 000 habitants	11	204
Téléphones pour 1 000 habitants	3	603

Source : CNUCED

PMA. Ce sigle inventé en 1964 à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a bien du mal à s'imposer auprès de la communauté internationale, au Nord comme au Sud. Près de vingt-cinq ans après sa formulation, combien d'experts sont capables de citer plus de quatre ou cinq des pays rangés dans cette catégorie hétéroclite censée désigner les pauvres parmi les pauvres.

L'Afrique y trouve une place de choix, mais pourquoi la Guinée et pas le Ghana, la Tanzanie et pas la Zambie? Pourquoi Haïti mais aucun pays d'Amérique latine? Et le Pakistan, tenu pour un pays déjà en phase de développement, absent de la liste des déshérités...

PMA, ce sigle en dit *trop* ou pas assez. Pays les moins avancés, les moins aidés, les moins aimés? La difficulté de repérage est propre à cette notion de PMA qui repose sur un nivellement par le bas. Adhérer naguère au groupe des 77 traduisait une dynamique enthousiaste des nations du Sud face à l'Occident.

Etre compté parmi les PMA relève davantage de la sanction que de l'honneur. S'y compter, de la honte. Il est symptomatique que pour la deuxième conférence consacrée à ces pays, la France ait placé l'impératif de renforcement de la notion de PMA, de sa crédibilité et de sa portée, au premier rang de ses priorités. Le sort des PMA repose d'abord sur la conquête d'une reconnaissance.

Trois conditions sont nécessaires pour entrer dans la famille des PMA : un produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant de l'ordre de 500 dollars, une part de l'industrie dans le PIB inférieure à 10 %, un taux d'alphabétisation qui n'atteint pas 20 %.

En 1981, on comptait à cette aune 31 PMA. Ils sont à présent 41, dont 28 en Afrique. La décennie passée s'était ouverte sur de grandes ambitions pour ces Etats sélectionnés en raison de leur incapacité (économique, structurelle, humaine) à piloter leur décollage sans l'appui de l'aide occidentale. Le Nouveau programme substantiel d'action (NPSA) lancé pour l'occasion se fixait des objectifs ambitieux en matière de croissance des productions agricoles et industrielles, d'éducation, de santé et de bien-être. Aujourd'hui, la CNUCED reconnaît elle-même que la plupart de ces buts n'ont pas été atteints.

Plus nombreux plus pauvres

L'enflement du groupe des PMA traduit une recrudescence du sous-développement. Et, au total, les conditions de vie mesurées par quelques indicateurs simples (trop simples ?) se sont dégradées. Sur l'ensemble des PMA, le taux de croissance du PIB dans les années 80 a été inférieur à celui des années 70. Entre 1980 et 1987, il s'élevait à seulement 2,3 % quand la croissance démographique progressait de 2,6 % l'an.

Autrement dit, l'aggravation des situations économiques combinée à la poussée constante de la population a accru le dénuement de chaque habitant des PMA.

Entre 1980 et 1987, la production alimentaire annuelle par habitant a aussi diminué de 0,7 %. La part de l'investissement dans le PIB est tombée de 19 % à 14 %. Les ressources d'épargne ont fondu, le déficit commercial des PMA s'est creusé à 1,3 milliard de dollars pendant que leur dette représentait plus de 70 % de leur richesse intérieure.

Tributaires de deux ou trois matières premières non énergétiques pour la quasi-totalité de leurs recettes d'exportation, ces pays ont subi une nouvelle fois la détérioration des termes de l'échange (– 2,6 % par an).

Chaque année, l'instabilité de leurs recettes d'exportation a occasionné un manque à gagner de 370 millions de dollars. L'aggravation de la malnutrition infantile et l'absence de progrès sensibles en matière de mortalité à la naissance (les pays africains ex-colonies françaises, dits *« du champ »*, choyés par la coopération française, détiennent en ce domaine de tristes records) sont des témoins patents de l'échec complet du NPSA. Comme si le geste distinguant les PMA avait eu pour seul effet tangible d'accroître leur nombre et de souligner leur misère.

Au début des années 80, l'opinion internationale s'était mobilisée en faveur du tiers-monde et, à Cancun, le président Mitterrand testa l'idée de l'interdépendance : la prospérité du Nord ne saurait être durable sans un développement harmonieux au Sud. Cet élan de générosité fraternelle fut cependant très vite stoppé après que la crise de la dette eut donné au tiers-monde la réputation du mauvais payeur incorrigible, contrepoint du méchant capitaliste près de ses sous.

Pendant la dernière décennie, note la CNUCED, le transfert réel de ressources en faveur des PMA a baissé d'un quart. L'ambition des donateurs de porter à 0,15 % de leur PNB l'aide publique au développement des plus pauvres a, elle aussi, trouvé ses limites. Ce pourcentage atteint seulement 0,09 %, pour une population de 413 millions d'habitants (contre 348 millions en 1981).

Dans le même temps, le poids des PMA sur l'échiquier du commerce mondial n'a cessé de se réduire pour devenir dérisoire, presque inexistant : 0,3 % des échanges en 1988 (1,4 % en 1960). Cette marginalisation renforce les tendances idéologiques encore exprimées à mots couverts par les pays anglo-saxons, aussi excessives – mais inverses – que la notion d'interdépendance béate de la décennie passée.

Nombre de pays riches (dont la France se démarque) considèrent que les pays les plus pauvres ont reçu une aide suffisante à leur développement. S'ils n'ont pas saisi l'occasion, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, à leurs dirigeants corrompus, à leur gestion défectueuse, à leur anarchie nataliste, etc. Formulée plus crûment, cette analyse revient à signer l'arrêt de mort des PMA, à admettre qu'il existe dans le monde une quarantaine de pays dont le sort nous est indifférent.

ERIC FOTTORINO

Lire la suite page 27

Togo : un si petit pays

« Bon élève du FMI », fier d'une capitale surnommée la « Genève de l'Afrique »
le pays s'englue dans une récession qui ne dit pas son nom

A Lomé, le crépuscule venu, les larges avenues goudronnées du quartier résidentiel se remplissent de petites silhouettes grises, immobiles, accroupies au bord des trottoirs, la tête auréolée de nuages de moustiques. A chaque carrefour, sous chaque réverbère, des étudiants apprennent leurs cours, appliqués, studieux, profitant de l'éclairage électrique, aussi largement distribué dans ces parages qu'il est chiche dans les ruelles qui forment le cœur de la ville.

Lomé qui rit, Lomé qui pleure. Côté face, une ville de séminaires et de conférences internationales, qui se veut la « Genève » de l'Afrique ; une belle vitrine, où règnent l'ordre et la sécurité, avec ses bâtiments officiels, ses grands hôtels, ses artères impeccables bordées de massifs de fleurs et son réseau de communications moderne.

Côté pile, la capitale d'un tout petit Etat sans ressources, dont le niveau de vie est plus bas que celui de Haïti, dont la plus grande banque a la taille d'une agence BNP du Vésinet. Un entrelacs de chemins de terre rousse, bordés de bicoques et d'échoppes insalubres, où l'espérance de vie ne dépasse pas quarante et un ans, où anémie, malnutrition et paludisme règnent en maîtres. Un tiers à peine des habitants ont accès à l'eau courante, moins du cinquième aux latrines. L'électricité, à 60 francs CFA (1), soit 1,20 FF du kilowatt/heure, est un luxe.

Encore la capitale, plaque tournante et port de commerce traditionnel, est-elle privilégiée par rapport à l'ensemble du pays. Une étroite bande de terre de 50 kilomètres de large sur 600 de long, coincée entre le Bénin et le Ghana, qui s'étire en s'appauvrissant de la mer jusqu'aux savanes desséchées du Burkina-Faso.

Un Etat parmi les plus petits, les plus arriérés d'Afrique de l'Ouest, dont la population de 3,4 millions d'habitants, pour moitié totalement illettrée, survit plus qu'elle ne vit au gré des aléas d'une agriculture primitive et de sa seule ressource naturelle : les phosphates.

Pourtant le Togo fait figure d'exception dans une Afrique dévastée par la crise financière. Loué par tous les organismes internationaux pour le sérieux avec lequel il a rétabli depuis 1984 tous les *« grands équilibres »* macroéconomiques, ce *« bon élève du FMI »* en est à son quatrième plan d'ajustement structurel.

Gel des salaires et de l'embauche publics, privatisations des grandes entreprises déficitaires d'Etat, licenciements en cascade, réduction des dépenses budgétaires, relance de l'agriculture vivrière, réforme douanière, nouveau code des investissements, etc., le gouvernement du général Eyadéma a suivi les recettes du FMI avec la même application un peu laborieuse que le pays met à tout.

De bons résultats... sur le papier

Non sans résultats. Du moins sur le papier. *« Le Togo est une success story »*, assure sans hésitation le représentant de la Banque mondiale, alignant chiffres et performances comme un comptable présente son bilan. La balance commerciale a été rééquilibrée, le déficit budgétaire réduit de moitié depuis 1987 et ne représente plus que 5,3 % du PNB. La croissance est faible mais constante (3,3 % en moyenne depuis 1984), et supérieure à celle de la population (2,9 % par an). La dette enfin reste importante (300 milliards de francs CFA), mais elle a été contenue dans des limites acceptables, et son service, après rééchelonnement, ne représente plus que 35 milliards de francs CFA, soit un tiers des recettes d'exportation (95 milliards).

« Depuis 1983, il n'y a plus de dérapage majeur, explique un banquier. *Moyennant une aide acceptable pour les bailleurs de fonds, de 10 à 15 milliards de francs par an, destinée pour l'essentiel à financer les dépenses d'équipement, le Togo peut continuer sur sa lancée actuelle pendant un certain temps. »*

Félicitations du jury, louanges, applaudissements. Le Togo est désormais cité en modèle par tous ses créanciers. Qui pour autant n'osent pas trop se vanter. Car les *« grands équilibres »* ne font pas le développement. Et le redressement financier du pays, pour spectaculaire qu'il soit, n'en a pas moins coûté très cher à la population. Les Togolais embrigadés dans un totalitarisme naïf, fort efficace, garant de la stabilité politique depuis vingt ans, n'ont guère eu que le choix de se serrer encore un peu plus la ceinture.

Chômage envahissant, baisse du niveau de vie, dégradation dramatique de conditions sanitaires déjà précaires, la purge a frappé tout le pays, à tous les niveaux. Des fameuses « Mamas Benz », reines de la mode du pagne dans toute l'Afrique de l'Ouest qui se lamentent dans leurs boutiques climatisées de Lomé – *« Ça va de mal en pis ! »*, – jusqu'aux paysans misérables du Nord, chassés de leurs villages par la création de réserves, le pays s'englue lentement dans une récession qui ne dit pas son nom.

Les statistiques ont beau montrer une augmentation du revenu par habitant, le gouvernement exhiber ses plans de zone franche et projeter un film à la gloire de l'économie togolaise *« bien engagée dans la voie du libéralisme »*, le Parti unique faire défiler ses majorettes au son des slogans enthousiastes – *« Va-t-en donc avec ton multipartisme ! Au Togo c'est le RPT ! Vive le progrès ! Vive le régime du général Eyadéma ! »*, etc. – il est difficile de trouver la trace d'un réel développement dès qu'on s'éloigne des allées officielles.

Au contraire, les signes d'une dégradation profonde du niveau de vie sont partout évidents. Ici, c'est une maternité modèle, construite, financée et gérée par l'Allemagne fédérale, où cette année, assure la directrice, presque la moitié des femmes en consultation prénatale souffraient d'anémie, contre un tiers auparavant. Un petit bâtiment propre mais bondé, où, faute d'installations sanitaires dans les environs, les gens viennent de plus en plus nombreux puiser l'eau courante et utiliser les toilettes, ce qui n'empêche pas les enfants de souffrir de diarrhées endémiques, la mortalité infantile de frôler 10 %... Il est vrai que les dépenses de santé par habitant sont aujourd'hui inférieures de 12 % à ce qu'elles étaient en 1970 !

Un livre pour cinquante

Là c'est une école, pourtant modèle elle aussi, car bâtie dans un village pilote, où les enfants s'entassent à plus de cinquante par classe, et partagent un unique livre de lecture vieux de huit ans. Bienheureux encore lorsqu'ils suivent les cours plus de quelques mois, la plupart des familles, faute de moyens pour payer cahiers et vêtements, renonçant de plus en plus à scolariser leurs enfants. Le taux de scolarisation qui atteignait 70 % il y a quelques années est retombé à 50 %.

Là encore un centre d'accueil pour enfants abandonnés, ouvert il y a cinq ans par les Pères salésiens à Kara, capitale du nord du pays, et déjà débordé. Trois cents apprentis, dont quarante-cinq logés par le centre, trois ans de formation concrète aux rares petits métiers qui offrent aux adolescents une quelconque chance de survie (soudure, menuiserie, électricité, mécanique, etc.). Un exploit quotidien pour nourrir, éduquer, guider et sortir de la misère des gosses repêchés aux abords du marché où ils traînent en quête de nourriture, déjà épuisés par le paludisme, l'anémie ou la malnutrition.

de Lomé

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 27

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc.

Pauvreté et richesse dans le monde

Nigéria : la course à l'enrichissement

Toute nouvelle équipe au pouvoir sait qu'elle a deux ans pour faire fortune

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'Italie (21 août) et le Mexique (28 août), l'enquête sur « les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches » se poursuit au Nigéria.

LAGOS compte, depuis peu, un bidonville de moins. Fin juillet, les autorités de la capitale nigériane ont écrasé les baraques de Maroko, un vaste taudis étalé à proximité des beaux quartiers de Victoria Island. Expulsées manu militari, trois cent mille personnes sont allées grossir les banlieues déjà surpeuplées d'une mégapole de six millions d'habitants : la plus populeuse de l'Afrique noire.

Officiellement, on parle d'une mesure de sécurité : les débordements de la lagune rendaient, en effet, la zone dangereuse. Cela dit, on fait du même coup place nette dans un secteur de Lagos où le terrain vaut de l'or, et où tout ce qui compte au Nigeria se doit d'avoir pignon sur rue.

Symbole de toutes les réussites, Victoria Island est à bien des égards « un autre monde ». Ici, le fossé séparant les nantis du reste du pays a beau n'être, pratiquement, qu'un bras de lagune, il a toutes les apparences d'un abîme. Villas élégantes, limousines de luxe, clubs exclusifs, galas de charité et vacances à l'étranger : la minorité privilégiée qui règne ici paraît à mille lieues des rêves brisés, des mesures d'austérité et de la pauvreté qui sont le lot quotidien de cent millions d'autres citoyens.

Les Nigérians, c'est entendu, ont « le commerce dans le sang » et « la bosse du négoce ». Pourtant, les riches n'aiment guère parler de leur fortune à l'étranger de passage, même quand ils se plaisent à l'étaler, même quand ils peuvent s'honorer de l'avoir honnêtement gagnée.

Au Nigéria, au premier rang de ceux qui sont à l'abri du besoin, on trouve de grands féodaux tels que le Oni de Ife (le roi des Yorubas), dont on dit qu'il a « *tant d'argent qu'il ne peut même pas le compter* », le prince Ibrahim Ado du pays Ibara ou encore, chez les musulmans du Nord, l'émir de Kano et le sultan de Sokoto. A ceux-là, peu nombreux mais puissants, la tradition assure dans divers domaines des positions-clés et des rentes lucratives.

Vient ensuite le cortège des hommes d'affaires : banquiers, PDG et – plus rarement – capitaines d'industrie qui forment l'élite économique et professionnelle du pays. Souvent issus d'une grande bourgeoisie enrichie dans le commerce au temps de la colonie, ceux-là n'ont pas attendu le boom pétrolier pour accumuler des positions et du capital, garanties essentielles de la richesse.

Diplômés des universités britanniques et américaines, ils président aux destinées des deux à trois cents familles qui « *tiennent* » économiquement le pays. Pour faire bon poids, beaucoup sont devenus les partenaires privilégiés des multinationales occidentales dans le commerce, la banque et les services. Chef Moshood Kashimawo Abiola, un ancien comptable devenu président pour l'Afrique du géant américain des télécommunications ITT, est le plus célèbre d'entre eux. A la tête d'un empire commercial et de presse, il passe pour l'un des hommes les plus riches du pays. Dans la même catégorie, les noms de Shafi Lawal Edu, sir Mobolaji Bank-Anthony, Michael Balogun, de A El Hadj Othman Malami, la famille Dantata et de quelques dizaines d'autres sont, eux aussi, devenus synonymes de richesse et de pouvoir.

Forts d'une réussite qui doit autant à leurs qualités qu'à leurs relations, les membres de cette aristocratie du business regardent souvent avec dédain les parvenus du boom pétrolier enrichis à coups de pots-de-vin et de prébendes. Même s'il leur est arrivé, à eux aussi, de sacrifier à des pratiques qu'ils affectent de mépriser.

« Le boom de toutes les folies »

Dans les années 70, le quadruplement du prix du pétrole, en déversant un flot inespéré de pétrodollars dans les coffres de l'Etat, a favorisé l'avènement d'une génération de nouveaux riches. « *Du jour au lendemain, nous sommes devenus une nation fortunée* », indique un homme d'affaires en vue, M. Okoya-Thomas. *Mais nous n'étions pas préparés. Comme des enfants gâtés, nous avons voulu tout acheter, tout importer. Du monde entier, les investissements spéculatifs ont commencé à arriver.* »

Ce fut « *le boom de toutes les folies* ». Tout était possible, tout était permis. Le général Gowon, chef de l'Etat, n'avait-il pas affirmé que, question développement, l'argent n'était plus un problème ? Dans sa course au progrès, le Nigéria, sous-développé et dévasté par la guerre du Biafra, n'a donc pas lésiné. Grands travaux, industrie, réseau routier, nouvelle capitale, armements et importations en tout genre : les besoins étaient énormes, le pays s'est tout payé. Rien n'était trop beau, ni trop cher. A l'époque, le Nigeria devint même le deuxième importateur mondial de... champagne.

Cette abondance soudaine suscita des fortunes diverses : certaines légitimes et laborieuses, d'autres – les plus nombreuses – ouvertement frauduleuses et souvent dues aux faveurs de l'Etat. Le pétrole monta à la tête du Nigéria. Irrésistiblement, l'« *argent noir* » se mit à couler à flot. L'intérêt privé et le clientélisme prirent le pas sur le bien commun et sur la logique du développement.

L'affairisme et la corruption faisaient la loi. Aux mains des militaires ou dans celles des civils, l'Etat omnipotent, à la fois patron et client, producteur et consommateur, dépensa, récompensa et gaspilla sans compter. Beaucoup de gens bien placés (militaires, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires et intermédiaires divers) en ont profité.

Résumant succintement la situation, un expert étranger affirme : « *Depuis 1975, la plupart des gens se sont enrichis grâce au pouvoir. L'équation est simple : position + relations = contrats + commissions = millions.* » Pour sa part, un ancien ministre du pétrole, Tam David-West, reconnaissait récemment que la commercialisation du brut nigérian permettait de « *fabriquer des multimillionnaires en six mois* ». Et précisait : « *Ma signature a crée des millionnaires et des millionnaires.* »

Longtemps, les licences d'importation furent, elles aussi, des « *passeports pour la fortune* ». Il est vrai que, quel que soit le produit, elles garantissaient souvent des profits de 100 %. Quant aux innombrables contrats attribués par les instances fédérales et régionales, ils ont permis à bien des serviteurs de l'Etat de se constituer, comme on dit joliment, un « *capital de départ* ». En règle générale, la commission était de 10 % du montant du marché. « *Les commissions atteignant plusieurs millions de dollars n'étaient pas rares* », souligne un connaisseur. Et les gens bien placés en obtenaient parfois plusieurs dans l'année !

La corruption, plaie nationale

« *Tant de grands noms, parmi les plus réputés du pays, ont été impliqués dans ces marchés frauduleux* », se lamente publiquement un politicien de l'establishment, sans oser cependant en mentionner un seul. Fela, le grand chanteur populaire nigérian que son franc-parler a parfois conduit en prison, n'a pas de ces pudeurs. Dans ses chansons, il identifie nommément les dirigeants civils et militaires, qu'il traite de voleurs.

La corruption atteignit de telles proportions sous le régime civil du président Shagari (1979-1983) qu'elle contribua à son renversement par les forces armées. Ce qui ne veut pas dire que les six régimes militaires qui se sont succédé aux affaires depuis une quinzaine d'années aient agi différemment.

Il suffit pour s'en persuader de compter les généraux, qui, partis de rien, sont devenus des hommes d'affaires prospères après leur passage au pouvoir ; de recenser ceux qui, comme le général Obasanjo, ancien chef de l'Etat, possèdent de vastes domaines agricoles aménagés à coups de millions de dollars ; ou encore de prendre connaissance du montant des sommes détournées par les rares officiers et fonctionnaires traduits en justice. Un exemple parmi tant d'autres : à coups de commissions, le compte en banque du colonel Obasa, directeur du Service national de la jeunesse, était passé, en quelques années, de 305 nairas à 7 millions de nairas, soit à l'époque de 3 000 francs à 70 millions de francs. Quant aux gouverneurs, leur bonne fortune paraît souvent proportionnelle à la richesse des Etats dont ils ont la charge.

Les signes extérieurs de richesse et les révélations de la presse ne peuvent donner qu'un aperçu de cette hémorragie. En effet, les plus riches ne sont pas toujours les plus en vue, les prête-noms permettant d'accumuler des fortunes discrètes. Cela dit, à l'ombre ou au soleil, la quantité d'argent que les nouveaux riches ont amassée grâce au pouvoir est « *vraiment stupéfiante* ». « *Des milliards et des milliards de dollars !* », nous disait une grande bourgeoise indignée. Pour elle, « *le pétrole a tout pourri.* »

Aujourd'hui, la corruption reste la plaie nationale numéro un. Certains dénoncent cet état de choses, que tout un chacun peut constater, mais sur lequel les dirigeants ne disent rien ; et pour cause ! C'est « *la règle du jeu* ». En moyenne, la nouvelle équipe au pouvoir sait qu'elle a deux ans pour s'enrichir...

Rien n'a vraiment changé, à ceci près que, le marché pétrolier s'étant effondré dans les années 80, le pays s'est retrouvé appauvri, endetté et soumis à l'une de ces cures d'austérité dont le FMI a la spécialité. Le réveil des lendemains d'euphorie a été douloureux. Mais pas pour tous.

La libéralisation du commerce extérieur, imposée depuis 1986, a certes porté un coup fatal au système des licences d'importation. Cependant, remarquait un diplomate, « *le manque à gagner occasionné pour les favoris du régime candidats à la fortune a vite été compensé par la libéralisation du contrôle des changes.* »

Des milliards improductifs

Désormais, la Banque centrale met ses dollars en vente, les banques les achètent et les revendent à leurs clients moyennant une commission. C'est, paraît-il, l'un des meilleurs moyens de faire rapidement fortune ces temps-ci. D'où la multiplication des banques d'affaires. Passées de 34 fin 1986 à 84 en 1989, elles pourraient être 110 à la fin de l'année.

En redistribuant de façon très particulière les richesses de la nation, cette course à l'enrichissement fait, certes, fructifier les « *affaires* ». Mais elle pèse lourdement sur le développement. D'abord, parce que ces milliards-là sont finalement assez peu productifs. Tout ici est tourné vers la consommation, la spéculation, le profit à court terme. Le commerce et la finance flambent à tout va, mais l'industrie reste sous-développée. Comme le remarquait un responsable du secteur manufacturier, « *il est tellement plus facile de s'enrichir rapidement en spéculant que d'investir à long terme dans le secteur productif.* »

Ensuite, parce que la crise économique et les mesures d'austérité affectent bien plus les pauvres que les riches. Les classes moyennes sont laminées, la société se polarise dangereusement aux extrêmes. Enfin, le culte de l'argent facile et vite fait gagne partout du terrain. Comment imaginer que les illusions qu'il fait naître, notamment chez les adolescents, bien mal adaptées aux réalités du sous-développement, ne seront pas porteuses, à plus ou moins long terme, de frustration et de violence ?

« *Ici, ne pas avoir d'argent est un crime* », s'exclame une mère de famille. Aussi, à l'opprobre de la pauvreté, certains préfèrent les dividendes d'une vraie criminalité. Ces dernières années, les Nigérians ont fait une percée remarquée dans l'import-export de la drogue. En 1990, plusieurs centaines de passeurs ont été arrêtés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

L'image du pays n'en sort pas rehaussée. Mais il gagne à ce trafic de nouveaux millionnaires, qui ont, paraît-il, pignon sur rue dans Victoria Island, et les appuis qu'il faut, quand il faut, où il faut. Au Nigeria, tout le monde vous le dira : avec de bonnes relations on n'arrête pas la roue de la fortune.

de Lagos

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

En voie de paupérisation

La fin du boom pétrolier et la crise économique dans laquelle s'est enfoncé le Nigéria ces dernières années ont relativement peu affecté les milieux aisés. Au contraire, les mesures de libéralisation du commerce extérieur et du taux des changes ont fait dans ces milieux bien des heureux. Par contre, la loi du marché, combinée aux mesures d'austérité, a eu des effets douloureux, et parfois dévastateurs, dans le reste de la société.

L'effondrement des ressources pétrolières, la chute vertigineuse (70 %) du naïra (consécutive à la libération des changes), l'inflation, les taux d'intérêt prohibitifs et la stagnation des salaires : tout cela a joué contre les moins fortunés.

La classe moyenne, qui s'était considérablement développée pendant les années de prospérité pétrolière, et qui était l'une des rares en Afrique, s'est fortement paupérisée. Son pouvoir d'achat a fondu. Pour certains, elle a « pratiquement disparu », et est retombée dans la pauvreté d'où elle s'était arrachée.

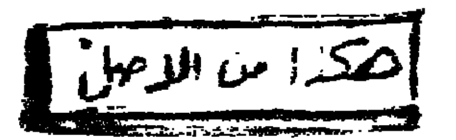
Il y a encore quelques années, un ingénieur, un technicien gagnaient de 800 à 1 000 naïras par mois (de 8 000 à 10 000 francs, au taux de l'époque). Ce qui permettait à la famille d'avoir « *un niveau de vie acceptable* », même à Lagos, l'une des capitales les plus chères du monde. A l'époque, une 504 Peugeot, montée sur place, coûtait à peu près 10 000 naïras – grosso modo, un an de salaire. Aujourd'hui, les salaires de ces cadres sont les mêmes. Mais en termes de pouvoir d'achat, ils valent dix fois moins. La même Peugeot vaut au moins 120 000 naïras ; douze ans de salaire ! Et le reste est à l'avenant.

Deux mesures globales résument, à l'échelle du pays et à celle de la planète, ce formidable appauvrissement. En 1985, le revenu annuel par habitant approchait les 800 dollars. Aujourd'hui, il est à peine de 250. Le Nigéria, qui s'était hissé dans le groupe des pays à revenu moyen, est retombé tout en bas, dans celui des PMA, les pays les moins avancés.

R.-P. P.

La semaine prochaine
FRANCE :
Sans signe d'intégration







La deuxième conférence des pays les moins avancés

Togo : un si petit pays

Suite de la page 25

Mais une goutte d'eau dans la mer face aux quelque 3 500 enfants abandonnés que compte cette petite ville de 28 000 habitants. *« Les enfants sont considérés comme une assurance vieillesse. On en a beaucoup. On ne peut pas les nourrir, alors, quand ils ont douze, treize, quatorze ans, on les abandonne »*, explique le Père Antonio.

« Il y a une énorme misère permanente. C'est la face cachée du Togo », assure Monsieur Albert, volontaire du progrès, un petit bonhomme maigre et volubile, qui se dépense sans compter pour tenter de pallier le plus grave, et il y en a ! Les enfants, bien sûr, mais aussi les handicapés, en pagaille, les vieux, les malades, qui à l'hôpital meurent comme des mouches, faute de soins et de moyens – *« On ne vous soigne que si vous avez de l'argent, les contagieux sont tous dans une pièce, il n'y a pas de draps, pas de matériel, pas de nourriture. Les familles viennent cuisiner dans les salles. Récemment on a dû acheter une corde pour soigner un homme qui s'était cassé la jambe »*, – les traîne-savates en tout genre – *« En principe tout le monde travaille, et tout le monde est quand même au chômage... »*, – et enfin les femmes, véritables bêtes de somme qui, ici, font tout, jusqu'à la culture des champs.

Ici pas d'avenues bordées de fleurs, d'immeubles climatisés, ni de supermarchés, la misère se voit à l'œil nu. Seul signe extérieur de richesse : le château du président, qu'on aperçoit au loin, isolé du public et auréolé de mystère, où, assure la légende publique, les cages à lions sont climatisées (!).

Dans ce Nord rural et primitif, dévasté par l'érosion des sols et la surpopulation, miné par les maladies les plus terribles comme la lèpre, qui, paraît-il, s'étend, l'onchocercose, transmise par un ver et qui rend aveugle, la dracunculose, etc., on a certes construit des routes, des dispensaires, un hôpital, défriché, creusé des puits, planté des arbres.

Mais les efforts de développement, pour la plupart financés par l'aide internationale, restent vains face à l'explosion démographique, à l'éparpillement des terres et à l'absence de techniques agricoles modernes. *« La culture relève du jardinage*, explique un expert de la FAO, *et dans certains endroits la population atteint 400 habitants par kilomètre carré. Les familles de dix, quinze personnes vivent sur un hectare, voire moins. Faute de moyens et d'engrais, il n'y a aucune conservation des sols et l'érosion est massive. Après cinq ans la terre arrête de produire. »*

Le problème, explique la responsable du Fonds pour la population des Nations unies, s'apparente à la quadrature du cercle : si un projet agricole est un succès, le niveau de vie augmente localement, la fécondité aussi, ce qui accroît très vite la population et annule l'amélioration du niveau de vie...

Un élevage embryonnaire

Car l'autosuffisance alimentaire dont s'enorgueillit le pays ne vaut, elle aussi, que sur le papier. Il n'y a pas de régime stable d'autosuffisance, reconnaît le représentant de la FAO, tout dépend des conditions agro-météorologiques ; globalement, le pays est autosuffisant, mais on rencontre des poches de sous-alimentation, et les pertes après récoltes atteignent 15 à 20 %. En outre, si l'approvisionnement en céréales de base, maïs, sorgho, mil, etc., est à peu près assuré, les protéines sont, elles, très loin de suffire. Les importations de viande ont été interdites, austérité oblige, l'élevage reste embryonnaire et la chasse est prohibée sur tout le territoire pour protéger la faune – et les terrains de chasse du président...

Derrière les *« bons résultats »* de façade de l'économie, piétine un développement incertain, fragile, décliné par les autorités sur un mode incantatoire qui cache bien mal la réalité. *« Le Togo est un pays où les grands équilibres ne sont pas immédiatement compromis, mais où les moteurs de croissance font dramatiquement défaut »*, explique un banquier.

Ressources nationales limitées, marché étroit, infrastructures déjà largement réalisées grâce à l'aide internationale, coût élevé de l'énergie, manque de savoir-faire technique et de secteur financier, on ne voit à vrai dire pas très bien sur quelles bases pourrait s'accrocher un véritable décollage.

Les phosphates, qui assurent 35 % des recettes en devises et un cinquième des revenus de l'Etat, se heurtent à un problème de débouchés, la plupart des pays consommateurs refusant les livraisons togolaises, accusées de contenir trop de cadmium. Leurs recettes fluctuent en outre largement au gré des caprices des cours mondiaux, comme celles des cultures d'exportation, café, cacao et coton, lesquelles fournissent un quart des rentrées en devises et 10 % du budget, et sont, elles aussi, limitées par les capacités géographiques du pays.

Les ressources touristiques sont relativement faibles mise à part l'exploitation éventuelle des réserves de chasse pour l'heure inexploitées et mal entretenues. Enfin, le commerce régional, jadis source de prospérité, est entravé par la surévaluation du franc CFA vis-à-vis des monnaies voisines, qui a inversé les flux commerciaux. Désormais, ce sont le Nigeria ou le Ghana qui réexportent, la plupart du temps en fraude, leurs produits de consommation vers le Togo, au grand dam des commerçants de Lomé.

Reste l'industrie. Le grand pari du gouvernement. Le projet de zone franche, lancé il y a deux ans à l'instigation des Américains, pour accueillir des usines relais, bénéficiant de conditions exceptionnelles, et vouées à l'exportation, fait déjà figure de fétiche. Des chansons la célèbrent et tous les étudiants rêvent d'y travailler. Le gouvernement n'a-t-il pas avancé avant même son lancement des chiffres prometteurs de 100 000 emplois créés ?

Pour l'heure, ce n'est encore qu'un rêve. Un morceau de terrain désespérément vide, à deux pas du port, planté de cactus et de maïs maigrichon, entouré d'un chemin en gravier. Quelques réverbères, un poste électrique, une grille, un garde et c'est tout. *« Nous sommes encore dans une phase de mise en place et de promotion*, assure le ministre de l'industrie. *Nous avons des contacts pour trente-cinq projets, dont sept sûrs d'ici à l'an prochain... A l'île Maurice, entre la loi et la première implantation, il y a eu quatre ans... »*

Un pari à très long terme, tranche un banquier. Compte tenu de la concurrence existant dans ce domaine entre les différents pays de la zone, et des handicaps structurels du Togo, on voit encore mal, malgré les avantages financiers consentis, quels types d'industries pourraient choisir de s'implanter ici.

La petite centaine d'entreprises existantes – cimenterie, transformation agroalimentaire, plastiques, textile, etc. – sont presque toutes orientées vers le marché intérieur, et une dizaine seulement emploient plus de cent salariés. Toutes se plaignent de l'absence de débouchés et des handicaps créés tant par la valeur du franc CFA, que par la réglementation sociale, les tracasseries administratives et le coût élevé des services (énergie, télécommunications, etc.). Mis à part quelques aventuriers en quête de coups faciles et de subventions, la seule chance du Togo semble résider dans le repli des entreprises effrayées par l'instabilité politique des pays voisins. Pour l'heure, elle reste à prouver.

En fait d'industrialisation, les investissements privés dans ce secteur n'ont pas dépassé 25 milliards de francs depuis 1985, ce qui ne compense pas le départ ou la fermeture d'un certain nombre d'entreprises, notamment françaises.

Bon élève, mais sans grands moyens, stable politiquement, libéral à souhait, rééquilibré, assaini, le Togo constitue sans doute l'un des meilleurs « cas » d'Afrique noire. Force est pourtant de constater que ses perspectives de décollage sont quasiment inexistantes... *« Il peut survivre longtemps sans drame*, conclut un fonctionnaire. *C'est un si petit pays... »*

de Lomé
VÉRONIQUE MAURUS

La crainte d'un nouvel échec

Suite de la page 25

Au vu des résultats décevants de la *« décennie perdue pour le développement »*, on peut se demander si les objectifs poursuivis initialement et aujourd'hui réaffirmés étaient pertinents. La spécificité des PMA est peut-être leur imperméabilité à tous les instruments classiques de politique macro-économique et financière qui supposent d'avoir atteint au préalable un certain stade de croissance, d'autosubsistance et d'activité commerciale.

Que signifie une aide, même massive, à des pays où les acteurs économiques incontournables sont corrompus ou inefficaces, ou les deux à la fois. Les responsables des institutions internationales reconnaissent du bout des lèvres l'existence dans les pays pauvres d'individualités et de structures locales aptes à transformer l'aide en authentique développement.

Encore faut-il que ces nouveaux interlocuteurs identifiés, à l'échelon des régions et des groupements de villages, soient associés directement à l'action menée dans leurs pays respectifs. A quoi servira, sinon, de vouloir verser 10,2 milliards de dollars supplémentaires aux PMA au cours des dix prochaines années, si la structure d'accueil des fonds comme la manière de les distribuer ne sont pas bouleversées.

Quels sont les résultats attendus de la conférence ? Les diplomates français évoquent la conjoncture peu favorable aux PMA pour se dédouaner d'un possible nouvel échec. Pour le reste, la CNUCED espère des engagements concrets des pays donateurs en faveur d'une aide représentant 0,15 % du PNB (le niveau de 0,20 % demandé par les PMA paraît irréaliste). Surtout, des tables rondes se réuniront systématiquement à un rythme biannuel pour vérifier l'application du *« partenariat renforcé »* prôné par les Nations unies.

Les artisans de cette manifestation comptent enfin attirer l'attention sur les difficultés à s'exprimer des PMA à quelques mois de l'épilogue de l'Uruguay Round, où le sort du tiers-monde dans les échanges mondiaux n'a pas été abordé. Si la conférence de Paris sert à rappeler l'existence des PMA, elle ne sera pas inutile, mais elle restera d'une portée limitée.

ERIC FOTTORINO

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Tchécoslovaquie, inchangée ?

AU poste frontière, un panneau porte cinq inscriptions de bienvenue, la première est rédigée en tchèque, celle qui est située immédiatement en dessous en russe, mais elle est barrée. Les trois autres (en anglais, en allemand, en français) ne méritent aucune mention particulière, sauf pour dire que ce premier signe de l'hospitalité tchèque sera largement confirmé, l'exception sera le plaisir évident avec lequel la police continue à exercer son autorité. Vestige de l'ancien régime, ou précaution pour empêcher que la période de transition, qui est encore une période d'immobilité au moins apparente, ne tourne à l'anarchie ?

Dès le premier kilomètre, le contraste avec la Bavière voisine est saisissant. L'impression, mille fois notée, du temps immobile, est confirmée. On se retrouve dans un décor du début des années 50.

Comme si les priorités effectives du Plan qui a modelé l'économie du pays pendant quarante-deux ans s'inscrivaient dans le paysage, au fur et à mesure qu'on s'approche de la capitale tout s'améliore. Arrivé au terme du voyage, on est tout au plaisir de découvrir la cité superbe, animée, visiblement heureuse.

A Prague, ministres, conseillers et hauts fonctionnaires n'ont probablement jamais travaillé autant. Un nombre impressionnant de textes, une soixantaine, ont été adoptés par le gouvernement. Pour créer un cadre juridique nouveau. Ils seront soumis dans les jours qui suivent au Parlement élu en juin. Le jour où ils seront appliqués devrait naître une Tchécoslovaquie radicalement différente de celle qui a vécu sous l'ordre communiste depuis 1948. Par exemple, les nouvelles lois doivent lever les obstacles à la création d'entreprises privées. 99 % de l'appareil économique appartient toujours à l'Etat, et pas à la manière française. Il ne s'agit pas d'établissements publics de nature « industrielle et commerciale », et comme tels constituant autant de personnes morales plus ou moins indépendantes. Pour les plus grandes d'entre elles en tout cas (et celles qui emploient le plus de monde), la confusion avec le domaine public classique est presque totale.

Le projet le plus discuté sur la place publique et au sein du parti majoritaire, le Forum civique, coalition de tendances plutôt que parti proprement dit, est en effet de facture tellement insolite qu'on comprend pourquoi il accapare l'attention publique et politique. Plus fondamental encore que le problème posé par le passage d'une économie planifiée à une économie d'échange est le changement du statut de la propriété. Pas de marché possible sans droits de dispositions privées. Le ministre des finances, l'économiste Vaclav Klaus, qui sait parler à la télévision en termes convaincants du marché et de ses règles, préconise une solution des plus radicales. Sa proposition consiste à prendre au mot la phraséologie de l'ancien pouvoir. Puisque, par la nationalisation, les communistes prétendaient rendre au peuple la propriété des biens de production, eh bien, que ce retour devienne effectif. Concrètement, il s'agirait, dans un premier stade, de distribuer à chaque citoyen une sorte de « bon de souscription » à une quote-part du patrimoine productif de la nation. Dans un deuxième stade, des actions seraient distribuées aux détenteurs de bons.

Au point de départ, en tout cas, l'égalité serait absolue. Si l'on comprend bien, l'idée est que, puisque les entreprises appartiennent déjà théoriquement au peuple, les personnes physiques constituant ensemble ce peuple n'ont pas à les « racheter ». Attendons que le projet se précise pour en reparler. En attendant, le gouvernement cherche à la fois à amorcer la renconversion de l'économie en commençant à porter le fer dans les mauvaises habitudes les plus débilitantes et à détruire l'impression que « pas grand-chose n'a été fait depuis dix mois pour changer les choses ».

Même convertis au cours du change parallèle (disons 20 couronnes pour 1 deutschemark au lieu du cours officiel de 13 pour 1), les prix des produits de grande consommation sont extrêmement bon marché. On peut avoir un repas pour 40 F par personne dans un bon restaurant. Un litre de lait coûte 3 couronnes, soit moins de 1 F ; 1 kilo de viande (de bonne qualité) un peu plus de 10 F. Cependant, ces produits sont très subventionnés, la subvention accordée sous la forme d'une « taxe sur le chiffre d'affaires négative » est respectivement de 2,4 et de 50 couronnes. Dans le cas de la viande, le subside, comme on le voit, est supérieur au prix, de vente. Les soutiens aux prix absorbent au moins 16 % des dépenses publiques. Si on y ajoute les autres dépenses de transfert, on dépasse les 60 %. En matière de gestion courante, le régime communiste, c'est d'abord cela : les pratiques considérées aujourd'hui universellement comme anti-économiques appliquées à la puissance 10.

AU mois de juin dernier, le gouvernement décide de franchir une première étape d'assainissement : le premier train d'abaissement des subventions a pour effet d'augmenter en moyenne de 25 % le prix des produits alimentaires. Fortes protestations du public, bien que la totalité du gain budgétaire à attendre ait été affectée à l'octroi d'une indemnité mensuelle temporaire (jusqu'à la fin de l'année) de 140 couronnes versée à chaque ménage. D'un point de vue étroitement économique, cette concession relève d'une méthode pratiquée de nos jours sur toutes échelles imaginables (très grandes et très petites) et qui revient à bloquer le rôle correctif du marché. C'est, en gros et en détail, la méthode du « recyclage », par laquelle on annule l'effet prix (la hausse soudaine d'un prix absorbe du pouvoir d'achat, et cette absorption, si elle n'est pas contrariée, empêche la hausse ponctuelle de se diffuser sur l'ensemble des prix, bref, écarte le risque d'inflation).

Devant le mécontentement provoqué par la hausse des prix, le gouvernement a accepté de négocier avec les syndicats. Il se pourrait que la moitié des subventions supprimées soient rétablies. Cette reculade montre la difficulté à réduire cette première anomalie inhérente à un système planifié couplé avec un régime de propriété d'Etat : la confusion entre le budget du propriétaire universel, à savoir l'Etat, et le budget de chaque entreprise en particulier. Une autre anomalie, aussi grave, suit d'elle-même : la totale subordination de l'appareil bancaire ou de ce qui en tient lieu aux besoins financiers des entreprises. Il suffit que celles-ci aient l'aval du Plan pour obtenir tous les crédits dont elles ont besoin. Non seulement la faillite, mais la menace de la faillite sont exclues.

La remise en vigueur des procédures normales de crédit conduit vite les autorités à découvrir la grande contradiction à laquelle se heurte toute politique d'assainissement dans un pays où l'émission monétaire est elle-même, peu ou prou, entre les mains de la puissance publique (cas devenu quasi général). D'un côté, et c'est tout particulièrement le cas dans les ex-pays communistes, il convient de faciliter au maximum la reprise de la production et la création de nouvelles entreprises pour prendre la relève des entreprises publiques vouées au démantèlement ; d'un autre côté, on redoute le « dérapage » du crédit.

AU moment où celui-ci devrait être abondant et bon marché, le souci des équilibres « macroéconomiques » invite à pratiquer, sous couvert de la rigueur nécessaire, une politique malthusienne. Là encore, sous prétexte de préserver les chances du marché, on commence par en bafouer les principes en établissant un contingentement du fait du crédit. C'est ce que le gouvernement de Prague a décidé de faire. Pendant les premiers mois de l'année, la progression des encours de crédit aurait été de 16 %. La riposte a été l'instauration d'un système compliqué d'encadrement.

Selon les statistiques officielles, le niveau de la production a baissé cette année de 3 %, alors que le chômage continue pour l'instant à être pratiquement inexistant. Toute diminution de la production n'est pas en soi un mauvais présage. Non sans raisons, un économiste proche de M. Klaus remarque : *« Jusqu'à maintenant, l'objectif unique des entreprises était de grossir leur chiffre d'affaires, pour dépasser le Plan. Tous les moyens étaient bons pour y parvenir. Par exemple, on multipliait les transports de produits intermédiaires d'une usine à l'autre, surtout si elles étaient éloignées l'une de l'autre. La diminution de l'activité « transports » pourrait ainsi être interprétée comme le signe que nos mesures commencent à mordre. »*



BIBLIOGRAPHIE

Les idées neuves d'un communiste

Au moment où le capitalisme triomphe partout et où le communisme prend un coup de vieux, M. Claude Quin, ancien président communiste de la RATP, publie un livre : *Idées neuves pour sociétés en crise*, qui entend dénoncer l'assujettissement des économies occidentales à la seule rentabilité financière et la sclérose centraliste des économies dites socialistes.

M. Quin se consacre surtout aux maux de l'Occident. Au milieu des bouleversements actuels, il chemine, en proche de M. Charles Fiterman qu'il est, sur un chemin malaisé, entre réel et orthodoxie. Certes, dit-il, l'emploi progresse, mais le chômage plus encore ; la conscience de classe recule, mais les luttes ne désarment pas : la société est devenue plus homogène, mais plus inégalitaire ; les riches deviennent toujours plus riches et les pays en voie de développement croulent sous leurs dettes en raison de la primauté donnée au profit à court terme.

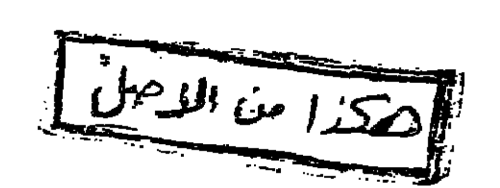
M. Quin estime que les crises des sociétés modernes s'expliquent par le décalage qui va en augmentant entre croissance financière et croissance réelle. Humaniste à tout crin, il plaide pour l'abandon des modèles tayloristes d'organisation du travail et réclame plus de présence humaine chaque fois que l'automatisation progresse. Comme il l'avait tenté à la RATP, et écrit dans son précédent ouvrage *Mêlez-vous de vos affaires !*, il cherche à *« sortir par le haut »*, c'est-à-dire à replacer le social au cœur de l'économie et à jouer la carte de l'économie mixte, terrain d'émulation entre le public et le privé.

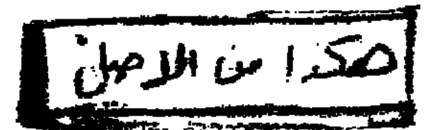
Malgré les coups de patte donnés au patronat et au gouvernement socialiste, il y a gros à parier que cet ouvrage ne paraîtra pas très révolutionnaire place du Colonel-Fabien, où l'on pourrait même y voir la recherche d'une voie réformiste honnie...

Al. F.

► ***Idées neuves pour sociétés en crise*, de Claude Quin, Messidor-Editions sociales, 95 F.**







RAPHIE

neuves
uniste

RATION,
TALITE...
S TROMPE.

STEURS

Monde
ET MÉDEC

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Pour dynamiser le développement d'un groupe (déjà leader en France dans son domaine) au travers d'une expansion maîtrisée et rapide (de 5 à 10 MMF à moyen terme), nous recherchons le

Stratège financier de talent 800KF+

dont l'action et les opérations doivent s'inscrire dans un marché sans frontières...

En liaison permanente avec le P.D.G., vous êtes le responsable de l'ingénierie financière :

- ***opérationnel**, vous recherchez, analysez, évaluez la rentabilité à court et à plus long terme des acquisitions que vous proposez et défendez dans le cadre des grandes Orientations Politiques du Groupe.*
- ***homme de contact**, vous savez cultiver et exploiter au mieux vos relations d'affaires avec les banques et les actionnaires.*
- ***novateur, conseil crédible et reconnu**, vous créez un centre de compétence interne de services juridiques et conseils financiers, pour les différentes unités autonomes du groupe.*
- ***force motrice convaincante**, vous faites évoluer l'ensemble vers une vision prospective et stratégique des affaires.*

→ Issu d'une Grande Ecole (Ingénieur Généraliste ou Ecole Supérieure de Commerce...) + une spécialité Finances Internationales (anglais indispensable) vous avez débuté dans un cabinet d'Audit International (2 à 3 ans) puis une courte expérience dans le contrôle de gestion/la trésorerie ou la D.F. d'une PME, vous ont amené à la responsabilité actuelle des opérations financières au sein d'une société à rentabilité rapide (type Négoce/Commerce/PME à forte expansion...)

→ Si vous êtes concerné par ce message, envoyez CV, photo, salaire actuel, lettre manuscrite, sous la référence 900812, à notre Conseil.

Hay Managers
16, rue Baudin - 92300 LEVALLOIS

Très importante entreprise du secteur tertiaire au service informatique de pointe recherche pour la région Sud-Est son

Directeur informatique adjoint

Grandes perspectives d'évolution 400 KF+

Votre mission: vous travaillez en collaboration avec le Directeur Informatique sur du matériel IBM de dernière génération, et prenez en charge l'informatique (1 100 terminaux) ainsi que le suivi des programmes existants (800 programmes).

Votre profil: vous avez 30/35 ans, possédez une très bonne formation supérieure (Polytechnique, Centrale, HEC...) et connaissez bien le gros système IBM. C'est surtout votre fort potentiel, votre réel charisme et votre ouverture d'esprit, qui vous permettront d'évoluer très rapidement au sein de notre entreprise.

Envoyez CV + photo sous réf. P990AF au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou contactez Mme Fouché au 40.28.90.90.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Quand une Entreprise industrielle attend son LEADER...

DIRECTEUR GENERAL

600 KF+

Elle attend avant tout un animateur, un gestionnaire, en un mot...un ENTREPRENEUR.

500 pers., 500 MF, 1 filiale à l'étranger, 1 autre récemment acquise, démontrent s'il en est besoin notre dynamisme, notre volonté de poursuivre un développement européen déjà prometteur et de conforter notre position de leader dans la fabrication et la distribution de fournitures industrielles.
Nous appartenons à un groupe industriel français (2.200 pers. CA : 1,2 milliard de Frs) coté en bourse. Notre PDG y est appelé à de nouvelles fonctions. Il souhaite donc aujourd'hui passer le relais à un véritable Chef d'Entreprise.

Vous connaissez le monde industriel, y avez tenu des fonctions de Direction (de préférence commerciales). Vous savez donc que la réussite d'une Entreprise est en grande partie dûe à ceux qui la composent, à ceux qui savent, sur le terrain, s'adapter rapidement aux besoins du marché, qui aiment avant tout ENTREPRENDRE et REUSSIR.

Pour ce poste basé près de MULHOUSE, la connaissance de l'Anglais est indispensable, l'Allemand souhaité.
Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf H/DG/LM à :
RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC



Raymond Poulain Consultants



C'est tellement bien !

Faisant partie des fabricants français les plus appréciés du "MONDE DE LA CUISINE AMENAGEE", notre société réalise 200 M. de CA, employant 250 personnes.

L'évolution de notre structure nécessite la mise en place d'un

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ayant une expérience confirmée dans les fonctions opérationnelles, vous serez rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, prenant en charge l'ENSEMBLE DE L'OUTIL INDUSTRIEL.

Agissant dans le cadre d'un BUDGET NEGOCIE, VOTRE MISSION avec l'équipe qui vous entourera, sera avant tout de DIRIGER CETTE UNITE, de développer et d'organiser l'existant, d'animer les hommes et de LES FAIRE PROGRESSER, en ayant le souci PERMANENT de la PRODUCTIVITE et de la QUALITE.

Ce POSTE BIEN REMUNERE se situe en BOURGOGNE à CHALON-SUR-SAONE - 71.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous la réf. 1281-M à notre Conseil Europe Managers, 23 place Darcy, 21000 Dijon.



DIJON - LE HAVRE - NANTES

Groupe de "Services"
Responsable des Services Comptables

Nous sommes, sur notre marché, un des acteurs probablement parmi les plus récents et certainement parmi les plus vigoureux. Notre chiffre d'affaires tangente déjà le demi milliard de francs.

Notre bonne santé s'explique par 3 raisons : la formule est nouvelle, son marketing attrayant et la gestion omniprésente.

Nous vous proposons dans ce contexte dynamique, de devenir le responsable -très autonome- des comptabilités, de la trésorerie, du budget et de l'informatique.

A vos côtés, six personnes, jeunes, compétentes, très demandeuses de conseils et de formation. Et vous rendez compte vous-même au Directeur Financier.

Quelque ce soit votre âge, vous connaissez votre métier par coeur et sous toutes ses facettes. Vous l'avez exercé en PME et peut-être même dans une organisation avec plusieurs centres de gestion, reporting et consolidation. Aujourd'hui vous avez envie de changer de vitesse.

Merci, alors, d'adresser votre dossier et vos prétentions sous réf. LRC 973 M à SEFOP qui répondra à vos premières questions.

Le poste, précisons-le, est à pourvoir en grande banlieue Sud.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

*Filiale française du leader mondial en vins, alcools et spiritueux, nous recherchons pour notre site de **Mâcon** (130 personnes, 30 millions cols), notre*

Directeur de Production

Membre du Comité de Direction, le Directeur de Production garantit la réalisation du programme de production (vins fins et vins de marque en série) dans le respect des conditions qualité, coût et délai définies. Il coordonne la préparation, l'embouteillage (travail en 2 × 8h), la maintenance et la logistique. Il élabore et gère le budget. Il anime et motive une équipe de 80 personnes. Il développe un système de GPAO.

*A 35 ans environ, Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de production de 8 à 10 ans acquise dans **le conditionnement liquide.** Vous souhaitez confirmer vos capacités de management et prendre la responsabilité totale d'une direction de production.*

Notre Groupe saura vous offrir des possibilités d'évolution. L'Anglais est impératif.
Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Joëlle Khuat Duy sous réf. 1002.

Hay Managers
5 place Charles Béraudier, 69428 LYON CEDEX 03

Le Monde des Juristes

Dans le cadre du développement de la Bourse française, de l'évolution institutionnelle affectant les Sociétés de Bourse, et de l'internationalisation des marchés financiers, nous recherchons :

JURISTE CONFIRME(E)

Rattaché(e) au responsable de la Réglementation professionnelle, vous interviendrez en tant que spécialiste des affaires juridiques pour l'ensemble de la Direction afin d'assurer la conformité des dossiers sur le plan juridique. Vous participerez aux nouveaux projets liés aux questions européennes, en relation avec les directions opérationnelles et les autres institutions de la place.

D'une solide formation juridique, doublée si possible d'un diplôme IEP, vous bénéficiez d'une expérience minimale de 5 ans, de préférence en cabinet de conseil ou d'avocat et êtes parfaitement bilingue anglais. Votre personnalité alliant rigueur et sens relationnel, votre méthodologie et votre ouverture sont vos atouts pour réussir dans ce poste et acquérir la maîtrise de l'organisation des marchés boursiers.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous la référence 9091M, à Brigitte GRISEL

SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES
BOURSE DE PARIS
4, place de la Bourse - 75080 PARIS CEDEX

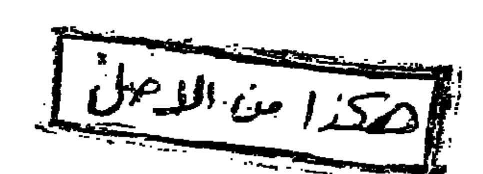
SOCIETE D'EDITION ET DE PRESSE
spécialisée en droit fiscal et social recherche un jeune juriste pour un poste de

REDACTEUR SOCIAL H/F

(réf 8632)

Si vous êtes motivé par ce poste, adressez lettre manuscrite motivée et CV en rappelant la référence à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade
75008 PARIS



Le Monde des Juristes

Cadre juridique et administratif

Filiale française d'un grand groupe international, *nous* recherchons pour nos départements juridiques un CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF.

Vous *possédez une maîtrise de droit* et une première expérience réussie dans le droit des affaires.

Vous serez intégré à la direction financière et juridique et serez amené à participer aux *activités concernant les contrats* commerciaux, les immeubles et les fonds de commerce.

De bonnes connaissances *en anglais et en* comptabilité constitueront des atouts appréciables.

Lieu de travail : Paris 8e et ensuite proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, rémunération brute annuelle souhaitée, photo), sous la référence 6886, à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

La Holding d'un Groupe Industriel Multinational de haute technologie (CA > 50 Mds F) recherche un

Fiscaliste de Haut Niveau

Paris **400/700 KF**

Au sein d'une équipe de fiscalistes de premier plan, le candidat aura notamment pour mission d'intervenir sur tous les dossiers *intéressant la fiscalité française (implantations, restructurations,* choix stratégiques...). Il sera également amené à conseiller les nombreuses filiales du groupe.

Pour cette entreprise internationale prestigieuse où de multiples possibilités d'évolution de carrière existent, nous recherchons un candidat âgé de **35/40 ans** ayant une expérience minimum de **8/10** ans de la fiscalité française et éventuellement internationale.

Ce poste s'adresse à un candidat entreprenant, doté de réelles qualités humaines lui permettant d'avoir des contacts à tous niveaux, ayant une approche constructive de la fiscalité et parlant parfaitement anglais.

Contacter **Antoine Goldschmidt**, au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, *sous réf.* AG5916MO.

MP
Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

PUBLICATION SOCIALE PARIS
recherche pour sa rubrique juridique

JOURNALISTE JURIDIQUE (H/F)

spécialisé(e) en protection sociale

Mission : synthèse et rédaction de textes juridiques et sociaux, suivi de la politique sociale.

Profil : minimum maîtrise de droit social, aisance rédactionnelle, facilité de contact et première expérience réussie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
A.S.H./recrutement (réf. 309)
10, rue de Louvois - 75002 PARIS



RECHERCHE POUR SA DIRECTION RAFFINAGE-DISTRIBUTION UN

JURISTE CONCURRENCE/CONTRATS

Au sein de la Division de sa Direction Juridique, il assurera, auprès des différentes entités de l'entreprise et de ses filiales, un rôle de conseil et d'assistance, d'élaboration de conventions tant en français qu'en Anglais et de gestion des litiges.

Pour ce poste, nous recherchons un professionnel du droit des affaires, de formation DJCE, DESS ou DEA avec un complément de type IAE, Science-Po, disposant d'une expérience de 2 à 5 ans en entreprise ou en cabinet de conseil ou d'avocats, acquise en matière de Droit de la Distribution et de la Concurrence et si possible Publicité et Communication, immédiatement opérationnel.

Agilité et curiosité intellectuelle, esprit d'équipe et autonomie, qualités de communication écrite et orale, autant d'atouts requis pour cette fonction. Les candidats à fort potentiel pourront évoluer au sein de notre Groupe.



PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

Merci d'adresser votre lettre + CV à notre Conseil,
Paul-Emile TAILLANDIER -
11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS sous la référence 4018.

TRACEZ VOTRE FUTUR



MATIF : Marché à Terme leader en Europe

- *Un marché international*
- *Des technologies de pointe*
- *Des projets ambitieux*
- *Une culture d'entreprise*
- *Une dynamique des carrières*
- *Une politique de formation*

Notre département juridique recherche un

CHARGE D'AFFAIRES JURIDIQUES

Votre expérience d'au moins 3 ans comme juriste d'entreprise, de préférence dans une banque ou une institution financière, vous permettra de prendre en charge de façon autonome le suivi des dossiers juridiques du groupe et plus particulièrement :
- *la gestion juridique du Marché à Terme*
- *la gestion juridique des sociétés*

Vous êtes titulaire d'un *DESS/DEA Droit des Affaires/Fiscalité.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle), en indiquant la référence B/633 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6, rue Halévy - *75009 PARIS.*

ornicar

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES recherche pour son Secrétariat Général

Jeune JURISTE D'AFFAIRES

Vous serez chargé dans un premier temps du suivi juridique des assurances et vous participerez rapidement à la définition de la politique générale de l'établissement (définition du programme *d'assurances, adéquation des contrats aux* risques, définition des franchises, etc.).

Vous deviendrez également le conseil des cadres opérationnels en matière de contrats, d'opérations financières et d'opérations de marchés.

De formation juridique Bac + 5 (une connaissance du droit des assurances serait un atout), vous parlez couramment l'anglais.

De sérieuses qualités relationnelles sont nécessaires.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous réf. 6876 à **MEDIAPA** *50/54*, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.



BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

[illegible] ASSURANCES DE PERSONNES

Pour le département "Assurances" de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez en relation avec de nombreux interlocuteurs, et interviendrez à tous les stades de la gestion et de la technique des assurances de personnes.

Agé de 25-30 ans, vous devrez justifier :
- d'une formation juridique (BAC + 3), DROIT ou I.A.P
- d'une expérience professionnelle *d'au moins 2 ans dans l'assurance ou en courtage.*

Le poste requiert, outre des compétences techniques, d'excellentes qualités relationnelles, de l'aisance dans les contacts téléphoniques et une bonne maîtrise de l'écrit.

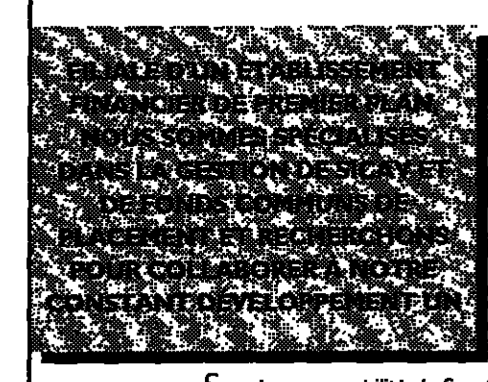
La pratique de la micro sera appréciée.

Merci d'adresser CV et prétentions (sous réf. ASS) à Anne MONFORT
Société Générale - Service Recrutement **- 7, rue Caumartin 75009 PARIS.**



CONJUGUONS NOS TALENTS.

(Organisation et Publicité)



JEUNE CHARGE D'ETUDES JURIDIQUES

Sous la responsabilité du Secrétaire Général, il aura en charge l'ensemble de la vie administrative et sociale de notre Société : préparations et comptes-rendus du conseil d'administration, des assemblées générales, suivi juridique et administratif des SICAV et FCP, relations avec les établissements de contrôle (COB...).

Il sera amené également à réaliser des études juridiques dans les domaines financier et économique.

Vous êtes titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, vous possédez des qualités rédactionnelles et organisationnelles, et avez démontré un intérêt pour le secteur *financier à travers une première expérience juridique ou des stages de longue durée,* votre offre de collaboration nous intéresse.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 08 1175 à CONTESSE, 38, rue de Villiers -92532 - LEVALLOIS-PERRET, Cedex, qui transmettra

CONTESSE



Créez la fonction dans l'industrie pharmaceutique :

Les laboratoires J. LOGEAIS recherchent, fabriquent et commercialisent des médicaments. Ils recrutent pour leur siège social à Issy les Moulineaux un

Juriste d'entreprise

Chargé de créer la fonction, vous intervenez directement dans le domaine des marques, des assurances et des contrats. Vous conseillez nos différents responsables France et Export et veillez au respect de la législation dans l'entreprise. Vous établissez et entretenez des relations étroites avec les services des ministères dont nous relevons, le SNIP et d'autres organismes.

Votre formation en droit des sociétés et votre expérience professionnelle acquise dans l'industrie pharmaceutique vous permettront de donner à ce poste sa dimension. Vos qualités de rigueur, de dialogue et d'autonomie alliées au sens du service faciliteront votre intégration et feront de vous un interlocuteur reconnu.

Merci d'adreser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 114 D a Sophie de GOROSTARZU - ARCO - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS / RHÔNE-ALPES

ARCO

CONTESSE

LES ORGANISMES CENTRAUX DU CREDIT MUTUEL RECHERCHENT

JURISTES

Réf. 231/LM

Au sein de la Direction Juridique et Fiscale, vous apporterez une assistance opérationnelle (dans tous les domaines du droit) à nos Groupes Régionaux ainsi qu'aux différents services des Organismes Centraux.

De formation supérieure juridique, Maîtrise de Droit Privé, vous avez acquis une première expérience dans le secteur bancaire.

Pragmatique, vous êtes un homme de terrain et avez des qualités relationnelles certaines.

Réf. 232/LM - (CDD 1 an et +).

Au sein du Service Juridique de la Caisse Centrale, vous participerez au montage juridique des OPCVM et gérerez leur vie juridique et sociale.

De formation supérieure juridique, Maîtrise ou 3ème cycle en Droit des Affaires, vous avez nécessairement une expérience significative acquise en Cabinet ou en Entreprise. Autonome, vous avez le sens de l'organisation et le goût du travail en équipe.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 22.100 collaborateurs et 4.130 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5ème Banque Française.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

IMPORTANT ORGANISME DE RECOUVREMENT

RECHERCHE

dans le cadre des formations en alternance, pour son secteur contentieux

TITULAIRES D'UNE MAITRISE EN DROIT

(Option Droit Privé)

Agés de moins de 26 ans, dégagés des obligations militaires.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé et de la copie du diplôme exigé, devront être adressées à :

U.R.S.S.A.F. de Paris
Direction du Personnel
3, rue Franklin
93518 MONTREUIL CEDEX

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d' HAVAS et de COGECOM, l' ODA est la régie publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM. 3,5 milliards de CA et 1 million d'annonces réalisés, 2 500 collaborateurs, 450 000 clients sont des illustrations concrètes de la performance ODA.

JEUNE JURISTE *HF*

Au sein de notre Direction juridique, vous intégrez une équipe de juristes d'entreprise.

De formation juridique niveau 3ème cycle, spécialisé dans le droit des affaires, le droit des sociétés et le droit international, vous prendrez en charge des missions variées.

Vous assurez notamment la gestion documentaire et le suivi juridique de toutes nos sociétés filiales ou apparentées. Dans le cadre de notre développement international, vous participez aux opérations, sur le plan juridique.

Une première expérience serait un plus. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. DAJ/90 à



ODA
Evelyne MALACH
7 av. de la Cristallerie
92310 SEVRES

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM

HCAP

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Le Monde de la Gestion

PUISSANT GROUPE FINANCIER renforce SA DIRECTION DES MARCHES

4 OPERATEURS ACTIONS

Pour faire face au fort développement des activités de la table, nous recrutons pour gérer des positions et intervenir sur les marchés Actions-monep-indices-futurs :



• 2 TRADERS-COURTIERS (INTERMEDIATION)

• 1 CONTREPARTISTE

• 1 ARBITRAGISTE

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des diplômés (BAC + 5 économiques ou scientifiques) dotés d'une première expérience (1-3 ans) de Trading sur ces marchés et soucieux de relever notre challenge.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 292464 à CONTESSE - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

CONTESSE



N° 1 mondial et N° 1 en France, 6 000 personnes et 3 Mds de F de CA, une haute technologie et un savoir-faire largement reconnu : voilà les bases sur lesquelles OTIS vous propose de débuter ou de développer votre carrière. Deux nouveaux postes se créent au sein des services comptables centraux de notre siège social (Paris 17e).

Chef de projet finances (réf. CPF)

Novateur dans l'âme, il concevra et définira les nouveaux outils comptables. Diplomate et faisant preuve d'une grande capacité relationnelle, il assurera l'interface entre les services financiers et la direction informatique pour la mise en place de ces applications. La réussite de ce projet d'envergure lui ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de notre Direction Financière.

Jeune cadre comptable (réf. JCC)

Pour se familiariser à nos systèmes et à la comptabilité anglo-saxonne, il assurera le suivi de nos filiales et participera à la clôturation des comptes de la société mère. Par la suite, il se verra confier, en toute autonomie, la préparation de certains dossiers fiscaux.
Bien entendu, il se destine à évoluer dans la filière comptable.

Débutants ou possédant une première expérience, diplômés d'une école de commerce ou du DECF, si vous maîtrisez l'anglais et peut-être la comptabilité anglo-saxonne, alors adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant la réf. du poste choisi à Bénédicte Guimard, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris.

O T I S : D E S T I N A T I O N F U T U R

B A N Q U E P A R I S I E N N E

Filiale d'un groupe important recherche

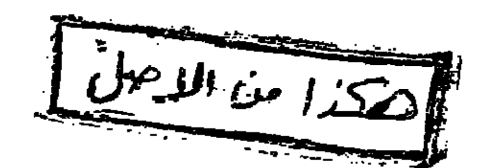
ATTACHE CLIENTELE BON NIVEAU

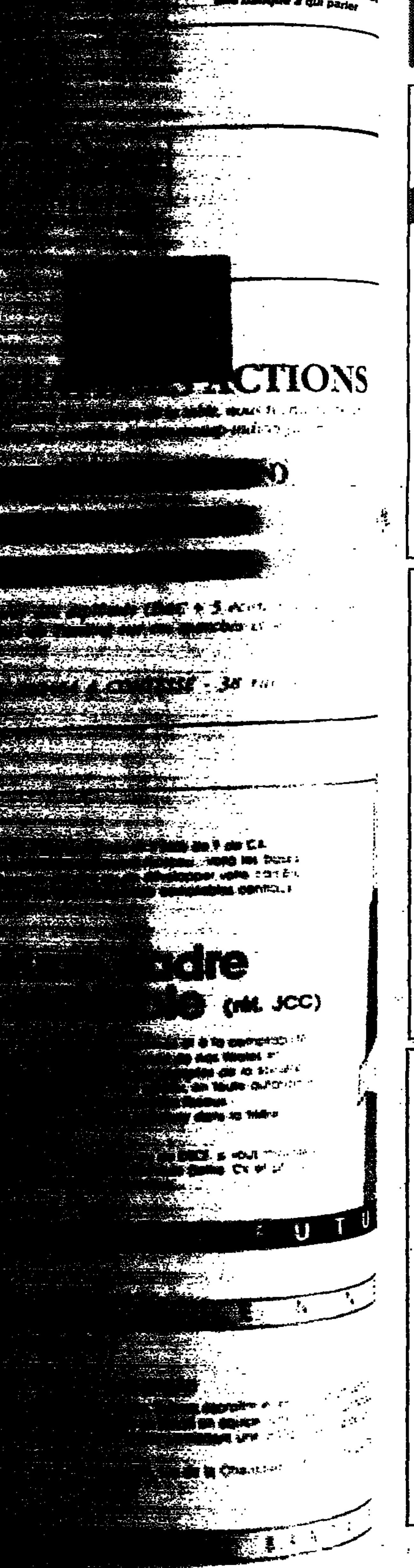
Le candidat sera affecté dans un secteur en développement. Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra accroître et entretenir un portefeuille de clientèle. Il aura le sens de l'organisation et de la méthode et devra démontrer des aptitudes au travail en équipe. Une bonne connaissance des métiers de l'immobilier serait un plus. Une expérience de l'exploitation bancaire de 2 à 3 ans permettant une intégration rapide est une condition indispensable pour postuler à cet emploi.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. LM/14 à O.C.B.F Services 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS

services

V O U S A S S I S T E D A N S

MEDIAPA





Un établissement bancaire spécialisé recherche des

Exploitants Entreprise

Rattaché(e) au Directeur de l'Exploitation de notre siège parisien, vous aurez pour mission d'entretenir et de développer un portefeuille de moyennes et grandes entreprises en intervenant auprès d'un réseau régional de haut niveau avec lequel vous saurez établir des relations privilégiées.
Agé(e) de 28 ans au moins, votre formation supérieure (Ecole de Commerce, BAC + 5) complétée par une expérience confirmée et réussie de l'exploitation entreprise au sein d'un établissement bancaire, font de vous un négociateur commercial rompu à l'analyse du risque.
Autonome et volontaire, vous souhaitez valoriser vos acquis et rejoindre une banque de qualité qui vous offrira un poste riche de contacts à haut niveau.
Contactez **Catherine Le Ninivin** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre de motivation + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.CLN6439MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

LBW



BANQUE POPULAIRE DE LA CÔTE D'AZUR

recherche dans le cadre de sa stratégie de développement son

Trésorier

Rattaché au Directeur Financier, vous serez responsable de la gestion de la Trésorerie.
Vous analyserez et optimiserez les flux financiers et procéderez au suivi des opérations conclues sur les différents marchés.
Vous assurerez les relations avec les autres services et le réseau, et serez l'interlocuteur privilégié des clients importants et des correspondants externes.
Agé d'environ 30 ans, de formation universitaire ou bancaire supérieure, vous occupez, depuis au moins trois ans, une fonction similaire en entreprise ou mieux dans un établissement financier.
Votre volonté de progression et votre capacité d'adaptation vous permettront d'évoluer à terme vers d'autres responsabilités au sein de cette banque.

Contacter **Florence Couraud** au (1) 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Rhônes-Alpes**, 19 rue l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf.FC489MO

MP
Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

LBW

BANQUE HERVET

La Banque HERVET
recherche
pour sa Succursale de NICE un

Conseiller de Clientèle Privée

Exploitant Particuliers depuis quelques années, diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez faire évoluer votre carrière.

Venez rejoindre notre succursale de Nice, en plein développement.

Votre principale mission sera de gérer et développer une clientèle aisée : Particuliers, Professions libérales, Entrepreneurs individuels, Associations et Institutionnels, avec l'appui des services spécialisés du siège. En outre, vous participerez aux nombreuses manifestations *organisées par la succursale* au niveau de la région Côte d'Azur.

Votre personnalité ouverte, vos excellentes dispositions relationnelles, votre habitude des contacts de bon niveau et votre connaissance du milieu local sont vos atouts pour réussir dans cette fonction..

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Bénédicte GUIBOURG, Banque HERVET, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M34N

LBW

Groupe industriel français performant leader mondial dans son domaine (CA > 20 Mds F) recherche pour son siège un

Analyste de Gestion

Proche banlieue Ouest

Rattaché au Responsable du Contrôle Gestion Groupe, l'intéressé prend en charge l'ensemble du contrôle financier d'une branche d'activité : il analyse plan, budget, actualisations et reportings ; il suit les opérations de clôture et contrôle la cohérence et la *qualité de l'information. Il examine la rentabilité des* projets d'investissements et le contenu financier des contrats commerciaux.
En liaison avec le contrôle de gestion opérationnel, il réalise toutes les analyses et études économiques utiles à orienter l'action.
Il est enfin le garant du respect des méthodes *et procédures de gestion du groupe et participe* à leur évolution.

Le candidat recherché, âgé d'environ 26/28 ans, sera diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou possèdera un diplôme universitaire équivalent. Il justifiera d'une expérience de 2/3 ans en entreprise ou cabinet d'audit.
Ce poste rapidement évolutif (2ans) vous **permettra de prendre ensuite des responsabilités financières très larges au sein du groupe et notamment en contrôle de gestion opérationnel.**
Contacter **Frédéric Pougeon** au (1) 45.53.26.26 ou envoyer CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.FP5413MO.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

LBW

UNISYS, l'un des leaders mondiaux de l'industrie informatique recherche pour son centre d'études et de production situé près de Rouen

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein d'une petite équipe, vous participerez à l'élaboration du plan financier annuel (compte d'exploitation et bilan prévisionnel) et serez chargé(e) du calcul du prix de revient de nos produits dans un contexte fortement informatisé.
De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous souhaitez mettre en valeur et enrichir vos compétences (comptabilité / finance / informatique) en rejoignant une société de haut niveau technologique.
Vous parlez anglais et vous êtes familiarisé(e) avec la micro-informatique pendant vos études ou lors d'une première expérience.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV) à Nathalie OTT, UNISYS, route de Duclair, BP 5, Villers Ecalles, 76360 BARENTIN.

UNISYS

CURRICULUM

Société US (2 Mds $) leader sur son marché recherche son

Credit Manager Europe

Paris **250/300 KF**

Rattaché au Directeur Financier, vous êtes chargé de la mise en place et du développement d'un système d'analyse du risque clients pour l'ensemble des filiales Européennes. Vous devez établir et promouvoir les procédures permettant de détecter les situations à risques et effectuer les traitements qui s'imposent. Vous sensibilisez la direction commerciale aux risques clients et collaborez étroitement avec les responsables refinancement et trésorerie. Pour ce poste qui offre de réelles perspectives d'évolution, vous avez entre 25 et 30 ans et une première expérience du crédit management ou de l'analyse financière. Bien sûr vous maîtrisez l'anglais ; la connaissance de l'allemand serait un plus.
Contacter **Didier Cloix**, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.DC6076MO.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

LBW

La toute nouvelle filiale IARD de l'un des premiers groupes bancaires français recherche un

Chargé d'Etudes Marketing

230 KF±

Intervenant de façon ponctuelle avec les Chefs de Marchés, vous détecterez les besoins, effectuerez les analyses de départ et ferez des préconisations.
Votre expérience des *enquêtes* et des études qualitatives et quantitatives acquise au sein d'un cabinet ou du département études d'une société vous a permis de bien connaître ces outils. (réf.CK6084MO).

Responsable de l'Observatoire Concurrence

230 KF±

Vous serez responsable de la création d'un "observatoire concurrence" et travaillerez sur tous les lancements nationaux. D'autre part, vous aurez un rôle "de terrain" afin d'aider les opérationnels locaux à étudier leur marché et leur concurrence.
Ce rôle très opérationnel comprend des déplacements de courte durée partout en France et conviendra à une personne maîtrisant bien les études de marché. (CK6085MO).

Ces deux postes rattachés à la direction des Etudes Marketing sont situés au siège de la société.
Vous êtes de formation supérieure (ESC ou équivalent), vous bénéficiez d'une première expérience du marketing et des études que vous avez acquise au sein d'une société d'études, d'un cabinet ou d'une entreprise du secteur tertiaire et vous souhaitez intégrer une équipe jeune et dynamique pour contribuer à un projet ambitieux.

Contactez **Christian Katchourine** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre C.V. + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous référence du poste choisi.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

LBW

Contrôleur Budgétaire,
nous comptons sur vous pour tirer notre épingle du jeu.

Rapidement maîtriser les différentes techniques propres à la vente par correspondance sera pour vous l'opportunité d'élargir vos connaissances tout en évoluant dans notre Groupe qui ne cesse d'innover.

Intégré à la structure d'Expansion Direct, division opérationnelle en charge de nos produits hors presse (Agendas, Time-System, Bus mailing...), vous élaborez les budgets annuels avec le Responsable du Produit et suivez les résultats mensuels. Vous réalisez également les études qui vous sont confiées et faites preuve d'initiative pour en proposer vous-même. Enfin, vous établissez le reporting de votre activité auprès du Contrôle de Gestion de la Holding avec qui vous entretenez une relation fonctionnelle.

Diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, possédant une première expérience d'au moins 2 ans, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par *leur interprétation. Bon esprit d'équipe,* excellent sens relationnel mais aussi sens aigu de la précision sont vos qualités premières pour réussir dans cette fonction pointue.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo, sous réf. M/2708, au GROUPE EXPANSION, Direction des Ressources Humaines, Le Ponant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

► 11 TITRES FRANCAIS DIFFUSES A PLUS DE 500 000 EXEMPLAIRES, ► EUREXPANSION, UN RESEAU D'UNE TRENTAINE DE TITRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS, IMPLANTE DANS 11 PAYS D'EUROPE. ► 830 PERSONNES, ► 1,2 MD DE C.A.

GROUPE EXPANSION

MEDIA-SYSTEM

Le Monde de la Gestion



CA 2 Milliards, 1 600 personnes, 26 unités de production, importante branche de LAFARGE COPPEE, renforce sa Direction financière et souhaite intégrer au siège de la Société à l'Isle sur Sorgue (Vaucluse, à 20 km d'Avignon):

AUDITEUR CONFIRME

(27-30 ans)

Responsable de son service, l'auditeur réalise toute mission d'investigation ou de contrôle financier ou comptable, propose et fait appliquer les procédures de fonctionnement des différentes activités de la Société en France et en Europe. Il a une expérience de 3 à 5 ans environ au sein d'un grand cabinet d'audit. (Réf. PL 1)

ANALYSTE DE GESTION

(24-27 ans)

L'analyste participe à la conception et à l'évolution du tableau de bord de la société. Il fait évoluer les procédures de reporting sur micro. Agissant en consultant interne, il aide les autres services à bâtir leurs outils de gestion. Il réalise à la demande toute analyse spécifique. Idéalement, il a une expérience de 2 à 3 ans en entreprise, mais il peut être débutant. (Réf. PL 2)

Pour ces deux postes, une formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co, DECF et une très bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires. De larges possibilités d'évolution vous seront, après quelques années dans ces fonctions, ouvertes au sein de la Société ou du groupe LAFARGE COPPEE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, en précisant votre choix, à notre conseil CORHUS, Jean-François Caradot, 20 chemin du Randin, 69130 Ecully.

CORHUS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIA-SYSTEM



Dans le cadre de son association avec la Société américaine McDERMOTT et de ses récents succès commerciaux en IRAN, ETPM recrute un

ASSISTANT DE SECRETAIRE GENERAL

Vous participerez à l'ensemble des problèmes concernant le contrôle de gestion, la comptabilité, la trésorerie, les questions administratives et contractuelles liées à la réalisation de nos chantiers.

Vous serez associé à la mise en place d'un système de gestion dans un environnement franco-américain.

Après une période de 2 à 3 ans au Siège vous pourrez évoluer vers un poste de Responsable Administratif et Financier à l'étranger, au sein de notre Société ou dans le Groupe GTM-ENTREPOSE.

Le poste s'adresse à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, SC. PO/ECO FI ...) débutant ou ayant une première expérience, désireux de développer ses compétences dans un environnement international.

Vous devez maîtriser parfaitement la langue anglaise et être immédiatement disponible pour de courtes missions à l'étranger.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la référence 2781 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75848 - Paris Cedex 17, qui transmettra.



Crédit d'équipement des PME

Afin d'accompagner le développement et la complexité accrue de nos interventions sur les marchés, notre Direction Administrative des Operations Financieres renforce ses structures et recrute son :

Adjoint au Responsable Back-Office Devises

A la tête d'un service de 6 personnes doté d'outils informatiques performants :

- vous relayez activement la responsable de l'équipe dans ses fonctions d'organisation et de contrôle de l'ensemble des traitements administratifs et comptables des opérations devises.
- vous êtes garant de la fiabilité et de la qualité des procédures opératoires et de comptabilisation des opérations complexes faisant intervenir de nouveaux instruments financiers (options de change et de taux, caps, floors...).

A 27/30 ans, doté d'une solide formation comptable (DECS ou équivalent), vous justifiez d'une première expérience des opérations de marché, acquise, soit au sein d'un Back-Office Devises, soit en cabinet d'audit opérant dans le secteur bancaire. Vous maîtrisez l'anglais et l'outil micro-informatique.

Vous souhaitez aujourd'hui vous investir pleinement dans une fonction alliant des responsabilités d'animation d'une petite équipe et un environnement technique stimulant et porteur de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous ref. Y0820 à notre conseil :

— RECRUTEMENT —

2 PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

L.B.W.

Contrôleur de Gestion
junior

Filiale d'un groupe international et leader dans son domaine en France, notre société emploie 950 personnes et réalise un CA de 1MdF.

Responsable du Contrôle de Gestion d'une division de produits, vous intervenez dans la définition, l'élaboration et l'amélioration des procédures et systèmes d'information. Vous avez en charge la gestion prévisionnelle, ainsi que l'analyse de l'activité (budgets, résultat-écart, reporting...). Vous prenez immédiatement une part active dans la mise en place d'un nouveau logiciel comptable. Ce poste est basé dans le 93.

La trentaine et de formation supérieure (ESC, Sciences Po, Dauphine...), vous parlez couramment l'anglais et vous maîtrisez la micro-informatique. Vous avez acquis une expérience de 1 à 2 ans dans une société industrielle pratiquant la **comptabilité anglo-saxonne**. Vos qualités personnelles vous permettront de vous imposer auprès de vos interlocuteurs et d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein de la Direction financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle s/réf. 125-01/M à notre conseil ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

MEDIAPA

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.



RESPONSABLE MARCHE PROFESSIONNELS

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 5, grande école ou université), vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

En collaboration étroite avec le Directeur du marché des entreprises, vous managerez, gérerez une équipe de plusieurs personnes chargée de la gestion des dossiers et de l'animation du marché.

Véritable interface entre les différents services, vous interviendrez comme animateur tant en interne qu'en externe.

Votre engagement personnel, votre dynamisme, vos qualités d'animateur et d'organisateur, alliés à votre sens de la réalité ne pourront que favoriser votre évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo et prétentions), sous référence 111, à notre Conseil SHE - 98, avenue de Villiers - 75017 PARIS.

MEDIAPA

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE IMMOBILIER

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé alliant tradition et innovation.*

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE. *Responsable de la gestion d'un portefeuille de clients très importants, de par leur notoriété et leur volume d'affaires, vous analysez les risques, préparez vos dossiers que vous présentez en* Comité *et vous gérez l'ensemble de vos engagements. En relation également avec les promoteurs nationaux, vous vous attachez aussi à développer votre clientèle.*

Juriste de formation, vous possédez une expérience de 5 ans minimum du financement des opérations immobilières dans une banque. Votre pratique de l'anglais est un atout important.

Madame THERON *vous remercie de lui répondre par courrier sous la référence* GP/09/LM - NSM - BP 46608 - 75008 PARIS.

Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM
GROUPE ABN BANK

Au coeur de la santé

ROUSSEL-UCLAF, Groupe Pharmaceutique et Agrochimique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : Santé humaine, animale et végétale.

Pour notre zone Afrique-Moyent Orient (CA 1 milliard de FF), nous recherchons deux :

CONTROLEURS DE GESTION JUNIORS

Votre mission :

- participer au suivi de la gestion des différents centres de profit de la zone, ainsi qu'à l'élaboration des budgets et plans à moyen-terme de ces unités,
- assurer un appui opérationnel auprès des centres de profit et de la Direction de la zone en participant activement aux décisions stratégiques et aux projets nouveaux (études de rentabilité, implantations commerciales et industrielles, accords de licence,...).

Débutant ou disposant d'une première expérience, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce. Intéressé par l'international, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger. Anglais courant indispensable et connaissance de la micro - informatique appréciée.

Ce poste très opérationnel doit déboucher sur une expatriation à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 125/M à ROUSSEL UCLAF Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CURRICULUM

responsable paie
PARIS

Filiale française d'une société **multinationale de premier plan** (2,7 milliards de dollars de CA), nous élaborons et fabriquons **des produits de chimie fine et de spécialités.**

Notre chiffre d'affaires en France (2,5 milliards de francs) et nos profits attestent de notre croissance continue.

Notre Controller recherche son **Responsable de la Paie.**

A ce poste que nous souhaitons **dynamique**, vous serez **l'interface** entre le département financier et les autres départements de la société notamment celui du Personnel.

Vous aurez à **actualiser les systèmes et procédures**. Vous aurez à **suivre les primes, les bonus, les charges sociales** ainsi que la participation et les **différents coûts** liés à nos personnels " expatriés ", etc.

Vous êtes donc un **spécialiste de la Paie**, de formation supérieure, capable de **prendre ce rôle en main** et de **faire évoluer cette fonction** (connaissance de l'environnement micro indispensable).

La réussite à ce poste doit vous permettre d'autres perspectives au sein de notre groupe.

La maîtrise de **l'anglais** est **nécessaire.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. LD 10 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Directeur financier

Finistere **300 KF**

Au sein de l'un des premiers groupes industriels français, une société en forte expansion (50 MF de CA) dans une activité internationale agro-alimentaire, recherche son directeur financier.

Il devra, tout d'abord, réorganiser les services financiers. Il développera le contrôle de gestion des projets internationaux afin d'améliorer le suivi des résultats. En outre, il animera la comptabilité, le reporting, le contrôle de gestion, l'administration, et le personnel.

Agé de plus de 30 ans, le candidat recherché est diplômé de l'enseignement supérieur. Il doit maîtriser l'anglais et idéalement bénéficier d'une expérience similaire dans le secteur agro-alimentaire.

Adaptable et diplomate, il doit être capable d'accompagner dynamiquement la forte croissance de cette entreprise.

Adresser votre dossier de candidature à Antoine MORGAUT sous référence AM 9304 LM.

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS
Téléphone : 49.24.90.00 - Fax : 47.42.99.79

MANAGERS

350 400 KF

Auditeurs motivés, vous souhaitez accélérer votre carrière et diversifier votre clientèle ; vous pouvez rejoindre ce cabinet international, parmi les leaders français, qui recherche des managers à fort potentiel.

Vous y effectuerez des missions diversifiées pour des clients variés, dans une structure caractérisée par une excellente ambiance et une volonté de croissance toute particulière.

Les candidats recherchés sont diplômés d'une école de commerce, parlent un anglais opérationnel et bénéficient d'une expérience de plus de 5 ans de cabinet d'audit.

Energiques et autonomes, ils doivent être polyvalents pour développer tous les types d'interventions.

Adressez votre dossier de candidature à notre conseil, Antoine MORGAUT sous la référence AM 9301 LM (confidentialité garantie).

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS
Téléphone : 49.24.90.00 - Fax : 47.42.99.79

92 - Nanterre

Une opportunité de carrière à saisir pour un Jeune Contrôleur de Gestion

Créé en 1984, notre Groupe occupe une place importante du secteur de la micro-informatique. La complémentarité de nos services nous permet de proposer à notre clientèle "l'informatique globale". Le développement constant de nos activités et les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés (60 % pour 1990) nous amènent à renforcer nos structures et à créer une nouvelle fonction au sein de la Direction Financière.

Nous vous proposons de prendre en charge le contrôle de gestion des sociétés du Groupe. Votre mission première sera d'en assurer la mise en place et le suivi mensuel. D'autre part, vous serez également chargé d'établir le reporting, d'élaborer les budgets et d'effectuer des missions spécifiques.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure justifiant d'une première expérience en Contrôle de Gestion ou en Audit. Il possède une bonne pratique de l'outil informatique. De bonnes connaissances en Anglais constitueraient un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 50/3785 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Votre projet est assurément le nôtre — winterthur

AUDITEURS INTERNES

Winterthur, société suisse d'assurances, premier Assureur étranger en France (2 Milliards de CA, 850 collaborateurs), est présent dans le monde entier et particulièrement bien implanté en Europe. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de développement en France, elle renforce son département Audit.

Rattachés au Responsable de l'Audit, ils sont chargés de l'analyse des procédures et des comptes des différents départements de la société en France. Ils participent aussi à l'élaboration et à la mise à jour de nouvelles méthodes de contrôle. Deux postes sont à pourvoir : le premier sera plus orienté vers des missions de gestion et de comptabilité, le second vers des missions d'organisation informatique.

Ces postes conviendraient à des diplômés d'une Ecole de Gestion + DECS ou équivalent, justifiant d'une expérience de deux ans environ acquise en audit interne ou externe dans le domaine des services. Postes basés à la Défense. Plusieurs déplacements en Province prévus au cours de l'annnée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/3689 B à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Auditeur confirmé

Filiale d'un groupe international, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans le domaine des Télécommunications. Pour étoffer notre Département Audit Central, nouvellement créé, nous recherchons un auditeur confirmé.

Rattaché au Directeur de l'Audit, vous avez pour mission d'analyser les situations des différents services et filiales, de vérifier l'application des procédures ainsi que le bon fonctionnement des organisations. Centrée dans un premier temps vers les audits comptables et financiers, votre activité s'orientera progressivement vers d'autres secteurs : Informatique, Marketing, Ressources Humaines, Production...

Agé de 30-35 ans, de formation DECS + Ecole de Commerce, vous parlez couramment l'anglais. Vous avez acquis une expérience de 4/5 ans si possible en cabinet où vous avez pratiqué l'audit anglo-saxon. Vos qualités relationnelles et votre autorité naturelle vous permettent de vous imposer auprès de vos interlocuteurs. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. 119-02/M à notre Conseil ARPE - 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS

MEDIAPA

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

60 - COMPIEGNE

Prendre en charge les Ressources Humaines et le Contrôle de Gestion de la plus moderne des unités de production du Groupe.

Filiale d'UNILEVER, notre société (500 personnes - 1 milliard de francs de chiffre d'affaires) fabrique et commercialise au travers de la grande distribution des produits comestiques et d'hygiène corporelle. Nous recherchons pour notre unité de production de Compiègne (250 personnes) le Responsable des Ressources Humaines et du Contrôle de Gestion.

Rattaché au Directeur de l'usine, nous vous proposons de prendre en charge de manière opérationnelle la gestion des ressources humaines, le contrôle de gestion, l'administration et les services généraux. Votre mission consistera également à développer les relations tant internes qu'externes. Vous serez assisté dans votre démarche par une équipe de 9 personnes dont vous assurerez l'animation.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 30/35 ans diplômé de l'enseignement supérieur. Vous justifiez d'une expérience de Contrôleur de Gestion de préférence en milieu industriel ou vous avez un profil de "Généraliste" de PME. Vos aptitudes et votre goût pour la communication constituent la condition majeure de votre réussite. Cette expérience sera un excellent tremplin pour une carrière dans les différentes sociétés du Groupe.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 50/3551 E à : **EGOR GESTION ET FINANCE** - 8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

Unilever

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

fiscaliste

Filiale d'un grand groupe international, nous recherchons un Cadre pour notre Département Fiscal, au sein de la direction financière et juridique.

Vous assisterez le Chef du Département Fiscal pour la mise en place des procédures fiscales et la gestion des impôts, droits et taxes en liaison avec les services comptables. Vous participerez aux études menées au sein de la direction.

Vous apporterez, le cas échéant, votre concours aux autres départements de la direction financière et juridique.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 à 35 ans environ, diplômé d'Enseignement Supérieur (3e cycle en fiscalité). Il est indispensable que vous ayez des connaissances comptables approfondies (DECS souhaité). La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Votre expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine de la fiscalité pratiquée dans un cabinet serait très appréciée.

Une évolution de la fonction sera proposée à moyen terme, à un candidat de valeur.

Lieu de travail : Paris 8e et ensuite proche banlieue ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération annuelle souhaitée, sous la référence 6885 à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX (Réponse et discrétion assurées).

Spécialiste du financement informatique

NCR un choix stratégique

NCR, 5e constructeur américain de systèmes informatiques compte 62 000 personnes dans 115 pays pour un chiffre d'affaires de 6 mds de dollars.

En rejoignant NCR France (1 500 personnes, 1,6 milliard de CA), vous prolongez une réussite professionnelle hors du commun.

Pour notre division "NCR FRANCE FINANCEMENT", nous recherchons le spécialiste qui prendra en charge l'étude du marché financier afin d'obtenir les meilleures conditions de refinancement. Il assurera, en outre, la gestion du portefeuille de la division et l'analyse des dossiers de crédit pour en préparer la décision d'attribution.

De formation supérieure (Ecole de Gestion, DECS...), vous avez acquis, au cours d'une première expérience, la connaissance du marché financier et de la comptabilité anglo-saxonne. La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique (tableurs, bases de données) fait de vous le candidat idéal.

Pour ce poste à pourvoir à la Défense, merci d'adresser votre candidature sous réf. SFI à Laurence Amata, NCR, 20 place de Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

NCR
La Libre-Informatique.®
Choix stratégique.

Le Monde



PROVENCE · COTE D'AZUR

CISIGRAPH, SPECIALISTE DE LA CFAO PRESENT SUR LES PRINCIPAUX MARCHES MONDIAUX RECHERCHE POUR ACCOMPAGNER SA CROISSANCE

RESPONSABLE DES COMPTABILITES ET DU REPORTING FINANCIER

Rattaché au Directeur Financier, dans un contexte d'équipe, vous aurez la responsabilité des domaines suivants :
- Comptabilités des sociétés du groupe (sociales, analytiques, fiscales) et Consolidation.
- Reporting financier mensuel des sociétés et du groupe.
- Elaboration et mise en place de principes et procédures comptables et financières.
- Contrôle de gestion et Budget.
- Assistance, conseil et audit des filiales en France et à l'Etranger.

A 30-35 ans, vous avez une formation supérieure + DECF/DECS et justifiez d'une expérience de cabinet complétée par des responsabilités opérationnelles au siège ou dans une filiale d'une société de structure internationale utilisant procédures et reporting de type anglo-saxon.

Rigueur, esprit d'initiative et disponibilité, sont les qualités requises pour ce poste basé à notre siège à Vitrolles et nécessitant des déplacements.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

Chargé de satisfaire l'ensemble des besoins en informatique de gestion de notre société, vous devrez concevoir et gérer un système d'informations accessible aux différents départements du groupe, maîtriser et supporter les applications existantes en les faisant évoluer vers un système homogène.

Vous avez une double formation gestion/informatique (Bac + 4 minimum) et bénéficiez d'une expérience d'environ 3 ans en informatique de gestion.

Votre sens relationnel sera un atout de réussite.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Des déplacements sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le poste choisi, à Agnès LEMOINE - CISIGRAPH Technoparc du Griffon - 13127 VITROLLES.



MEDIAPA



VOUS AVEZ DIT EDITION ?
ADJOINT DU CONTRÔLEUR DE GESTION GROUPE

Composé d'une vingtaine de sociétés, notre Groupe de communication multimédia veut, dans le cadre de son développement international, étoffer sa structure de contrôle de gestion.

Tenace, diplomate, très à l'aise avec vos interlocuteurs, vous savez obtenir les informations dont vous avez besoin.

Vous assurerez la formation et l'animation du contrôle de gestion filiales (planification et suivi des résultats), développerez outils de gestion et études stratégiques.

Après de solides études de gestion (Ecole de Commerce, Dauphine, Sciences Eco, ...), votre 1ère expérience professionnelle réussie vous a permis d'éprouver vos qualités d'analyse et de synthèse.

Passez à la dimension supérieure, votre potentiel sera le garant de votre évolution future. Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil **CENAS** - Jacqueline de Closmadeuc - Tour Neptune - Cédex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

Responsable de la comptabilité en milieu industriel

IMPORTANTE IMPRIMERIE DE PRESSE

Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons un professionnel de la comptabilité en milieu industriel. Rattaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous lui confierons la responsabilité de la Comptabilité générale et analytique (arrêtés mensuels, bilan, déclarations,...). Il veillera à la maintenance de l'outil informatique et à la mise en place de ses modules périphériques. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel de la comptabilité de formation supérieure (DECS) possédant une dizaine d'années d'expérience au sein de PMI et familiarisé à l'outil informatique. Organisation et méthode, esprit d'équipe et sens des responsabilités, autant de qualités déterminantes pour ce poste basé en banlieue Sud-Est.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4031/M.



FORCE 5

Nous appartenons à un groupe américain numéro 1 sur son marché, représentant en France 6000 personnes, 3 milliards de francs de CA.

Notre unité de fabrication et de distribution, 340 personnes, proche banlieue Nord-Ouest, sera bientôt entièrement transformée. Ceci nécessite un réaménagement complet de notre organisation ; pour cela, nous recherchons un

CHEF DE PROJET
pour créer un nouveau contrôle de gestion

Votre objectif est de définir et de mettre en œuvre un système de gestion permettant à chacun de nos responsables d'unités de piloter son activité.

Vous êtes en charge de l'intégralité du projet : définition des principes, du cahier des charges, mise en application et transition des systèmes actuels. Aussi sommes-nous exigeants sur vos qualités d'autonomie, d'initiative ainsi que sur vos aptitudes relationnelles.

Diplômé ESC, vous avez 2 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion et votre parfaite connaissance de l'anglais est alliée à une maîtrise des outils informatiques de gestion.

La réussite de ce projet d'envergure vous offrira de réelles perspectives d'évolution dans notre groupe.

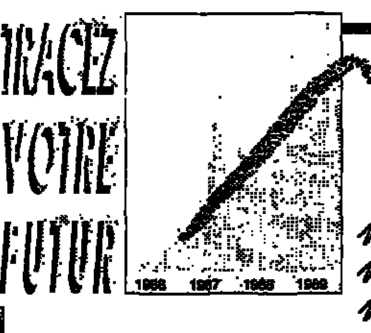
Merci d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence I 122 LM, à notre conseil KER qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

15, rue Daumier  75016 Paris

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Carré Turonne

TRACEZ VOTRE FUTUR





MATIF : Marché à Terme leader en Europe

- *Un marché International*
- *Des technologies de pointe*
- *Des projets ambitieux*
- *Une culture d'entreprise*
- *Une dynamique des carrières*
- *Une politique de formation*

Le département du contrôle a pour missions essentielles de vérifier le respect des règles en vigueur, d'évaluer les risques pris par les intervenants, d'apprécier l'organisation du service MATIF chez l'adhérent...Nous recherchons pour ce département deux contrôleurs

JEUNES DIPLOMES
DE GRANDES ECOLES DE GESTION

Vous avez des stages significatifs dans le milieu financier. La rigueur, le goût pour l'analyse, l'esprit de synthèse alliés à des qualités de contact et de diplomatie seront nécessaires pour réussir. Avec des cadres jeunes et bien formés, un état d'esprit résolument novateur, un professionnalisme reconnu par toutes les places financières, nous avons beaucoup d'atouts pour vous convaincre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E/630 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

EMS CHRONOPOST

Entrez dans l'espace temps.

[illegible]

AUDITEUR INTERNE

[illegible] la préconisation pour permettre à l'entreprise [illegible]

[illegible] services opérationnels ou fonctionnels, il contrôle la fiabilité des systèmes [illegible] le respect des procédures [illegible] les causes des anomalies [illegible] suggère les actions correctrices.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans [illegible] en Cabinet [illegible] d'esprit, sens relationnel, aptitude à travailler en équipe [illegible] sont vos atouts. Ce poste, basé en proche banlieue parisienne, requiert de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil : [illegible] GILBERT RAYNAUD & PARTNERS [illegible] Monceau 75008 PARIS, sous réf. 9042 [illegible]

APPLICATIONS

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES
(HEC, ESSEC, CENTRALE, MINES...)

Banque d'entreprises à vocation nationale et internationale, la BFCE recherche pour son INSPECTION GENERALE des jeunes diplômés grandes écoles.

Au sein d'une équipe d'une quinzaine de personnes, directement rattachée au Président, vous vous formerez de manière approfondie aux techniques bancaires et à la gestion de l'ensemble de nos unités en participant activement à des missions d'inspection de plusieurs semaines tant en France qu'à l'étranger.

Vos qualités d'analyse et de synthèse, vos excellentes capacités rédactionnelles, votre sens des contacts ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'anglais vous permettront d'acquérir l'expérience requise pour prendre rapidement la responsabilité de ces missions.

Ultérieurement, grâce à votre compétence qui sera très appréciée, vous pourrez bénéficier de possibilités de carrière diversifiées au sein de la BFCE.

Si la perspective de rejoindre notre banque vous séduit, merci d'adresser votre lettre de candidature avec votre curriculum vitae, sous référence JD/ING à BFCE - Direction des Ressources Humaines - 21, boulevard Haussmann 75009 PARIS.

BFCE Banque Francaise du Commerce Extérieur

Organisation et Publicité

CONTROLLER
EVOLUER DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Nous sommes la filiale d'un groupe anglais (12 Milliards de chiffre d'affaires), implantée dans une grande ville à 150 km à l'Ouest de Paris. Notre société fabrique et commercialise ses produits dans l'industrie, la distribution et l'aéronautique.

Le Controller que nous recherchons est rattaché au Directeur Général et supervise une équipe de 6 personnes. Sa mission principale : assurer le contrôle des coûts industriels et des prix de revient, développer et mettre en place les systèmes d'information internes, notamment le nouveau système de cost-accounting.

En outre, il exerce les responsabilités classiques de la fonction : comptabilité, contrôle de gestion, reporting, trésorerie, administration générale.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, grande école, maîtrise de gestion). Vous avez acquis votre expérience dans un environnement industriel, de préférence international. Vous parlez couramment l'anglais et connaissez les normes comptables et financières anglo-saxonnes.

Vous souhaitez intégrer un groupe qui se distingue par la rigueur de sa gestion, et où la fonction financière est réellement perçue comme stratégique. Nous vous proposons d'être le numéro un de cette fonction avec une réelle autonomie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 037.01 à Marc SIBOLD KPMG COFROR - 20, Place de l'Iris, la Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.

KPMG Cofror

Organisation et Publicité

هكذا من الأصل



Caisse d'Epargne Ecureuil des Bouches-du-Rhône et de la Corse

Premier établissement financier régional, avec 1400 personnes et 45 milliards de total bilan. Dans le cadre de son développement, il recherche :

INGENIEUR FINANCIER

Vous serez chargé de concevoir l'ensemble des méthodes de production financière. Vous serez garant de l'adéquation et de la cohérence de ces outils dans le domaine de la gestion de bilans, l'ingénierie des produits et des interventions sur les marchés. De formation supérieure, votre expérience professionnelle d'au moins 5 ans vous a conduit à exercer des responsabilités dans les domaines de l'ingénierie financière et de l'intégration de produits bancaires. Ce sont vos qualités relationnelles et votre sens des responsabilités qui vous permettront d'assurer pleinement les missions qui vous seront confiées. Votre dynamisme s'inscrit au sein du premier établissement financier de la façade méditerranéenne qui relève un de ses nouveaux défis majeurs. *Réf.* A/X5180M.

RESPONSABLE ORGANISATION COMPTABILITE BANCAIRE

Vous aurez la responsabilité des aspects comptables et réglementaires de la refonte du système d'information général. Votre mission sera d'optimiser l'intégration et la fiabilité des données et des procédures comptables. Rattaché au responsable du département comptable, vous serez l'interface entre les services comptables et les services opérationnels de la banque. Agé d'au moins 28 ans et de formation supérieure (Ecole de commerce, DECS ou équivalent), vous avez acquis une solide compétence de la comptabilité bancaire. Votre participation à un projet informatique comptable est un plus. Rigueur et sens des relations humaines sont indispensables pour réussir dans les fonctions afférentes à ce poste. Réf. A/X5181M.

Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence choisie - PA Consulting Group -11, Cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72 (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

A la pointe de la technologie en informatique industrielle, APRIL représente aujourd'hui 480 personnes et 500 millions de francs de chiffre d'affaires. Sa vocation est la conception et le développement d'automates programmables dans un esprit d'innovation et de haute performance. Dans le cadre d'une stratégie de croissance, elle recherche aujourd'hui :

UN CHEF DU PERSONNEL H/F

Rattaché au directeur des ressources humaines et en relation étroite avec les responsables opérationnels, il prendra en charge l'ensemble de la politique du personnel : gestion administrative, paie, formation, relations sociales... De formation type école de commerce option gestion du personnel ou équivalent universitaire, il a une expérience de 3 à 5 ans de la fonction acquise , si possible, en site industriel. Aisance relationnelle, esprit réalisateur et goût des contacts "terrain" sont indispensables pour réussir dans cette mission. Ce poste est basé à Castres. Réf A/T7380M.

UN RESPONSABLE DU RECRUTEMENT H/F

Rattaché au directeur des ressources humaines et en liaison avec les responsables opérationnels, il déterminera dans le cadre de son budget la procédure interne de recrutement depuis l'analyse de fonction jusqu'au suivi des candidats intégrés. Il participera aux opérations de communication de recrutement et développera les relations avec les écoles et associations professionnelles. De formation supérieure, il a une expérience du recrutement d'au moins 3 ans. La connaissance du marché électronique et informatique est un atout. La pratique de l'anglais sera un plus compte tenu du contexte européen. Ce poste est basé indifféremment à Castres ou Grenoble. Réf A/T7381M.

Pour ces postes, écrire à Magüy MOURET en précisant la référence choisie - **PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18.** (PA Minitel 36.15 code PA)

april

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Valeo
Thermique Habitacle

Leader européen dans le domaine des appareils de chauffage et de climatisation, implanté industriellement en France, Grande - Bretagne, Suède, Italie, Espagne, Brésil, Mexique, U.S.A, nous avons acquis une taille mondiale.

2 Contrôleurs de Gestion (La Verrière 78)

Vos missions :

Poste A :
- contrôle de gestion Achats: performance / productivité / écarts standard
- Gestion des affaires : outillages/ prototypes/ valorisation des stocks (actualisation des projets)

Poste B :
- Analyse des frais d'études
- Analyse des frais administratifs
- Analyse des coûts de production (en relation avec nos 2 usines)
- *Suivi budgétaire des différents services du site.*

De formation supérieure commerciale et/ou de gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience similaire en industrie.

Pratique de la micro informatique (lotus) appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste concerné à **Valeo Thermique Habitacle** - Service Recrutement , 8 rue Louis Lormand - 78320 LA VERRIERE

Valeo *L'Equipement Automobile*

CONTROLEUR DE GESTION
± 300 KF

Dijon - Rattaché au groupe Fournier (2 000 personnes, 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires), la société Plasto S.A. consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public et développe sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette progression, le directeur général de Plasto recherche un contrôleur de gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget de l'ensemble des comptes de gestion (370 millions). Il s'implique fortement dans les plans de développement. Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont un cadre, le candidat recherché est âgé d'au moins 30 ans. De formation supérieure, ESC ou école d'ingénieurs avec un troisième cycle gestion/finances, il appuie son expérience professionnelle sur 5 à 10 ans d'activité en milieu industriel, si possible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informatique et des méthodes anglo-saxonnes sera très appréciée. Ce poste nécessite un anglais courant avec, dans l'idéal, de bonnes notions d'allemand. Les possibilités d'évolution sont de nature à motiver un candidat rigoureux et très relationnel. Ecrire à Laurent PY en précisant la référence A/3235M **PA Consulting Group - 78, boulevard du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex.** (PA Minitel 36.15 code PA)

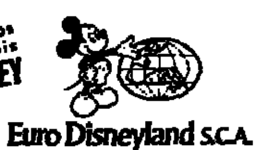


PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Responsable des services généraux
... et un peu magicien ?

Dès 1992, Euro Disneyland, entreprise européenne au savoir-faire américain, comptera 12 000 personnes. Vous serez responsable pour toutes les opérations des services généraux : budgets, personnel, bureaux, loyers, télécommunications, *transmissions*, politique d'implantation, transports internes...
Vous avez une volonté à toute épreuve, êtes avant tout un homme de service, capable d'envisager plusieurs tâches à la fois, et vous avez un excellent sens relationnel.
Vous avez 10 ans d'expérience dans le domaine du service, dont au moins 3 ans en tant que responsable. .
Diplômé d'une *école* de *Gestion ou* de Commerce, vous êtes parfaitement bilingue.

Merci d'adresser votre candidature,
sous réf. AD/0212/M, à
Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

les professionnels de l'imagination

© Disney



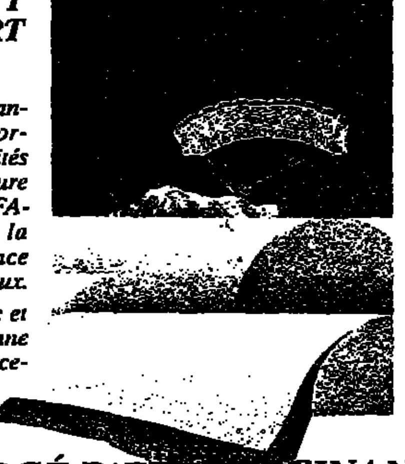
GROUPE ARJOMARI

***LE GROUPE ARJOMARI, premier groupe papetier** français (plus de 10 milliards de CA, dont la moitié à l'étranger, 17 usines, 7 000 personnes), est un leader européen de papier haut de gamme et le plus important distributeur de papier en Europe.*
La Direction Financière recherche



3 Jeunes COLLABORATEURS





• RESPONSABLE CREDIT CLIENT FRANCE ET EXPORT

Il est chargé du contrôle crédit des clients français et étrangers d'ARJOMARI SA. Il coordonne les cellules crédit des différentes unités du groupe pour les risques importants. Il assure la gestion et l'optimisation du contrat COFACE. Il effectue un reporting mensuel à la Direction Générale. Il suit avec l'assistance d'un cabinet d'avocats les dossiers contentieux.

Ce poste nécessite des qualités de diplomatie et de persuasion. Il conviendrait à une personne active et ouverte, disponible pour des déplacements en France et à l'étranger.

Réf. 3881

• TRESORIER FRANCS

Il gère la Trésorerie Francs en tenant compte des impératifs des marchés financiers et de leur évolution. Il développe une utilisation maximum du Logiciel CERG afin de parfaire la productivité du service et propose de nouvelles applications. Il élabore un reporting efficace.

Il anime le "pool" Trésorerie Francs du groupe et instaure des relations de confiance avec les filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat sachant allier rigueur et mobilité d'esprit.

Réf. 3882

• CHARGÉ D'ET[...] FINANCIERES

Il se verra confier des missions essentielles pour la vie financière du Groupe : préparation de plans de financements, analyse des besoins en fonds de roulement, calcul de la rentabilité des investissements de production, suivi de la rentabilité des capitaux investis. Il fera des études financières et économiques sur la concurrence ou les secteurs d'activités.

Ce poste ouvert sur l'extérieur, nécessite curiosité, méthode et sens critique. *Réf. 38823*

Ces postes basés au siège à PARIS, s'adressent à des DIPLOMES GRANDES ECOLES DE COMMERCE, motivés par un environnement international et ayant une pratique courante de l'Anglais. Le groupe offre de nombreuses opportunités d'évolution.

Adresser votre dossier de candidature à DEVELOPPEMENT *10, rue de la Paix - 75002 PARIS*

amp

Le Monde de la Gestion

Pour prendre un bon départ : la comptabilité H.P !

Jeune diplômé d'une école de commerce (option finances/compta), vous souhaitez valoriser vos compétences dans une société qui développe un système comptable performant et vous permette d'évoluer dans un environnement international.

Hewlett-Packard, l'un des premiers constructeurs informatiques (7,5 milliards de CA en France), vous propose de découvrir un système comptable informatisé, et de vous former aux comptabilités anglo-saxonne et française.

Au sein d'une équipe de 35 personnes - et en contact avec nos différents services - vous assurez le suivi comptable des stocks, validez les transactions journalières, vérifiez leur valorisation et analysez le "cost of sales", avec un souci constant de respect des échéances.

La pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes dans notre société ou dans le groupe.

Postes basés à Evry (91).

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo + lettre) sous réf. ADMIN3/LM/ADA, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

MEDIA-SYSTEM



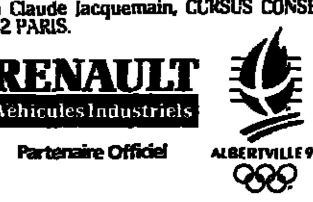
Financier Exportation

Le Groupe Renault Véhicules Industriels, CA 34 Milliards, 32 500 personnes, implanté sur les 5 continents, renforce son équipe de financement export et recherche un jeune collaborateur opérationnel.

Responsable d'une zone du monde, vous prendrez en charge le montage des opérations de financement. Interlocuteur privilégié des Directions Commerciales, vous jouerez un rôle moteur en imaginant des solutions originales, efficaces et fiables. Vous assurerez les relations avec les banques et les organismes français et étrangers.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, option Finance...) vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et de l'espagnol. Vous avez complété votre formation initiale par une première expérience dans le secteur bancaire ou dans le financement en entreprise. Vous souhaitez mettre en œuvre vos qualités relationnelles et de négociateur et intégrer une équipe jeune, au sein d'un groupe international. La fonction est basée à Paris.

Pour une première rencontre, adressez votre dossier sous référence 1046M à Claude Jacquemain, CURSUS CONSEIL - 21, rue Vivienne - 75002 PARIS.



Jeunes diplomés ESC, MSTCF ou DECF

Pour la Direction des Affaires Comptables de la SOCIETE GENERALE.

Au sein d'une équipe de 11 personnes, vous participerez à l'élaboration des états financiers consolidés. Vous serez chargé de gérer le dispositif de reporting des informations comptables et financières de nos nombreuses filiales en France et à l'étranger, avec lesquelles vous entretiendrez des contacts fréquents. Nous vous offrons l'opportunité d'approfondir des techniques comptables complexes, d'apprendre à maîtriser des méthodes de consolidation et de comptabilité financière et d'avoir progressivement un rôle de conseiller dans des montages variés. Une bonne connaissance de l'anglais et un intérêt marqué pour l'informatique constitueront des atouts importants. (réf. S.C.)

Vous prendrez en charge, au sein d'une équipe de 10 personnes et après une période de formation, la gestion administrative et comptable d'une ou plusieurs sociétés holdings. Votre mission comportera notamment : le back office et la comptabilisation des opérations relatives aux portefeuille-titres, l'élaboration et l'analyse des états de reporting trimestriels pour la direction financière, l'établissement des états financiers annuels et des déclarations fiscales, la réalisation d'études techniques comptables et fiscales. (réf. GAC)

Vous êtes débutant de formation ESC, MSTCF ou DECF, nous vous proposons pour ces postes à caractère évolutif une formation de haut niveau aux techniques utilisées.

Merci d'adresser votre CV et prétentions (sous référence choisie) à : Anne MONFORT - SOCIETE GENERALE Service du Recrutement - 7, rue Caumartin 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Organisation et Publicité



NOTRE PASSION:
Le Voyage à pied

UNE VOCATION :
L'organisation de randonnées à travers le monde.

Aujourd'hui nous recherchons notre

SECRETAIRE GENERAL H/F

Vous avez 32-40 ans, une formation supérieure de type Sup de Co + DECS et avez acquis une expérience de plusieurs années dans un poste similaire au sein d'une PME dans le tertiaire.

Venez rejoindre notre équipe et prendre en charge la gestion administrative/comptable/fiscale/informatique/juridique/personnel ainsi que le contrôle de gestion de notre Société.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions - sous référence SG/09 à notre Conseil Patrick J. Bruneteau.

PJB International Management

75, rue de Miromesnil - BP 385
75008 PARIS - Tél. : 42 94 07 34

GROUPE CIC

Le CIC-PARIS, c'est :
- la 1re Banque du Groupe CIC,
- 116 agences à Paris et en Région Parisienne,
- 4000 collaborateurs,
- une clientèle de 40 000 entreprises et de 250 000 particuliers.

Chargés de clientèle débutants particuliers ou entreprises

De formation supérieure (IEP, ESC, DESS ou maîtrise...), vous voulez intégrer le milieu bancaire pour une carrière dynamique et évolutive. De fort tempérament commercial, attiré par le conseil, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire et être jugé sur vos résultats.

Après une formation complète, nous vous confierons, dans le cadre d'une très large délégation de responsabilités, le développement et la gestion d'un portefeuille de clients.

Nous saurons vous offrir une rémunération motivante ainsi qu'une rapide évolution de carrière à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. LM/70 à Christine BONHOURE - PHL Conseil 32, Avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

MEDIAPA

CIC
PARIS



La Caisse Centrale des Banques Populaires, organisme bancaire et financier du groupe des Banques Populaires, recherche pour son département international, un



adjoint responsable marketing

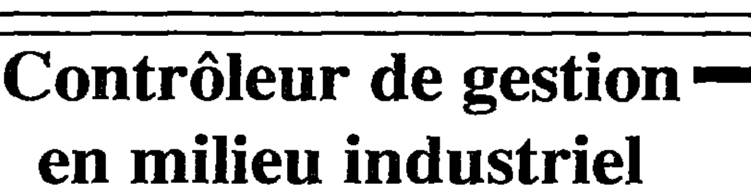
Au sein d'une équipe chargée d'assister les services commerciaux internes et le réseau, vous participerez à la conception et à l'élaboration de services bancaires à vocation internationale et destinés aux entreprises.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'une université de gestion, vous avez acquis une première expérience significative dans le marketing ou la commercialisation de services bancaires aux entreprises. Vous parlez également un anglais courant et opérationnel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous référence 6891/M, à

Pour en savoir plus
3616 JOB PLUS CODE CCB

MEDIAPA 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



Contrôleur de gestion en milieu industriel

IMPORTANTE IMPRIMERIE DE PRESSE

Dans le cadre de notre stratégie de développement, pour maîtriser notre gestion, nous recherchons un jeune contrôleur de gestion. Rattaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous vous confierons la mise en place d'un contrôle de gestion dynamique. Vous prendrez en charge l'établissement des budgets, la production du tableau de bord et du reporting et le suivi des investissements. Vous participerez activement au plan à moyen terme. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion, de formation ESC/Dauphine, possédant une expérience réussie similaire de 5 ans en milieu industriel. Esprit de synthèse et d'analyse, adaptabilité et organisation, et sens de la communication, autant de qualités exigées pour réussir dans ce poste basé en banlieue Sud / Est de Paris.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4039/M.



Jeunes Diplomés :

Gestion et mobilité les clés de votre réussite



Avec un chiffre d'affaires de plus de 12 Milliards de Francs et une implantation internationale, notre groupe est l'un des leaders mondiaux dans la fabrication de matériaux de gros œuvre destinés au Bâtiment et aux Travaux Publics.

Notre Division CIMENT FRANCE recrute plusieurs jeunes cadres destinés, à terme, à devenir RESPONSABLES DU SERVICE ADMINISTRATION ET GESTION EN USINE.

Rattaché au Directeur, votre mission couvrira la gestion administrative, la gestion du personnel ainsi que l'analyse de la gestion de l'usine. Vous veillerez au respect des procédures comptables, juridiques, fiscales et informatiques et participerez activement au développement des applications informatiques de gestion (centralisées et décentralisées). Vous serez également amené à effectuer des études économiques.

Dans un premier temps, vous serez affecté à la Direction de la Division CIMENT FRANCE, aux Technodes près de Mantes-la-Jolie (78).

Pour ces postes, aux fonctions larges et très motivantes, une formation supérieure est indispensable (Ecole de commerce, Maîtrise de Gestion...). Une première expérience acquise dans un domaine similaire sera appréciée.

Vous êtes ouvert à l'informatique et possédez de bonnes connaissances en anglais.

Disponible géographiquement, vous serez logé lors de votre affectation en usine (en province).

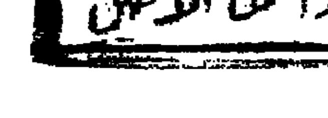
Nous vous offrons d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + Curriculum Vitæ) sous la référence 073/M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

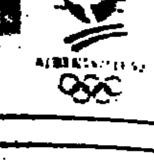
ORBE

MEDIAPA





Le Monde de la Gestion





Auditeur Interne

Le CREDIT NATIONAL recherche pour son Département de la Comptabilité, du Contrôle de Gestion et de l'Organisation un auditeur interne.

Diplômé Grande Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion, vous avez acquis pendant 3 à 5 ans une première expérience de l'Audit complétée d'une pratique de la comptabilité générale au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Une connaissance de la comptabilité bancaire serait appréciée.

Dans un premier temps, vous participerez avec l'encadrement aux travaux de mise en oeuvre de la nouvelle législation bancaire. Ultérieurement, vous serez appelé à exercer des responsabilités opérationnelles au sein du Département.

Pour ce poste basé à Paris, une bonne connaissance de l'anglais est requise.

Merci d'envoyer une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

Crédit National

Nous sommes l'un des premiers groupes français de Prévoyance collective et individuelle. Nous cherchons le (ou la) :

RESPONSABLE D'UN SERVICE COMPTABLE

- Vous avez une formation supérieure en comptabilité (MSTCF, DESCF, Ecole Supérieure de Commerce). Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez mettre en valeur vos qualités de responsable, d'organisateur et d'animateur.
- Vous cherchez une entreprise de taille nationale, à la fois performante et originale, exigeante et humaine, qui vous propose des perspectives de mobilité géographique et d'évolution professionnelle.

Au sein de nos services centraux, implantés près d'une grande ville universitaire méditerranéenne, vos fonctions seront :
- d'animer une équipe de 10 techniciens en gestion comptable,
- de concevoir et mettre en place les procédures comptables, liées à de nouvelles activités,
- d'assurer, dans votre domaine d'activité, la liaison avec notre centre informatique et notre réseau d'établissements.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 14301 à *ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS.*

CONTROLEUR DE GESTION

Notre Groupe représente aujourd'hui 8 milliards de C.A. et 35 000 personnes et notre activité restauration collective nous positionne parmi les leaders mondiaux. Dans le cadre de son fort développement vers des marchés nouveaux, une de nos filiales françaises (550 MF de CA, 1600 personnes),recrute son Contrôleur de Gestion.

■ Collaborateur direct du Directeur Administratif et Financier, vous prenez en charge :
- La conception et la mise en place d'outils de gestion innovants et très opérationnels adaptés à la structure de la filiale.
- Le pilotage et la réalisation d'études ponctuelles.
- La supervision et l'optimisation du suivi budgétaire mensuel.
- Le suivi et le développement de la fonction trésorerie : crédit management, placements...

La forte responsabilité qui vous est confiée vous conduit à encadrer un assistant de trésorerie ainsi qu'un contrôleur budgétaire ■ A 25/30 ans, vous avez de préférence valorisé votre formation (ESC, ou maîtrise de gestion) par une première expérience similaire.

■ Pour ce poste basé à Bois d'Arcy, adressez CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. LF 246 CAF à P. TORDJMANN - SODEXHO - BP 67 - 78185 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex.

CONTESSE



ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

GESTION D'OPERATIONS IMMOBILIERES.

Notre société, à Paris, agit en tant que conseil en immobilier (gestion d'immeubles, promotion...) pour le compte d'une clientèle institutionnelle, française et internationale.
Vous vous joignez à une petite équipe qui gère les dossiers de sociétés créées dans le cadre de montages d'opérations immobilières. Vous prenez en charge certains de ces dossiers : tenue de la comptabilité générale, suivi de la trésorerie, déclarations légales et administration du personnel.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum et, de préférence, titulaire du DECS (DECF). Vous pouvez vous prévaloir d'au moins trois années d'expérience acquise dans un cabinet d'expertise comptable ou dans un holding. Parler l'anglais serait apprécié.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4305, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu
75008 PARIS.

SERTI SELECTION

Contrôleur de gestion junior/senior
Adjoint trésorerie devises
Responsable de l'organisation de la comptabilité fournisseurs et inventaires
Responsable de l'organisation de la comptabilité des recettes

... et un peu magiciens ?

Pour organiser les services financiers du plus grand complexe de loisirs d'Europe, Euro Disneyland recherche des professionnels enthousiastes et rigoureux qui participeront à la formidable croissance de ces départements.

CONTRÔLEUR DE GESTION. Pour une des divisions de notre projet (parc à thèmes, costumes, hôtels, finance, marketing...), vous participerez à l'élaboration des stratégies financières et en suivrez les budgets sachant que pour la première phase de notre projet, nos investissements se montent à environ 18 milliards de F. Vous avez une expérience en entreprise ou en cabinet d'audit (stage ou 1[er] emploi pour les juniors ; 5 à 6 ans pour les seniors. (Réf. FN/0120/M).

ADJOINT TRÉSORERIE DEVISES. Vous participerez à l'élaboration des procédures de trésorerie, des rapports d'investissements, et aux activités relatives aux flux monétaires. 2 ans d'expérience dans ce domaine sont souhaités. (Réf. FN/0207/M).

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITÉ FOURNISSEURS ET DES INVENTAIRES. À la tête d'une équipe de 20 personnes — que vous recruterez et formerez — vous mettrez en place l'organisation des comptes fournisseurs et des inventaires (les procédures adéquates, les prévisions et analyses comptables, les systèmes informatiques, etc.) 5 à 7 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise vous permettront de réussir dans ce poste. (Réf. FN/0208/M).

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE DES RECETTES. Responsable d'une équipe de 30 personnes que vous recruterez et formerez, vous mettrez en place les procédures relatives à la comptabilisation des recettes de l'ensemble de notre entreprise (comptes clients, comptes des sponsors, recettes du parc à thèmes, recettes hôtelières, etc.). Une expérience réussie de 6 à 10 ans en cabinet et/ou en entreprise est nécessaire. (Réf. FN/0209/M).

Pour l'ensemble de ces postes, une formation grande école (option finance ou comptabilité) complétée par un DECSF, une MIAGE ou un MBA, est souhaitée. Vous maîtrisez l'anglais et l'outil informatique.

Pour profiter de ce challenge, adressez votre candidature en précisant la référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.





les professionnels de l'imagination

© Disney

DSM France

Notre société multinationale pétrochimique hollandaise (30000 personnes, 30 milliards FRANCS CA) recherche pour ses activités en FRANCE (Résine, transformation de matières plastiques, engrais...) :

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Réf. 2347 R/M

Rattaché fonctionnellement à notre Maison mère, il animera en FRANCE notre équipe d'auditeurs internes ayant pour mission, l'analyse et le contrôle des activités comptables, financières et administratives de nos filiales françaises. Outre sa mission de conseil, il sera l'interlocuteur privilégié des commissaires aux comptes.
Pour ce poste, nous souhaitons intégrer un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC, ...) et/ou expert comptable, d'environ 30-35 ans, possédant une solide expérience de l'audit acquise en entreprise ou cabinet.

AUDITEUR INTERNE

Réf. 2401 R/M

Intégré au sein de l'équipe d'audit interne France, nous vous confierons des responsabilités de contrôle et d'assistance auprès de nos filiales situées pour la plupart sur le quart Nord-Ouest de la France.
Ce poste conviendrait à un diplômé (HEC, ESSEC, ESC, ...) de 25 à 30 ans, possédant déjà une première expérience de l'audit de grande société acquise en Cabinet.

Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est impérative pour ces deux fonctions ainsi qu'une aptitude aux déplacements fréquents.
La taille de notre groupe est de nature à proposer des évolutions intéressantes à des candidatures de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la réf. du poste choisi ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant le **36.15 code JCM** sur votre minitel, où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

CVCADRE 36 15 JCM

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - BARCELONE

Membre de Syntec

Parmi les 100 premières du classement Fortune, notre société possède des filiales en pleine expansion dans toute l'Europe.
Pour faire face à cette rapide croissance, nous recherchons pour notre Quartier Général Europe :

Financial Planner-Forecasting

Rattaché à la direction du budget, vous serez responsable au niveau européen de l'élaboration des prévisions produits.
Vous prendrez notamment en charge l'analyse des prix et des ventes en tenant compte de l'incidence du marché des changes. Vous centraliserez les informations des filiales européennes et assurerez l'interface avec les Etats-Unis. Réf. FP/LM/990

Senior Consolidations Accountant

Vous serez principalement responsable de la préparation et de l'analyse des bilans au niveau européen.
Vous serez, en outre, chargé d'établir le calendrier et le cadre du reporting pour la consolidation des données financières de nos filiales. En étroite collaboration avec leurs directions financières, vous participerez aux réflexions stratégiques et mettrez en place des systèmes informatisés de gestion. Réf. CA/LM/990

De formation supérieure en comptabilité ou finance, vous êtes également titulaire d'un MBA (ou équivalent).
Vous possédez au minimum 3 ans d'expérience dans un environnement international au sein d'une direction financière et/ou d'un cabinet d'audit.
Ce poste sera pour vous l'occasion de mettre en oeuvre vos talents de négociation et de communication. Bilingue anglais. la connaissance d'une autre langue sera un atout pour réussir votre mission. Quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en anglais sous référence choisie à Mable JENKINS, Apple Computer Europe, le Wilson 2, Cedex 60, 92058 PARIS LA DEFENSE.

Apple, le Logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la société Apple Computer Inc





CURRICULUM

Le Monde



Auditeur interne



- 4 500 personnes.
- 15 unités de production.
- CA 2 milliards de francs.
- Leader européen du collant.
- Filiale de SARA LEE CORPORATION.
1er groupe mondial dans son secteur.

Intégré(e) au Département AUDIT INTERNE, vous occuperez une fonction de contrôle et d'analyse que vous exercerez auprès de notre Société et de ses filiales européennes.

Vous veillerez à l'application des procédures et à la sécurité du patrimoine du groupe.
Votre démarche constructive vous permettra d'apporter, si besoin, des solutions, d'élaborer ou améliorer des procédures, de mettre en place des contrôles internes... Vos déplacements en France et à l'Etranger seront multiples et vos contacts avec nos différentes directions très nombreux.
De formation Supérieure de Commerce, DESS comptabilité-finances ou MBA, vous avez une expérience professionnelle de 1 ou 2 ans en cabinet ou en entreprise et parlez anglais couramment. Poste basé à Autun (71).

■ *Adressez votre candidature sous réf. LP/172 à notre Conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon. Tél : 80.31.60.75.*

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANÇON

Manager financial planning *



- 4 500 personnes
- 15 unités de production
- CA 2 milliards de Francs
- Leader européen du collant
- Filiale de SARA LEE CORPORATION,
1er groupe mondial dans son secteur

Intégré (e) au Département Finances, vous occuperez une fonction autonome et valorisante vous permettant de débuter votre vie professionnelle.

Vous êtes attiré (e) par la planification et l'analyse financière, vous parlez l'anglais couramment... ***venez rejoindre un groupe international;*** *vous travaillerez en collaboration avec nos correspondants américains et serez en contact fréquent avec nos différentes directions.*
De formation Supérieure de Commerce ou DESS Comptabilité Finances, vous êtes mobile et évolutif (ve). Poste basé à AUTUN.

■ *Adressez votre candidature sous réf. LP/D96 à notre conseil CDPA - 52 bd Carnot - 21000 Dijon. Tél. : 80.31.60.75.*

** Responsable de la planification financière*

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANÇON

Nous avons pour vocation la conception, le montage et la réalisation de grands projets immobiliers et urbanistiques en France et à l'Etranger. Société en forte croissance, nous créons, à Paris, le poste de

Directeur Administratif et Financier

Pour notre entreprise comme pour les différents projets que nous développons, le Directeur Administratif et Financier assumera :
- la gestion (comptabilité et trésorerie, budget et suivi des flux financiers).
- le suivi des questions juridiques et fiscales : administration, création et vie des sociétés liées aux divers projets, suivi des contrats...

A 30 ans minimum, vous avez une expérience réussie de la fonction dans une société de services ou en PME (expertise comptable, conseil, immobilier, publicité...). Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 11.05.04/M à notre Conseil Drouot-L'Hermine Consultants - 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

DROUOT-L'HERMINE
CONSULTANTS

Le Groupe CEPME, spécialiste du conseil et du financement des entreprises, met à la disposition des PME une gamme complète de produits financiers permettant d'assurer leur développement.
Présent dans 42 villes de France, il conseille plus de 220 000 entreprises françaises.

LES CARRIERES DE LA REUSSITE

Chargés de Clientèle

De formation supérieure -Ecole de Commerce, ITB, juriste- vous possédez une première expérience (2 à 3 ans) du secteur bancaire et plus particulièrement de l'exploitation entreprise.
Responsable à part entière de vos clients, décideurs de PME (Directeurs Financiers ou Directeurs Généraux), vous disposerez d'une totale autonomie pour les conseiller, diagnostiquer leurs besoins, gérer et analyser leurs risques.
Vous participerez activement à la prise de décision finale.
Rapidement, suivant vos résultats, vous prendrez la responsabilité d'un groupe commercial que vous animerez et gérerez. Plus qu'une opportunité, nous vous proposons aujourd'hui d'intégrer au sein de notre groupe un métier très porteur qui saura dynamiser votre carrière et vous offrir de très larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser sous réf.09MO votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Monique Danion, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.



Crédit d'équipement des PME

L.B.W.

Contrôleur Financier

Secteur hospitalier

Organisme du secteur de la Santé - 600 personnes - plusieurs établissements répartis dans le Sud de la France, nos activités sont diversifiées. Notre développement nous amène à mettre en place des procédures comptables et financières rigoureuses. Nous recherchons ce cadre capable de s'adapter à notre nouvelle structure.

Directement rattaché au Président, il aura pour mission l'organisation comptable avec la définition des procédures comptables et administratives, la rédaction des directives permettant de déterminer les budgets ; l'audit et le contrôle internes avec l'application des décisions budgétaires ; la révision et la consolidation comptable et financière. Conseil auprès des directions opérationnelles, il sera responsable de la bonne application des procédures, devra veiller à la fiabilité des informations et interviendra en tant que coordinateur sur le déroulement des opérations financières.

Sa formation supérieure : Expertise Comptable ou Ecole type ESCAE, ESSEC..., sera complétée par une expérience similaire de 3 à 5 ans. Ses aptitudes relationnelles, ses capacités de dialogue et la recherche d'une certaine qualité de vie, lui permettront de s'épanouir dans cette fonction attractive et riche de par la diversité des missions à mener.

Poste à pourvoir dans le Sud de la France à 20 km de Carcassonne.

Notre Conseil Pascale Puybonnieux vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3404M



65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE, importante société de services (CA consolidé 3 MMF) à forte vocation internationale, recherche l'

assistant au chef du département trésorerie clients

Votre mission :
- Assister le Chef de Département dans les relations avec les banques et les filiales.
- assurer la gestion de la trésorerie court terme (Francs et devises) et des crédits à l'exportation : placements : couverture risques de change.
De formation supérieure (BAC + 5), vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans en gestion de trésorerie ou avez effectué plusieurs stages dans le service Trésorerie d'une grande entreprise.
Vos atouts : une excellente maîtrise de l'anglais et la connaissance de la micro-informatique.
Ce poste basé à MASSY vous intéresse, merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la réf. ACD à CGG - Service du Personnel 1 rue Léon Migaux - 91341 MASSY CEDEX.

Compagnie Générale de Géophysique

MEDIAPA

contrôleur de gestion

DANS UN CONTEXTE IMMOBILIER ET INTERNATIONAL

Notre groupe de sociétés offre aux investisseurs une gamme étendue de services dans le domaine de l'immobilier d'entreprise. Avec l'appui de notre actionnaire bancaire, nous intensifions notre développement et nous créons, à Paris, le poste de contrôleur de gestion. Rattaché au président, vous élaborez et mettez en place les procédures et les tableaux de bord, assurez le montage et le suivi des budgets des différentes sociétés, veillez à l'harmonisation des systèmes comptables et analysez les écarts. Etudes financières et missions d'audit font aussi partie de vos activités. Vous exercez celles-ci en relation avec nos dirigeants, actionnaires et principaux clients français et étrangers ce qui nécessite quelques courts déplacements en province et à Londres.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'une grande école de commerce ou du DECS (DECF). Vous bénéficiez aussi d'au moins trois ans d'expérience du contrôle de gestion ou de l'audit acquis, si possible, dans le milieu de l'immobilier ou de l'ingénierie. Vous parlez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence, M/4300, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu – 75008 PARIS.



Le Contrôle de Gestion Industriel, outil clé de notre performance...

SUD-EST

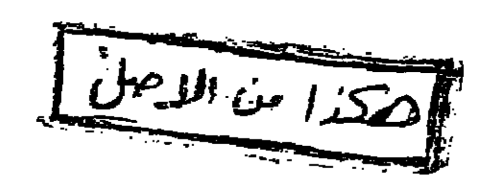
Important groupe agro-alimentaire national, nous recherchons notre

CONTRÔLEUR DE GESTION CENTRAL INDUSTRIEL

250KF + **Réf. 260**

Rattaché au chef du contrôle de gestion de la société, il sera leader fonctionnel des trois contrôleurs de gestion usine. Ses fonctions couvriront :
■ l'élaboration des plans et budgets,
■ le contrôle budgétaire : évolution des procédures, collecte et analyse des informations de performance (productivité, coûts matières et heures...), tableaux de bord.
■ le calcul de prix de revient,
■ les Etudes prévisionnelles de faisabilité économique de projets industriels.
De formation Agro-économique (type ENSAA + IAE) ou financière (DESCAF...), l'intéressé aura évolué 3 ans en milieu industriel (expérience d'organisation en flux tendus appréciée).

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à :
LG Conseil
18, rue Edouard-Delanglade. 13006 MARSEILLE.



Le Monde de la Gestion

LABORATOIRES PIERRE FABRE

Pierre Fabre

En 1989, notre expansion a permis une augmentation du C.A. de 35 % et l'arrivée de 670 Collaborateurs supplémentaires. Nous comptons, aujourd'hui, 4000 personnes et 3 milliards de C.A.
L'Entreprise est présente dans trois secteurs d'activités :
- PHARMACEUTIQUE (Médicaments)
- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.)
- DERMO-COSMETIQUE (sélective).

Dans le cadre d'une nouvelle organisation de notre DIRECTION FINANCIERE nous recherchons notre :

DIRECTEUR FINANCES/TRESORERIE

Rattaché à la DIRECTION GENERALE du GROUPE, vous aurez en charge l'une des Directions de la fonction Financière et ce, INDEPENDAMMENT du HOLDING avec lequel vous aurez cependant des actions de Conseil.

- L'une regroupe la comptabilité, le contrôle de Gestion et la Gestion des filiales étrangères ;
- L'autre, la vôtre, sera en charge pour la France et l'International :
  - du FINANCEMENT de L'EXPLOITATION et des INVESTISSEMENTS,
  - des RELATIONS BANCAIRES,
  - de L'ANALYSE FINANCIERE,
  - de la TRESORIE.

Déjà "SENIOR", vous avez une formation de type H.E.C. ou I.E.P. - PARIS. Vous bénéficiez d'une expérience en milieu bancaire comme Chargé de Comptes (grandes entreprises), par exemple. Une expérience de la fonction en milieu industriel est souhaitable.

Ce poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, *qui bénéficiera dès Septembre 1990, d'une liaison aérienne* directe avec PARIS.

Industrie Pharmaceutique et Cosmétique (4 000 personnes CA 3 Milliards)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à **PIERRE FABRE S.A.** Direction des Ressources Humaines Réf. D 258.2. - 11, rue Théron Périé - 81106 CASTRES CEDEX.

MEDIAPA

Professionnels des métiers de la banque et des assurances, donnez une autre dimension à votre carrière commerciale.

Pour faire face à son expansion rapide, la CEGOS, *premier cabinet européen* en conseil, formation et recrutement, recherche pour son Département Formation Commerciale des :

CONSULTANTS-FORMATEURS

dans les secteurs banques - assurances

Devenir consultant formateur vous amènera à diagnostiquer les besoins des entreprises en termes de formation commerciale, à négocier avec des clients de haut niveau, *à concevoir et animer, en étroite liaison avec vos interlocuteurs*, des opérations de formation à la vente ou au management commercial.

Devenir consultant formateur à la CEGOS vous permettra d'acquérir un véritable savoir-faire en termes de diagnostic, d'animation et de communication et d'atteindre une compétence et une efficacité professionnelle susceptibles de vous faire gagner 10 ans dans le développement de votre carrière. Ces postes sont basés à Paris.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, ayant réussi une expérience de management commercial d'au moins 5 ans, vous souhaitez aller plus avant.

Adressez-nous un curriculum vitae sous réf. 90069 à J.F. Dufort - **CEGOS** Division **Recrutement** - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.
Après analyse, nous vous inviterons à une réunion d'information le 15 septembre 90, animée par nos Directeurs et Consultants.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris



Jeune Trésorier Francs

Au sein du Front Office de notre Direction Centrale des Marchés, vous réalisez, aux conditions optimales, différents types d'interventions sur les marchés interbancaires, des titres de créances négociables, des instruments de gestion (swaps, options...), *nécessaires au financement des prêts et à la gestion de* la trésorerie du Crédit National.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... ou Ecole d'ingénieurs), vous êtes débutant ou vous apportez une première expérience de la trésorerie bancaire ou d'entreprise ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique.
Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune et performante.

Nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution dans le Groupe Crédit National. Le poste est *basé à Paris.*

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.



Crédit National

Conseiller en Investissements

BANQUE PRIVEE QUARTIER MATIGNON

Vous serez chargé d'entretenir et de développer une clientèle de grandes entreprises dans *l'optimisation de la gestion de sa trésorerie* et de participer à l'élaboration de produits sur mesure entrant dans le cadre de cette gestion personnalisée.
Vous êtes âgé de 27/30 ans, de formation supérieure gestion/économie et vous avez une connaissance *des produits de gestion*.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 2051 à PARFRANCE ANNONCES 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

Etablissement Public - Paris Etoile - souhaite intégrer un jeune

Attaché de Direction (Bac + 4)

Rattaché au Directeur de l'Administration Générale et des Finances, vous vous verrez confier la préparation et le suivi des budgets, l'examen des dossiers fiscaux, différentes missions de contrôle de gestion, ainsi que l'optimisation de nos procédures internes. De formation supérieure BAC + 4 (ESC, Dauphine...), vous avez une première expérience d'Audit ou de Contrôle de gestion, vous maîtrisez l'outil informatique et possédez d'excellentes qualités redactionnelles.
Pour un premier contact, merci de téléphoner le 6 septembre 1990 au 42.67.12.87, ou adressez votre candidature sous réf. F1061MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.





Photo : Joseph NORMANDIN

FRANCE TELECOM, UN AVENIR QUI ME RESSEMBLE

Jeunes diplômés, en octobre 1990, vous serez 90 à vous lancer dans l'aventure des télécommunications avec FRANCE TELECOM.

Vous souhaitez, dans un secteur en pleine expansion, une qualité de travail, une formation performante, une mobilité professionnelle et d'importantes responsabilités.

FRANCE TELECOM vous offre cet avenir qui vous ressemble.

De Radiocom 2000 à Alphapage, de la mise en place de Numéris au lancement de Telecom 2, FRANCE TELECOM, opérateur public performant, s'investit dans la compétition internationale et relève tous les défis technologiques.

Jeunes ingénieurs, commerciaux, gestionnaires, diplômés des grandes écoles et d'universités (BAC + 5), vous bénéficierez sans cesse de nouvelles opportunités dans les filières informatique, exploitation, recherche, commercial, gestion ou ressources humaines.

Avec vous, nous renforcerons notre avance technologique en développant des services novateurs, fiables et concurrentiels.

Rejoignez cet avenir qui vous ressemble, contactez notre service recrutement dès aujourd'hui pour recevoir votre dossier de candidature et participer à notre sélection nationale établie en deux temps.

N° Vert 05 21 11 11

Date de clôture des inscriptions : 26 septembre 1990.
Date de présélection : 23 octobre 1990.
Age limite de participation : 30 ans.



UN AVENIR D'AVANCE

CONTESSE

Le Monde de la Gestion

J'avance

Caisse Centrale des Banques Populaires recherche

jeunes diplômés bac + 2

BTS Comptabilité, BTS Commerce International ou DUT de Gestion des Entreprises et des Administrations, de réelles opportunités en terme de formation, de métiers et de carrière vous sont offertes.

Au sein de la C.C.B.P., organisme central bancaire et financier du Groupe des Banques Populaires, vous développerez vos compétences, selon vos centres d'intérêts, dans l'une de ces missions :

- **ASSISTANT DE GESTION**
- **COMPTABLE DE SOCIETES FILIALES**
- **CHARGE DE CONTROLE DE GESTION**
- **REDACTEUR CREDIT DOCUMENTAIRE**

Pour en parler ensemble, adressez-nous dès aujourd'hui votre candidature, en précisant le poste choisi, à C.C.B.P. - Département des Ressources Humaines
115, rue Montmartre
75002 PARIS.

BANQUE POPULAIRE

Pour en savoir plus



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIAPA

GROUPE CIC

Le CIC Paris c'est :
- la 1re Banque du Groupe CIC
- 116 agences à Paris et en Région Parisienne
- 4 000 collaborateurs
- 40 000 clients entreprises
- 250 000 clients particuliers

Organisateurs

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, débutant ou bénéficiant d'une première expérience en informatique, en organisation ou bien encore en audit d'inspection.

Nous vous proposons de venir renforcer notre Division de l'Organisation afin de rationaliser nos structures et procédures, d'optimiser nos moyens et ressources dans un objectif qualité lié au plan d'entreprise et au schéma directeur opérationnel.

Vous couvrirez un large ensemble d'activités, de produits et de systèmes d'informations, impliquant des actions d'étude, d'assistance, de conseil et de suivi des solutions préconisées.

Vous êtes tenace, aimez convaincre, alors rejoignez une équipe opérationnelle pour évoluer avec elle.

Lieu de travail : CERGY PREFECTURE (RER).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à l'attention de Thierry de Lassus - CIC PARIS Direction du Personnel et des Affaires Sociales 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC PARIS

MEDIAPA

Groupe de communication spécialisée (plus de 40 sociétés), côté en Bourse, nous intervenons dans la Santé et la production audiovisuelle.
Nous renforçons notre Direction Financière en engageant à Paris

un contrôleur de gestion senior

Venez prendre en main le contrôle de gestion des sociétés du groupe, consolider les estimations et prévisions, piloter le processus budgétaire, assurer le reporting, et réaliser les études spécifiques de rentabilité.
A 26 ans minimum, ESC ou gestion, vous avez quelques années d'expérience en entreprise ou en cabinet et une pratique affirmée du contrôle de gestion. Vous maîtrisez la micro-informatique.

un contrôleur de gestion junior

Diplômé de l'enseignement supérieur, + DECS, débutant ou avec une première expérience professionnelle, vous voulez vous investir pleinement dans un groupe en forte expansion. Nous saurons vous former au contrôle de gestion et à nos métiers.

Ecrivez à Mme M-C TESSIER, consultante (réf. 5617 LM)
" Carrières Gestion Finances. "

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS -
BORDEAUX - LYON - GRENOBLE - LILLE -
NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Trésorier International

Société du Groupe MATRA, nous produisons et distribuons dans le monde entier le logiciel "EUCLID-IS", système de référence en CAO/FAO.

Trésorier international, vous bénéficierez d'une très large autonomie d'action. Votre mission sera variée :

- la gestion de la Trésorerie francs et devises de la Société mère française,
- l'évaluation, l'optimisation et la négociation des financements de nos six filiales à l'étranger (USA, Allemagne, Bénélux, Japon, Grande-Bretagne, Italie).
- le suivi des contrats commerciaux de la Société

Le poste qui ouvre de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe MATRA, s'adresse aux diplômé(e)s HEC, ESSEC, ESCP, IEP ayant une première expérience de 2 à 3 ans.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence TI/LM à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA DATAVISION - 31 avenue de la Baltique
ZA Courtaboeuf - 91961 Les Ulis cedex





Responsable de département marchés financiers et prévisions

sorefi
FRANCHE COMTE

Structure régionale d'un groupe financier de tout premier plan.

Opérateur de marchés, gestionnaire de portefeuille..., vous possédez une pratique courante des nouveaux instruments financiers et du MATIF ainsi que de solides notions de calcul actuariel. Vous voulez évoluer vers la gestion de bilan bancaire (ALM).

Venez prendre la responsabilité de notre département Marchés Financiers et Prévisions. Rattaché au Directeur Financier, vous assurerez le suivi du portefeuille titres et de la trésorerie, vous mettrez en œuvre la politique de gestion des risques financiers et superviserez les prévisions d'exploitation.

De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers français et internationaux.

Poste basé à Besançon. Salaire 250 KF et + selon expérience.

■ *Adressez votre candidature sous réf. LP/B17.LM à notre Conseil CDPA - 10 av. Clémenceau - 25000 Besançon. Tél. : 80.31.60.75.*

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANÇON

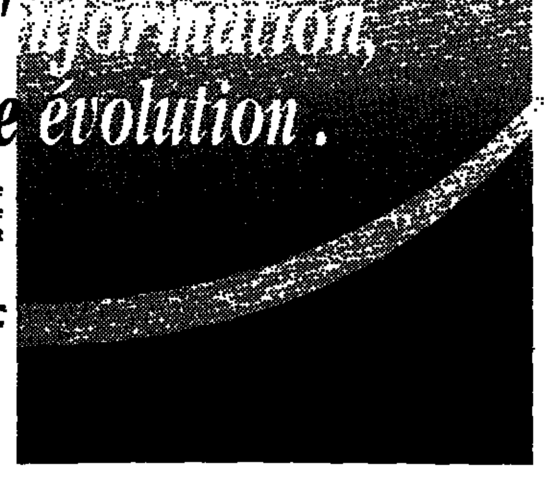
Faites passer l'information, vivez au rythme de notre évolution.

Analyser les besoins de la clientèle, apporter des solutions originales au travers de produits et services adaptés, telle est la mission de MOORE pour accroître l'efficacité de la gestion et du stockage des informations professionnelles et commerciales.

AUDITEUR EUROPEEN H/F

Sous la responsabilité directe du Directeur de l'Audit Européen, vous prendrez en charge l'audit d'un portefeuille d'unités opérationnelles.
En étroite collaboration avec le senior management, vous pourrez valoriser vos compétences dans la conduite de projets spécifiques.
Au sein de notre département européen situé à Paris, ce poste clef implique des déplacements de 15 semaines par an.
Diplômé de l'enseignement supérieur (finances, DECS ou équivalent), vous avez déjà prouvé votre savoir-faire en audit au cours d'une expérience réussie de plusieurs années.
Parlant couramment le Français et l'Anglais, vous possédez idéalement une troisième langue européenne. Motivation et ambition seront vos autres atouts pour réussir pleinement à ce poste évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération annuelle à :
Moore France - Département Recrutement - Réf. LH 1020 - 22, rue de Sèvres - 92100 Boulogne Billancourt.



MOORE
ET L'INFORMATION PREND FORME

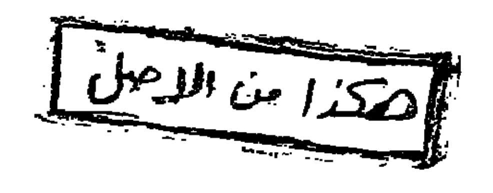
Nous sommes une Compagnie d'Assurances (filiale de Generali, l'un des leaders européens de l'Assurance) spécialisée dans l'Incendie, l'Accident et les Risques Divers. Nous avons acquis notre notoriété en jouant un rôle de tout premier plan sur le marché de l'assurance des transports maritimes, de la navigation de plaisance, des risques d'entreprise et de l'Assistance. Nos produits, en constante évolution, sont essentiellement distribués par des réseaux traditionnels d'assurance. Notre culture d'entreprise repose sur la loyauté envers nos partenaires. Nous souhaitons aujourd'hui intégrer à notre service d'Etudes, de Documentation et de Liaison un

Chargé d'études techniques

De formation scientifique (école d'ingénieur, Sciences Eco option économétrie ...) votre première expérience professionnelle, idéalement acquise en Bureau d'Etudes, vous a permis de maîtriser les outils informatique et statistique. Rigoureux, consciencieux, connaissant parfaitement les produits IARD, vous souhaitez intégrer une cellule très professionnelle, où vous pourrez donner la pleine mesure de votre implication. Vous rejoindrez une équipe de 8 personnes chargée de la définition de nouveaux produits, de l'élaboration des tarifs, de la rédaction des instructions destinées au réseau d'intermédiaires et également de l'analyse des statistiques des résultats techniques dont la responsabilité vous sera confiée. Vous êtes déjà motivé ? Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV détaillé) sous réf CET309M à préciser sur l'enveloppe à notre Conseil Claude Goldstaub 17, rue Galilée 75116 PARIS.



CONCORDE
NOTRE LOYAUTE, C'EST VOTRE ASSURANCE



Controller Europe

PARIS — **450 KF +**

LA SOCIETE : Une des filiales européennes (CA 1 500 MF) d'un important groupe international.

LE POSTE : Rattaché au Président de la filiale, la personne aura pour principales responsabilités : le développement de l'entité en Europe, le conseil auprès des filiales, la consolidation et l'analyse des résultats, la mise en oeuvre des systèmes informatiques et du contrôle interne...

LE CANDIDAT : Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez au moins 8 ans d'expérience de la fonction finance dans un environnement international (de préférence industriel). Un anglais courant est essentiel, d'autres langues européennes un avantage.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1316/IAM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER



350.000 +

Société industrielle et commerciale, CA 320 MF, rattachée à un groupe financier dont les projets de développement sont ambitieux, recherche son Directeur Administratif et Financier.

C'est un opérationnel, bon organisateur, maîtrisant parfaitement la mise en oeuvre de l'outil *informatique et ayant une solide expérience des problèmes comptables et de gestion.*

Au sein d'une équipe dirigeante soudée et performante, il animera les Services Comptables (comptabilité générale et analytique), informatique, contrôle de gestion et administration générale. Il *jouera un rôle important au sein du Comité de Direction, en faisant progresser l'ensemble des systèmes* d'information.

Nous recherchons un candidat de 35 ans environ, disposant d'une expérience professionnelle de 10 ans, alliant les qualités de rigueur au dynamisme et au contact humain.

Région Vallée de la Loire.

Ecrire sous réf. 36 A 1927-0M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Notre société est une entreprise industrielle (deux usines, une en France et une à l'étranger), filiale d'un groupe américain. Notre CA 89 a été de 300 millions de francs et notre marge après impôts de 7%.
Nous fabriquons et commercialisons des produits ayant une forte notoriété de marque sur le marché. Notre culture d'entreprise est forte : une gestion des ressources humaines basée sur le dialogue et l'échange, un souci constant d'optimisation des procédures internes, la volonté de faire évoluer nos méthodes de gestion...

Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

A la tête d'une quinzaine de personnes et membre du comité de direction, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des activités comptables et financières de la société, ainsi que de la gestion des brevets, des assurances, du juridique, du fiscal, du contrôle interne ... et à terme les ressources humaines.

Votre profil :
- une formation supérieure : grande école de gestion ... et si possible DECS,
- une expérience de plusieurs années de la comptabilité industrielle (nous pratiquons la méthode des "coûts strandards"),
- la connaissance du reporting anglo-saxon,
- une véritable maîtrise de la langue anglaise,
- une bonne approche de l'outil informatique (nous sommes équipés d'un AS 400).

Par l'étendue de vos responsabilités, vous serez nécessairement très impliqué dans la marche de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. A/628 à notre conseil ornicar 6, rue Halévy 75009 PARIS.

ornicar

Vous avez acquis votre professionnalisme en société financière

Devenez Directeur financier 400 KF +

Nous sommes la filiale française de financement *et de location d'un Groupe Européen de 17 000* personnes qui fabrique et commercialise des biens d'équipement.

Notre société regroupe une équipe de 30 professionnels tous très motivés par leur métier.

Pour en animer la Direction Financière et accompagner sa croissance et ses développements, nous cherchons un expert rompu aux techniques des sociétés financières ayant acquis une solide expérience en crédit management, gestion comptable et recouvrement.

A 35 ans environ, diplômé de l'Enseignement Supérieur, il parle couramment l'anglais.

Nous lui confierons les missions suivantes :
- assister la Direction Générale dans la préparation des budgets et des plans à long terme,
- superviser les services comptable, informatique, contentieux et crédit,
- suivre la trésorerie,
- superviser les reporting au Siège.

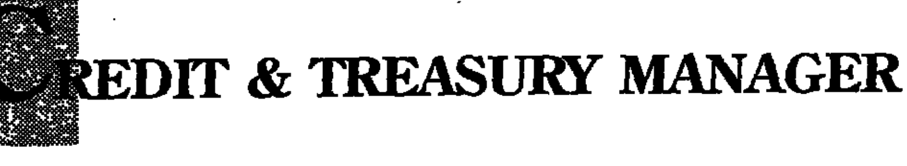
Ce poste est basé en banlieue nord de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 83 M2 à Hervé & Millet Conseil, *27 rue des Vignes, 75016 Paris.*

HM *Hervé &Millet Conseil*

Un tremplin pour votre carrière

Un des dix grands de l'Industrie Pharmaceutique mondiale crée dans le cadre de son développement pour sa filiale française située à Paris le poste de



CREDIT & TREASURY MANAGER

Rapportant au Directeur Administratif et Financier, vous prendrez en charge le crédit recouvrement, la trésorerie et les services généraux (12 personnes).
Agé(e) de 30/35 ans, diplômé(e) d'études supérieures de gestion, vous pouvez justifier d'une expérience significative d'au moins 5 ans dans l'animation d'un service recouvrement et trésorerie, de préférence dans un contexte anglo-saxon.
Votre sens de la communication (en français et en anglais), votre autorité naturelle, votre souci de l'efficacité, vous permettront facilement d'intégrer une équipe de professionnels.
La réussite dans cette mission vous amènera nécessairement à évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 4893MO à **LBW**. *30 bis rue Spontini, 75116 PARIS.*

AMIENS



Directeur des Services Comptables

Société de Développement Régional (40 personnes - total des encours, filiales comprises : 4 Milliards), nos activités à dominante financière et immobilière, et de Conseil se développent rapidement, ce qui nous amène à rechercher notre Directeur Comptable.

Rattaché au Secrétaire Général, vous assumerez la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité de la Société et de ses filiales, les liaisons avec les commissaires aux comptes, la commission bancaire ou Organismes de tutelle. Vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes.

Une formation supérieure (DECS, DESS,...) complétée par une expérience dans un Etablissement bancaire ou financier permettrait d'être rapidement opérationnel dans ce poste qui pourrait également convenir à un Expert Comptable souhaitant travailler en Entreprise.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3402M



MEMBRE DE SYNTEC

65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Récemment diplômé d'une Ecole de Commerce option Finances/Gestion. Ayant déjà eu, par exemple à l'occasion d'un stage de bonne qualité, une première expérience des techniques de contrôle de gestion.

Rattaché directement au Chef de service, le candidat *retenu prendra progressivement* la responsabilité de l'élaboration, du suivi des budgets annuels et du reporting mensuel. Il sera également associé à l'élaboration du plan à 5 ans. Nous concevons ce poste comme *devant constituer* pour un candidat ayant le potentiel et les motivations correspondantes, un débouché à moyen terme sur des fonctions plus opérationnelles (marketing/ventes, logistique par exemple) *ou plus larges* (finances, administration) au sein de notre filiale ou du Groupe Pernod Ricard.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, 120 avenue du Maréchal Foch, *94015 Créteil Cedex.*



MEDIA-SYSTEM

Importante société d'édition à Paris

(chiffre d'affaires 200 millions de francs
120 personnes)

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez pour mission :

- la mise en œuvre et le suivi des budgets ;
- la mise en place du reporting ;
- l'analyse et l'amélioration des procédures administratives et comptables dans le cadre de l'informatisation en cours.

Agé de 28/35 ans environ, de formation école de commerce ou équivalent, vous avez déjà acquis une première expé*rience du contrôle de gestion ou dans un cabinet* d'audit. Vous avez de bonnes connaissances comptables et une parfaite maîtrise de la micro informatique.

Envoyez C.V. + photo + tél. + rémunération actuelle sous n° 8011 *Le Monde Publicité* 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

---

Responsable Analytique

Au sein de notre service Comptabilité, rejoignez notre importante Société d'ingenierie, située à Lyon et leader sur son marché.

Intégré dans notre équipe, vous êtes entièrement *responsable de la comptabilité analytique d'une unité* de 1 000 personnes. Vous analysez les en-cours, vous validez les résultats, vous mettez en forme le reporting analytique et vous utilisez des systèmes et logiciels informatiques puissants et performants.

De formation ESC, DECS, DECF ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum en entreprise et une bonne maîtrise de l'informatique. Votre rigueur, votre précision et votre goût de la communication vous permettront de réussir dans ce poste.

Avec nous, participez à la compétitivité de notre entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Média-System (réf.3466), 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM





GROUPE PRINTEMPS

GROUPE PRINTEMPS

29 milliards de C.A.
3 branches d'activités
VPC - MAGASINS - SERVICES FINANCIERS
NOTRE HOLDING RECHERCHE

AUDITEUR CONFIRME

Intégré(e) dans une équipe jeune, rattachée à la Direction Générale, vous aurez à effectuer sur l'ensemble des entités du Groupe (Printemps, Prisunic, La Redoute...) :

- des missions d'audit d'organisation
- des études financières et des analyses de rentabilité.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit et une bonne pratique de l'outil micro-informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature (C.V., photo et prétentions) à Bénédicte LEFEBVRE DU PREY, Groupe PRINTEMPS, 61, rue Caumartin, 75009 Paris.

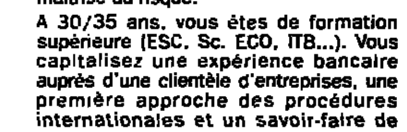
LE CREDIT AGRICOLE DE L'ARDECHE A PRIVAS CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES.

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

RESPONSABLE DU MARCHE DES ENTREPRISES

Au sein de la Direction des Engagements et à la tête d'une équipe d'une douzaine de personnes (Agence-entreprise, Affaires internationales et Back-office escompte), vous êtes responsable de la conception et du positionnement des offres commerciales, du développement de la Caisse Régionale sur le marché, de l'organisation de la relation clientèle dans un souci de qualité du service et de maîtrise du risque.

A 30/35 ans, vous êtes de formation supérieure (ESC, Sc. ECO, ITB...). Vous capitalisez une expérience bancaire auprès d'une clientèle d'entreprises, une première approche des procédures internationales et un savoir-faire de manager.



Si vous avez la fibre commerciale, alors écrivez sous référence BT/039 à notre conseil **C.E.E** 110, avenue Barthélémy Buyer - 69009 LYON.

MEDIAPA



Depuis 1971, nous sommes la filiale française (C.A. 150 MF - 85 personnes) d'un groupe américain (C.A. 300 M $ US) n° 1 dans le monde et en France sur les marchés de l'emballage et de l'assemblage industriels.

CHEF COMPTABLE

Responsable du reporting / bilan / déclarations fiscales, vous aurez pour mission de superviser le service comptabilité, de suivre la trésorerie et de gérer l'outil informatique.
Titulaire du DECS ou équivalent, vous possédez une expérience d'encadrement de plusieurs années dans la fonction, soit en entreprise, soit en cabinet.
Votre expérience et un goût prononcé pour la mini-informatique sont indispensables. La connaissance sur système NIXDORF serait un plus.
Pratique de l'anglais demandée.
Ce poste basé à Marne-La-Vallée est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à B. Maisonneuve - NORDSON FRANCE S.A., Z.I. Nord de Torcy, BP 8, 77201 Marne-la-Vallée Cedex 01 Tél. : 60.05.92.10

MEDIA-SYSTEM

ORGANISME ADMINISTRATIF, SOCIAL ET FINANCIER

Paris
3 000 personnes
RECHERCHE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES

(Maîtrise économie, MASS, Sciences économiques.)

Ce cadre prendra en charge la rédaction de notes d'études. Il fera évoluer et redéfinir les produits existants. Il assumera l'organisation de fichiers statistiques à partir d'extraction d'une base de données, permettant de développer une fonction d'observation économique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions à :
Monsieur le Directeur du Personnel
U.R.S.S.A.F. de Paris
93518 MONTREUIL CEDEX

Filiale d'un groupe américain réalisant plus de 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires à travers le Monde.

Nous recherchons pour notre Direction Financière un

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé ESC ou équivalent
1ère expérience 2 ans mini poste d'analyste financier.
Bonne maîtrise de l'Anglais
Connaissance reporting US + pratique Lotus 1.2.3., seront des atouts déterminants.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 5074 à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

M-R FUTURES
GROUPE
MEESCHAERT-ROUSSELLE

recherche pour développer ses activités de négociateur sur le MATIF (tous contrats).

Trader Junior

Au sein d'une équipe très performante il participe au développement et à l'animation d'une clientèle de professionnels.

Ce poste exige une formation supérieure, une personnalité affirmée, dynamique, des aptitudes commerciales et une grande motivation.

Une connaissance même théorique des marchés à terme, des marchés optionnels ou des marchés de matières premières sera un "plus" important.

Anglais courant indispensable.
Rémunération motivante.

Envoyer CV + photo et prétentions s/réf. TJM à Marlène STAUB
MEESCHAERT-ROUSSELLE
16, Bld Montmartre 75009 PARIS.

Deb's

Importante société Parisienne de marchand de biens et de promotion immobilière, recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Titulaire d'un diplôme comptable (DECS), complété par une formation juridique, vous êtes agé de 40 ans environ et possédez une solide expérience en comptabilité de préférence dans un environnement immobilier.

Au sein d'une petite structure (20 personnes), vous prendrez l'entière responsabilité de la comptabilité, assurerez le suivi et le contrôle d'un volume important de comptes clients.

Vous serez également chargé de l'administration du personnel et du suivi juridique et fiscal de la société.
Cette fonction à responsabilités multiples nécessite une grande implication et beaucoup de rigueur.
Si votre ambition est de gérer et de participer activement au développement d'une entreprise dynamique,

adressez-nous votre candidature sous réf. 14778 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

Organisation et Publicité

Membre d'ALLIANCE CONSEIL (1er Réseau Français de Conseil Pluridisciplinaire - 1560 Experts et Collaborateurs), notre Cabinet de Commissariat aux Comptes et d'Expertise Comptable (30 personnes) renforce son équipe.

JEUNES DIPLOMES

HEC, ESSEC, ESCP, SUP DE CO, MAITRISE DE GESTION, MSTCF...

Comme nous, vous êtes convaincus que la rigueur des chiffres est un outil pour appréhender la réalité de l'entreprise, comme nous, vous vous positionnez en tant que Conseiller de l'Entreprise.
Vous seconderez nos collaborateurs sur des missions variées. Vous vous formerez à notre méthodologie, et évoluerez ainsi vers le **Conseil en Management.**
Vous souhaitez amorcer votre carrière professionnelle - ou valoriser une première expérience - dans une structure légère, où professionnalisme rime avec humanisme.
Poste basé à Paris 8e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 851 M à Danielle Boulos, Sérieys Consult Associés **Département M.R.H.** (Management et Ressources Humaines) 29, rue de Mogador 75009 PARIS.



membre de Syntec Management

IMPORTANT GROUPE INGENIERIE
RECHERCHE SON

CHEF COMPTABLE

POUR L'UNE DE SES FILIALES PRINCIPALES

Diplômé D.E.C.S. ou équivalent, il devra dynamiser et encadrer son équipe. Pratique informatique indispensable.

Poste basé à Paris proche gare de Lyon.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous référence 2430/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuile 75018 Paris qui transmettra.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Notre Groupe représente aujourd'hui 8 milliards de C.A. et 35 000 personnes, et notre activité restauration collective nous positionne parmi les leaders mondiaux. Dans le cadre de notre fort développement vers des marchés nouveaux, une de nos filiales françaises recrute son Responsable Administratif et Financier.

■ Pour la création de ce poste à larges responsabilités, vous serez le véritable bras droit financier du directeur de la structure et vous interviendrez dans tous les domaines de la fonction :
Mise en place et analyse des bilans comptables et financiers, gestion des problèmes fiscaux et juridiques, établissement des payes, trésorerie...

■ Agé d'environ 30 ans, de formation ESC, vous êtes nécessairement titulaire du DECS et vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum en cabinet ou au sein d'une direction financière. Autonome et rigoureux, vous maîtrisez l'informatique et vous parlez si possible l'anglais...

Pour ce poste basé à St Quentin, merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions, sous réf. LM 247 RAF à SODEXHO - Patrick TORDJMANN - BP 67 - 78185 SAINT-QUENTIN EN YVELINES Cedex.



CONTESSE

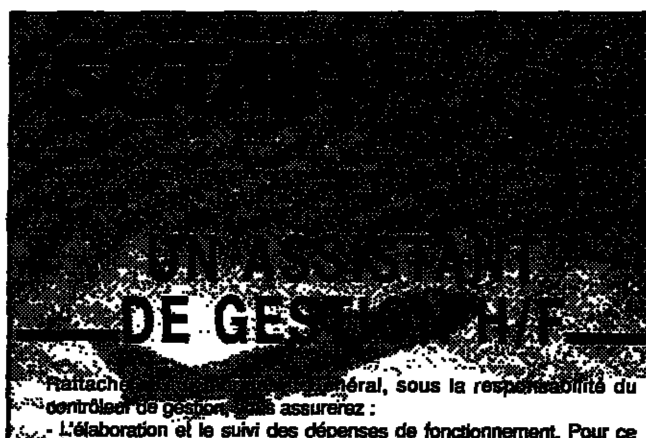
CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL

recherche pour son activité conseil aux grandes entreprises

FISCALISTES

Maîtrise de Droit + DESS ou DEA de fiscalité, anglais courant, minimum 3 ans expérience, en cabinet de conseil de préférence.
Envoyer C.V., photo et prétentions à : HORWATH FRANCE 12, rue de Madrid - 75008 PARIS

Bleu



Rattach[...]général, sous la responsabilité du contrôleur de gestion, vous assurerez :
- L'élaboration et le suivi des dépenses de fonctionnement. Pour ce faire, vous devrez élaborer et mettre en place le système de suivi des dépenses de fonctionnement.
- La réalisation de missions d'Audit au sein de l'entreprise.

Vous avez entre 25 et 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Gestion ou Economie). Vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire. Vos aptitudes à la communication et vos connaissances en Micro-Informatique sont reconnues.

Langue anglaise souhaitée.

Adressez-nous votre candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions à : Société SOTAIR - Mme Pradel
22 Quai de la Mégisserie - 75001 PARIS.

BANQUE, Paris 9è,
recherche, pour son service **juridique et contentieux**

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

Maîtrise Droit des Affaires

Solide expérience dans poste similaire exigée.
Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions, sous la référence 63.163, à
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.



ÉTABLISSEMENT PUBLIC RESPONSABLE DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS EN ILE-DE-FRANCE

RECRUTE

ASSISTANT(E) DE GESTION

— Au sein d'une équipe de cinq personnes, vous prendrez en charge le suivi des enquêtes de trafic des dessertes routières privées, la gestion de la base de données de ces enquêtes et des financements.
— Vous avez une formation scientifique et de gestion de niveau BAC + 2 minimun, une pratique micro-informatique, un esprit rigoureux et méthodique, et une expérience professionnelle.
— Vous êtes disponible rapidement.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à :
SYNDICAT DES TRANSPORTS PARISIENS
Recrutement Division « Compensations et Enquêtes de trafic »
11, avenue de Villars 75007 PARIS



Le Monde de la Gestion





MARCHÉS FINANCIERS

CAPITAL ET INTÉRETS

La crise Rue Vivienne en août

Malgré la reprise des cours, les dégâts sont importants

Les valeurs françaises ont été très ébranlées par l'ouragan financier du mois dernier provoqué par la crise résultant de l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août. La vigoureuse reprise intervenue la semaine dernière n'a réussi à panser les plaies que partiellement. Le 30 août, l'indice CAC 40 se situait encore 12 % au-dessous de son niveau du début du mois. Au plus fort de la secousse, le 21 août dernier, il avait chuté de 21 %. Aucune des grandes valeurs de la cote n'a été épargnée par ce choc boursier, le troisième en moins de trois ans.

Et même si la réaction a été unanimement jugée exagérée par l'ensemble des professionnels de la place, les actions tombant à des cours « *ridicules* » proches parfois de la simple valeur d'actif d'une société, un mouvement analogue en sens inverse ne s'est pas encore réellement produit. Les investisseurs ne se précipitent pas pour acquérir des titres peu chers comme le prouve le petit nombre de transactions enregistrées sur les marchés.

L'échantillon des 140 valeurs cotées retenues dans ses études par la SAFE, Société d'analyse financière européenne, se partageait au 30 août équitablement en deux, entre les titres ayant fait mieux que les moins 12 % de l'indice CAC 40 et ceux étant nettement en dessous. Le tableau publié ne porte dans chacune de ses catégories que sur les vingt valeurs plus résistantes ou plus éprouvées. Dans cette dernière rubrique, où se retrouvent beaucoup de valeurs vedettes de la Bourse de Paris, l'écart oscille entre 29,4 % et 20 %.

D. G.

Écart de cours entre le 1er et le 31 août

(en pourcentage)

Les vingt valeurs les plus résistantes		Les vingt valeurs les plus éprouvées	
Dassault Electronique	+ 17,2	Cerus	– 29,4
Dassault Aviation	+ 6,3	Valeo	– 27,3
Cofimeg	+ 2,5	Essilor	– 26,8
Locindus	– 1,8	Sommer	– 26,6
Institut Mérieux	+ 0,8	Rhône Poulenc CIP	– 26,1
Bail Investissement	– 1,1	CMB Packaging	– 23,6
Unibail	– 1,9	Arjomari	– 23,5
Promodès	– 2	Fives Lille	– 23,1
UIF	– 3,2	Hachette	– 22,8
Finextel	– 3,4	LVMH	– 22,7
Simco	– 4	Midi	– 22,2
Sefimeg	– 4,3	Zodiac	– 22,1
Carrefour	– 4,4	Paribas	– 21,8
Prétabail	– 4,4	Euromarché	– 21,7
Elf	– 4,7	Pechiney Intern.	– 20,8
BSN	– 4,8	BHV	– 20,8
Navig. Mixte	– 5	Club Méd.	– 20,6
Cap Gemini	– 5,4	Métaleurop	– 20,6
L'Oréal	– 5,5	Eurofrance	– 20,5
AGF	– 6,3	Schneider	– 20,5
		Gerland	– 20

(Source : SAFE)

Les sociétés françaises informent leurs actionnaires

Comment une société dont les actions s'effondrent à la Bourse, pour cause de krach général, doit-elle communiquer avec ses actionnaires ? Une fois de plus, l'effondrement des cours boursiers pendant le mois d'août 1990 amène les entreprises françaises cotées à s'interroger. Comme après le krach d'octobre 1987, des opérations d'information sont menées, notamment de la part des firmes privatisées, habituées à communiquer avec les petits porteurs. Ces opérations restent encore l'exception.

Une fois de plus, L'Air liquide (gaz industriels) a été le premier à entrer en relation avec ses actionnaires. Aux yeux d'Edouard de Royère, son PDG, l'actionnariat privé représente une force considérable pour l'entreprise en créant un esprit de partenariat et d'appartenance à une société. Il estime très important de tisser des relations de confiance et de dialogue avec ses actionnaires et d'assurer ainsi leur fidélité. C'est dans ce cadre que s'inscrit la lettre qu'il a envoyée le 23 août aux 150 000 actionnaires ayant pris part directement ou indirectement au vote de l'assemblée annuelle (sur les 400 000 que compte la société) les informant de la situation actuelle. Le PDG du groupe chimique rappelle que sa firme n'a plus d'affaires courantes avec l'Irak depuis plus de deux ans. Il indique également que l'augmentation de l'utilisation de gaz comme combustible et que l'indexation des contrats de L'Air liquide au prix de l'électricité, qui représente une part significative de leur prix de revient, devraient lui permettre de pallier les effets négatifs d'un ralentissement de l'économie mondiale et de maintenir une croissance sensible de son résultat pour l'année 1990.

Autre « communicant », le numéro un français de l'optique, Essilor, a décidé également d'informer son personnel, partie non négligeable de son actionnariat puisqu'il représente 26 % du capital de la société. Tout en respectant le principe d'égalité, qui est de ne pas donner plus d'information financière au personnel actionnaire qu'à l'actionnariat extérieur, la direction d'Essilor diffusera un communiqué interne pendant la première semaine de septembre .

L'opticien, dont le titre a connu une des plus importantes chutes du mois d'août, attribue cette baisse à la méfiance des milieux financiers. Ceux-ci considèrent Essilor comme une « valeur dollar » et l'estiment affecté par la baisse de la devise américaine. Le groupe rassure son personnel en rappellant que l'implantation d'unités de production en zone dollar permet de réduire les variations de change au niveau de l'exploitation. La direction de la communication annonce en outre un bilan complet des six premiers mois 1990 dans la lettre semestrielle qui sera diffusée à l'ensemble des actionnaires à la fin septembre.

Quant aux sociétés récemment privatisées, elles ont utilisé les outils de communication mis en place depuis l'ouverture de leur capital au grand public, dont le Minitel . Elles n'ont d'ailleurs pas noté une fréquence très accrue de demande d'informations au cours des deux dernières semaines d'août. Paribas a lancé au cours de la dernière semaine de septembre une campagne publicitaire dans la presse écrite, expliquant que la chute de son actif net n'est que de 7 % et que le cours actuel de son titre est environ à 60 % de sa valeur estimée en terme d'actif net. Suez, dont le titre a baissé un peu plus que l'indice CAC sur le mois d'août, alors que son bénéfice net pour l'exercice en cours devrait être au moins équivalent à celui de l'exercice précédent, réfléchit à divers modes d'action pour la première semaine de septembre. Certaines autres sociétés, comme LVMH, ont choisi de rassurer leur actionnariat par le biais d'informations données aux analystes financiers.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 29 décembre 1989

	24 août	31 août
Valeurs franç. à rev. variable	78	83,7
Valeurs industrielles	78,6	85,2
Valeurs étrangères	82,9	85,5
Pétrole-Energie	119	122,6
Chimie	73,2	80,3
Métallurgie, mécanique	63,8	70,8
Electricité, électronique	88,9	97,2
Bâtiment et matériaux	75,2	80,8
Ind. de consom. non alim.	69,8	74,8
Agroalimentaire	78,8	84,6
Distribution	73	76,9
Transports, loisirs, services	87,7	95,3
Assurances	75,3	79,6
Crédit banque	79,5	86,5
Sicomi	86,4	87,8
Immobilier et foncier	84,9	86,5
Investissement et portefeuille	69,9	73,8
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	95	96,7
Emprunts d'État	98,3	98,7
Emprunts garantis et assimilés	94	94,9
Sociétés	95,6	98,3
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3 583,3	3 846,1
Valeurs étrangères	3 878	3 999,6
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	517,1	564,9
Valeurs étrangères	518	634,2
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	109,7	110,5
Emprunt d'État	91,4	91,8
Emprunts garantis et assimilés	108,2	109,3
Sociétés	110,2	111

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	434,6	464,8
Produits de base	352,6	372,6
Construction	444,5	478,6
Biens d'équipement	267,8	293,2
Biens de consom. durables	384,6	398,5
Biens de consom. non durables	521,8	584,7
Biens de consom. alim.	659,8	710,6
Services	458,5	487,9
Sociétés financières	486,7	511,2
Sociétés de la zone franc. exploitant principalement à l'étranger	400,3	421,2
Valeurs industrielles	413,2	444,4

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	268,5	284,2

PARIS, 3 septembre ⬇

Recul

La Bourse ne s'était pas trompée vendredi en réamorçant un mouvement de baisse avant de connaître les résultats de la mission de médiation entreprise par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour régler diplomatiquement la crise du Golfe.

Lundi, le marché était en effet très déçu de l'échec des entretiens d'Amman. Il redoute à présent l'enlisement de la crise, la perspective la plus déroutante pour les marchés, soulignent les experts.

L'incertitude sur le sort des otages ne fait qu'assombrir l'horizon, déclarent-ils encore.

La tension constatée sur les marchés pétroliers contribuait également au découragement des experts. Enfin, pour noircir encore un peu le tableau, M. Michel Rocard a évoqué ce week-end l'alourdissement de l'impôt sur la fortune et de la taxation des plus-values financières des entreprises. « *Parler d'impôts supplémentaires à l'heure où le marché est sinistré n'est pas très habile* », déclarait un gestionnaire.

Le marché ne devait pas disposer dans la journée d'informations en provenance des Etats-Unis, en raison de la Fête du travail.

Malgré la rentrée officielle, il semble que les particuliers n'aient pas pris d'initiatives, constataient les opérateurs. En effet, le volume des affaires était modeste lundi.

Les marchés obligataires étaient orientés à la baisse.

L'indice CAC 40, en baisse de 1,92 % vendredi, cédait à l'ouverture 1,28 %. En début d'après-midi, le repli atteignait 2 %. Les grandes valeurs étaient une fois de plus sur la sellette comme Hachette, Matra ou Seb.

ÉTATS-UNIS - CANADA

3 septembre

Marché clos

Les marchés commerciaux et financiers étaient fermés aux Etats-Unis et au Canada lundi 3 septembre, en raison de la célébration de la Fête du travail (Labor Day). Les banques étaient également fermées.

JAPON

Hausse de 60 % des achats nippons de valeurs étrangères

Les achats japonais de valeurs étrangères, principalement des obligations, ont augmenté de 60 % en juillet pour atteindre 10,1 milliards de dollars contre 6,3 milliards en juin, a indiqué vendredi 31 août le ministère japonais des finances. L'acquisition d'obligations étrangères a ainsi doublé pour s'élever à 7,6 milliards de dollars en juillet en base mensuelle, celle des actions passant de 1,58 milliard à 1,64 milliard de dollars. Dans le même temps les achats étrangers de valeurs japonaises ont également enregistré un bond pour atteindre 6,5 milliards de dollars en juillet contre 2,2 milliards en juin.

TOKYO, 3 septembre ⬇

Nette baisse

Après avoir progressé en début de séance, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de lundi sur une nette baisse dans un marché étroit.

L'indice Nikkei a cédé 2,15 % à 25 420,43 yens, soit un repli de 557,94 yens.

La hausse des cours du pétrole, mais aussi des problèmes inhérents à la Bourse de Tokyo, ont en définitive pesé sur la cote. En effet, des informations faisaient état d'une enquête sur des manipulations de cours. Le volume des affaires était modeste, les opérateurs n'osant pas prendre d'initiatives importantes alors que les marchés financiers seront fermés aux Etats-Unis lundi.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 3 septembre
Akai	730	710
Bridgestone	1 240	1 220
Canon	1 700	1 670
Fuji Bank	2 300	2 300
Honda Motors	1 600	1 580
Matsushita Electric	1 860	1 800
Mitsubishi Heavy	816	798
Sony Corp.	7 530	7 300
Toyota Motors	2 030	1 970

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Appel public à l'épargne pour le Club Med 2.** – Le Club Med 2, second paquebot à voiles du Club Méditerranée, sera financé par un appel public à l'épargne à compter du 5 septembre, sous la forme de 36 000 parts de copropriété de 25 000 francs. L'investissement total, qui atteindra 900 millions de francs, sera assorti pour chaque acquéreur de déductions fiscales. En 1990, les copropriétaires pourront déduire 80 % de la valeur nominale des parts de copropriété ainsi que 100 % des frais administratifs d'acquisition. A partir de 1991, seront déductibles les amortissements soumis au régime fiscal des BIC (bénéfices industriels et commerciaux).

L'opération Club Med associe cinq partenaires : La société de banque et de transactions (SBT), filiale d'Altus Finance (50,01 % Crédit lyonnais, 49,99 % Thomson); Eurexfi, filiale d'ingénierie financière de la SBT ; la société nouvelle des ateliers et chantiers du Havre ; la firme Services et Transports, chargée de l'exploitation maritime ; le Club Méditerranée, pour l'exploitation hôtelière et la commercialisation des villages de vacances.

□ **Meeschaert-Rousselle cède à Nouailhétas ses activités de négociation exercée à Marseille.** – Dans le cadre du recentrage de ses activités, la société de Bourse Meeschaert-Rousselle a décidé de céder les activités de négociation qu'elle exerçait sur la place de Marseille. L'acquéreur de cet établissement est la société de Bourse Nouailhétas, filiale de la banque Pallas France. Cette cession prendra effet le premier jour de la liquidation d'octobre.

□ **Henkel : 9 % de bénéfice en plus.** – Le groupe allemand Henkel, un des quatre plus grands lessiviers du monde après Unilever, Procter and Gamble et Colgate Palmolive, annonce pour le premier semestre un bénéfice avant impôts de 363 millions de DM, en progression de 9 % par rapport à celui de la période correspondante de 1989. Le chiffre d'affaires augmente de 4 % pour atteindre 6 milliards de DM. Selon la direction du groupe, la bonne conjoncture sur le marché est à l'origine de ces résultats très satisfaisants.

□ **Unilever : seulement 4 % de bénéfice en plus.** – Le groupe anglo-néerlandais Unilever a dégagé au premier semestre 1990 un bénéfice net en hausse de 4 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière, dont le montant s'élève à 1,709 milliard de florins (5,1 milliards de F.). Le bénéfice net par action passe à 6,09 florins, contre 5,87 florins au premier semestre 1989. Sans tenir compte des variations de change le bénéfice net du groupe aurait progressé de 12 % à 1,799 milliard de florins.

Le chiffre d'affaires du groupe est en hausse de 14 % à 37,82 milliards de florins, « en partie » grâce à la consolidation d'acquisitions. Le résultat d'exploitation progresse de 15 % à 3,44 milliards de florins.

□ **Varta : baisse de 5 % du bénéfice net consolidé au premier semestre.** – Le bénéfice net consolidé du groupe ouest-allemand Varta AG (batteries et piles électriques) a baissé au 1er semestre de 5 % à 19 millions de DM (63,65 milions de francs) contre 20 millions de DM durant la même période de 1989, a annoncé le 27 août la direction dans une lettre aux actionnaires. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, qui affirme être le premier fabricant européen de piles électriques, a dans le même temps progressé de 5 % à 961 millions de DM contre 905 millions au premier semestre 1989.

□ **Roche autorisé à acquérir Genentech aux Etats-Unis.** – Le groupe suisse Roche a annoncé avoir obtenu l'autorisation d'acquérir Genentech, une firme américaine spécialisée dans les biotechnologies. Lors de l'accord de reprise approuvé en juin dernier par les actionnaires de Genentech, Roche avait annoncé qu'elle investirait 2,1 milliards de dollars dans l'entreprise américaine, qui emploie 1 170 collaborateurs et a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	410	412	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	128	129 50
B.A.C.	185	188	Loca investis.	296 50	298
Bque Tarneaud	170	....	Locamic	110	109 80
B.I.C.M.	810	800	Masra Comm.	137	158 d
Boiron (Ly)	372	361	Métal Minière	189	190
Boisset (Lyon)	210	203 80	Molex	185	185
Câbles de Lyon	2986	2907	Navale-Delmas	926	900
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1178	1185	Olivetti Logabax	590	599
Calberson	440	438	Om. Gest. Fin.	624	610
Cardif	510	500	Presbourg	90	90
C.E.E.	340	340	Présence Assur.	332 80	346 10
C.E.G.E.P.	285	283	Publ.Filipacchi	510	496
C.F.P.I.	257	257 10	Razel	800	800
Ciments d'Origny	545	552	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	319	328 50
C.N.I.M.	1110	1100	St-H. Matignon	228	225
Codetour	275 50	276	S.C.G.P.M.	530	532
Comareg	314	316	Segin (Ly)	295	....
Conforama	898	891	Select Invest (Ly)	100	103
Creeks	311	310 50	Serbo	450	450
Defsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	200	198
Dauphin	560	575	Sopra	196 90	191
Demachy Worms Cie	575	....	Supra	165	180 30 d
Desquenne et Giral	246	245	TF1	260 10	265
Devanlay	855	....	Thermador H. (Ly)	257	257
Deville	385 50	430	Unilog	175	169 80
Dolisos	163	166	Union Fin. de Fr.	395	409
Editions Belfond	255	255	Vial et Cie	145	146
Elysee Invest.	12	12	Y. St-Laurent Groupe	885	884
Europ. Propulsion	389 40	385			
Finacor	177	....			
Garonor	850	....			
GFF (group.fon.f.)	403	400			
Grand Livre	420	430			
Gravograph	178	177 10			
Guintoli	817	805			
I.C.C.	250	250			
IDIA	315	305 60			
Idianova	135	135			
I.M.S.	1129	1100			

Marché des options négociables le 31 août 1990

Nombre de contrats : 15 659

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	33	–	–	–
CGE	520	40	–	7,90	16
Elf-Aquitaine	720	5	22	–	–
Eurotunnel SA-PLC	50	1,50	4,50	4,20	6,95
Euro Disneyland SC	70	–	–	–	2
Havas	600	–	20	60	–
Lafarge-Coppée	400	6	28	26	–
Michelin	100	1	2	–	22
Midi	960	–	–	46	–
Paribas	560	–	20	60	65
Pernod-Ricard	1 200	–	40	–	–
Peugeot SA	560	38	74	26	39,95
Rhône-Poulenc CI	340	2,80	–	–	–
Saint-Gobain	440	–	27	28	43
Source Perrier	1 200	–	–	10	–
Société générale	560	1,20	–	86	–
Suez Financière	340	15	32	–	–
Thomson-CSF	100	–	8,50	–	7,90

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 31 août 1990

Nombre de contrats : 50 111.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	98,36	98,36	98,34
Précédent	98,60	98,60	98,66

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
99	0,01	1,27	0,63	1,85

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,31150 F ⬆

Le dollar a poursuivi sa reprise amorcée en fin de semaine dernière, profitant de l'affaiblissement de la livre sterling et du yen par rapport au mark. La devise américaine a clôturé à 5,31150 F lundi contre 5,24250 F à la veille du week-end. Les développements de la crise du Golfe ne le touchent pas, du moins pour l'instant.

FRANCFORT	31 août	3 septembre
Dollar (en DM)	1,5740	1,5850
TOKYO	31 août	3 septembre
Dollar (en yens)	143,60	143,70

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (3 septembre) .... 9 15/16 - 10 1/16 %

New-York (31 août) .... 8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	30 août	31 août
Valeurs françaises	82,80	80,90
Valeurs étrangères	86,30	85,60
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	464,86	464,43
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 723,23	1 690,17

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	30 août	31 août
Industrielles	2 593,32	2 614,36

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	30 août	31 août
Industrielles	1 687,90	1 693,60
Mines d'or	194	197,30
Fonds d'État	78,13	78,33

TOKYO

	31 août	3 sept.
Nikkei Dow Jones	25 978,37	25 420,43
Indice général	1 973,97	1 945,92

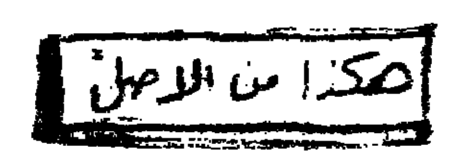
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,3175	5,3195	+ 82	+ 92	+ 173	+ 193	+ 575	+ 635
$ can.	4,5900	4,5957	– 123	– 79	– 245	– 162	– 476	– 330
Yen (100)	3,6978	3,7018	+ 51	+ 61	+ 105	+ 127	+ 332	+ 390
DM	3,3507	3,3540	+ 39	+ 56	+ 81	+ 105	+ 235	+ 294
Florin	2,9798	2,9826	+ 34	+ 47	+ 74	+ 95	+ 223	+ 272
FB (100)	16,3867	16,4030		+ 182	+ 129	+ 367	+ 606	+ 1148
FS	4,0315	4,0360	+ 45	+ 64	+ 82	+ 107	+ 288	+ 358
L (1 000)	4,5217	4,5272	– 26	– 15	– 64	– 21	– 255	– 168
£	9,9703	9,9794	– 432	– 387	– 823	– 754	– 2029	– 1931

TAUX DES EUROMONNAIES

$E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8
Yen	7 5/8	7 7/8	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 5/16	8 7/16
DM	8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
Florin	8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
F.B.(100)	8 15/16	9 3/16	9 1/16	9 5/16	9 1/8	9 3/8	9 3/8	9 5/8
F.S.	7 5/8	7 7/8	8 5/15	8 7/16	8 1/8	8 5/8	8 5/8	8 3/8
L(1000)	5 3/4	6 3/4	9 7/8	10 3/8	10 5/8	11 1/8	11 3/8	11 7/8
£	14 13/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 7/8	15
Ffranc.	9 13/16	10 1/16	9 7/8	10	10	10 1/8	10 3/8	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 26

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3760	C.N.E 3%	3740	3745	3740	....
960	B.N.P. T.P.	990	990	990	....
1140	C.C.F. T.P.	1194	....	....	....
1100	Cr.Lyon. T.P.	1088	1090	1093	- 0 55
1750	Renault T.P.	1789	1750	1750	- 2 18
1900	Rhone Poul. T.P.	1880	....	....	....
1080	Saint Gobain T.P.	1115	1116	....	....
1100	Thomson T.P.	1120	1140	1140	+ 1 79
755	ACCOR	820	810	798	- 2 68
610	Air Liquide	678	673	669	- 1 33

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
245	Cpt. Entrep.	250 10	250	249	- 0 44
1030	Compt Mod.	1050	1040	1040	- 0 95
250	Concept S.A.	171	174	176 40	+ 3 16
315	CPR (Paris Réa.)	350 10	359	355	+ 1 40
960	Créd. Foncier	1017	1020	1010	- 0 69
800	Cr Lyon.(CI)	706	685	699	- 0 99
1000	Credit Nat.	1130	1145	1124	- 0 53
355	Lafarge	375	370	364 70	- 2 75
940	Lebon	1110	1090	1105	- 0 45
3530	Legrand	3800	3720	3650	- 3 95
2000	Legrand (DP)	2180	2195	2190	+ 0 46
535	Legris Industries	625	610	590	- 5 60
800	Locabail Imm.	795	798	800	+ 0 63
415	Locafrance	425	420	430	+ 1 18
1240	Salomon Ly.	1300	1301	1300	....
380	Salvepar (Ny)	425	450	435	+ 2 35
800	Sanofi	830	815	803	- 3 25
1700	S A T	1716	1706	1703	- 0 76
235	Saut. Chât.	250	246 10	238	- 4 80
950	Sauciquet (Ns)	1165	1160	1140	- 2 15
730	Schneider	805	797	791	- 1 74
1290	Dresdner Bank	1360	1370	1370	+ 0 74
72	Driefontein	67 40	67 70	67 70	+ 0 45
185	Du Pont-Nem.	189	190 50	191	+ 1 06
196	Eastman Kodak	210 50	215	215	+ 2 14
26	East Rand	24 80	25 35	25 10	+ 1 21
80	Echo Bay	71 10	72 80	72 80	+ 2 39
166	Electrolux	168	168	167	- 0 60
970	Ericsson	1070	1050	1050	- 1 87
270	Exxon Corp.	259	265 50	266	+ 2 70
179	Ford Motor	186 50	185	185	+ 1 02

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection) 31/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Epargne J.	59638	59638	Natio-Valeurs	797 11	775 78	Uni-Foncier	1368 19	1334 82
Epargne Long Terme	187 71	182 69	Nippon-Gan	5688 43	5469 64	Unifrance	558 28	544 66
Epargne Monde	1178 18	1146 65	Nord Sud Dévelop.	1276 21	1273 66	Uni-Garantie	1305 79	1282 70
Epargne Obligat.	185 98	181	Obli-Associations	123 99	122 76	Uni Régions	1481 73	1445 59
Epargne Premiere	12396 81	12304 53	Oblicic-Mondial	2303 88	2269 83	Uniretraite	2406 68	2347 98
Epargne Quatre	1090 22	1061 04	Oblicic-Régions	1003 99	989 15	Univar	204 87	204 87•
Epargne-Unie	1262 67	1231 87	Oblig. tres caté.	161 93	149 68	Univers Actions	1229 67	1199 68
Epargne Valeurs	422 70	411 39	Oblifion	1114 46	1103 43	Univers-Obligation	1628	1588 29
Epsilon	1159 78	1149 30	Oblisécurité	10973 59	10973 59	Valorem	513 68	501 15
Eufinvest	638 99	620 38•	Opamat	31514 80	30598 89	Valorg	1779 58	1777 80
Eurocic Leaders	1013 45	983 93	Oraction	1089 43	1062 86	Valreal	45590 64	45567 86
Eurodyn	1135 16	1107 47	Orvalor	6161 27	5938 57	Vauban	24682 26	24657 58
Euro Gan	6974 07	6705 84	Paribas Epargne	17704 85	17669 51			
Euromail	26 63	26 24	Paribas Opportunites	113 78	109 14			
Fonsicav	12196 41	12196 41•	Paribas Patrimoine	514 81	493 82			
FRANCE-GAN	8783 22	8445 40	Paribas Revenus	88 61	87 73			
France Garantie	259 33	258 81	Patrimoine Retraite	188 77	185 07			
France Investiss.	439 69	428 97•	Pensalor	639 53	620 90			
France Oblig.	450 07	445 61	Phenix Placement	283 15	274 90			
Francic	437 97	425 21	Pierre Investissements	725 32	707 63			
Francic Pierre	110 67	107 45	Placement A.	1190 07	1166 74•			
Francic-Régions	1234 17	1198 22	Placements C T	7644 03	7628 77•			
Fructi-Association	30 46	30 46	Placement J.	6158 31	6146 02•			

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/9	COURS DES BILLETS achat	vente
Etats-Unis (1 usd)	5 242	5 311	5 030	5 480
Écu	6 949	6 941	....	....
Allemagne (100 dm)	335 450	335 320	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 326	16 326	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 690	297 650	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 523	4 509	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 550	87 600	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 949	9 948	9 750	10 550
Grèce (100 drachmes)	3 391	3 390	4 050	4 050
Suisse (100 f)	405 330	403 200	393	418
Suède (100 krs)	91 090	91 460	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 610	86 850	82	90
Autriche (100 sch)	47 679	47 685	48 100	49 200
Espagne (100 pes)	5 391	5 376	5 150	5 750
Portugal (100 esc)	3 795	3 797	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 554	4 601	4 410	4 810
Japon (100 yens)	3 661	3 693	3 660	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/9
Or fin (kilo en barre)	65600	66300
Or fin (en lingot)	65900	66750
Napoléon (20f)	407	407
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	465	476
Pièce Latine (20 f)	383	385
Souverain	490	494
Pièce 20 dollars	2305	2380
Pièce 10 dollars	1350	1360
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2470	2520
Pièce 10 florins	400	402

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Partisan d'un « Etat austère et efficace »

Le ministre argentin de l'économie durcit sa politique

Inquiétude et scepticisme ont accueilli la nouvelle série de mesures annoncées vendredi 31 août par le ministre argentin de l'économie, M. Erman Gonzalez. Celles-ci visent à renforcer le cap libéral donné à l'économie depuis décembre dernier, mais elles ne manqueront pas, affirment les critiques, d'accélérer la récession en cours et d'augmenter les risques d'explosion sociale.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Dans un pays qui a connu deux dérapages inflationnistes en moins d'un an, certains indicateurs restent alarmants. M. Gonzalez admet ne pas avoir réussi à éliminer l'inflation : la hausse des prix a approché 15 % en août. Le ministre de l'économie pense parvenir à la réduire au cours de cette nouvelle étape. Celle-ci comporte deux priorités : d'une part, la redéfinition de la politique fiscale ; d'autre part, la transformation du secteur public pour réduire le déficit qu'il génère. Les deux thèmes ne sont pas nouveaux.

La fraude fiscale est en effet de longue date un « sport » national. Le gouvernement de M. Carlos Menem avait d'autre part dépeint dès son entrée à la Casa Rosada, il y a un peu plus d'un an, la fonction publique, pléthorique et inefficace, comme le talon d'Achille de l'économie du pays. Elle est plus que jamais dans la ligne de mire.

M. Gonzalez définissait sans fioritures le modèle qu'il entend imposer : *« un Etat austère et efficace »*. Afin de s'en assurer, toutes les entreprises publiques qui dépendaient jusqu'à présent des ministères de la défense ou des travaux publics passeront sous le contrôle du ministère de l'économie . Leur personnel contractuel sera licencié : 80 000 à 130 000 personnes pourraient être ainsi touchées. Les entreprises publiques suspendront les services fournis à leurs clients mauvais payeurs dans un délai d'un mois. Ceux-ci sont d'ailleurs le plus souvent des ministères ou des entreprises publiques.

La Banque centrale exigera d'autre part des banques privées qu'elles paient leurs dettes avant le 1er décembre, faute de quoi elles seront déclarées en faillite. M. Gonzalez annonçait aussi une augmentation de 35 % du prix de l'essence. Celle-ci avait déjà fait un bond de 20 % il y a quinze jours. L'ensemble des tarifs publics a lui aussi augmenté de 12 % à 15 % depuis le 1er septembre.

Un nouveau calendrier pour les privatisations

Le ministre de l'économie annonçait enfin qu'un nouveau calendrier de privatisations serait présenté dans deux mois . Quelques-unes sont déjà achevées mais d'autres, qui ont été menées tambour battant, rencontrent de multiples difficultés. Ainsi Entel, la compagnie de téléphone, a bien fait l'objet d'une adjudication mais le gouvernement attend toujours le premier paiement de Bell Atlantic et de Telefonica, qui aurait dû être fait il y a un mois. Dans le cas d'Aerolinas Argentinas, la compagnie nationale d'aviation, la situation est encore plus complexe. Le Parlement vient de refuser la lettre de crédit présentée par l'adjudicataire Iberia en forme de paiement de 130 millions de dollars que l'entreprise espagnole s'était engagée à fournir.

Les scandales qui émaillent les privatisations, présentées comme un des piliers du plan gouvernemental n'aident guère l'équipe économique. Mais *« la mémoire est fragile »* dit M. Gonzalez. *« Nous étions au bord de l'explosion sociale et celle-ci ne s'est pas produite et ne se produira pas car l'hyperinflation a vécu. »* L'ancien chef de l'Etat, M. Raul Alfonsin, en est moins convaincu. Il qualifie les mesures adoptées de *« réellement récessives »*, prévoyant qu'elles *« activeront la perte de salaire réel, provoqueront le chômage et seront à l'origine d'une situation critique en matière sociale »*. Le président Carlos Menem aurait donné un délai de trois mois à son équipe économique pour prouver le contraire.

EDITH CORON

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2-3 septembre 1990 a été tiré à 537 566 exemplaires.

CHILI : les relations avec Washington

Le gouvernement Aylwin se plaint de l'attitude « protectionniste » de l'administration Bush

SANTIAGO

de notre correspondant

Un peu plus de cinq mois après l'entrée en fonctions du gouvernement présidé par M. Patricio Aylwin, les relations entre le Chili et les Etats Unis, orageuses sous le régime militaire, sont encore loin d'être au beau fixe. Au nom de leurs collègues, les deux vice-présidents de la Chambre des députés, le conservateur Beltran Urenda et le démocrate-chrétien Carlos Dupré se plaignent amèrement de *« l'attitude discriminatoire et protectionniste »* de l'administration Bush. Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Silva Cimma, fait chorus dans une lettre adressée à l'ambassadeur américain à Santiago.

Premier reproche : les tracasseries administratives entravant la commercialisation des produits chiliens aux Etats-Unis, particulièrement celle des fruits et des légumes. En mars 1989, la détection de cyanure dans quelques grains de raisin avait amené les autorités américaines à appliquer un embargo sur les exportations agricoles en provenance du pays andin. La mesure fut rapidement levée, mais les producteurs essuyèrent une perte d'environ 150 millions de dollars. Depuis cet incident, les arrivages de fruits chiliens sont l'objet d'une inspection tatillonne. Or les exportateurs, s'appuyant sur une enquête de l'université de Californie, affirment que le cyanure de la discorde a été injecté – accidentellement ou pas – dans un laboratoire des autorités sanitaires américaines, et demandent des réparations à Washington.

Prohibition des ventes d'armes

Autre différend : l'interdiction des ventes d'armes au Chili, votée par le Sénat américain en 1976 sur proposition d'Edward Kennedy, et toujours en vigueur malgré le rétablissement du régime démocratique. Il est vrai que l'une des conditions posées par les Etats-Unis à sa suppression est la problématique extradition du général Contreras, l'ancien chef de la police politique du régime militaire, que la justice fédérale accuse d'avoir planifié l'assassinat du dirigeant socialiste Orlando Letelier et de sa secrétaire américaine, perpétré à Washington il y a quatorze ans.

Cette exigence étant aujourd'hui irréaliste, les deux pays pourront-ils trouver une solution de compromis? C'est l'espoir du gouvernement chilien, qui s'est engagé à dédommager les familles des victimes. S'ils se rencontrent d'ici, à la fin de l'année, comme on l'espère à Santiago, les présidents Bush et Aylwin auront un emploi du temps chargé.

GILLES BAUDIN

HAÏTI

Ajournement des élections générales

Le Conseil électoral Haïtien (CEP) a ajourné les élections générales, prévues pour le 4 novembre, mais a déclaré qu'il comptait encore les organiser à temps pour la prestation de serment d'un nouveau président le 7 février prochain. Dans une déclaration faite samedi 1er septembre, le Conseil n'a fixé aucune date mais a reporté au 5 octobre les opérations d'enregistrement qui devaient débuter lundi, officiellement pour *« raisons techniques, matérielles et financières »*. Ces derniers mois, Haïti est allé de crise en crise et le gouvernement provisoire de l'actuelle présidente Ertha Pascal Trouillot, en conflit ouvert avec le Conseil d'Etat, paraît sérieusement menacé. Le Conseil d'Etat avait suggéré jeudi dernier au CEP le report des élections, estimant que les conditions de sécurité et de confiance réclamées par la population n'avaient pas été remplies par l'executif. – *(AFP, Reuter.)*

Démission de Jacques Fouroux, entraîneur national du XV de France

Jacques Fouroux, entraîneur de l'équipe nationale de rugby depuis dix ans, a démissionné de ses fonctions, lundi 3 septembre. M. Albert Ferrasse, le président de la Fédération française de rugby, a annoncé qu'il avait accepté cette démission tout en précisant que Jacques Fouroux conserverait la direction du comité de sélection du XV de France et que son successeur au poste d'entraîneur national n'était pas encore désigné.

Les médiocres résultats obtenus récemment par l'équipe de France, notamment dans le Tournoi des cinq nations, et les méthodes de jeu préconisées par l'entraîneur sortant avaient provoqué, ces derniers mois, une vive polémique dans les milieux du rugby.

A la prison de Fresnes

Un détenu prend un médecin en otage

Un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) a pris en otage lundi 3 septembre en fin de matinée un médecin, et le tenait toujours sous la menace d'un couteau en début d'après-midi.

Vers onze heures du matin, Mme ClaudeChimikhian, psychiatre à la prison, se rendait dans la cellule de Claude Schmidt, âgé de trente-sept ans, pour lui annoncer le décès de son père. Ce détenu, classé comme très dangereux, avait été condamné en 1985 par la cour d'assises de Moselle pour homicide volontaire. Considéré comme psychopathe par les services pénitentiaires, il était régulièrement suivi par le service psychiatrique depuis son incarcération en 1982.

Muni d'un couteau, le prisonnier a pris immédiatement le médecin en otage. Le procureur de la République de Créteil, M. Jean-Louis Nadal, qui s'est rendu sur place, tentait de parlementer avec le forcené. Le RAID, unité d'élite de la police nationale, a été envoyé sur les lieuxx

Exclusivement consacrée à la pornographie

La première chaîne payante italienne

Première chaine payante en Italie, Pay TV 1 a commencé ses émissions à titre expérimental samedi 1er septembre dans la région d'Udine, au nord du pays. A raison de deux heures par jour pour un abonnement mensuel de 250 000 lires (environ 120 francs), Pay TV 1 se consacrera exclusivement à la pornographie dès son démarrage complet, prévu fin septembre. Aussi a-t-elle déjà soulevé des protestations dans les milieux catholiques, le diocèse d'Udine notant que le nouvelle loi italienne sur les médias *« n'établit pas de distinction entre télévision à péage et télévision normale notamment en ce qui concerne les films interdits aux moins de dix-huit ans »*.

Aux Etats-Unis

Le président de la commission des forces armées du Sénat favorable à une opération « secrète » en Irak

Le sénateur démocrate Sam Nunn, président de la commission des forces armées du Sénat américain, s'est déclaré dimanche 2 septembre favorable à une opération secrète pour forcer le président irakien Saddam Hussein à quitter le Koweït.

« J'espère que nous commençons à avoir recours à diverses sortes d'opérations secrètes, a-t-il déclaré dans une interview télévisée. *J'espère que, avec nos amis de la région, nous nous préparons à des opérations secrètes pour rendre sa position au Koweït intenable. »*

D'après l'édition de lundi de l'hebdomadaire *Newsweek*, l'Arabie saoudite se préparerait à financer des opérations secrètes de la CIA et d'autres services spéciaux occidentaux pour renverser Saddam Hussein. Le président George Bush, toujours selon le magazine, aurait même donné son feu vert à de telles missions. – *(Reuter.)*

EN BREF

□ **ANGOLA : Cuba aurait retiré plus de 37 000 hommes.** – Plus de 37 000 militaires cubains avaient été retirés d'Angola au 31 août, aux termes des accords de paix signés en décembre 1988 entre l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba, a annoncé dimanche 2 septembre le ministère cubain des forces armées. Les quelque 13 000 soldats cubains qui se trouvent encore en Angola seront rapatriés pour le milieu de l'année 1991, a-t-il ajouté. – *(Reuter.)*

□ **CUBA : six « réfugiés » ont quitté l'ambassade d'Espagne à La Havane.** – Six Cubains réfugiés à l'ambassade d'Espagne à La Havane depuis juillet dernier ont quitté volontairement cette mission diplomatique samedi 1er et dimanche 2 septembre, a-t-on appris dimanche de sources espagnoles. – *(AFP.)*

□ **SAO-TOMÉ : 72 % de « oui » pour le multipartisme.** – Les électeurs de Sao-Tomé-et-Principe ont voté « oui » à 72 % lors du référendum du 22 août pour que soit adoptée une nouvelle Constitution prévoyant l'instauration du multipartisme, a-t-on appris, samedi 1er septembre, de source officielle. Des élections législatives doivent avoir lieu en octobre et être suivies d'une élection présidentielle en novembre ou décembre. – *(AFP.)*

L'Irak a décidé de limiter la validité des visas des journalistes étrangers

L'Irak a décidé de limiter à cinq jours la durée du séjour des journalistes étrangers dans le pays, de façon à permettre à d'autres reporters en liste d'attente de pouvoir venir à Bagdad, a déclaré, dimanche 2 septembre, le directeur irakien de l'information, M. Nadji el Hadithi.

Il a précisé que quelque deux cents journalistes étrangers se trouvaient actuellement dans la capitale irakienne et que plusieurs centaines d'autres avaient demandé des visas.

Aucune mesure d'expulsion n'a cependant été prise jusqu'à présent contre les journalistes ayant dépassé la durée du séjour fixée par les autorités. – *(Reuter, AFP.)*

Une émission
France Inter « le Monde »

« Zappinge »

Du lundi au vendredi, France Inter diffuse de 9 heures à 10 heures depuis le 3 septembre une nouvelle émission, « Zappinge », consacrée à l'actualité de la télévision et à la critique des programmes. Présentée par Gilbert Denoyan et Annick Cojean, cette émission est préparée avec la collaboration du *Monde*.